
LA RECHUTE

DERNIÈRE PARTIE (1)

CERTITUDES

QUARANTE-HUIT heures s'étaient écoulées depuis cet entretien décisif à la suite duquel Cilette avait demandé à Pierre de reculer la démarche officielle auprès de ses parents, en annonçant qu'elle leur parlerait elle-même. On était dans l'après-midi du troisième jour et elle ne leur avait pas parlé.

Vis-à-vis de son père, l'idée que celui-ci pouvait être jaloux de Thérade continuait de la paralyser. Elle appréhendait une réponse qui ne serait pas le « oui » cordial et tendre dont son cœur de fille et d'amoureuse avait tant besoin. Vis-à-vis de sa mère, un sentiment plus complexe l'arrêtait. Les deux femmes se ressemblaient par un trait essentiel de leur caractère, ce repliement instinctif dans l'émotion, qui aboutit d'abord à la réserve, puis, conséquence presque inévitable, à la dualité de la personne. Cette dualité, on se le rappelle, avait, quinze ans auparavant, causé la perte d'Andrée Rémonde. Son roman avec Thérade lui avait représenté le rêve réalisé d'une double vie, mais dans la faute. Cilette, depuis des années, la vivait un peu, cette double vie, dans l'innocence. Ses habitudes de sport et son assiduité au travail pour la préparation de ses examens, la mettait sans cesse sur un autre plan que celui où se mouvait

Copyright by Paul Bourget, 1931.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre et 1^{er} janvier.

TOME I. — 15 JANVIER 1931.

la pensée de sa mère. Le secret éveil de défiance, provoqué chez elle depuis quelques semaines par les attitudes de Thérade, avait encore accru cette difficulté d'ouvrir son cœur à celle qui aurait dû, semble-t-il, de par son évidente affection et la familiarité de leur commune existence, être sa confidente-née.

Tout soupçon inexprimé fait de celui qui l'éprouve un observateur involontaire pour lequel sa lucidité trop avertie est quelquefois un remords. On l'a vu par le journal de Cilette et par son sursaut lors de la scène des Français. Avoir seulement l'air d'épier sa mère lui était trop douloureux. Mais cet effort même pour ne pas tenir ce rôle sacrilège d'espion avait demandé à l'enfant respectueuse et tourmentée une surveillance si constante et si complète sur elle-même qu'aucun indice du drame moral qui se jouait en elle, n'était arrivé à cette mère. Celle-ci eût été bien coupable, si elle eût pu, renseignée sur le trouble de sa fille, se prêter à une reprise de rapports sentimentaux avec le séducteur de Nérès. Elle avait bien eu peur, un moment, que son enfant n'éprouvât pour Pierre une sympathie trop forte, puis devant l'insouciance simulée de Cilette et surtout son silence, elle s'était dit qu'il n'y avait entre les deux jeunes gens qu'un petit flirt sans ombre d'amour. Ses souvenirs à elle lui montraient l'entrée dans la passion comme si différente !

Et puis, dans la mère venait de renaître cette amoureuse de vingt-cinq ans que Camille Thérade s'appliquait, depuis cette rencontre, à réveiller, avec un machiavélisme à demi sincère. La lutte à laquelle il assistait dans la conscience d'Andrée l'émouvait et le flattait tout ensemble. Il avait, d'instinct et presque sans calcul, imaginé un procédé d'approche dont une femme restée naïve, même dans la faute, devait être la victime à la fois craintive et rassurée : lui offrir une amitié d'autant plus tendre qu'elle se doublait de tels souvenirs, en lui promettant de ne jamais dépasser les limites d'intimité permises. Peut-être lui-même se croyait-il de bonne foi. Cette illusion volontaire sur la scélératesse de cette manœuvre lui permettait d'endormir un scrupule qu'avaient fait monter en lui, malgré sa dépravation foncière, les représentations de Dauriac, quand ce dernier lui avait dit : « Ce renouveau d'adultère dans cet honnête intérieur où s'ébauche le joli roman de ces fiançailles, je ne peux pas m'y associer. » Et

Thérade avait voulu penser que ce projet de mariage n'était, de la part de son fils, qu'une vague idée sans consistance réelle, d'autant plus que le jeune homme, lui aussi, se taisait maintenant sur sa passion grandissante. Cilette avait deviné juste. Il était aussi troublé qu'elle par les rapports de M^{me} Remonde avec son père, et sa réserve déroutait celui-ci qui l'expliquait en se disant : « Il n'aime pas cette enfant, il n'aime que son avion, son *zinc* comme il l'appelle. » C'est le surnom que les professionnels donnent à leur machine. Le père se prononçait ce mot d'argot technique pour se faire sourire, et il achevait d'endormir ses scrupules en reprenant l'affreux raisonnement tenu à son Horatio et qu'il s'appliquait à lui-même : « Si Andrée était veuve et que je l'eusse épousée, Cilette m'appellerait son père et ce serait tout naturel. » Ces complications avaient eu pour résultat que lui aussi, depuis ces derniers jours, observait de moins en moins son fils. Quel désarroi, et sans doute quel remords, si le jeune homme était venu lui raconter son dernier entretien avec la jeune fille et le prier de la demander à ses parents ! Cilette avait empêché cette démarche. Elle s'était crue prudente, et à son insu elle avait précipité la crise que ses pressentiments redoutaient et qui allait tragiquement éclairer cette ténébreuse et menaçante situation.

« Et dire qu'avant-hier, presque à la même heure, je lui demandais de me laisser parler à mes parents la première, songeait-elle le surlendemain de la promenade au bois de Vincennes, et que je n'ai pas osé encore ! Il ne doit rien y comprendre, son pneumatique me le prouve. »

Elle avait, en effet, le matin même, reçu de Pierre une dépêche lui disant simplement : « Je pars pour Versailles afin d'être plus près de Villacoublay. J'attends à l'hôtel des Réservoirs un mot de vous sur ce que vous savez, et vous savez aussi combien cela me tient au cœur. »

Le papier bleu de ce télégramme, Cilette l'avait emporté dans son petit sac pour aller à son cours de l'École de Droit, car elle restait l'étudiante laborieuse qui préparait son prochain examen avec une irréprochable conscience. Si l'amoureuse, en elle, était bien la fille de sa mère, elle tenait de son père la plus scrupuleuse exactitude dans le travail accepté. Elle avait donc sténographié ses notes durant la leçon, comme si elle

n'avait pas eu dans le cœur cette lancinante inquiétude d'une résolution à prendre, qui l'épouvantait. La leçon finie, et comme elle sortait de l'École, elle avait passé devant la pâtisserie de la rue Saint-Jacques, derrière la vitrine de laquelle se détachait l'autre jour le profil énergique de Pierre, la guettant. Ce souvenir lui rendit la personnalité du tendre et courageux garçon plus présente encore. Une phrase lui revint, prononcée par lui au cours de leurs chères causeries : « J'aimerais l'avion quand il n'aurait qu'une seule vertu, celle de nous apprendre à nous décider, — et, montrant le ciel, — là-haut on n'a pas le loisir d'hésiter. » Et voici qu'une suggestion s'emparait d'elle :

— Je parlerai aujourd'hui, se dit-elle à haute voix, brusquement, je me le jure, et si maman est à la maison, tout de suite.

Le temps de hélér un taxi, et par la rue Soufflot, l'Odéon, la rue de Vaugirard, elle roulait vers le boulevard des Invalides. Le parti pris de sa résolution lui donnait déjà un apaisement qu'une rencontre fit cesser. A une minute, elle aperçut son père. Il marchait sur un trottoir du côté de leur maison, lui aussi. La lenteur de son pas, sa tête penchée, tout son aspect trahissait une absorption dans ses pensées dont Cilette imagina aussitôt qu'elles se raccordaient à ses propres soucis sur sa mère. Cette idée suffit pour qu'elle continuât sa route sans s'arrêter, tout heureuse de n'avoir pas été vue.

« Oui, se disait-elle, c'est à maman qu'il faut parler d'abord. Je saurai tout de suite, rien qu'à ses yeux pour me répondre, s'il n'y a vraiment rien entre elle et M. Thérade. Et il n'y a rien, s'affirmait-elle, il ne peut rien y avoir. A peine papa rentré, elle lui répétera notre conversation. Le ton seul de sa voix suffira pour dissiper sa jalousie à lui, et il n'en a pas. Il n'a pas de raison d'en avoir... » Elle insistait sur cette négation de sa quasi-certitude, pour s'empêcher de reculer encore l'entretien définitif. « Non, il n'est pas jaloux et moi j'ai été un peu lâche ; je ne le suis plus. »

Quand elle descendit de voiture devant l'hôtel familial, un détail enfantin eût révélé, à qui la connaissait bien, à quel degré elle était tendue. Elle tenait de l'industriel une discipline sur laquelle sa mère la plaisantait souvent : jamais elle n'avait en mains une facture, si insignifiante fût-elle, sans la contrôler minutieusement. Quand elle prenait un taxi, c'était toujours

elle qu
Cette
« Ga
eût fa
paru
ouvri
en ap
recon
de di
portée

tique,
« J
geant
repou
ne fa
tête »
salon
mante
mieux

Le
et elle
Cette
officie
présen
de la
de sa
épais
porte
sa m
rêta,
Théra

amou
leuse,
nirs
que
vaine

elle qui vérifiait sur le compteur le chiffre de la somme à payer. Cette fois-ci elle tendit un billet au chauffeur en lui disant : « Gardez tout », incapable d'attendre les deux minutes qu'il eût fallu à cet homme pour lui rendre la monnaie. Qu'elles lui parurent longues, les autres minutes que le domestique mit à ouvrir sur son impérieux coup de sonnette ! Et que devint-elle en apercevant sur la table de l'antichambre une canne qu'elle reconnut à son pommeau : une gaine d'argent ornée de figures de divinités hindoues en relief, que le diplomate avait rapportée d'Extrême-Orient.

— Monsieur Thérade est là ? demanda-t-elle.

— Oui mademoiselle, chez madame, répondit le domestique, dans le petit salon.

« Je parlerai quand il sera parti », se dit Cilette en s'engageant dans l'escalier. Puis, reprise aussitôt par l'idée qu'elle repoussait tout à l'heure, celle de la jalousie de son père : « Il ne faut pas, s'il vient réellement ici, qu'il les trouve en tête-à-tête », se dit-elle encore, et quand elle fut devant la porte du salon : « Si papa, quand il rentrera, me voit en chapeau et en manteau, il pensera peut-être que j'arrive seulement. Il vaut mieux que j'aie l'air d'avoir assisté à toute la visite. »

Le temps de monter à l'étage au-dessus où était sa chambre et elle descendait, ayant ôté même ses gants, jusqu'au boudoir. Cette pièce, où Andrée Rémonde recevait en dehors des jours officiels, se trouvait sur le derrière de l'hôtel. Un jardin la préservait du fracas bruyant des voitures. L'extrême nervosité de la pauvre femme lui donnait un besoin de silence autour de sa personne qu'elle satisfaisait par l'abus des tentures. Une épaisse portière en vieille tapisserie doublait à l'intérieur la porte que Cilette ouvrit doucement, par une habitude à laquelle sa mère l'avait dressée dès son enfance, et soudain elle s'arrêta, littéralement clouée sur place à entendre la phrase que Thérade prononçait, d'une voix chaude et passionnée :

— Mais oui, Andrée, j'ai cru sincèrement que de notre amour d'autrefois nous pourrions faire une amitié merveilleuse, et puis !... Vous êtes restée trop charmante et les souvenirs des baisers de Nérès sont restés en moi trop vivants.

— Taisez-vous, répondait l'ancienne maîtresse, d'un accent que Cilette ne lui connaissait pas, celui d'une volonté déjà vaincue, taisez-vous.

— Je ne peux pas, insistait Thérade, je vous aime trop, et vous!... Je les retrouve vos yeux adorables du château de l'Ours quand vous m'avez dit : « Et moi aussi je vous aime! » Vous vous rappelez?... Vos yeux de nos rendez-vous ensuite à Paris quand vous étiez à moi tout entière... Et maintenant!... Un baiser, je vous en supplie, un seul baiser comme autrefois!...

— Oui, mais un seul!... implorait-elle, et déjà le bras de Thérade se glissait autour de sa taille, et sa tête à elle se penchait vers lui quand un cri étouffé derrière la porte, un plaintif : « Ah! maman!... » gémi par Cilette, la fit se redresser dans l'épouvante. Thérade aussi était debout. Il avait lâché sa victime, tout à l'heure au bord de la rechute, et qui s'échappait affolée vers la tapisserie pour la soulever et voir sa fille si pâle, la tête appuyée contre le montant de la porte, et la mère étreignait son enfant en lui criant : « Sauve-moi! Sauve-moi!... » Puis, la violence de l'impression nerveuse arrêtant les battements de son cœur, elle s'affaissa, prise d'une syncope. Il fallut que Cilette la soutint et la portât littéralement dans le petit salon, pour l'étendre sur la chaise-longue où, cinq minutes plus tôt, les anciens amants échangeaient les mots qui arrachaient au témoin caché son cri d'épouvante et de révolte.

Thérade, bouleversé lui-même, avait esquissé un geste pour aider l'effort de la jeune fille, qui l'avait repoussé d'un regard indigné en lui disant :

— Non, monsieur, pas vous... pas vous... Ne la touchez pas... Allez-vous en, allez-vous en!...

— Mais, mademoiselle... avait-il balbutié, permettez-moi..

— Rien, monsieur, fit Cilette en lui montrant de sa main devenue libre le bouton du timbre visible à côté de la cheminée : Veuillez sonner deux fois pour la femme de chambre et sortez.

Il obéit. Il était à peine hors de la pièce que la malheureuse Andrée ouvrait les yeux. Son cœur s'était remis à battre. Elle respirait, comme délivrée par le départ du tentateur, et sa première parole fut une supplication :

— Ah! mon enfant, que vas-tu penser de moi?

— Que je ne vous ai jamais tant aimée, maman, répondit Cilette. Ne parlez pas. Essayez de vous calmer. Vous m'avez appelée, je suis là, pour vous soutenir, pour vous aider.

Et comme la femme de chambre entra, la courageuse

enfant

avait

tresse

comm

dans l

la serv

Merci

à sa p

Laisse

la sen

cet ét

s'il es

pas n

Et

si ten

m'exp

comm

aime

vous

à vol

E

qui p

que l

mém

comm

la se

E

art a

l'aut

et en

à Cile

acco

d'un

enfant, redevenue maîtresse d'elle-même, dit simplement :

— Madame s'est évanouie, comme c'est arrivé déjà. — Élise avait assisté en effet à plusieurs crises analogues chez sa maîtresse. — Aidez-moi à l'étendre mieux et la tête un peu basse comme le professeur Louvet a ordonné les autres fois, et allez dans le cabinet de toilette chercher de l'éther.

— Mais je me remets tout à fait, disait la malade, et quand, la servante ayant apporté le flacon demandé, elle l'eut débouché : Merci, Élise, vous pouvez vous retirer et remettre cette fiole à sa place. Je n'ai plus besoin de rien que d'un peu de repos. Laissez-nous.

— Madame ferait peut-être mieux de se coucher, suggéra la servante.

— Non, répondit M^{me} Rémonde, rien que d'avoir respiré cet éther m'a fait tant de bien ! Mademoiselle me gardera et s'il est besoin, on vous sonnera de nouveau. Mais ça ne sera pas nécessaire, j'en suis sûre.

Et, aussitôt seules :

— Tu comprends, mon enfant, il faut que je t'explique...

— Non, maman, interrompit Cilette, en mettant d'un geste si tendre ses doigts sur les lèvres tremblantes de sa mère, ne m'expliquez rien. Je vous répète, et regardez-moi, vous verrez comme je suis sincère, que je ne sais qu'une chose : je vous aime et je n'ai pas à vous juger. Combien vous m'aimez aussi, vous me l'avez prouvé tout à l'heure par votre cri, votre appel à votre fille qui ne l'oubliera jamais.

Elle pleurait en parlant ainsi, et elle embrassait sa mère qui pleurait aussi. Leurs larmes se mêlaient dans une étreinte que la mère interrompit pour dire :

— Il y a pourtant une chose, que j'ai le droit, le devoir même de te dire. Je veux que tu saches cela aussi : j'ai commis une faute, la plus grande des fautes, mais elle a été la seule de ma vie. Donne-moi ce Christ, ma chérie.

Elle désignait un petit crucifix en bois, relique du vieil art auvergnat, où le Sauveur était représenté d'un côté ; de l'autre se voyait une madone, les mains repliées sur son cœur et entourée de têtes d'anges. Ce petit souvenir avait été donné à Cilette, durant la guerre, à la clinique de Clermont où elle accompagnait sa mère, par un prêtre-soldat qui mourait d'une blessure reçue dans une des tranchées de Champagne.

M^{me} Rémonde mit ses doigts sur cet objet vénérable, après s'être signée avec ferveur. Puis, d'un ton à la fois solennel et poignant, elle répéta :

— La seule de ma vie, la seule, je te le jure.

— Je n'avais pas besoin de ce serment pour vous croire, maman, dit Cilette en lui prenant la main qu'elle lui baisa, je vous ai vue vivre.

— Tu n'as pas vu mon remords, répondit la mère. Si tu savais ce qu'a été pour moi ton arrivée en tête-à-tête avec ce jeune homme, dont le nom me fit mal, à croire que j'allais défaillir, comme tout à l'heure ! Ce remords, il me l'a aussitôt incarné, avec une telle force ! J'aurais dû trouver un moyen de ne jamais revoir son père. J'en avais un : parler d'une vague cour faite à Nérès que j'avais cru plus sage de taire et dont le souvenir me rendait pénible de revoir cet homme. J'en ai eu l'idée et puis j'ai accepté de le recevoir. C'était si lointain. Et puis il y avait toi et ce que tu m'avais dit dès le premier soir. Si elle l'aime, ai-je pensé, je n'ai pas le droit de lui gâter son bonheur. Et maintenant !...

Maintenant ? Il était perdu à jamais ce bonheur, et par là faute de qui ?... Ah ! il fallait que la responsable l'ignorât toujours. Et, dans le sursaut d'une héroïque piété, Cilette eut l'énergie de répondre :

— Je n'aimais pas ce jeune homme d'amour, maman. Ce n'était qu'une sympathie qui est devenue une amitié, charmante, mais tranquille. De son vague projet de mariage, il ne m'a plus jamais parlé qu'en plaisantant. Il me sera pénible de ne plus le revoir, je l'avoue. Mais que vous m'ayez gâté ma vie, ne le pensez jamais...

Ce parti pris, soudainement conçu et aussitôt pratiqué, d'un silence absolu sur ses sentiments, aurait-elle eu la force de le soutenir plus longtemps, déchirée comme elle était, si l'arrivée de son père n'eût interrompu cette angoissante conversation.

— Comme ça sent l'éther ici !... interrogea-t-il en entrant.

— Oui, dit Cilette, maman vient d'avoir tout à l'heure une de ses petites défaillances nerveuses.

— Mais le domestique en bas, continua Rémonde, m'avait dit que M. Thérade était là ?

— Il ne l'aura pas vu sortir, fit Cilette, il était sans doute à l'office. Nous étions en effet ici à causer tous les trois quand

maman
trouve
l'éther

Un
peu co
fut-il,
jalous
point.
Cilette
suspec
mari

mains

Cilette
ce co
où éta
hasar

vais s

À

jouai

dissai

rythm

quan

subie

leur

parol

rieur

où la

coup

n'ava

décou

devin

effray

âme

mêm

aupr

chez

secrè

maman, qui se sentait un peu souffrante depuis ce matin, s'est trouvée mal. J'ai renvoyé M. Thérade et j'ai sonné Élise pour l'éther.

Une détente s'était produite sur le visage de Rémonde, un peu contracté d'abord. Ce changement de physionomie, si léger fût-il, s'accordait trop avec le soupçon de sa fille sur une jalousie qui s'ignorait peut-être elle-même, car il n'insista point. Telle était d'ailleurs sa confiance en la sincérité de Cilette qu'il n'aurait pas, même en présence d'indices plus suspects, douté d'un témoignage qui fit honte à sa femme. Son mari avait quitté la chambre en disant :

— Je vais téléphoner au docteur, c'est plus sûr.

— Ah ! gémit la mère en se cachant la figure dans les mains, je te fais mentir aussi !...

— Ne vous reprochez rien, maman, je vous en supplie, dit Cilette, et surtout essayez de retrouver un peu de calme. Ayez ce courage pour moi et pour lui ; — elle montrait la porte par où était sorti son père, — vous savez qu'il aime bien, quand, par hasard, il rentre à cette heure, prendre le thé avec nous. Je vais sonner de nouveau pour qu'on l'apporte dans cette pièce.

Au cours des tragédies bourgeoises comme celle qui se jouait dans ce salon, si paisible en vue de son petit jardin verdissant, les minutes les plus douloureuses sont celles où le rythme des habitudes quotidiennes continue, et cela surtout quand un des membres de la famille n'est pas initié à la crise subie par les siens. Ceux-ci doivent alors contrôler et dominer leur visage, leurs gestes, leurs attitudes, leur regard, leur parole, quelquefois au moment même où leur tumulte intérieur aurait le plus besoin d'un éclat. Jamais depuis l'heure où la trahison de son amant avait précipité Andrée hors du coupable et mystérieux asile qu'elle appelait « l'oasis », elle n'avait souffert un pareil martyre. La honte de sa faute ainsi découverte devant Cilette la suppliciait physiquement. Elle devinait chez celle-ci un supplice pareil et elle demeurait effrayée à l'idée du coup de foudre que venait de recevoir cette âme qui lui était devenue si chère, à cause de cette faute même et de ses remords. Elle comprenait qu'elle n'avait plus auprès d'elle la même personne que ce matin encore. Il y a chez une jeune fille qui n'a jamais rencontré les réalités secrètes et sensuelles de la vie, comme une virginité du cœur,

brutalement atteinte chez l'innocente enfant, et toutes deux cependant étaient assises auprès du chef de famille, trahi par l'une et inefficacement plaint par l'autre, devant la table à thé apportée par le domestique qui tout à l'heure introduisait Thérade dans ce même salon. Et Cilette accomplissait les gestes rituels de la préparation du goûter : réchauffement du métal de la théière, mesure exacte des feuilles, surveillance et versement de l'infusion dans les tasses, avec sa minutie habituelle, mais dans quelle détresse intérieure, tandis que M^{me} Rémonde écoutait patiemment son mari lui parler d'une difficulté survenue le matin à l'usine ! Son mécontentement de la visite de Thérade, — mais avait-ce été autre chose qu'un rien d'agacement ? — n'existait plus. Le docteur l'avait rassuré au téléphone en lui disant qu'il viendrait vers la fin de la journée, et l'industriel, tout à ses affaires, ne remarquait pas chez les deux femmes une nervosité que Cilette dissimulait d'ailleurs par des questions dont elle n'écoutait pas les réponses. Puis l'entretien dévia sur des racontars insignifiants de leur monde, provoqués par elle encore, jusqu'à une minute, où, visiblement épuisée par un trop pénible effort, la mère se leva en disant :

— Je me sens de nouveau un peu fatiguée... Ne vous inquiétez pas, Albert, ni toi, Cilette, ce ne sera rien. Je vais m'étendre sur mon lit et reposer, jusqu'à ce que le docteur arrive. Chérie, tiens compagnie à ton père.

C'était dire à sa fille qu'en ce moment une conversation entre elles et en tête-à-tête serait trop cruelle.

— Oui, maman, répondit simplement Cilette. Elle avait compris, et ne reconduisit pas la malade plus loin que la porte. Elle aussi avait tant besoin d'être seule, surtout quand, sa mère une fois sortie, Rémonde lui demanda, sans soupçonner quel coup de poignard il portait à son enfant :

— Pierre Thérade n'était donc pas venu avec son père ?

— Non papa, répondit-elle.

— Y a-t-il longtemps que tu ne l'as vu ? insista-t-il.

— Assez longtemps, papa, fit-elle.

— Il ne te fait donc plus la cour ? interrogea l'excellent homme avec un sourire qui prouvait de nouveau la complète abolition de sa défiance de tout à l'heure. Décidément sa jalousie à l'égard de Thérade était un ombrage et non pas un soupçon. Cilette comprit cela et que jamais un doute sur

l'honneur de sa femme ne l'avait effleuré. Cette évidence lui fit plus mal encore, et toujours maîtresse d'elle-même, elle répondit :

— Mais Pierre Thérade ne m'a jamais fait la cour, papa.

— Il te regardait pourtant bien tendrement.

— Pas aussi tendrement que son avion, papa ; rappelez-vous notre visite à Villacoublay.

— Cela vaut peut-être mieux, reprit Rémonde, j'avoue qu'un gendre aviateur ne serait pas pour moi de tout repos. Mais tu lui aurais demandé de renoncer à ce dangereux sport, en mettant cette condition à votre mariage. S'il t'avait aimée, il aurait accepté, et alors je l'aurais placé à l'usine. J'avais vu qu'elle l'intéressait, et qu'il en comprenait la poésie, car elle en a une. Le papier, c'est l'avion de la pensée... — Puis après un sourire sur cette étrange formule : — Nous bavardons, et j'ai quelques lettres en retard à écrire. Je vais dans mon cabinet.

— Et moi, dit Cilette, j'ai mes notes de cours à rédiger.

— Sur quoi était la leçon d'aujourd'hui ? demanda le père.

De nouveau la pauvre enfant s'écouta mentir :

— Ce sont mes notes d'hier que j'ai à mettre au point, dit-elle ; aujourd'hui j'ai manqué le cours, je suis restée à la maison. Je trouvais maman déjà un peu nerveuse...

Et quand elle fut rentrée dans sa chambre :

— Ah ! c'est affreux, affreux !... gémit-elle, mentir ! Encore mentir !... Il ne fallait pourtant pas qu'il pût croire que maman était restée seule avec cet homme.... Mais, vraiment, c'est insoutenable.... Et quand je pense que je venais leur dire que ce misérable allait leur demander ma main pour son fils, et que je l'aime, ce fils, et que j'en suis aimée... Et comme papa en eût été heureux ! Ces quelques mots que nous venons d'échanger le prouvent... — Et dans un sanglot : — Ah ! Pierre !... Mon pauvre Pierre !...

Cette image, évoquée soudain avec une force nouvelle par les paroles de son père, lui fit revivre, dans toute leur intensité, les moments délicieux où le jeune homme lui avait avoué son amour. Quel horizon de bonheur lui était apparu alors, qui n'avait été qu'un mirage ! Une révolte commençait de grandir en elle contre la fatalité qui la précipitait du haut de son rêve. Épouser Pierre maintenant, après ce qu'elle avait entendu et

presque vu : « Un baiser, Andrée!... » Non, ce n'était pas possible! Permettre à l'amant de sa mère de lui dire « ma fille », avec la même voix qui murmurait tout à l'heure cet appel criminel, cela jamais! jamais!... Et cet appel, sa mère l'avait écouté. Elle avait fait pire, elle y avait répondu : « Un seul... » avait-elle dit, et son cri désespéré « Sauve moi! » prouvait trop son vertige. Elle allait succomber, si le hasard n'avait pas voulu que sa fille fût là qui l'avait préservée de la rechute, mais à quel prix! Et une tentation envahissait Cilette, celle de défendre sa vie à elle, qui n'avait jamais rien désiré que de permis, de simple, de noble. La vision de celui qu'elle aimait se faisait de plus en plus précise, presque hallucinante. Il était là qui la regardait avec ses yeux, aussi respectueux qu'ardents, et d'une telle loyauté. « Ah! s'écria-t-elle tout à coup, si je fuyais cette horreur? Si je m'en allais avec lui? » L'image de l'avion survolant la Roseraie ressuscitait également. Elle se voyait emportée avec son aimé par l'oiseau de toile, et s'échappant tous deux, loin, très loin, dans un autre pays où ils se marieraient, où ils fonderaient un autre foyer, à eux, bien à eux, à l'abri de la hideuse souillure que représentait maintenant pour elle la maison familiale... Elle était là, cette maison, pourtant, son père l'habitait, qui n'avait, lui, rien à se reprocher que d'avoir trop cru en sa femme. Sa fille partie, et dans ces conditions, que penserait-il? « Et maman? Ah! Elle en mourrait », gémit-elle encore; et tout haut : « Non, je ne peux pas, je ne dois pas!... » D'un mouvement impulsif elle s'élança hors de sa chambre, et courut au petit salon. Le crucifix auvergnat était toujours à la place où M^{me} Rémonde l'avait posé après son serment. Cilette le saisit et l'appuya contre ses lèvres pour exorciser la tentation parricide. Puis elle se laissa tomber à genoux, et se mit à prier, toujours le crucifix entre ses mains jointes, d'une de ces prières sans paroles où l'âme s'abîme dans une supplication qui implore un secours d'en haut. Une nouvelle image se substituait à toutes les autres, celle du prêtre-soldat qui, sur son lit d'agonie, à Clermont, lui avait donné cette effigie de l'Homme de Douleur, un jour qu'elle était venue, comme si souvent, lui apporter des fleurs et lui faire la lecture :

— Acceptez ce souvenir d'un mourant pour qui vous avez eu tant de charité, ma petite amie, lui avait-il dit.

Vous êtes bien jeune encore, vous aurez des épreuves à traverser dans votre vie comme nous tous. Lorsqu'elles viendront, rappelez-vous toujours ce qu'a ordonné celui-ci : « Quand vous souffrirez, prenez votre croix et suivez-moi. »

Derechef, Gillette appuya le crucifix contre ses lèvres. Elle était redevenue la fille courageuse et tendre qui, tout à l'heure, dominait la plus violente secousse nerveuse qu'elle eût reçue de sa vie, pour préserver son père et sa mère.

« Et suivez-moi », répétait-elle en regagnant sa chambre. « Le suivre. C'est faire mon devoir envers papa qui ne doit rien savoir, rien soupçonner, et envers maman qui, elle non plus, ne doit rien savoir de la douleur qu'elle me cause. Elle n'a jamais deviné combien j'ai aimé Pierre. » L'héroïque enfant mettait déjà au passé un sentiment dont elle comprenait trop qu'il lui fallait le sacrifier. « Elle l'ignorera toujours. Après la scène d'aujourd'hui, cet homme, — elle pensait à Thérade, — n'osera tout de même plus revenir ici. Il faut que Pierre non plus n'y revienne pas, que je ne le revoie jamais, pour que j'aie la force de tout cacher à maman et à papa. S'il devinait que j'aime Pierre, et combien, il se demanderait pourquoi je ne l'épouse pas, et alors... Ce pourquoi, il faut que Pierre, lui aussi, l'ignore toujours. Son père ne le lui apprendra certainement pas... Il n'y a qu'un moyen... C'est la Croix, ce moyen... Je la porterai. »

Et déjà elle était assise à sa table. Elle prenait le stylo qui lui servait, si peu de jours auparavant, à raconter ses espérances sur les pages, abandonnées à présent, de son journal intime, et elle écrivait, avec cette instantanéité dans l'action qui est un besoin de se réfugier dans l'irréparable quand la décision prise est obligatoire, mais trop douloureuse, et que l'on a peur de ne plus en avoir demain l'énergie.

« Mon cher Pierre,

« Voici deux jours que nous nous sommes quittés sur cette promesse que je vous avais faite de parler à mes parents... et je ne leur ai pas parlé. Ces jours je les ai passés (« encore un mensonge » se disait-elle avec accablement en traçant ces mots) à descendre en moi-même.

« Quand, au cours de notre voyage de Lyon à Paris, nous

sommes convenus de nous étudier l'un l'autre, pour savoir si nous pouvions fonder un foyer ensemble, nous nous sommes implicitement promis une loyauté absolue vis-à-vis de nous-mêmes.

« Cette loyauté, j'y ai manqué.

« Quand vous m'avez demandé dans notre randonnée au bois de Vincennes : « Voulez-vous être ma femme ? » j'ai été si émue par votre émotion que j'ai cru pendant quelques minutes que ma sympathie pour vous était de l'amour... Puis, revenue à la maison et seule avec moi-même, je me suis rendu compte que cette sympathie n'était que de l'amitié, très profonde, très sincère, mais que je ne vous aimais pas d'amour, et je vous l'ai dit souvent, je n'admets pas d'autre mariage que le mariage d'amour. Pierre, pardonnez-moi, plaignez-moi : je souffre, connaissant votre cœur, d'avoir à vous écrire ces mots cruels. Je pleure, je lutte avec mon devoir qui est de vous dire la vérité. Repousser un amour comme le vôtre, c'est un déchirement. Je me juge sans pitié ; sous un dehors de fausse modestie, je n'ai été qu'une coquette. Hantée de l'idée de plaire, j'ai été grisée par la sensation d'être admirée par un homme que j'admirais aussi. Mais admirer n'est pas aimer. Ma conscience est réveillée. Assez de faiblesse. Ma destinée se précise. J'ai regardé ma vie en face : je n'ai pas le droit de vous la donner et de prendre la vôtre, puisque je ne vous aime pas. Un foyer exige l'union absolue de deux cœurs. On ne peut le fonder dans le trouble, l'équivoque, le mensonge. Le sentiment de votre droiture et de votre loyauté me deviendrait intolérable.

« Encore pardon ! Je voudrais vous la répéter toujours cette parole de repentir, de reconnaissance. Renoncez à votre projet, Pierre. Ne parlez pas à M. Thérade d'une démarche à laquelle je devrais répondre « non ». Oubliez votre pauvre Cilette. Je vous demande de ne pas essayer de la revoir. Ces lignes douloureuses nous séparent à jamais. »

Elle la relut, cette lettre, en écartant le papier pour que les larmes qu'elle versait n'y tombassent point. Puis elle la mit dans une enveloppe, écrivit l'adresse que Pierre lui avait donnée à Versailles. Cinq minutes plus tard, elle avait glissé

l'irrévocable message dans la prochaine boîte aux lettres et elle rentrait en murmurant comme tout à l'heure : « Pauvre Pierre ! » et elle ajoutait, en pleurant de nouveau : « Pauvres nous !... »

LE PÈRE ET LE FILS

Cilette avait mis sa lettre à la poste un mardi. Pierre avait passé cette journée à examiner son avion dans les moindres détails. Le lendemain, dès la première heure, il l'avait essayé et jugé parfait.

« Mon *Pétrel* justifiera son nom », s'était-il dit. Après avoir cherché, durant des mois, comment appeler son aéroplane, il s'était décidé à le baptiser ainsi, par allusion à cet oiseau, le plus hardi de tous à se porter au loin, et qui, dans son vol rapide, semble effleurer la mer. Les marins d'autrefois le nommaient ainsi : *Peters vogel* en allemand, l'oiseau de Pierre, par comparaison avec saint Pierre marchant sur les eaux. « Nous aurons le même patron, avait pensé Pierre Thérade en découvrant cette étymologie dans le dictionnaire, cela me portera bonheur. » Et tout en poussant son auto en quatrième vitesse, de Villacoublay à Versailles après cette expérience, il se disait encore, exalté par son propre succès : « Il ne me reste plus qu'à faire admettre par Cilette l'idée de ce voyage par-dessus l'Atlantique. Elle la combattrait d'abord, mais elle est si courageuse, avec de si hautes façons de sentir... Je lui répéterai : c'est pour la France, et elle acceptera. Ma dépêche reçue, elle a parlé à ses parents tout de suite. Je vais trouver une lettre d'elle. »

Cette lettre l'attendait en effet au bureau de l'hôtel. L'écriture de la jeune fille, reconnue aussitôt, lui fit battre le cœur. Il y a un poète dans tout amoureux, même fêru de mécanique comme était celui-là. Cette enveloppe qui contenait, pour lui, le mot de sa vie, il voulut la décacheter seulement dans sa chambre dont la fenêtre donnait sur les arbres du parc et le bassin de Neptune. Ce verdoyant et gracieux décor de printemps lui aurait rendu cette lecture encore plus cruelle par l'ironie du contraste, s'il avait pu, l'enveloppe une fois ouverte, regarder autre chose que cette feuille de papier, l'arrêt de mort de sa plus chère espérance, et il épelait, — à peine en croyait-il

ses yeux, — les mots terribles : « J'ai manqué à cette loyauté... Je n'ai été qu'une coquette... Je ne vous aimais pas d'amour... Admirer n'est pas aimer... Je n'ai pas le droit de vous donner ma vie et de prendre la vôtre, puisque je ne vous aime pas... »

— Mais ce n'est pas vrai!... finit-il par crier tout haut, non, ce n'est pas vrai. Son écriture même le prouve, si changée, si nerveuse! Et l'accent de sa voix pour me répondre l'autre jour, et tout dans ses manières depuis que nous nous voyons quasi quotidiennement, et même cette fin, cette supplication de ne pas chercher à la revoir!... Évidemment elle a parlé à ses parents. Ils ne veulent pas de ce mariage et elle ne veut pas, elle, me dire leurs raisons... Pourquoi?

Une phrase lui revenait, celle que Cilette avait prononcée pour le prier de reculer la démarche officielle de son père à lui : « Mes parents ont actuellement des préoccupations. Ne me demandez pas lesquelles. » L'intuition de la jeune fille ne s'y était pas trompée. Si Pierre n'avait pas insisté pour savoir la nature de ces préoccupations, c'est qu'une pensée lui avait, — en écoutant ces mots énigmatiques, — traversé l'esprit, celle-là même qui angoissait sa pauvre amie. Lui aussi avait cru discerner des signes de mécontentement chez M. Rémonde, quand sa femme causait avec Thérade.

« Y aurait-il eu une scène que j'ignore, se demandait-il, entre lui et M^{me} Rémonde? Qui sait? Entre lui et mon père? A la suite de quoi il aura refusé son consentement à Cilette sous un prétexte quelconque, et celle-ci, devinant la vérité et voulant couper court à toute recherche de ma part, aura dressé entre nous ce mensonge sur ses sentiments, car c'en est un.... Elle l'a pourtant écrite, cette phrase : Je ne vous aime pas... Si c'était vrai?... »

Plus un amour est profond, — comme celui que Pierre éprouvait pour Cilette, — plus, intéressant toute l'âme, il est sujet à des crises imaginatives qui tour à tour l'exaltent ou la dépriment. Tantôt le désir passionné de bonheur la soulève d'une espérance enivrée, tantôt le moindre indice d'une déception possible l'accable jusqu'à la consternation, incapable, dans l'un et l'autre cas, de réduire les faits à leur exacte mesure. C'est alors, dans la détresse du désarroi intime, que les projets les plus audacieux surgissent devant l'esprit angoissé, qui veut, coûte que coûte, sortir de l'insupportable incertitude.

« De deux choses l'une, se disait Pierre maintenant, ou bien ce sont ses parents qui repoussent notre mariage, ou c'est elle qui n'en veut plus. Cette question, si j'allais la lui poser?... Je ne peux pas... » Et il relisait les lignes que la jeune fille elle-même qualifiait de douloureuses : « Oubliez votre pauvre Cilette, je vous demande de ne pas essayer de la revoir. »

Tous les métiers sont une éducation du caractère qui dépasse leur exercice même. Conduire une machine, qu'il s'agisse d'une locomotive, d'une automobile ou d'un moteur d'avion, c'est ménager l'énergie qui en conditionne le fonctionnement. Cette discipline dresse ceux qui lui obéissent à distribuer leur propre énergie dans les actions importantes de leur vie. Devant un problème à résoudre, les gens de cette race le décomposent pour ainsi dire. « Je ferai ceci d'abord, décident-ils, puis cela. » Dans cette enquête à instituer sur ce changement de résolution chez Cilette, il fallait savoir d'abord si la jalousie supposée de M. Rémonde y entraînait pour une part. Un incident quelconque s'était-il produit de ce côté-là ?

« Cette scène que j'imaginai tout à l'heure entre lui et mon père aurait-elle eu lieu dans la journée ? se demandait Pierre. Et par hasard, Cilette aurait-elle parlé à ses parents aussitôt après ? Ce n'est pas impossible. Mon père était visiblement si préoccupé à dîner hier au soir. »

Dauriac les avait en effet invités tous deux au restaurant, la veille. À peine Thérade, qui se piquait d'être un fin gourmet, avait-il touché aux plats et pris part à la conversation, et Pierre de se dire : « Tirons du moins ce point-là au clair et tout de suite. J'en ai le moyen. »

Cinq minutes après, remonté dans son automobile, il roulait vers Paris et l'appartement de la rue du faubourg Saint-Honoré, où il débarquait d'un pas décidé. Sa résolution s'était encore renforcée durant ce trajet. Le cœur lui battait pourtant bien fort à l'approche d'un entretien qui sous-entendait une inquisition presque impie. N'impliquait-il pas un soupçon accusateur sur son père ? Si les deux hommes, trop séparés par leurs caractères, n'avaient jamais connu l'un avec l'autre des abandons complets, jamais le respect filial n'aurait été touché dans l'âme du noble et généreux garçon qui se fût reproché déjà sa démarche, s'il ne se fût pas dit : « Du courage, puisque c'est pour Cilette. »

Et il entra dans le cabinet de travail commun à lui et à son père durant les séjours du diplomate à Paris. Celui-ci, en ce moment assis à son bureau, expédiait un courrier, sans doute important, à juger par les nombreuses enveloppes déjà timbrées avec leur adresse, qui encombraient la table.

— J'allais justement te téléphoner, dit-il aussitôt à son fils, et t'annoncer une nouvelle pénible pour moi, pour toi également, j'en suis sûr, ajouta-t-il avec un sourire d'affection. J'ai reçu une dépêche de Buenos-Ayres qui me force de hâter mon retour, et comme le bon bateau part cette semaine, je n'ai plus que deux ou trois jours à rester... Si tu venais avec moi pourtant? Ça ne te chante pas, ce voyage à nous deux?

— Je ne dis pas que je ne te rejoindrai pas en avion, fit Pierre, avec une gaieté forcée que son père imita en lui répondant :

— Cette folie-là, je te la défends une fois de plus... Mais tu m'avais annoncé que tu passerais la journée à Villacoublay et déjeunerais à Versailles. Quel motif te ramène à Paris?

Un je ne sais quoi l'intriguait dans la physionomie du jeune homme et l'inquiétait. Cependant, il n'était pas possible que cette survenue eût le moindre rapport avec la sinistre scène de la veille, dont il restait obsédé.

— Quel motif? répéta Pierre, tu le comprendras tout de suite quand je t'aurai rappelé notre conversation en allant dîner avec l'oncle Dauriac à mon retour du Midi, et ce que je t'ai dit alors de mon sentiment naissant pour M^{lle} Cilette Rémonde.

— Comme tu ne m'en avais plus reparlé depuis, répondit Thérade, je n'ai pas cru devoir t'en parler non plus.

Il lui avait fallu un effort pour que sa voix ne s'étouffât point. Qu'allait lui dire son fils?

— Ce sentiment, reprit celui-ci, n'était alors qu'une impression.

— En effet, dit Thérade, toujours angoissé, ce furent tes termes mêmes.

— Cette impression, c'était déjà l'amour, continua Pierre. J'aime cette jeune fille, papa, profondément, passionnément, absolument, et je viens te prier d'aller la demander pour moi, en mariage à son père.

Thérade qui s'était levé au début de cet entretien, dut se

rasseoir, bouleversé. Une question lui venait aux lèvres, qu'il ne prononça point : « Quand l'as-tu vue pour la dernière fois ? » Il posa seulement cette autre : — La démarche que tu me pries de faire, elle en est avertie ?

— Non, répondit Pierre, mais elle m'a avoué qu'elle m'aimait, elle aussi. Je n'ai pas besoin de te dire avec quelle réserve, quelle délicatesse... Je ne l'ai même jamais embrassée. Mais nous nous aimons et si je ne l'ai pas pour femme, c'est le désespoir... Tu feras la démarche que je désire, papa, et aujourd'hui même, n'est-ce pas?... Tu sembles hésiter?...

— Je réfléchis, dit Thérade, elle engage toute ta vie, cette démarche, et tu es mon fils!...

Une réponse si équivoque, après une démarche si directe, trahissait un trouble dont l'amoureux de Cilette ne pouvait même pas soupçonner la véritable cause : l'impossibilité absolue pour son père de jamais remettre les pieds chez les Rémonde après la scène de la veille. Le départ immédiat pour l'Argentine n'avait été décidé qu'afin de justifier aux yeux de Pierre et à ceux du mari d'Andrée une brutale rupture de relations, trop contraire à la courtoisie coutumière du diplomate, pour n'être pas remarquée et commentée. A présent, quel prétexte trouver devant l'exaltation du jeune homme qui pensait, lui : « Ce que je craignais serait donc arrivé ? Une scène aurait eu lieu entre M. Rémonde et mon père?... » Mais déjà celui-ci se reprenait en discernant sur ce visage expressif une anxiété scrutatrice, et il disait :

— Quand l'as-tu rencontrée pour la première fois, M^{lle} Rémonde ?

— Mais tu le sais, papa, à Cannes, ce printemps.

— Tu ne la connais donc que depuis quelques semaines. Avoue que c'est peu.

— C'est assez pour savoir qu'aucune âme n'est plus haute ni plus fière, aucun cœur plus loyal et aucune intelligence plus ouverte. Cette objection, je ne l'admets pas. S'il existe un autre motif qui te fasse reculer devant cette démarche, dis-le moi.

— Mais aucun, répliqua Thérade.

— Alors, tu la feras aujourd'hui ? implora Pierre.

— Aujourd'hui ? Mais je viens de te dire que je suis à la veille de mon départ pour l'Argentine. Si M^{lle} Rémonde accepte,

et puisqu'elle t'aime, elle acceptera, je n'aurai pas la joie d'assister à la fête de vos fiançailles. Sûr de son cœur comme tu l'es, ne peux-tu attendre mon retour, qui ne tardera pas, je te le promets ?

— Je l'attendrai, répondit Pierre, et soulignant ce pluriel, *nous l'attendrons* pour le mariage.

Le regard scrutateur continuait, si aigu...

— Eh bien ! fit Thérade, pour n'avoir plus à le soutenir, j'irai chez M. Rémonde aujourd'hui !

« Il ne s'est donc rien passé entre eux », se dit Pierre. Mais la contraction de son visage ne cessa point. « Alors il y a une autre raison au changement de Cilette, laquelle ? » songeait-il, tandis que le père, en devinant que son acquiescement n'apaisait pas son fils, se demandait : « Que sait-il ? » Et tout haut :

— Mais si M. Rémonde refuse son consentement ?

— Pourquoi le refuserait-il ? répliqua Pierre, il nous a montré, à toi tant d'estime, à moi tant de sympathie !

— Pourquoi ? A cause de ton métier tout simplement, et surtout de ce projet insensé que tu ne lui as pas caché non plus qu'à sa fille, celui de traverser l'Atlantique en avion.

— Si c'est elle qui me le demandait, dit Pierre, je l'aime tellement que pour l'avoir à moi j'y renoncerais, à ce projet. J'avais deux rêves dans mon existence, cet exploit et ce mariage. Pour réaliser le second, je sacrifierais le premier.

— Tu m'autorises à prendre cet engagement en ton nom, s'il est demandé ?

— Oui, mon père.

— Alors, voilà qui est entendu.

— Oh ! merci, papa, merci ! s'écria Pierre en étreignant Thérade dans ses bras. Tu as dans tes mains tout mon bonheur, tu le défendras, s'il est menacé, j'en suis sûr.

— Pourquoi veux-tu qu'il soit menacé ? interrogea le père qui continuait à se demander : « Que sait-il ? »

— Quand on aime comme j'aime, on a peur de tout, répartit Pierre. Et avec un sourire contraint : Puisqu'on ne m'a pas encore demandé de sacrifier mon *Pétrel*, — c'est le nom de mon avion maintenant, — je retourne m'occuper de lui. Tu me téléphoneras à Versailles aux Réservoirs où je serai vers quatre heures. D'ici là tu auras eu le temps de joindre M. Rémonde, ou chez lui, ou à son usine. Dis-lui bien combien

j'aime sa fille, avec ce qu'il y a de meilleur en moi et pour la vie. Ah ! mon père, laisse-moi t'embrasser de nouveau, et encore merci !

Cette effusion de reconnaissance n'empêchait pas que le jeune homme ne se dit en s'en allant :

« Il a tout de même hésité une minute. Évidemment, s'il y avait eu le conflit que j'appréhendais, il aurait refusé. Qu'il ait seulement senti que son excès d'amabilité pour M^{me} Rémonde déplaisait au mari, c'est de quoi expliquer ce premier moment de gêne. Ce ne sont donc pas les rapports de celui-ci avec mon père qui sont la cause du changement de Cilette. Il y en a une autre. » Il se rappelait la cruelle phrase : je ne vous aime pas. « Est-ce possible, cela ? » protestait-il, et le regard des yeux de la jeune fille dans le bois de Vincennes lui apparaissait alors en lui assurant que ce n'était pas vrai, qu'elle l'aimait comme il l'aimait. « Mais pourquoi cette rupture alors et cette lettre ? Il y a une cause et je la trouverai. »

« Que sait-il ? se répétait Thérade pendant ce temps-là. Et cette démarche auprès de Rémonde, du mari d'Andrée, que je lui ai promise !... Cette promesse, je ne peux pas la tenir, et je n'ai pas pu la lui refuser. La frénésie de sa passion m'a trop fortement impressionné. Comme il aime cette enfant ! Elle l'aime aussi... Et cette scène d'hier ! Quand ils se reverront, parlera-t-elle ? Et alors ? Comment sortir de cette impasse ? Je n'y vois plus clair. Il n'y a que Dauriac qui puisse m'aider. Je lui ai tout dit, il me conseillera. Mais quoi ? »

Un quart d'heure plus tard, il était à l'hôtel où Dauriac descendait depuis qu'il n'avait plus son appartement de Passy, rue de Bourgogne, dans le voisinage des Affaires étrangères, par ressouvenir d'un métier jadis très aimé. Le geste du désespéré, qui, dans un naufrage, saisit le bras du compagnon robuste qui peut le sauver, n'est pas plus instinctif que l'étreinte par laquelle le malheureux Thérade serra la main de l'unique ami, quand il entra dans la chambre.

— Mais que se passe-t-il ? interrogea celui-ci, étonné par la force de ce geste et par l'angoisse de cette physionomie.

— Il se passe que mon fils sort de chez moi et qu'il m'a prié d'aller chez Rémonde aujourd'hui, lui demander la main de sa fille...

— La main de sa fille!... Et tu as répondu?

— Que j'irai...

— Après ce qui s'est passé il n'y a pas vingt-quatre heures! Tu ne peux pas! Mais cette jeune fille?... Mais sa mère?... Pense à ce que cette démarche serait pour ces deux femmes!...

— C'est bien pour cela que je suis bouleversé. Je ne peux pas la faire, cette démarche. Mais dire non à Pierre, tout à l'heure, je n'ai pas pu davantage. Sous quel prétexte? Et maintenant, sous quel prétexte ne pas tenir ma promesse?... Ah! si tu l'avais entendu me parler de ses sentiments pour cette petite Cilette? Il l'aime, et de quel amour! Tu l'as connu enfant, puis jeune homme; tu sais qu'il a cette qualité, — ou ce défaut, nous en avons, toi et moi, discuté souvent, — d'être tout d'une pièce. J'ai toujours appréhendé l'heure où il serait pris par une femme, et combien il est pris, je viens de le voir. Il l'aime éperdument et il en est aimé. Elle l'aime et elle m'a entendu hier parler à sa mère comme je lui parlais. Elle sait que cette mère a été ma maîtresse, qu'elle était à la veille de la redevenir. Elle n'a pas revu Pierre depuis, mais quand elle le reverra?... Mon ami, c'est la catastrophe. Il est à Villacoublay et à Versailles. Ils sont séparés aujourd'hui, mais demain?... Lui dira-t-elle la vérité? Non, n'est-ce pas? Elle ne voudra pas déshonorer sa mère. Elle ne voudra pas davantage épouser Pierre par horreur de moi. Si tu l'avais entendu hier me crier: « Sortez » et vu son regard! J'ai pensé alors: Si je fais la demande et que Rémonde accepte de la transmettre à sa fille, elle refuse. Pierre essaie d'avoir avec elle une explication. Autre refus de sa part. C'est la fin de ce roman, à moins qu'il ne s'acharne à la poursuivre. Dans ce cas, tu as trop raison, quel supplice pour elle et pour sa mère! Et puis, cette visite au boulevard des Invalides ou à Chatou, que c'est dur aujourd'hui pour moi, et, pour lui, si ces refus ne doivent pas couper court à tout, inutile!... Il est vrai: je peux ne pas voir Rémonde et dire à Pierre que je l'ai vu et que je me suis heurté à un non catégorique. Alors il veut savoir pourquoi. Dans son exaltation il est capable de le demander à Rémonde lui-même, à Cilette, qui sait? à la mère... Mon ami, je deviens fou. Partout le drame, partout, et il n'y a pas d'issue.

Il avait parlé en phrases hachées, incohérentes, et d'une voix saccadée, si différente de sa parole habituelle où se devi-

nait, même dans l'émotion, le diplomate dressé par profession à se surveiller toujours. Dauriac, lui, allait et venait dans la chambre en écoutant cette lamentable confession. Après quelques instants d'un silence angoissant pour tous les deux, il s'arrêta devant son ami :

— Si, Camille, fit-il, d'un accent à la fois pitoyable et sévère, il y a une issue : mettre ton fils devant la vérité et t'y mettre toi-même.

— Que veux-tu dire ? Je ne peux pourtant pas avouer à Pierre...

— Tes relations avec M^{me} Rémonde ? Si. Autrefois, non. Aujourd'hui tu le peux et tu le dois. A cette jeune fille d'abord. Tu viens de le dire toi-même, jamais elle ne voudra épouser Pierre maintenant. Qu'il continue à la poursuivre de son amour, tu l'as dit aussi, pour elle, c'est un martyre et pour la mère, quel châtement ! Pierre sachant tout, cette poursuite aussi funeste que vaine est arrêtée net. Il souffrira, certes, horriblement, mais dans des conditions dont la netteté définitive lui permettra de se reprendre. Ces caractères tout d'une pièce, comme le sien, sont capables des plus courageux partis pris devant l'inévitable. Quand tu m'as appris, dans les jardins de l'Interallié, qu'il s'intéressait à la fille d'Andrée, j'aurais dû te dire : « Ne revois pas M^{me} Rémonde. N'accepte pas d'aller chez elle. Trouve un prétexte. » Je ne l'ai pas fait, précisément parce que je connais Pierre. Il ira jusqu'au bout de son sentiment, ai-je pensé. L'histoire de Nérès est si loin. Elle ne recommencera pas. Et alors, toi à Buenos-Ayres, Andrée à Paris, ce mariage était possible. Il ne l'est plus.

— Je le sais bien, et ce sera le remords de ma vie. Que ne t'ai-je écouté quand tu m'as dit de ne pas céder à l'attrait que m'a de nouveau inspiré cette femme dont tu comprends maintenant combien elle est attirante par cette sensibilité, toujours contenue et toujours frémissante. J'ai été bien coupable !

— Raison de plus, dit Dauriac, pour empêcher que le mal ne s'aggrave. Tu me le dois, à moi aussi, d'empêcher qu'il ne s'aggrave, car je suis bien pour quelque chose dans cette catastrophe.

— Toi, mon ami ? protesta Thérade. Mais quelle idée ! Et le conseil de prudence et d'honneur, j'ose le dire, que tu me donnais et que je viens de te rappeler ?

— Mon remords commençait déjà, fit Dauriac ; un confident ne doit pas être un complice, et je l'ai été, ce complice, pendant tant d'années. Je le serais encore, ayant toujours épousé tous tes sentiments sans te juger, si je ne voyais pas, à cette minute, saigner devant moi ces trois cœurs, celui d'Andrée, celui de Cilette, celui de Pierre. Tout de même, si je ne t'avais pas prêté mon appartement de Passy autrefois, si je n'avais pas compati à tous tes regrets quand tu me parlais de ta rupture avec M^{me} Rémonde, si je t'avais aidé par mon blâme à regretter ta conduite envers elle, à te repentir, la crise d'aujourd'hui aurait-elle lieu ? Enfin j'ai le sentiment d'une responsabilité et ma conscience m'ordonne de te crier : Aie le courage de faire le geste chirurgical et peut-être sauveur.

— Sauveur ? répondit Thérade, tu vois, tu dis « peut-être ».

— Du moins, insista Dauriac, tu auras épargné à ces enfants un renouveau constant de souffrance : cette jeune fille ne sachant comment se dérober à l'obsédante passion de Pierre, lui s'acharnant vainement à la conquérir, et la mère...

— Mais c'est la trahir que de raconter la vérité à mon fils !

— Non, c'est la préserver d'une atroce angoisse, car c'en serait une pour elle, que d'assister, impuissante, à ce drame qu'elle verrait se prolonger lamentablement. Je sais bien, et nous nous le disions l'autre jour, que l'honneur impose le silence à un homme qu'une femme mariée a aimé. Tu y as manqué à ce silence, sans croire que tu manquais à l'honneur, quand tu m'as nommé M^{me} Rémonde, parce qu'il s'agissait de ton fils et de son avenir. Tu te rendais compte que me dire ce nom, ce n'était lui faire à elle aucun tort. Parler à ton fils dont tu es bien certain qu'il se taira, lui, toujours, c'est la servir, la sauver d'une agonie, je te répète... D'ailleurs, quelle autre issue ? Tu viens toi-même de répondre : il n'y en a pas. La vérité, mon ami, la vérité ! Ce n'est peut-être pas le salut en effet, c'est en tout cas le moindre mal.

— Eh bien ! reprit Thérade après un silence, il faut que ce soit toi qui la lui dises, cette vérité. Moi, je ne pourrais pas. Je viens de lui mentir tout à l'heure par cette fausse promesse. J'aurais trop de honte. Acceptes-tu ?

— Oui, fit Dauriac en regardant la pendule ; il n'est pas onze heures ; avant midi, il saura tout.

« C'est énorme, tout de même, ce que je vais faire là, pensait-il quelques minutes plus tard en roulant sur la route de Versailles. Ne serait-il pas plus sage d'aller chez M^{me} Rémonde et de lui dire brutalement : je sais tout. Pierre Thérade aime votre fille, elle l'aime aussi. Étant donné ce qui s'est passé hier et autrefois, ils ne peuvent pas s'épouser. Emmenez-la. Partez en voyage avec elle. A tout prix empêchez que ces enfants ne se revoient. » Puis, haussant les épaules : « C'est moi qui deviens fou ! Raconter à cette femme que Camille m'a tout avoué ? Non. L'idée du renoncement à ce mariage doit venir de Pierre. Mais comment le préparer à une révélation si cruelle pour lui ? La charité, c'est d'être brutal, chirurgical, comme je disais tout à l'heure. Moi qui l'ai vu naître, ce garçon, qui l'estime tant, qui l'aime tant, lui porter ce coup me sera bien dur aussi. Ce sera mon châtiment pour avoir été complice du père et m'être tant plu à ce jeu. » Et, se donnant à lui-même avec un rire sarcastique l'amical surnom que lui donnait Thérade : « Être un Horatio, ça coûte cher quelquefois... Mais, de l'énergie ! »

En quittant la rue du Faubourg Saint-Honoré, Pierre, malgré sa résolution, n'avait pas eu le courage de retourner à Villacoublay. Quoique le téléphonage de son père ne pût guère avoir lieu, selon toute vraisemblance, avant quatre ou cinq heures, la seule idée de n'être pas là dès l'appel, l'avait immobilisé dans sa chambre. Il s'y tenait, quand Dauriac entra, occupé à feuilleter le dernier Mémorial publié par le ministère de l'Air, sur les traversées aériennes de l'Atlantique Nord en 1927, au point de vue météorologique. Il regardait les diagrammes donnant les vents sur les différents secteurs du trajet, lors de la tentative héroïque et malheureuse de Nungesser et Coli, qu'il se proposait de recommencer. Mais en vain s'efforçait-il de s'absorber dans cette étude, et, cessant de regarder l'atlas ouvert, il reprenait la lettre de Cilette. A la vue de Dauriac il jeta un cri de surprise. Que signifiait cette arrivée inattendue de l'intime ami de son père, presque immédiatement après la conversation de tout à l'heure ?

— C'est papa qui vous envoie, oncle Charles ? interrogea-t-il aussitôt.

— Oui, répondit Dauriac.

— Il vous a dit ce que je suis allé lui demander ?

— Oui.

— Et sa promesse ?

— Oui.

— Et il vous a chargé de me dire qu'il ne veut pas la tenir.

— Il ne le peut pas, mon enfant, et toi-même tu ne lui aurais jamais demandé de faire cette démarche auprès de M. Rémonde, si tu avais su ce qu'il n'a pas eu le courage de t'avouer en te voyant si ému, si passionné, et c'est moi qui viens t'apprendre la vérité, que tu dois connaître, pour avoir la force de renoncer à ce mariage. Je t'estime trop pour ne pas te la dire, cette vérité, simplement et sans ménagement, comme à un homme d'un cœur viril et qui saura souffrir... — Et, prenant la main du malheureux : — Il y a quinze ans, ton père a été l'amant de M^{me} Rémonde, qu'il avait rencontrée à Nérès.

— Mon père a été l'amant de M^{me} Rémonde?... répéta Pierre dans un cri.

— Oui, et depuis hier Cilette le sait.

— Voilà pourquoi elle m'a écrit cette lettre...

Et les mêmes mots que Cilette avait prononcés en la mettant à la boîte, cette lettre, lui venaient aux lèvres : « Pauvre enfant ! Pauvres nous !... » Ses doigts qu'il avait dégagés de l'étreinte de Dauriac se crispaient maintenant sur ce papier qui lui avait fait tant de mal. Puis, dans un mouvement de rébellion, ce fut lui qui saisit à son tour la main du messager de malheur, et, frénétique :

— Que s'est-il passé ? Ce n'est pas sa mère qui lui a parlé?... Est-ce qu'elle a trouvé des lettres ? Mon père savait, lui, qu'elle savait. Je l'ai trop vu tout à l'heure, que ma démarche, si simple pourtant, le gênait, qu'il hésitait. Mais jamais je n'aurais imaginé une cause pareille à son trouble. Et quand je lui ai parlé de Cilette pour la première fois, comment n'a-t-il pas trouvé le moyen de couper court à un sentiment qui n'était alors qu'à ses débuts, et qui maintenant est devenu le sang de mon sang ? Et quelle honte pour lui d'être rentré dans cette maison qu'il avait déshonorée, et qui était celle de cette jeune fille, de s'être assis à la table de cet homme, qu'il ne connaissait pas du moins quand il lui avait pris sa femme ! Et il a voulu le connaître, pour recommencer cette malpropre aventure de ville d'eaux. Il lui faisait la cour de nouveau, et elle s'y prêtait, l'infâme, sous les yeux de Cilette qui le voyait,

et qui n'y voulait pas croire, pas plus que moi ! Ah ! c'est abject, abject, abject !... Mais enfin, dites-moi comment elle a tout appris...

— En entendant, par hasard, une conversation entre sa mère et ton père. Si tu savais comme il a souffert, comme il souffre de cette découverte, par cette enfant, d'un tel secret, tu ne parlerais pas comme tu viens de faire. C'est un grand sensible, vois-tu, ton père, et M^{me} Rémonde aussi est une grande sensible. Il n'avait pas deviné la profondeur de l'amour que tu portes à Cilette, M^{me} Rémonde non plus le cœur de sa fille, et la catastrophe est arrivée : des mots imprudents, le rappel du passé, la demande d'un baiser, et Cilette ouvrant la porte voilée d'une tenture, — ça n'arrive pas qu'au théâtre, ces surprises du hasard, — et entendant tout.

— Pauvre enfant ! gémit de nouveau Pierre, et tendant à Dauriac la fatale lettre : Lisez, lisez, oncle Charles, et plaignez-nous.

Tandis que le confident des fautes du père, devenu celui des indignations du fils, lisait les lignes douloureuses de la fille d'Andrée, une douceur se mêlait au désespoir du jeune homme. Cet adieu de celle qu'il aimait prenait enfin pour lui son véritable sens. La cruelle révélation lui était du moins une preuve qu'elle n'avait pas cessé de l'aimer. Lui apprendre le véritable motif du renoncement à leur rêve de bonheur, lui dénoncer la faute de sa mère, elle n'avait pas pu. Mais l'obstacle était-il infranchissable ? Et interpellant brusquement Dauriac :

— Et si je passais outre, pourtant, dit-il. Mon père habite l'Argentine. Nous nous marierions, lui absent.

— Et tu appellerais M^{me} Rémonde ta mère ?

— Nous quitterions Paris, je ne la verrais pas.

— Et Cilette ? Tu n'as donc pas senti que ces deux femmes s'adorent ? La pauvre enfant, comme tu l'appelles trop justement, tu la verrais tant souffrir auprès de toi ! D'ailleurs pour que ce mariage eût lieu, il faudrait qu'elle acceptât, et sachant ce que vous savez tous deux, et que vous le savez, oserais-tu la lui demander ? Et son père ? Car elle en a un, et qui l'adore également. Cette rupture avec sa famille, comment l'expliquerez-vous à cet homme ? D'autant plus, — nous sommes ici pour tout nous dire, n'est-ce pas ? — qu'il n'était pas très

content des attentions de ton père pour sa femme, je l'ai bien remarqué, toi aussi. Tu le vois questionnant sa fille sur les raisons de cet éloignement? Pense au martyr que ce serait pour elle, avec le poids de ce secret sur sa conscience !... Mon ami, c'est elle qui a raison, — et, rendant la lettre à Pierre, — il y a des situations affreuses qu'il est insensé de prolonger, et presque criminel. Vous en êtes là, elle et toi. Vous ne pouvez en sortir que par un héroïque parti pris. Elle te donne l'exemple. Il est cruel, mais tout vaut mieux que de marcher vers le drame inévitable que serait un mariage dans ces conditions-là. Il n'y a pas de demi-mesure. Du moment que tu ne dois pas épouser Cilette, tu ne dois pas la revoir.

— Eh bien ! je ne la reverrai plus, répondit Pierre en serrant les poings. Ces retournements subits, dans des crises comme celle que traversait le jeune homme, endurcissent soudain tout l'être. A des minutes pareilles, il semble qu'on ne puisse avoir de la volonté qu'à la condition d'en avoir trop, et sur le visage de l'amoureux de Cilette, passait presque une contraction de haine. — Rapportez cette résolution à mon père, continuait-il. Il ne vous a envoyé ici que pour l'obtenir. C'est fait. Seulement, ce que Cilette me demande à moi, demandez-le lui. Qu'il ne cherche pas à me revoir. En ce moment, sa présence me serait insoutenable.

— Tu ne vas pas le laisser partir pour Buenos-Ayres sans un adieu ?...

— Si, affirma Pierre. Je ne pourrais pas me retenir de prononcer des paroles que je ne veux pas lui avoir dites. Le brisement de ma vie, il en est la cause. S'il n'y avait eu que l'aventure de Nérès, je ne me reconnaitrais pas le droit de lui en vouloir, quoique je me rappelle maintenant combien ma mère était triste à cette époque. Elle avait sans doute deviné bien des choses ; mais, je vous répète, qu'il ait recommencé de faire la cour à M^{me} Rémonde, après que je lui avais parlé de Cilette, quelle que soit l'amitié que vous avez pour lui, oncle Charles, avouez que c'est hideux !... Le voilà, le mot que je ne veux pas lui avoir dit.

L'excellent ami, consterné par ce déchaînement, n'osa pas prononcer une autre phrase qu'il avait sur les lèvres. N'était-il pas à craindre que le redoutable projet de traverser l'Atlantique ne devint le geste exaspéré de ce désespoir ? Mais, en

parler risquait de provoquer une réponse impulsive et une discussion, bien inutile à engager avec un exalté, au paroxysme de la colère. La seule chance de l'apaiser était d'interrompre cet entretien et de l'abandonner à des réflexions, que l'ami dévoué essaya d'aiguiller dans un sens meilleur en faisant appel au culte de la justice qu'il savait si vif chez Pierre :

— Tu n'es pas équitable pour ton père, mon enfant, dit-il simplement. C'est trop naturel. Mais tu me connais, moi, tu m'estimes, n'est-ce pas ? Alors, tu dois penser que je ne serais pas resté son ami toute sa vie, si la qualité de son cœur n'était pas très haute et très rare. Il peut avoir eu des faiblesses, — celle que tu lui reproches en est une, je te l'accorde. — Mais le simple fait qu'il a voulu s'en accuser auprès de toi, c'est la mission dont il m'a chargé, te prouve deux choses : et la tendresse qu'il te porte et sa noblesse morale. Je reviendrai te voir demain, ici ou à Villacoublay, et je suis sûr que tu me promettas d'embrasser ton père avant son départ.

Pierre ne répondit pas. Les deux hommes se serrèrent la main en silence, et Dauriac reprit la route de Paris en se reprochant de nouveau d'avoir été si souvent le complice, par affection, des fantaisies sentimentales de son compagnon de jeunesse. Celle-ci risquait d'avoir des conséquences trop douloureuses et peut-être tragiques.

« Comme Pierre souffre ! se disait-il, comme Camille va souffrir également ! Et ce n'est qu'un commencement, si... »

Le bruit d'un avion qui survolait la route en ce moment lui fit lever la tête et il sentit son cœur se serrer.

LE PÉTREL

Tandis que ces pénibles scènes avaient lieu, entre le père, le fils et leur ami, une nouvelle crise du drame commençait entre les deux femmes qui s'y trouvaient mêlées, l'une par un coupable, l'autre par un innocent amour. Le docteur Louvet, venu, d'après sa promesse, au soir de la fatale journée, avait prescrit à sa malade un repos au lit, de quarante-huit heures. Elle était donc là, couchée, et sa fille, assise auprès d'elle, à une petite table mobile, s'occupait à étudier un livre de jurisprudence en prenant des notes avec une apparente application. Mais l'orage intérieur se déchaînait : « Pierre reçoit ma

lettre..., se disait-elle. Il la lit... Que va-t-il faire?... » Et elle ne voyait pas les yeux de la malade fixés sur elle avec une inquiétude où ne se lisait pas seulement l'angoisse de se demander : « Que pense-t-elle de moi maintenant?... » D'innombrables détails de ces dernières semaines revenaient à l'esprit de la mère, auxquels elle n'avait pas pris garde et l'évidence grandissait en elle que les relations sentimentales de Pierre et de Cilette n'avaient pas été la sympathie superficielle dont celle-ci avait parlé. Sans doute la secousse éprouvée la veille justifiait la pâleur de la jeune fille, ses traits tirés, ses paupières battues comme de quelqu'un qui a beaucoup pleuré. Mais précisément cet effort pour continuer son travail d'étudiante dans de telles conditions, attestait un parti pris de dérober la vérité de son être intérieur. La pauvre Andrée elle-même, depuis cette rentrée de Thérade dans sa vie, n'avait-elle pas défendu le secret de son sentiment renaissant, par une surveillance continue de ses attitudes ? A cette minute encore, et tandis qu'elle étudiait ainsi le visage de sa fille, ce n'était pas seulement la mère qui souffrait, c'était l'ancienne maîtresse, entraînée un instant jusqu'au bord de la rechute. Certaine à présent de ne pas retomber, elle gardait, dans le fond de son être, ce trouble de la tentation repoussée, toute voisine de la nostalgie, qu'elle n'avouerait jamais. Et voici qu'elle retrouvait dans son enfant les signes d'émotions toutes pareilles aux siennes. Que de fois, durant ces derniers jours, lorsqu'elle devait, en présence de son mari, écrire de simples billets de politesse, ses doigts s'étaient crispés sur le stylo, comme ceux de Cilette en ce moment ! Sa voix alors, s'il lui fallait parler, se serrait ; et soudain elle interrogea, pour entendre l'accent de la réponse :

— Tu vas te fatiguer, ma petite, à tant travailler ?

— Mais non, maman, je vous assure.

Qu'il était révélateur, le timbre à demi étouffé de ces simples mots ! Et se souvenant qu'elle-même n'avait pas pu, depuis des années, lire seulement le nom de Nérès sans un frisson intérieur, la mère dit, hasardant une nouvelle épreuve :

— Tu as maigri, ma Cilette. Je me souviens, tu avais cette robe le jour où tu es allée avec ton père à Villacoublay. Il me semble qu'elle plaquait davantage. Elle a un peu l'air de flotter autour de toi maintenant.

Un léger sursaut des épaules dénonça le saisissement de la jeune fille, à la simple évocation d'un endroit, étroitement associé au souvenir de Pierre. Devant ce nouvel indice, Andrée Rémonde ferma les yeux par un de ces réflexes de repliement comme en produit un soudain afflux d'idées obsédantes parmi lesquelles la pensée a besoin de se recueillir.

Elle demeura ainsi longtemps, comme anéantie devant les conséquences imprévues de sa faute. Était-il vraiment possible que Cilette aimât le fils, comme elle avait aimé le père, comme elle l'aimait encore ? Car les regrets de l'amante se mélangeaient dans son cœur, — quelle honte ! — aux remords de la mère. Comme ses paupières restaient toujours baissées et qu'elle se taisait, Cilette la crut endormie, et, se laissant aller elle aussi à sa détresse intime, elle cessa de lire et d'écrire. Dans cette détente de son énergie, ses larmes commencèrent de couler, longues et lentes, sans un sanglot. Comme le petit grincement de la plume sur le papier et le bruit des pages retournées avaient cessé, la mère, étonnée à son tour, ouvrit les yeux et vit ces larmes.

— Ma Cilette ! s'écria-t-elle en se redressant sur ses oreillers.

Elle tendait les bras à son enfant, et quand celle-ci fut près de son lit, elle la serra contre elle en la suppliant :

— Tu pleures ? Dis-moi que ce n'est pas à cause de ce jeune homme ! Dis-moi que tu ne l'aimes pas !

— Mais non, maman, répondait Cilette en sanglotant maintenant, je ne l'aime pas.

— Alors, c'est à cause de moi que tu pleures, parce que tu me juges, que tu me méprises ?

— Maman ! Moi vous juger, vous mépriser ? Comme si je ne devinais pas que dans cette navrante histoire, vous n'avez pu être qu'une victime... victime de votre cœur, de vos illusions. Depuis que j'ai entendu cet homme, hier, je vous plains tant de l'avoir rencontré, si trompeur, si faux... Ah ! que je le hais !...

— Ne parle pas ainsi de lui, répondit la mère, à qui ces mots prononcés avec un tel dégoût venaient de faire mal. Et cédant à l'irrésistible besoin de défendre, même en ce moment, une passion qu'elle était décidée à sacrifier dans les actes, mais qu'elle gardait encore vivante en elle :

— Quand une femme manque à son devoir, Cilette, elle est la première responsable. Si tu savais dans quelle circonstance tout cela s'est passé !

— Je ne veux pas le savoir, jamais, maman, je vous répète... Jamais ! interrompit-elle en joignant les mains.

— Tu sais du moins, dit la mère, que depuis le jour où je me suis reprise, il a respecté mon retour au devoir. Tu m'as vu vivre, et s'il n'y avait pas eu ce hasard, ta rencontre avec Pierre à Cannes, il ne se serait jamais rapproché de moi.

— C'est là son crime, maman, de s'être servi de son fils pour essayer de rentrer dans votre vie. Mais, à quoi bon évoquer des souvenirs qui vous sont trop douloureux ?...

C'était sa mère qu'elle plaignait à cette minute et celle-ci le sentit avec un attendrissement d'autant plus profond qu'elle venait d'avoir une preuve suprême de l'amour de Cilette pour Pierre dans ce mouvement de haine contre celui qui lui représentait l'infranchissable obstacle à son bonheur.

— Tu as raison, dit-elle, reprends ton travail, si tu en as la force.

— Je l'aurai, maman, dit la jeune fille.

Et, assise de nouveau à la petite table, elle l'eut en effet cette force. Mais les inégalités de son écriture dénonçaient assez la violence de son trouble, et la mère qui la regardait avec tant de pitié, elle aussi, se répétait mentalement : « Qu'elle soit frappée ainsi pour moi, quand je suis la seule coupable, c'est trop dur ! »

Les deux femmes se ressemblaient trop, on l'a déjà dit, par leur instinctif besoin de se taire dans l'émotion, et quiconque eût pu les suivre durant cette journée et les écouter, n'aurait jamais soupçonné avec quelle anxiété chacune suivait les gestes de l'autre, tandis qu'elles vquaient l'une, encore couchée, à la menue surveillance de sa maison, aux ordres nécessaires, à sa correspondance en retard, l'autre lisant et griffonnant des notes, toujours dans la chambre de sa mère, ou bien poinçonnant en écriture Braille, guidée par une mince plaquette d'aluminium, quelques pages pour les aveugles. C'était une des formes habituelles de sa charité. Et toutes deux se posaient silencieusement, l'une à propos de l'autre, la même question : « Que pense-t-elle ? » A mesure que les heures avançaient, leur angoisse prenait, sans qu'elles s'en doutassent, une forme

pareille. La plus élémentaire politesse voulait que Thérade, ayant laissé M^{me} Rémonde évanouie, vint aux nouvelles, pour le cas, qui s'était trouvé réel, où le mari aurait appris sa présence à cet instant.

« Viendra-t-il ? » se demandait Andrée. Et elle en éprouvait une terreur mêlée d'un désir, non pas qu'elle acceptât l'idée de le revoir. Mais ce serait du moins un signe qu'il s'inquiétait d'elle encore.

« Aura-t-il ce cynisme ? se demandait Cilette, pensant, elle aussi, à cette visite probable. Pourvu qu'il n'envoie pas Pierre à sa place !... »

Ce leur fut un apaisement quand, à cinq heures, Rémonde qui rentrait de Châtou apparut, ayant à la main une lettre non timbrée :

— C'est de M. Thérade, dit-il, qui désire savoir comment tu te trouves, ma chère amie. Il s'excuse de n'être pas venu lui-même. Il est rappelé d'urgence à Buenos-Ayres, plus tôt qu'il ne croyait et il prend congé de nous par ce billet.

Quelle délivrance pour Cilette, à se dire qu'elle ne reverrait plus jamais cet homme, associé pour elle à ces deux foudroyants malheurs de sa vie : cette terrible désillusion sur sa mère et cette irréparable rupture avec celui qu'elle aimait ! Quel soulagement aussi, mais dans une telle amertume, pour Andrée Rémonde ! Elle était sauvée de la rechute. Son cri à sa fille avait été entendu. Le tentateur s'en allait, mais, pour elle également, c'était l'irréparable rupture... Et il leur fallait à l'une et à l'autre dissimuler leurs sentiments, pour qu'aucune lueur de défiance ne passât dans les yeux du mari jaloux, qu'éclairait une satisfaction à l'annonce de ce départ.

— Maman a encore été un peu souffrante aujourd'hui, dit Cilette pour justifier la visible altération des traits de sa mère. Louvet la trouvera quand même beaucoup mieux, quand il va venir. Son poulx est toujours un peu irrégulier, — elle avait mis son doigt sur le poignet de la demi-malade, — mais beaucoup moins. C'est l'heure de la spartéine.

Et, ayant pris une pilule préparée dans une petite botte, elle remplit d'eau minérale un verre qu'elle approcha des lèvres de M^{me} Rémonde en lui donnant la pilule de sa main, tant elle appréhendait un tremblement dénonciateur, et, dans

le « merci » qu'elle entendit, passait une reconnaissance qui lui prouva que sa mère croyait être toujours l'unique objet de son chagrin.

« Ah ! se disait-elle en ce moment et durant les journées qui suivirent, il ne faut pas qu'elle sache jamais la vérité ! »

Aurait-elle pu soutenir longtemps cet effort pour cacher la blessure d'amour qui continuait de saigner dans son cœur, encore envenimée par la révélation de la faute maternelle ? *M^{me} Rémonde* elle-même aurait-elle pu quotidiennement la regarder souffrir sans tout deviner ? Elle connaissait trop la physionomie de *Cilette* pour ne pas se rendre compte que cette altération de ce jeune visage d'ordinaire si rieur, ce pli fermé de la bouche, cette lassitude des paupières dénonçaient un incessant et secret rongement d'esprit. Ne subissaient-elles pas toutes deux un martyre identique, celui de l'irrévocable séparation ? Et cependant, la vie continuait, régulière et monotone. L'étudiante allait à ses leçons. La malade, levée maintenant et guérie, vaquait à ses courses et à ses visites, et une semaine entière s'achevait quand un événement inattendu vint provoquer cette confession complète de la jeune fille dont la mère avait, tout ensemble, besoin et peur. Les tragédies d'attente ont de ces éclats subits qui en précipitent le dénouement.

Cet après midi-là, *M^{me} Rémonde* était sortie à pied. Il faisait beau et elle avait dit à *Cilette* :

— Je vais marcher un peu, comme le veut le docteur Louvet. Tu ne m'accompagnes pas ?

— Non, maman, je voudrais en finir avec mon travail sur les hypothèques, pour remettre demain au bibliothécaire de l'École ce volume que j'ai gardé un peu trop longtemps.

La mère n'avait pas été la dupe de ce prétexte, imaginé pour éviter une fois de plus une de ces promenades en tête-à-tête qui, jadis, leur étaient si chères :

« Pauvre petite ! Comme elle était triste encore aujourd'hui ! » pensait-elle en débouchant du boulevard des Invalides sur l'Esplanade, sans s'apercevoir qu'elle était suivie depuis la place Saint-François Xavier par quelqu'un qui n'était autre que *Dauriac*. Et quel saisissement quand cet intime ami de son ancien amant l'aborda, en lui disant, avec une gêne mal dissimulée :

— Vous m'excuserez, madame, si je me permets de vous arrêter une minute, quand vous saurez qu'il s'agit peut-être d'une question de vie ou de mort.

— Vous êtes tout excusé, monsieur, répondit Andrée Rémonde, en dominant son épouvante.

Thérade méditait-il un suicide? En avait-il parlé à cet homme? De quelle mission l'avait-il chargé?

— J'ai une lettre de Camille Thérade à vous remettre en mains propres, madame, dit Dauriac en tirant de sa poche une enveloppe sans adresse qu'il tendit et qu'Andrée repoussa d'un geste.

— Je ne comprends pas ce que signifie une pareille démarche, monsieur, répondit-elle.

— Je vous répète, madame, qu'il y a là, peut-être, une question de vie ou de mort. Il s'agit de Pierre, son fils, qui aime votre fille et qui en est aimé. Ces deux jeunes gens s'étaient fiancés l'un à l'autre, secrètement. Mademoiselle Cilette a rompu cet engagement, comme c'était son droit, et, dans son désespoir, Pierre s'est décidé à exécuter le plus dangereux des projets, celui dont il avait parlé devant vous au Vésinet lors de la première visite que nous vous fîmes : il veut traverser l'Atlantique en avion, et vous pourrez lire dans les journaux, ce soir, que son avion, le *Pétrel*, a été transporté de Villacoublay à l'aéroport du Bourget. Son départ est annoncé pour le premier jour favorable, demain, après-demain peut-être. D'après ses confidences à son père, il n'existe qu'une personne dont l'influence sur lui serait capable de le faire renoncer à cette folie. C'est Mademoiselle Cilette. Et cette lettre, je le sais, n'a été écrite que pour vous demander d'obtenir de votre fille qu'elle fasse, auprès de ce garçon, une démarche qui le sauve. Rappelez-vous Nungesser et Coli ! Par charité, madame, prenez cette lettre, et pardonnez au messenger d'avoir accepté de vous la remettre. Ce n'est pas seulement au fils de son ami qu'il a pensé, mais aussi à mademoiselle votre fille et à lui épargner, peut-être, un éternel remords.

Il tendait de nouveau la lettre que la mère de Cilette prit, cette fois, sans rien dire, tandis que Dauriac la saluait respectueusement et s'éloignait d'un pas rapide dans la direction du pont des Invalides et sans doute, du faubourg Saint-Honoré, à moins que son ami ne l'attendit au détour de la prochaine rue.

Cette idée traversa l'esprit de M^{me} Rémonde, mais que lui importait maintenant? Elle ne pensait plus qu'à sa fille et elle lisait cette lettre, la première que lui eût écrite le séducteur, lequel pratiquait avec ses maîtresses les plus aimées la sage maxime énoncée par Dumas : « En amour, écrire est toujours dangereux, sans compter que c'est inutile. » Et même aujourd'hui, dans un désarroi affolant pour tout autre, aucun des mots de cette missive désespérée ne pouvait révéler le coupable secret dont c'était pourtant l'aboutissement.

« C'est un père désespéré qui vous écrit, madame, un père à l'agonie. Mon fils a pris la résolution insensée de traverser l'Atlantique en avion. Son appareil est déjà au Bourget. Il partira aussitôt que le temps le permettra. Les journaux l'annoncent. Et pourquoi part-il? Savez-vous, madame, qu'il aime votre fille et qu'il en est aimé? Ils s'étaient fiancés à mon insu, ai-je besoin de vous le dire? et au vôtre. Elle a rompu ses fiançailles. Elle ne lui a pas donné les motifs de sa résolution. Je les ai devinés, et j'ai cru, pour qu'il ne la jugeât pas mal, devoir les lui apprendre. Il s'incline devant eux. Mais l'immense chagrin qu'il éprouve de cette rupture a exaspéré sa volonté d'une entreprise dont vous comprenez que je ne peux même pas en supporter l'idée. Quand il m'a parlé, ignorant tout encore, de son projet de mariage avec votre fille, je lui ai dit que vous mettriez sans aucun doute à votre consentement cette condition qu'il promettrait de renoncer à cette périlleuse et folle tentative. Il m'a répondu qu'il ne prendrait cet engagement que si M^{me} Cilette l'exigeait elle-même. A l'heure présente, elle seule peut encore empêcher cette affreuse aventure, car il l'aime passionnément, absolument. Si vous pouviez obtenir d'elle un geste, une parole qui fût de sa part une prière de ne pas lui infliger, à elle, cette angoisse de le savoir dans un tel danger, cette douleur de se dire qu'elle est la cause de sa mort, s'il succombait, peut-être cette prière serait-elle un ordre pour lui. Peut-être? Non. Certainement.

« Je ne vous en dis pas davantage, madame, je suis sûr que je n'aurai pas fait appel en vain à votre pitié pour votre fille, pour mon fils et, vous le devinez, pour votre malheureux et respectueux serviteur

« CAMILLE THÉRADE. »

La preuve, si anxieusement cherchée, de l'amour de la jeune fille pour Pierre, elle était là, sur cette feuille, que les doigts de la mère serraient en tremblant, et, d'un pas hâtif, après quelques minutes d'une immobilité comme sidérée, elle reprit le chemin de sa maison, pour y trouver Cilette assise à son bureau de travail, le visage dans ses mains devant son cahier de notes dont la page restait blanche et son livre de droit, grand ouvert, qu'elle ne regardait pas. Son absorption dans ses pensées était si profonde qu'elle eut un sursaut à sentir une main lui toucher l'épaule. Elle n'avait pas entendu sa mère entrer.

— Prends cette lettre que je viens de recevoir, dit celle-ci, et lis-la.

Cilette obéit. Son premier regard fut pour la signature. Elle tressaillit, puis, la lettre lue, elle la rendit à sa mère, silencieusement.

— C'est donc vrai, demanda M^{me} Rémonde, que tu aimes Pierre Thérade?

— C'est vrai, fit Cilette.

— Et que tu t'étais fiancée à lui secrètement?

— C'est vrai encore.

— Et que tu as rompu tes fiançailles?

— Oui.

— A cause de moi?

A cette question, la jeune fille ne répondit pas.

— Tu as voulu que je l'ignore... reprit la mère. Comme ça te ressemble, chère enfant! Tu as pensé que j'aurais trop de chagrin à savoir que j'ai brisé ton bonheur... Oh! chère, chère enfant!... — Puis, résolument: — Tu épouseras Pierre, puisque tu l'aimes. Je le veux.

— Ce n'est pas possible, maman, dit Cilette, vous voyez qu'il sait tout, lui aussi, et c'est son père qui lui a parlé... Voilà pourquoi il ne m'a plus donné signe de vie depuis ma lettre de rupture. J'ai cru que c'était parce que je lui avais demandé de ne pas chercher à me revoir. Je me rends compte à présent qu'il a compris le vrai motif de mon geste et qu'il sent comme moi. Il ne peut pas plus vous appeler « ma mère », que je ne puis, — et elle montrait le billet de Thérade, — appeler cet homme: « mon père ».

— Ah! c'est affreux, affreux, gémit M^{me} Rémonde, et sup-

pliante : — Mais si nous disparaissions de votre existence, moi et son père, qu'ils s'en aille à l'étranger comme aujourd'hui, que moi je m'efface, que tu fasses ta vie absolument en dehors de la mienne ? Cela se rencontre, des ménages où la jeune femme se crée un nouveau foyer, bien à elle, et ne garde avec sa famille qu'un contact officiel et des relations qui n'en sont pas.

— Mais ce n'est pas un foyer, celui où les petits enfants, quand ils viendront, n'auront ni grand père, ni grand mère. Un foyer ! C'est bien le mot dont s'est servi Pierre quand il m'a parlé. Il n'y a plus de foyer possible pour nous. Ah ! pardon, maman, de vous parler. Mais ça m'étouffe...

— C'est à moi de te demander pardon, mon enfant, dit la mère.

— Vous voyez bien que j'avais raison de me taire, maman, et de vous cacher mon amour. Il y a des mots que je ne peux pas, que je ne veux pas entendre de vous. Je vous respecte trop et je vous plains tant !

— Alors, si tu me plains, implora M^{me} Rémonde, tu feras du moins la démarche que demande cette lettre. Si tu ne te maries pas selon ton cœur, cela me sera si douloureux. Mais que ce jeune homme donne suite à son projet, et qu'il succombe, comme tant d'autres, quel surcroît de remords pour moi !

— Au nom de quoi voulez-vous que je la fasse, cette démarche, après que je lui ai écrit que je rompais mes fiançailles parce que je ne l'aimais pas ? Car c'est cela que j'ai voulu qu'il pensât.

— Mais maintenant qu'il sait ?

— Maintenant, je n'ai pas davantage le droit d'intervenir dans sa vie. Et puis... Elle n'acheva pas, mais un cri de révolte ne dénonça que trop sa pensée.

— Cette lettre, elle montrait le papier, n'aurait jamais dû être écrite.

Le souvenir de Camille Thérade venait de surgir entre elles et M^{me} Rémonde le sentit. Elle continuait à tenir le papier que sa fille lui avait rendu, et celle-ci détournait ses yeux comme si, derrière les caractères tracés là, elle apercevait la main du scripteur et son mouvement. Devinait-elle qu'en insistant sur la démarche que demandait cette lettre, sa mère avait inconsciemment, tout en pensant à la douleur de sa fille, si l'aviateur

succombait, pensé aussi à celle de son ancien amant? Ce passage d'une image, odieuse à l'une et toujours chère à l'autre, suffit pour interrompre cette conversation. Elles s'embrasèrent si tendrement toutes deux, et si tristement! Mais déjà une idée pointait dans l'esprit d'Andrée Rémonde qui la fit regarder la pendule et sortir de la chambre en disant :

— Je te laisse, ma Cilette. J'espère te retrouver ayant réfléchi. Moi, j'ai une course à faire que je ne puis remettre.

Comment eût-elle avoué à la révoltée le but et l'objet de cette course? L'énergie avec laquelle sa fille refusait de causer avec celui qu'elle aimait pourtant passionnément, lui avait rappelé ses propres sentiments, quand elle avait su, après la visite de son mari à Villacoublay, que Thérade devait venir au Vésinet. Elle s'était tendue tout entière à se répéter : « Je ne le verrai pas, je ne veux pas le revoir », et puis, l'attrait de la présence l'avait emporté. Il fallait que Cilette revît Pierre. Un moyen s'offrait à son imagination, audacieux, insensé, désespéré. Mais la situation ne l'était-elle pas, désespérée? Et, rentrée dans sa chambre, elle écrivait maintenant un billet, — à qui? — à Pierre Thérade lui-même, ainsi rédigé :

« Monsieur,

« Si vous avez vraiment aimé Cilette, venez à tout prix la voir demain matin. »

Et elle signait : « Sa mère », sans ajouter un mot.

« Il pensera qu'elle est en danger, se disait-elle... Mais quel danger?... Quand on aime, on imagine tout et on accourt. » Et regardant de nouveau la pendule : « Trois heures. J'ai le temps de porter cette lettre à Versailles et d'être revenue à temps pour le thé, afin que Cilette ne se doute de rien. »

Elle était rentrée en effet à cinq heures, ayant déposé son enveloppe à l'hôtel où Pierre habitait toujours. Elle avait demandé cela aussi et elle attendait maintenant, assises toutes deux à la table du goûter, que sa fille lui parlât de nouveau de l'unique objet de leurs communes pensées. Si Cilette pouvait lui dire : « J'ai réfléchi, maman, je verrai Pierre, » avec quel soulagement elle-même répondrait : « Il vient demain », en avouant tout! Mais cette parole ne fut pas prononcée.

Une autre anxiété la poignait. Connaissant par le détail la

distribution du temps de l'étudiante, elle savait que celle-ci n'avait pas de cours à l'École de droit, où elle dût se rendre le lendemain matin. Mais si elle voulait sortir pour aller à une bibliothèque ?

« Je lui dirai que je suis fatiguée, pensa-t-elle, et je lui demanderai de rester près de moi. »

Durant toute la soirée et la nuit qui suivit, cette attente de l'entrevue décisive qu'elle avait préparée la tint dans un état de transe. Il atteignit son suprême degré d'anxiété quand, vers dix heures, la sonnerie du timbre annonça un visiteur. Elle regarda à travers le carreau. Elle aperçut Pierre Thérade auquel le domestique ouvrait. Elle s'avança sur le palier de l'étage pour que la carte du jeune homme lui fût remise à elle-même.

— Que ce monsieur attende en bas dans l'antichambre, ordonna-t-elle, puis se précipitant dans la chambre de sa fille : — Cilette, dit-elle en lui tendant cette carte, Pierre Thérade est là.

— Lui, ici ? fit Cilette. Il a osé, malgré ma lettre ?

— C'est moi, répondit la mère, qui lui ai écrit hier pour le prier de venir. Je veux que tu le voies et que tu lui parles. Pas seulement à cause de ce que demande le billet de son père. A cause de moi et de toi. Tout de même, ce que je te disais hier sur votre mariage possible est bien vrai. Enfin, ma Cilette, au nom de l'affection que tu prétends me garder...

— Que je vous garde, maman, protesta la jeune fille en lui baisant la main.

— Alors, revois-le, insista M^{me} Rémonde, je t'en supplie.

Elle avait mis dans cet appel une si douloureuse ardeur !

— Je le reverrai, maman, dit Cilette, mais pas ici, pas dans cette maison.

Le souvenir de son père à elle, du chef de famille outragé dont c'était la demeure, avait traversé son esprit. La mère coupable le comprit. Elle ne retint pas Cilette, quand celle-ci, mettant en hâte son chapeau et ses gants, eut ajouté :

— Je parlerai avec lui, dehors.

Par la porte ouverte et sans se montrer, elle regardait sa fille descendre l'escalier au bas duquel se dessinait la silhouette de Pierre Thérade. Elle entendit Cilette dire simplement : « Sortons, je vous prie », et, rentrant dans le bureau de son mari dont les fenêtres donnaient sur le boulevard, elle put voir

les deux jeunes gens marcher dans la direction de l'église Saint-François Xavier. Que se disaient-ils ?

— C'est votre mère qui m'a écrit, commença Pierre, et dans des termes qui m'ont fait croire que vous couriez un danger. Alors j'ai pris peur et je suis venu.

Dans ces mots, dans sa voix pour les murmurer, dans ses prunelles fixées sur Cilette, il n'y avait plus que son amour. Elle aussi subissait le charme de la présence retrouvée qui va, si on lui cède, abolir toutes les résolutions de renoncement. Un « merci » lui vint aux lèvres, qu'elle ne prononça point. C'était elle qui avait peur et qui, se défendant contre sa propre faiblesse, coupait court à toute effusion sentimentale en faisant simplement ce que demandait la lettre de Thérade à M^{me} Rémonde, et de seulement se la rappeler, cette lettre, allait lui rendre l'énergie de la rupture.

— C'est vrai, disait-elle, que je cours un danger, celui d'être bien tourmentée, bien malheureuse, si vous donnez suite à votre projet de traverser l'Atlantique en avion, comme on l'a fait savoir à maman.

— On ?... C'est mon père ? demanda-t-il.

Cilette ne répondit pas. L'idée que le jeune homme savait maintenant la honteuse vérité lui devint soudain si intolérable qu'elle fit quelques pas en arrière comme pour s'échapper. Il la retint d'un geste. Il sentait bien qu'elle avait raison dans cet instinct de fuite. De cette vérité qui était entre eux, ils ne pouvaient pas parler. Mais la quitter pour toujours sans lui avoir dit une autre vérité, sur l'acte qu'il projetait d'accomplir, sans l'y avoir associée, il ne le pouvait pas non plus, et il continuait :

— Oui, c'est mon père. Il a su que le *Pétrel* était au Bourget et que je vais partir. Alors il a employé le seul moyen qui puisse, a-t-il pensé, m'arrêter : une prière de vous, Cilette. Mais vous ne seriez pas celle que j'aime, l'héroïque enfant qui m'a donné la preuve qu'elle était capable du plus courageux sacrifice, celui de son bonheur, de notre bonheur, si vous ne compreniez pas que cette entreprise, pour moi, est le suprême et dernier secours, le seul idéal que je puisse réaliser maintenant, puisque l'autre, qui m'était si cher, nous est interdit. Je vous ai raconté, Cilette, mes sensations d'enfant pendant la guerre, et mon premier rêve, celui d'être, plus tard, un de ceux

qui défendraient le pays là-haut (sa main frémissante montrait le ciel), s'il était de nouveau menacé. Il l'est, menacé. Demain, après-demain, une guerre peut éclater. Elle n'éclatera pas, si nous sommes forts, si l'ennemi sent que toute une jeunesse est prête à combattre, ceux-ci sur le sol natal, ceux-là dans les airs, puisqu'il semble bien que la bataille décisive doive s'y livrer. Moi je le crois, et il est nécessaire que beaucoup de jeunes Français le croient. Il ne faut donc pas que l'aviation soit simplement un sport ou plus amusant ou plus commode. Lui donner une auréole de poésie, faire que les enfants même exaltent leur imagination autour d'exploits tels que celui d'un Lindbergh, quelle plus noble mission peuvent avoir ceux, — et je suis du nombre, — à qui leur fortune, leur expérience, leur âge, l'absence de foyer, permettent d'oser ce que je veux oser, ce que vous ne me demanderez plus de ne pas oser, Cilette, maintenant... Et puis, continua-t-il avec une amertume singulière dans la voix, laissez-moi ajouter ceci qui est bien dur à confesser : jusqu'à ces jours derniers, je ne connaissais pas vraiment mon père. Je me rends compte aujourd'hui qu'il a mal vécu, très mal, et alors je voudrais payer pour lui. C'est le devoir des enfants, voyez-vous, de payer pour leurs parents. Il fallait que cette parole fût dite aussi... Pardonnez-la moi... Allez-vous encore me demander de renoncer à l'unique consolation que je puisse trouver, de vous avoir perdue ?

Cilette avait écouté cette profession de foi, — car c'en était une, et presque religieuse, — sans l'interrompre. Quant le fils de l'amant de sa mère avait parlé du devoir d'expiation des enfants pour les parents coupables, une fibre pieuse avait été touchée en elle. C'est tout le christianisme que cette idée du rachat par l'innocent. La pauvre Andrée Rémonde ne saurait jamais qu'elle avait là une récompense du soin jaloux avec lequel, toute sa vie, elle avait veillé sur l'éducation catholique de Cilette, essayant elle-même de réparer ainsi l'inexpiable faute de Nérès dont elle gardait, — hélas ! la rentrée de Thérade dans sa vie devait le prouver, — autant de regrets que de remords, et la jeune fille répondait, soulevée par cette parole exaltée, comme si le jeune homme l'eût prise et emportée dans son avion :

— Combien j'ai eu raison de vous aimer, Pierre ! — Puis, avec l'expression d'une martyre marchant au supplice exta-

tique tout ensemble et torturée : — Partez. Pierre. Vous ne serez pas seul dans votre sacrifice. Disons-nous adieu et laissez-moi aller prier pour vous.

— Pour nous, ajouta-t-il. — Et comme ils étaient devant Saint-François Xavier, elle le quitta sans qu'il la retint maintenant. Il la vit qui passait la grille, gravissait les marches du perron. Arrivée sur la dernière, elle se retourna et disparut derrière la porte de l'église.

Ils venaient de se regarder pour la dernière fois.

...Trois jours ont passé durant lesquels les journaux ont annoncé le prochain départ de M. Pierre Thérade, le fils du diplomate bien connu, pour New-York, par-dessus l'Atlantique. Ils se plaignent un peu que le jeune aviateur se soit refusé à toute interview. Puis une suite de notes racontent la « veillée des armes », — c'est leur style, — et détaillent les conditions atmosphériques. Enfin apparaît, dans les feuilles du matin et du soir, le récit de la scène de l'embarquement à l'aérodrome du Bourget : la sévérité des gardes à la porte du camp d'aviation, le petit nombre des curieux, cent cinquante peut-être, enfin l'envolée au petit jour. Pierre Thérade a dit qu'avec son appareil il comptait mettre moins de quarante heures à franchir les 6 500 kilomètres que représente la route qu'il s'est tracée. Des messages par T. S. F. ont annoncé l'heureux début du voyage. Puis subitement, plus de nouvelles. Des notes de plus en plus inquiétantes paraissent dans ces mêmes gazettes qui annonçaient un triomphe. Et un matin, Albert Rémonde entre dans la chambre de sa femme où se trouve Cilette, toutes deux tragiquement anxieuses. Il tient un journal et les deux femmes devinent aussitôt à son visage, de quelle catastrophe il est le messager.

— C'est une dépêche de New-York, dit-il en donnant la feuille à la jeune fille qui a, instinctivement, tendu la main. Pierre Thérade a rencontré une tempête sur Terre-Neuve. Son avion est tombé à la mer près du cap Breton. L'équipage d'un vapeur qui luttait lui aussi, tout près, contre l'ouragan, l'a vu s'abîmer dans les lames. Ces gens ont aussitôt pensé que c'était le *Pétrel* dont on avait annoncé le passage. C'était bien lui. On a pu recueillir les débris, mais on n'a pas retrouvé

le corps. Vous lirez ces horribles détails. Moi, je vais tout de suite écrire au pauvre père qui a dû rester à Paris à cause de ce départ, puisque les journaux ont mentionné sa présence au Bourget. Mais quelle folie, mon Dieu, et tellement inutile!

M^{me} Rémonde regardait Cilette, dont les doigts restaient comme figés sur le sinistre journal qu'elle tenait devant elle sans le voir. Cette muette douleur dont elle se sentait la cause remplissait la mère d'un tel remords qu'elle s'agenouilla devant son enfant en joignant les mains, et elle gémissait :

— Tu ne m'empêcheras pas de te demander pardon cette fois. J'ai été coupable et c'est toi qui es punie.

— Relevez-vous, maman, supplia Cilette; je ne veux me rappeler qu'une chose : que je vous dois de l'avoir revu une dernière fois. Si vous ne l'aviez pas appelé, il serait parti sans m'avoir dit des paroles qui, à cette minute, me permettent de supporter la terrible chose. Cela donne de la force, voyez-vous, de se savoir la veuve d'un héros.

Comment cette phrase si vaillante de sa fille n'aurait-elle pas fait sentir à Andrée Rémonde l'amertume qu'il y a pour une femme à ne pouvoir admirer, ni même estimer celui qu'elle aime? C'était son histoire, et c'est presque avec un sursaut d'envie dans le repentir et la pitié qu'elle écoutait la noble enfant continuer :

— Je serai digne de lui. Il est mort pour servir la France. Je ne vivrai plus que pour la servir, moi aussi, dans ma modeste sphère. Je ne pense qu'à cela depuis une semaine. Je vais m'affilier à une société qui se fonde pour l'évangélisation de la zone rouge autour de Paris. Mon examen de droit passé, car ce titre peut servir, je me consacrerai toute à cette œuvre.

— J'en ferai autant, dit M^{me} Rémonde avec un accent qui faisait écho à celui de Cilette, et, dans un élan de tendresse et d'estime réciproque, elles s'embrassèrent longuement, et, tandis que la mère tenait la tête de son enfant qui sanglotait sur son épaule, un dernier reste de son funeste amour pour Thérade remuait en elle, et lui faisait se demander : « Que va devenir ce malheureux homme ? »

Qu'allait-il devenir, en effet? Il l'ignorait lui-même, comme en témoignait l'entretien qu'il avait, dans cette même matinée,

avec son grand ami Dauriac, — entretien qui révélait cependant l'entrée en lui d'une nouvelle personnalité. La belle parole du poète antique, « la science au prix de la douleur », n'est-elle pas encore plus vraie de la conscience, mais qu'elle est dure, quand c'est au prix de la douleur des autres.

— Ah! gémissait-il, jamais je ne me pardonnerai d'avoir été la cause de cette horrible fin de mon pauvre fils! Jamais!

— Mais tu n'en as pas été la cause, répondait Dauriac. Il serait toujours parti, même marié à Gillette. C'était son idée fixe, cette aventure, et, chez des garçons de son caractère, ces idées fixes, quand elles sont nobles, se réalisent inévitablement.

— J'aurais empêché celle-là, disait le père, s'il n'avait pas cessé de m'estimer. — Puis, comme le domestique entraît, apportant une lettre : — Les condoléances qui commencent avec leurs banalités! — s'écria-t-il en prenant l'enveloppe. Puis, l'ayant ouverte : — Il est tout de même doux d'être plaint quand on souffre ce que je souffre, fit-il, et cette lettre-là, au moins, n'est pas banale. — Il la relisait, et d'une voix attendrie : — C'est une Argentine qui m'écrit. Elle a voulu apporter cette lettre elle-même aussitôt qu'elle a su l'affreuse nouvelle. J'avais des torts envers elle cependant. Depuis cette rencontre avec Andrée, j'avais cessé de la voir, après que je lui avais fait un peu la cour tout le long du voyage. Nous étions venus de Buenos-Ayres ensemble. Elle m'avait donné son portrait. Regarde-le : il est là, dans le cadre de la glace. Elle me parle de mon pauvre fils en des termes dont je suis touché, même dans mon désespoir, car il est bien grand!... Il le serait davantage si tu n'avais pas décidé Pierre à m'embrasser au Bourget avant son départ... Allons, continua-t-il en essuyant de sa main ses yeux où venaient des larmes, il ne faut pas s'abandonner. — Et reprenant la lettre : — Comme elle a du cœur, cette enfant! Je vais lui répondre tout de suite. Elle part pour Cannes aujourd'hui. Si je vais dans le Midi, comme j'en ai l'idée, puisque je dois rester un peu en France pour le règlement des affaires de Pierre, elle me sera une compagnie.

Il se mit à sa table et commença d'écrire.

Dauriac voyait sa plume aller et venir sur le papier. Il regardait aussi le portrait, celui d'une romanesque et charmante jeune femme dont il devinait que le père désolé deviendrait

sans doute l'amant, s'il donnait suite à son dangereux projet. Qu'il l'eût seulement conçu dans une pareille heure, quel indice de la complexité de cette nature, à la fois si égoïstement immorale et si vivement sensible! Car son chagrin était sincère, ses larmes étaient vraies, et l'Horatio enfin lucide se demandait, avec une tristesse qui lui donnait l'idée de s'en aller et de ne plus jamais revoir ce camarade tant aimé, s'il n'avait pas devant lui un exemplaire trop accompli de ce type d'homme ensorceleur et malfaisant, qu'incarne dans la littérature ce personnage de Don Juan auquel le séducteur de Nérise comparait volontiers et qui n'est qu'un monstre émotif. Quel soulagement, quand il vit Thérade se lever, prendre cette lettre qu'il venait d'écrire et la déchirer en disant :

— Non, je ne lui répondrai pas! Non, je n'irai pas à Cannes, où mon pauvre Pierre a rencontré Cilette Rémondet! Ce portrait, donne-le moi que je le déchire aussi. Il faut que ces aventures-là soient finies. Je viens de trop voir combien on peut faire de mal autour de soi, en s'abandonnant à ce goût de sentir qui a dominé mon existence.

Et il jetait les débris de la photographie dans le panier où se voyaient déjà les fragments de la lettre, en disant :

— Peux-tu me donner asile, mon bon Charles, à la Ferté-sous-Jouarre, en attendant que je reparte? Il n'y a que là que je puisse me reprendre, auprès de toi.

— Ma maison est la tienne, fit Dauriac, tu n'en doutes pas?

— Non, dit Thérade en lui serrant la main, et quand je t'aurai quitté, comme je serai seul dans cette vie où l'avenir de mon fils était ma seule espérance! Je trompais notre séparation par ce jeu sentimental auquel je ne veux plus me livrer. Toute nouvelle intrigue me rendrait trop présente cette tragique histoire, qui aura été la dernière. Comme je comprends maintenant le sens que tu as donné, toi, à ton existence, en la consacrant à tes neveux orphelins! Ah! quand on a le poids que j'ai sur le cœur, comme on aurait besoin de se dévouer pour s'estimer! — Et avec découragement : — Mais à quoi?...

— Puis, comme retrouvant soudain son énergie : — Que je suis lâche! Mais mon fils m'a dit à quoi : « Papa, c'est pour la France, pour la France », m'a-t-il répété avant de monter dans son avion. Là-bas en Argentine il y a des œuvres françaises; je m'y dévouerai passionnément. J'en créerai d'autres.

— Comme il aimerait, dit Dauriac, à t'entendre parler ainsi ! Qui sait s'il ne t'entend pas ?

— Hélas ! fit Thérade en levant les bras au ciel.

Quel contraste entre les phrases qu'il venait de prononcer, et les confidences qu'il débitait quelques semaines auparavant sous les arbres du Cercle Interallié. Dauriac se les rappelait ; et la sévère et réconfortante vérité que Pierre formulait à Cilette devant Saint-François Xavier, et que la jeune fille avait comprise, s'imposait à son tour à son esprit, plus complète encore : « C'est le devoir des enfants de payer pour leurs parents ». Et en le faisant, ils les rachètent. Cilette avait sauvé sa mère coupable, au prix de son bonheur. Le sacrifice de Pierre sauverait-il son père ? « Oui » s'affirma Dauriac, pour chasser ses propres doutes. Car il avait sous les yeux, dans le panier où se voyaient les débris de la lettre et de la photographie déchirées, la preuve des tentations probables de l'avenir. Et il répondit à l'« hélas ! » désespéré de Thérade :

— Si les morts ne nous entendent pas, nous pouvons du moins prolonger leur vie en pensant, et en agissant comme ils auraient voulu nous voir agir et penser.

— Tu as raison, fit Thérade, c'est vrai, cela, et c'est la seule consolation.

PAUL BOURGET.

LE CARDINAL MERRY DEL VAL

Les obsèques du cardinal Raphaël Merry del Val ont été célébrées solennellement, à Rome, le 3 mars dernier ; sa tombe, dans la crypte de Saint-Pierre, fut placée à côté de celle de Pie X.

C'était un grand personnage qui disparaissait, et très aimé. Un Français, qui habite Rome, m'écrivait récemment : « Vous le savez : après la guerre, Benoît XV autorisa les cardinaux de Curie à traverser les rues de la ville à pied, vêtus de noir et accompagnés d'un prêtre. Le cardinal Merry del Val profita de cette permission, d'autant plus que la marche ne lui était d'aucune fatigue. Quand il passait par les rues de Rome, il était l'objet de l'admiration générale, en raison de la noblesse et de la distinction de toute sa personne ; on le regardait avec intérêt ; on le saluait avec sympathie. » Ces dons extérieurs n'expliqueraient guère qu'une certaine curiosité. Mais ce beau cardinal était surtout d'une extrême bonté, mêlé au peuple romain, même au très modeste peuple de cette ville, où il vécut pendant quarante années, où chacun, comme je le dirai tout à l'heure, pouvait raconter quelque trait de son aimable et extraordinaire charité.

Aussi, l'émotion que provoqua sa mort, dans Rome, habitée aux prélats, fut inaccoutumée. Le défilé du peuple, devant la dépouille du cardinal, a duré plusieurs jours, ininterrompu, malgré la saison assez rigoureuse. Un service d'ordre fut nécessaire. On n'entrait dans la chapelle ardente que par petits groupes ; il fallait quelquefois attendre une heure, deux heures, avant de défilé au pied du catafalque, et les Romains, les grands et les petits, ensemble, restaient dans la rue, s'entretenant de leur ami.

On a jugé le cardinal Merry del Val, pendant sa vie, de façons fort différentes, parce qu'il a été mêlé aux affaires politiques et religieuses du siècle. On commence seulement à le mieux connaître, à présent que les témoins de l'intimité, ou du voisinage, rappellent ce qu'ils ont vu, et, exprimant un regret, répétant une parole, préparent l'histoire véritable, à laquelle ne suffisent, il s'en faut, ni les pièces officielles, ni les titres, ni la rumeur soulevée par nos actes et qui tombe après nous, poussière encore du chemin.

Ces témoignages sont dispersés. Rome naturellement a entendu les premiers. Mais, en beaucoup d'autres lieux d'Italie, en Angleterre, en Espagne, en France, au Canada, aux États-Unis, dans l'Amérique latine, des foules se sont souvenues, et des voix ont dit : « Je l'ai vu passer ; il m'a parlé ; il m'a écrit ; il m'a secouru : quel malheur de l'avoir perdu ! » J'ai pu lire, ces temps derniers, le bel éloge funèbre que M. Giuseppe dalla Torre a prononcé, le 6 avril, dans la grande salle de la Chancellerie apostolique, — commémoration, elle-même, tout à fait exceptionnelle ; — le discours de Mgr Jasoni, aux associés d'une œuvre de jeunesse ; un bulletin, rédigé par les étudiants, les employés et ouvriers de cette même œuvre, que dirigea, jusqu'à la fin de sa vie, le cardinal ; l'article de Ferruccio Carli, dans la revue illustrée *Tutto* ; les articles d'un autre bulletin, organe du collège pontifical espagnol, signés de noms inconnus du public, mais dont chacun représente une région du pays d'origine : Murcie, Palencia, Malaga, Badajoz, Lugo, Pampelune, Madrid, Ségovie, Barcelone, Tolède, Valence. D'autres documents sont venus s'ajouter à ceux-là. Et ainsi, dans le concert de louanges qui s'élève où la mort a passé, on pourra entendre une note populaire se mêler à d'autres, et célébrer celui qui fut un grand seigneur selon le monde et un grand seigneur selon l'Église.

Il faut établir d'abord les dates, et dire les charges successives que l'homme a occupées.

* * *

Raphaël Merry del Val était né à Londres, le 10 octobre 1865, d'un père espagnol, d'origine irlandaise, et d'une mère anglaise, originaire d'Espagne. Le père, qui était alors secrétaire de la Légation d'Espagne, en Grande-Bretagne, devait,

par la suite, représenter son pays en Belgique, puis, comme ambassadeur, à Vienne, et enfin à Rome, près du Saint-Siège.

A sept ans, l'enfant fut mis dans une école anglaise, d'où il passa au collège des Jésuites de Namur, et termina ses études classiques à Bruxelles, au collège Saint-Michel. Il laissa, parmi ses camarades, — et les mots que je vais dire sont de l'un d'eux, — le souvenir d'un élève très doué, laborieux, simple et aimable, et d'une énergie étonnante. De là, il revint en Angleterre, et commença ses études ecclésiastiques à Saint-Cuthbert d'Ushaw.

De très bonne heure, en effet, il avait eu le désir d'être prêtre. Vocation non combattue, car les parents étaient fort pieux ; vocation même qui semblait appeler le jeune Merry del Val vers les missions. Quelles missions ? Celles du pays natal. Parlant à merveille l'anglais, instruit par les conversations qu'il entendait autour de lui, et aussi par une sorte de passion qu'il mettait à bien connaître l'histoire religieuse de l'Angleterre, il souhaitait de devenir un jour le guide, l'ami, l'exemple s'il le pouvait, des intelligences et des cœurs que tentaient l'unité de la foi romaine et la certitude du Sacrement. Son rêve était d'entrer dans un ordre religieux, de préférence dans la Compagnie de Jésus. Il avait admiré ses professeurs jésuites, dans les collèges belges. Un de ses oncles, le P. de Zulueta, était membre de cet ordre, et vit encore à Londres, octogénaire. Raphaël Merry del Val se proposait donc d'écrire, de parler, de vivre, pour augmenter le nombre des catholiques parmi les peuples de Grande-Bretagne.

A l'automne de 1883, il chercha dans quel séminaire romain il pourrait se préparer au sacerdoce. Il choisit le Collège Écossais, et pria son ami, Mgr Serafino Vannutelli, alors nonce à Bruxelles, de l'y faire admettre. On accueillit la demande ; une chambre fut retenue au Collège Écossais. Les parents du jeune clerc vinrent de Belgique à Rome, accompagnant leur fils. Mais quelque chose aussitôt changea les projets formés au loin : quelque chose de très imprévu. L'ambassadeur d'Espagne près le Saint-Siège, ayant avisé Léon XIII de la présence à Rome du représentant de l'Espagne en Belgique, le Pape exprima le désir de voir M. Merry del Val et Raphaël. L'audience eut lieu. Léon XIII, regardant avec attention ce

jeune homme, agenouillé près de lui, et si visiblement doué, et si plaisant d'intelligence et de race, demanda :

— Où donc va ce jeune fils ?

On répondit :

— Au Collège Écossais, Saint-Père.

— Et pourquoi ? Attendez un peu... Nous verrons... Attendez.

Les objections ne manquèrent pas. Avec tout le respect qui convenait, on les exprima. Le Pape les écouta. Puis, nettement, et d'un ton qui rendait la réplique impossible, le grand vieillard répéta :

— Attendez.

Deux jours plus tard, le président de l'Académie des nobles ecclésiastiques, — l'école diplomatique pontificale, comme on le sait, — venait rendre visite au clerc de Saint-Cuthbert, et lui dire que le Saint-Père avait pour lui fait choix de l'Académie et de l'Université grégorienne.

Tout de suite, et dans ce désarroi, le caractère de Raphaël Merry del Val se révéla. Soutenu par le conseil d'amis dignes de lui, et notamment par Gaetano Bisleti, alors doyen de l'Académie des nobles, l'étudiant décida de sacrifier ses vues propres et d'obéir à l'autorité.

Les années passèrent. De l'École diplomatique pontificale et de l'Université grégorienne, il sortit docteur en philosophie, en théologie, en droit canon, et fut ordonné prêtre en 1889. Alors, il accepta toutes les occasions qu'il eut, — et elles se multiplièrent rapidement, — de mettre au service des âmes ce zèle ardent, cette doctrine, cette puissance exceptionnelle aussi qu'il possédait, de se faire entendre de peuples différents, représentés à Rome ou pèlerins de la Ville. Car il savait, non pas superficiellement, mais fort bien, l'anglais, l'espagnol, l'italien, le français, l'allemand et, paraît-il, le danois. Un de ses biographes raconte que : « La Trinité des Monts, le Cénacle, les Sœurs Réparatrices, la Villa Lanta, Sainte-Rufine, le Collège Espagnol, Saint-Sylvestre, Saint-Georges de la place d'Espagne, le virent officier, confesser, prêcher ». Et la renommée, qu'il ne cherchait pas, s'ajoutait au bien qu'il cherchait. A ce moment même, une circonstance fortuite, et dont je parlerai tout à l'heure, l'amena à connaître l'élément populaire de Rome et à fonder, dans le quartier du Trans-

tévère, une association de jeunesse qu'il devait présider jusqu'à la fin de sa vie.

En vérité, celui qui avait voulu être missionnaire, l'était : le pays de mission avait seul changé.

Les honneurs, qu'il faut appeler les charges, quand le titulaire est digne de les porter, vinrent promptement à Raphaël Merry Del Val. Très jeune « monsignorisé », nommé camérier secret n'étant encore que diacre, ce qu'on a vu très rarement, il parlait bientôt comme secrétaire de la mission extraordinaire envoyée par Léon XIII à Londres, pour le jubilé de la reine Victoria ; un peu plus tard, il faisait partie d'une mission semblable, envoyée à Berlin pour le jubilé de l'empereur Frédéric. En 1897, il devenait prélat de la Maison de Sa Sainteté, et, désigné comme délégué apostolique, se rendait au Canada, où il eut à résoudre la question difficile des écoles bilingues, par quoi les esprits depuis longtemps se trouvaient divisés. Léon XIII continuait de regarder avec bienveillance ce très jeune prélat de sa cour. Il le chargea plus d'une fois de travaux d'une grande importance. Et c'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, qu'en 1896, lorsque fut étudiée la si grave et angoissante question de la validité ou de la nullité des ordinations anglicanes, le secrétaire de la commission, Mgr Merry del Val, fut un des hommes le plus souvent consultés. La lettre apostolique de Léon XIII, déclarant la nullité de ces ordinations, porte la date du 13 septembre 1896.

En 1898, Mgr Merry del Val était nommé consultant de l'Index ; l'année d'après, le 23 octobre, président du Collège diplomatique pontifical ; le 19 avril 1900, archevêque de Nicée ; en 1902, Léon XIII le désignait comme chef de la mission qui devait représenter le Pape au couronnement du roi d'Angleterre, Édouard VII.

Il faut dire quelque chose d'un des épisodes que je viens seulement de rappeler par sa date. Léon XIII avait, au premier regard, deviné la valeur de ce prélat, espagnol et anglais, apparu tout à coup devant lui. Les preuves les plus manifestes confirmèrent cette sorte de divination. Sûr de ne s'être pas trompé, il appela donc Raphaël Merry del Val à présider l'Académie pontificale. Un homme de trente-quatre ans ! Comment saurait-il remplir une fonction si difficile, et pour laquelle, involontairement, on songe à quelque vieux nonce, retour

d'Europe ou d'Amérique, paternel, temporisateur et prudent, un peu déçu, mais, malgré l'âge, regardant toujours, avec confiance, le monde et son mouvement, du haut des sept collines? Il n'y avait guère que huit années que Mgr Merry del Val avait quitté l'Académie, en qualité d'élève. Il sut être maître, et se montra d'abord prêtre exemplaire, exact dans la discipline, s'y soumettant lui-même, le premier rendu à la chapelle, le matin, pour lire les points de méditation, et, de même, présent aux repas, présent aux récréations, suivant de très près l'enseignement donné par les professeurs. C'est lui qui institua un cours de diplomatie ecclésiastique d'une durée de deux ans, et qui voulut qu'un diplôme fût délivré à la fin des études. Il se fit professeur de langues étrangères, et particulièrement d'anglais. Il présida les jurys d'examen. Par ses soins, des élèves furent chargés de faire un cours d'instruction religieuse aux employés et serviteurs de l'école; il en envoyait d'autres, les jours de fête, dans les églises et oratoires de la campagne romaine, leur recommandant d'adresser la parole, toujours, à ces groupes de paysans et de bergers, et d'entendre les confessions. Sa vie était sans repos, à ce point qu'il se privait de promenade, et refusait même, ce qu'il avait pu accepter auparavant, d'aller déjeuner ou dîner à l'ambassade d'Espagne, chez ses parents. Pas une seule fois, tant qu'il dirigea l'École diplomatique, on ne le vit faire cet innocent manquement à la règle commune. Sa renommée grandissait. L'homme était jugé, et le reste allait venir, comme logiquement.

* * *

Léon XIII mourait dans l'été de 1903. Quand Mgr Merry del Val eut assisté aux funérailles du Pontife, auquel il était attaché par la plus sincère affection, et par les honneurs même qu'il lui devait, sa pensée, comme chaque année, fut de sortir de Rome, et d'aller prendre quelque repos. Il se préparait à partir, lorsqu'on lui annonça la visite du cardinal Della Volpe. Que peut lui vouloir, en ce moment, le cardinal, qui venait de la part du cardinal Oreglia, doyen d'âge et camerlingue de l'Église romaine? Mgr Della Volpe entre : il est chargé d'annoncer que, dans leur première réunion, les cardinaux ont élu, à l'unanimité, Mgr Merry del Val, comme secrétaire du Conclave qui va s'ouvrir.

Les vacances sont déjà finies.

Le 31 juillet, à huit heures du soir, a lieu la fermeture des portes du Conclave. Soixante-deux cardinaux, venus de toutes les parties de l'univers, sont présents. Dès le second jour du scrutin, — 2 août, — le cardinal Giuseppe Sarto, qui avait eu 5 voix tout au début, en obtient 21; le lendemain, au matin, 27. Dès ce moment, l'élection paraît certaine. On savait que le patriarche de Venise ne redoutait rien tant. Déjà, voyant grossir le nombre des bulletins qui le désignaient, il avait supplié le Sacré Collège « de l'épargner ». Mgr Merry del Val est alors député vers lui, aux approches de midi. Il ne le rencontre pas dans l'appartement du Conclave, où d'abord il est allé le chercher, et finit par le découvrir dans la Chapelle Pauline, agenouillé sur les dalles et pleurant.

Le secrétaire s'approche, s'agenouille près du cardinal, et lui demande s'il persévère dans son refus; s'il faut que le cardinal-doyen donne, officiellement, au Sacré Collège, communication de ce refus. « Qu'il me fasse cette charité! » répond Giuseppe Sarto.

On raconte que, prévoyant ce qui allait arriver, Mgr Merry del Val se retira en disant : « Courage, Eminence! »

Dans l'après-midi, cédant à de nouvelles instances, le cardinal Sarto retira son refus. Le lendemain matin, il était élu Pape, par 50 voix, et répondait, au cardinal-doyen, qu'il prendrait « le nom de ceux qui ont souffert », et qu'il s'appellerait Pie X.

A la nuit, Pie X, qui disait son bréviaire dans ses appartements, vit venir de nouveau le secrétaire du Conclave, qui le pria de signer les lettres par lesquelles était notifiée, aux divers chefs d'États, la nomination du nouveau Pape. Après qu'il eut signé les papiers, il reçut les adieux de Mgr Merry del Val, dont les fonctions prenaient fin.

— Quoi! Vous aussi, vous me quittez? Non : restez provisoirement.

Le provisoire n'est souvent qu'un essai : environ deux mois plus tard, un matin que le secrétaire d'État provisoire achevait d'exposer, au Saint Père, les affaires intéressant l'Église, et qui attendaient une décision, celui-ci lui remit un pli fermé, en lui recommandant de ne le lire « qu'à la maison ». C'était une lettre affectueuse, par laquelle le Pape confirmait le prélat

dans la charge de secrétaire d'État. La légende veut, — et probablement l'histoire, — que l'archevêque de Nicée étant venu peu après remercier son souverain, et comme il se déclarait indigne d'une telle charge et trop jeune pour la bien remplir, — il n'avait encore que trente-huit ans, — le Pape l'ait interrompu, et lui ait dit, répétant le mot de la chapelle Pauline : « Courage, Éminence ! »

Raphaël Merry del Val, en effet, deux semaines plus tard, était nommé cardinal au Consistoire de novembre 1903.

A première vue, les deux hommes, le maître et le ministre, pouvaient paraître très dissemblables. Ils ne l'étaient guère, car les âmes se ressemblaient. Toutes deux sacerdotales, toutes deux théologiques, toutes deux humbles, et jalouses seulement de l'honneur de l'Église, un même amour les animait, et les rendait capables de remplir jusqu'à la perfection leurs charges inégales, qu'elles n'avaient pas souhaitées. Au Pontife, il inspirait les initiatives les plus hardies, un courage ferme contre la menace, l'injustice ou l'erreur ; au ministre, il donnait l'intelligence complète des actes de son chef. Le cardinal Merry del Val fut, dès le premier jour, le confident, l'interprète quelquefois, l'exécuteur fidèle et enthousiaste de la pensée de Pie X. Qu'il s'agit de l'encyclique de prise de possession, — *Instaurare omnia in Christo* ; de la réforme de la musique dans les églises ; du *motu proprio* sur l'action populaire catholique, où Pie X mettait en formules dépouillées et nettes les enseignements de Léon XIII sur ce sujet ; de la condamnation du *Sillon* ; du *motu proprio* du 19 mars 1904, ordonnant la codification du droit canon ; des nombreux décrets relatifs à la communion fréquente et à l'âge où les enfants doivent faire la première communion ; des décisions prises à la suite de la rupture du Concordat par les Chambres françaises ; de l'Encyclique *Pascendi*, du 8 septembre 1907, définissant le modernisme et le condamnant ; de tant d'autres actes de souveraineté apostolique, si importants et si nombreux, qu'un écrivain anglais protestant a pu dire, dans le *Times*, « que Joseph Sarto, fils d'un paysan et d'une couturière, a fait, de sa propre initiative, dans la discipline de l'Église catholique, plus de changements qu'aucun de ses prédécesseurs, depuis l'époque du Concile de Trente » : toujours, il est possible de dire que le Pape et son secrétaire d'État, chacun gardant son rang, ont

travaillé dans l'union la plus parfaite, pour un bien qu'ils apercevaient exactement de même.

Pie X avait, pour son secrétaire d'État, autant d'estime que d'affection. Il se réjouissait d'avoir appelé à lui ce serviteur et collaborateur, un peu comme se féliciterait un capitaine de navire, dans le mauvais temps, de s'être attaché, au départ, un marin d'une vue très claire et connaisseur, aussi lui, de la route. Volontiers, il le disait à quelques-uns, dans des conversations intimes. C'est ainsi qu'un prélat récemment disparu, remarquable en tout point, pouvait écrire au cardinal Merry del Val, en lui présentant ses vœux, la veille de Noël 1928 : « Je me rappelais tous les détails de la causerie si confiante, où Pie X raconta au cardinal Labouré comment sa méditation, souvent reprise (*Cogitabam, cogitabam*, répétait-il), l'avait conduit, pendant les trois mois qui suivirent son élection, à faire choix de votre personne, malgré votre jeunesse, pour la Secrétairerie d'État. La Providence, dont les voies ne sont pas nos voies, ouvrait alors à Votre Éminence une carrière qui allait être éclatante. Elle restera attachée à l'un des moments les plus décisifs de l'histoire de l'Église. En face du triomphe légal de la séparation maçonnique, ce moment fut celui d'une grande victoire morale pour la Papauté. Et deux autres suivirent, qui délivrèrent l'Église de deux dangers plus redoutables que le combisme. » La lettre précisait, en indiquant le modernisme, et d'autres erreurs moins universelles.

Mais, qu'on ne s'y trompe pas : qu'on n'attribue pas à l'influence de Merry del Val ce qu'on appellerait l'esprit du Pontificat, ou même telle décision particulière. La très forte personnalité de Pie X se prêtait peu aux influences. Même dans la solitude, il avait son Conseil, et, pour demeurer dans les réalités explicables, il l'avait dans son expérience de septuagénaire habitué, depuis cinquante années, en de moindres diocèses que le monde, à traiter les affaires humano-divines. On l'y avait toujours vu lui-même, non pas impulsif, mais prudent à préparer, puis ferme à maintenir. Il demeura tel, au Souverain Pontificat.

Le cardinal, que ce grand Pape, connaisseur et divinateur de l'état d'âme des hommes, attachait tout de suite à sa personne, était doué d'un esprit prompt, qu'une habitude précoce avait

cont
gré
mièr
mêm
chos
chos
à l'h
rare
des
blât
deve
livre
nou
rag
resp
rest
inco
du
serv
d'è
Rap
vie
Mar
de
xii
mé
L'a
ail
Mè
de
vo
les
aff
pa
Sa
de
qu
pe

contraint à l'application. Un de ses condisciples à l'Université grégorienne, Mgr Jasoni, le dépeignant, à cette époque de première jeunesse, disait de lui : « Il fut toujours égal à lui-même... D'une exactitude scrupuleuse, dans les plus petites choses, il faisait chacune, comme s'il n'avait jamais eu autre chose à faire... Maître de soi et de son temps, il accomplissait, à l'heure voulue, les obligations de sa charge ;... il avait cette rare faculté de se mouvoir avec aisance et naturel, au milieu des occupations les plus diverses, sans que l'interruption troublât son calme. » Nous ne naissons pas ainsi. Nous pouvons devenir tels par un long effort. Sur la page de garde de son livre de méditation, le cardinal avait écrit ces lignes : « Ne nous préoccupons jamais de plaire au monde. Ayons le courage de supporter les critiques et les désapprobations. Aucun respect humain. Que Dieu soit content de nous. Qu'importe le reste ? »

Il eut, en effet, à supporter les critiques du monde et ses incompréhensions, les critiques même de certaines fractions du clergé : il en souffrit, sans nul doute, mais demeura le même serviteur, donnant cet exemple muet, qui n'est pas commun, d'être fidèle à une devise qu'on a choisie.

Au fond, et ceci explique la perfection de l'homme, Raphaël Merry del Val était un mystique, une âme de grande vie intérieure. Il faisait partie du tiers-ordre des Servites de Marie. L'esprit de saint François d'Assise était en lui : le reflet de cette lumière nouvelle, qui n'a cessé de briller, depuis le XIII^e siècle, dans une multitude de toutes conditions, de tous métiers et de toutes nations. La preuve en est manifeste. L'austérité de la vie du cardinal a été remarquée, à Rome et ailleurs, par une foule de témoins qui parlent aujourd'hui. Mêlé au monde, il avait le goût de la solitude. Quelques-uns de ceux qui s'étonnaient de l'apparence distraite qu'on lui voyait, dans les rares moments de loisir, ne savaient pas que les plus hautes pensées le reposaient alors de la fatigue des affaires ; mais d'autres le devinèrent, et, se taisant quand il passait ainsi, songeur et magnifique, l'admirent encore plus. Sa charité fut incroyable et digne du *poverello*, car, sans parler des largesses étonnantes qu'il faisait, on rapporte à présent que son valet de chambre, plus d'une fois, trouva, avec stupéur, le matin, que le lit du prélat n'avait plus de matelas ni

de paillassé, et se souvint que des pauvres étaient venus quêter son maître, en effet, la veille, après l'*Ave Maria*. De même, les intimes amis de Mgr Merry del Val, son secrétaire, Mgr Canali, ancien élève, comme lui, de l'Académie diplomatique, les jeunes gens de l'œuvre populaire dont je vais dire quelque chose, racontent à l'envi que cet homme comblé d'honneurs, chargé, pendant onze années, des plus difficiles missions, ne cessa point, même durant cette période et sitôt le travail achevé, de se montrer cordial, jovial même, et d'une prévenance qui allait d'abord aux plus petits et aux plus éprouvés.

La beauté de la nature l'enthousiasmait. Les paysages de la campagne de Rome, de l'Ombrie ou de Naples, les maquis et les rochers, autour de Fontecolombo, où il faisait annuellement pèlerinage et séjour, en souvenir de saint François, le tenaient en ravissement. Il dessinait, il peignait pendant les vacances; il jouait du piano; il a composé plusieurs œuvres de musique sacrée, qui furent exécutées dans Saint-Pierre de Rome. Sur-tout, il aimait la grandeur des cérémonies religieuses. L'attention qu'il y portait, un respect depuis l'enfance habituel, le tenaient alors dans une immobilité qui charmait les Romains, et surprenait les étrangers. Un de nos meilleurs écrivains, M. Abel Bonnard, notait, récemment, dans ses *Fragments* sur Rome : « J'entends encore les femmes du peuple qui, voyant passer le cardinal Merry del Val, quand la messe dite il retournait à la sacristie, à travers Saint-Pierre, lui criaient en plein visage sans troubler son impassibilité : « *Dio mio, com' è bello !* »

Puis, en quelques traits justes, peignant le personnage, un mercredi saint que le cardinal archiprêtre de Saint-Pierre présidait l'office des Ténèbres : « Arrive le cardinal Merry del Val, mince et haut, suivi d'un flot de séminaristes, en blanc et noir, et sa longue traîne portée par des caudataires. Il s'assied du côté de l'Évangile, au haut des bancs garnis de chanoines, sur un trône couvert d'un drap noir bordé de violet et galonné d'or. La longue robe, dont il est lui-même vêtu, est d'un violet noble et triste; il porte un camail d'hermine, et, sur son visage étroit et régulier, un peu basané, où ressortent d'épais sourcils noirs, sa petite calotte cardinalice, d'un rouge cerise, éclate avec une vivacité presque pétulante... Le maintien du cardinal est admirable. Il soutient à lui seul toute la solennité

de la cérémonie; tandis que les chanoines toussent, se mouvent, parlent entre eux, que les séminaristes ne peuvent se tenir de tourner la tête vers les tribunes, il n'a pas un moment de distraction, il ne lève pas les yeux de son livre (1). »

Ce que l'on sait moins, c'est que cette immobilité, cette attention soutenue pendant des heures, fatiguaient extrêmement le cardinal, et comptaient parmi les austérités de sa vie. On ne le voyait que très rarement dans les réceptions romaines, et seulement si son absence y pouvait être mal interprétée. La dernière fois qu'on le vit, dans une pareille réunion, ce fut chez l'ambassadeur de France près le Saint-Siège, le vicomte de Fontenay, à l'occasion de la venue à Rome du nouvel archevêque de Paris, le cardinal Verdier. Il n'acceptait pas de bénir des mariages. Mais, comme je l'ai indiqué, il fut, de très bonne heure et de la façon la plus constante, le chef d'une grande œuvre populaire. Voici comment elle prit naissance.



A la fin de 1888, le directeur de l'école Mastai, Frère Ludovic, se rendit chez le directeur de l'Académie diplomatique pontificale, qui allait quitter ses fonctions, pour commencer sa carrière officielle à l'étranger; il lui rappela qu'il était de tradition que le préfet de congrégation, à l'école des Frères, fût un élève de l'Académie des nobles ecclésiastiques. Il lui fût répondu que, justement, il y avait alors, à l'Académie, un jeune clerc tout à fait remarquable, par les qualités de l'esprit et du cœur, et que ce jeune clerc, dès qu'il aurait été ordonné prêtre, irait continuer la tradition, à l'école Mastai.

Il s'agissait de Raphaël Merry del Val. A peine celui-ci était-il devenu prêtre, qu'il se mit en route un matin vers l'école Mastai, et rencontra, sur le pont Garibaldi, un envoyé chargé de le guider. Car, en ce temps-là, beaucoup de maisons avaient été abattues, dans le quartier du Transtévère, pour l'ouverture du Viale del Re, et on pensait que le nouveau venu ne se tirerait pas d'affaire tout seul.

Il n'eut pas longtemps besoin de guide. Non seulement il s'acquitta des fonctions dont il avait été chargé, mais bientôt, choisissant les plus pieux parmi les élèves des Frères, il entre-

(1) *Revue universelle*, n° des 1^{er} et 15 août 1930.

prit de fonder une association de jeunes étudiants, ouvriers et employés, qui prit un très rapide accroissement. Et le missionnaire *in partibus fidelium* se trouva tellement lié à cette œuvre populaire, par lui-même fondée, qu'il ne voulut jamais s'en séparer. Archevêque, président de l'Académie diplomatique, cardinal, secrétaire d'État de Pie X, on le vit venir tous les jours au siège de l'association, dans ce Transtévère, le plus habité et l'un des plus anciens quartiers de Rome. Lorsque la nouvelle commença de courir qu'il était nommé cardinal, il y eut bien un moment d'inquiétude, parmi les jeunes gens. Ils coururent à lui : « Est-ce que vous allez nous quitter ? » Mais il leur dit : « Quand même je devrais tout abandonner, je n'abandonnerais pas l'association. »

Il tint parole, jusqu'à la mort.

Le *Bulletin* de l'œuvre raconte, — la plume est tenue par l'un des associés, — comment ce président illustre comprenait son rôle. Dès que le cardinal entra dans les salles de ce patronage et cercle, il était entouré, salué, interrogé, par ces jeunes gens du peuple romain, à qui pouvait échapper plus d'une connaissance humaine, mais non pas celle d'une amitié. « Il causait avec eux, il prenait part à leurs jeux..., il s'intéressait à chacun, s'informant de ceux qui avaient le plus besoin de secours, et à tous ceux-là donnait généreusement. » Pendant la guerre, il échangea une nombreuse correspondance avec les jeunes soldats qui, dans les armées italiennes, luttaient contre l'Autriche et l'Allemagne. Après la guerre, il parcourut tous les champs de bataille italiens, et voulut bénir lui-même les tombes de tous « ses enfants », qui étaient tombés fièrement pour une cause juste.

« La maison de campagne, continue l'annaliste de l'œuvre populaire, le théâtre, la bibliothèque, le billard, tous les jeux divers, nous les devons à la générosité du cardinal... Et, comme la campagne était assez loin du siège de l'association, il achetait des bicyclettes, pour faciliter le voyage et, après les bicyclettes, le break et les fameuses mules. Dans cette campagne, outre le jardin, qu'entretenait le cher frère Eusèbe, il y avait une prairie pour les courses, une balançoire, des échasses, le tir à l'arc, un phonographe, un piano, un billard, un tennis. Lui-même, voilà des années, avait appris ce sport élégant aux associés, en jouant avec eux. »

S'était-il entendu avec un marchand de gâteaux, et celui-ci venait-il, à dates convenues, jusqu'au *Villino* de la campagne romaine, ou bien était-ce frère Eusèbe qui connaissait la recette, je ne sais : mais, en hiver, et tant que durait la saison froide, on trouvait, en arrivant, une provision de ces gâteaux qu'on nomme le *maritozzo romano*. En été, on préparait des glaces. Le rédacteur du *Bulletin de l'Association*, qui ne signe pas, mais qui pourrait bien être un ancien officier de la guerre, a peint cette jolie scène : « Je me rappelle, dit-il, ce cher maître, — le cardinal, — s'amusant parfois à fabriquer lui-même les glaces, heureux de nous voir joyeux et rassemblés autour de lui, chacun de nous aux aguets, pour prendre des mains du cardinal la manivelle de la machine, et faire tourner la sorbetière. »

Dans le domaine des jeux en plein air, le directeur n'avait pas seulement pour conseillère habituelle la charité évangélique : le souvenir aussi lui parlait des coutumes anglaises, de ce qu'il avait vu dans les écoles de sa jeunesse, en Angleterre, en Écosse, peut-être même au collège de Namur. Quand un homme a dirigé, pendant de nombreuses années, une œuvre comme celle du Transtévère, il aime à raconter devant les « nouveaux » ce que fut l'œuvre à ses débuts, les initiatives qu'elle prit, les succès même d'étonnement qui la firent connaître. C'est ainsi que le cardinal, peu de semaines avant sa mort, apprenait à ses jeunes amis comment il avait muni, naguère, d'une paire de patins, chacun des anciens de l'association.

Des patins ? A Rome ? Parfaitement. « Nous fûmes, disait-il, les premiers à en avoir. J'en possédais une paire, apportée d'Angleterre, et je la remis à l'association. Ce fut un succès, et je voulus alors en acheter une seconde paire. Je me rendis, personnellement, chez plusieurs négociants de Rome, les plus réputés pour les articles de sport. Je finis par dessiner, devant eux, un croquis de l'objet que je cherchais ; j'écrivis à Milan : mais on répondait toujours négativement à ma demande ; on me disait que le patinage était encore inconnu en Italie, et qu'il ne convenait guère que les marchands fissent venir, de l'étranger, les objets nécessaires pour un pareil sport. A cette époque cependant je fus envoyé en Angleterre, chargé d'une mission diplomatique, et je fis l'acquisition sou-

haitée. A mon retour, l'association eut ses patins. Ainsi nous pouvons affirmer que, non seulement nous avons été les premiers à patiner, mais que nous avons fait connaître ce genre de sport, puisque les diverses salles de patinage ont été bâties longtemps, fort longtemps après nous. »

J'ai dit que le cardinal Merry del Val se rendait tous les jours à l'œuvre du Transtévère, quelles que fussent ses occupations. La veille de sa mort, la maladie l'empêcha d'y venir. L'avant-veille, il y était, aimable, attentif, veillant aux âmes. Quelqu'un pourrait prétendre, étonné, que c'était trop. Quoi ! Tous les jours ? Pendant près de quarante années ? Quand les plus graves affaires exigent tant d'application ? Oui, tous les jours, parce que la présence est la condition du bien. Toute œuvre vit d'un homme. Oui encore parce que la fréquentation d'un milieu comme celui-là, différent du monde, agité de passions semblables et de passions autres, plein d'élan et d'erreurs, image du peuple en perpétuel danger, n'est pas seulement une occasion de mérite : elle donne des lumières, soit au chrétien, soit au patriote, soit à l'homme d'État. Une lettre venue d'Espagne à Rome, il y a peu de semaines, portait ces mots : « Sa vie, sous l'apparence d'une vie ordinaire, a été, en réalité, un ensemble de vertus extraordinaires, mais cachées. » Elles ont fait de Raphaël Merry del Val, un ministre capable de tout comprendre d'un pape qui, parmi tant d'autres actes, rappela les principes de l'action populaire catholique, écrivit lui-même l'admirable exhortation au clergé, et entreprit de renouveler, par ses décrets de 1903 et de 1906, la piété et la force de tout le peuple chrétien.

* * *

Après la mort de Pie X, le cardinal, archiprêtre de la basilique de Saint-Pierre, vécut, avec une perfection qui acheva de le grandir, aux yeux de tous les témoins, cette vie de retraite et de souvenir, dont les hommes de caractère moyen acceptent mal l'effacement continu. Il habitait ce palais de Sainte-Marthe, touchant presque le transept de la basilique, et où l'avait précédé le cardinal Rampolla. Administrateur de la basilique, très exact aux réunions des congrégations pontificales dont il faisait partie, il vivait entouré des souvenirs du Pape qu'il avait magnifiquement servi, et, fidèle en toute chose, ne manquait

point, chaque année, de retourner dans la haute Vénétie, de s'arrêter quelques heures dans ce Riese, où la maison natale de Giuseppe Sarto, donnée à la municipalité en 1926 par la vieille Maria Sarto, sœur de Pie X, a été transformée en musée.

Le dimanche 23 février 1930, il ordonna, dans Saint-Pierre, un diacre ; il donna la confirmation et la communion à un officier ; il baptisa la petite nièce du pape Pie XI. Le mardi 25, pour avoir baptisé la petite-nièce de Pie XI, il recevait les remerciements et un souvenir du Pape. Dans l'après-midi, la fièvre le prenait. Le lendemain, mercredi, 26, au cours d'une opération, il mourait.

Ce fut une grande douleur, dans Rome et bien au delà.

Par testament, le cardinal léguait au Pape régnant, en signe suprême de fidélité, sa croix épiscopale ; toute sa fortune, en dehors de quelques legs particuliers, il la donnait aux Missions pauvres. Il demandait qu'on voulût bien mettre sa tombe dans le voisinage de celle de Pie X, ce qui a été fait.

Bien peu de temps après, les ouvriers enveloppaient de palissades l'habitation des archiprêtres de Saint-Pierre. Ils mettaient le pic dans les murailles. Aujourd'hui, la *palazzina di Santa Maria* est démolie.

Un écrivain italien retraçant, dans une revue illustrée, quelques traits de la vie de Raphaël Merry del Val, pouvait placer, en tête de son étude, cette ligne pleine de sens : « Choses qui passent, hommes qui demeurent. »

Le mot est juste.

RENÉ BAZIN.

LES CAHIERS DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

III ⁽¹⁾

LE COTON

DU XVIII^e SIÈCLE A NOS JOURS

Il est curieux de le constater, la croissance de cette grande industrie nationale qu'est aujourd'hui l'industrie cotonnière française n'a pas pris son point de départ dans le stade industriel le plus rapproché de la matière première, mais au contraire dans la fabrication du produit fini.

Des trois branches principales de l'industrie cotonnière, — filature, tissage, impression, — c'est en effet l'impression qui est apparue la première en France sous l'influence d'une mode étrangère, celle des indiennes ou « toiles peintes » importées de l'Inde. Et c'est pour alimenter notre impression naissante que la filature et le tissage du coton se sont peu à peu développés, dans les régions où l'activité déjà ancienne des industries de la laine ou du lin avait contribué à former une main-d'œuvre textile : par exemple, en Normandie, en Picardie, et dans les Flandres.

On peut situer sensiblement ces origines de l'industrie cotonnière française au milieu du xviii^e siècle. A cette époque, en dépit d'innombrables mesures de prohibition qui allaient parfois jusqu'à faire enlever les fichus imprimés sur le cou des

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre et 1^{er} janvier.

femmes, la « toile peinte » acquit une vogue irrésistible, et à Versailles même, M^{me} de Pompadour, grande créatrice de modes, arbora des négligés en indienne. Consacrée enfin par l'édit de 1759 qui autorise l'usage et la fabrication des nouvelles étoffes, la faveur des « toiles peintes » donna naissance à toute une floraison de manufactures, dont celle de Jouy, fondée en 1759 par Oberkampf et aujourd'hui disparue, est sans doute demeurée la plus célèbre.

A la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e des progrès mécaniques, plus particulièrement accentués dans la branche filature, enlevèrent peu à peu à la filature et au tissage de coton leur caractère d'industries à domicile pour les transformer, à l'exemple de l'impression, en grandes industries manufacturières. Cette transformation s'est naturellement encore plus accusée vers le milieu du XIX^e siècle sous l'influence du prodigieux essor économique déterminé par le développement du machinisme.

Plus tard, vers 1860-1880, l'industrie cotonnière devait traverser une période extrêmement difficile, en raison d'abord de l'application du traité de commerce franco-anglais de 1860, puis de la perte de l'Alsace ; et l'on peut dire que son développement normal n'a repris qu'à la fin du XIX^e siècle à la faveur du changement intervenu en 1892 dans notre législation douanière.

LE DÉSASTRE DES ANNÉES DE GUERRE

L'essor renaissant des filatures et tissages de coton a été anéanti d'une manière particulièrement dramatique par la guerre et l'invasion.

Mutilée dans ses usines, amputée de ses principaux débouchés extérieurs, désorganisée quant à son approvisionnement en matières premières, l'industrie cotonnière a été à coup sûr parmi les branches les plus atteintes de notre production nationale.

Dans les régions atteintes, — c'est à-dire celles de Saint-Quentin, des Vosges, et d'Alsace, — les dommages subis par l'outillage ont consisté soit dans l'enlèvement des parties de cuivre du matériel, soit dans l'enlèvement des machines entières, lorsque celles-ci pouvaient être utilisées outre-Rhin,

soit dans la destruction systématique des machines laissées en place. Par rapport à l'ensemble de l'outillage existant en France avant la guerre, la fraction sinistrée était considérable, puisqu'elle représentait près de 39 pour 100 des broches à filer, près de 79 pour 100 des broches à retordre, et 15 pour 100 des métiers à tisser. Si l'on ajoute aux destructions d'outillage, celles des bâtiments et des marchandises en cours de fabrication, l'ensemble des dommages matériels subis par l'industrie cotonnière se chiffre, *aux cours de 1914*, par une valeur totale de 336 020 000 francs. En définitive, l'importance des destructions de guerre a été telle, qu'au lendemain de l'armistice, presque toutes les usines sinistrées se sont trouvées hors d'état de reprendre leur activité et qu'à la fin de 1918 l'on comptait de ce fait, dans le personnel ouvrier des usines cotonnières, environ 35 000 chômeurs, soit 18 pour 100 du personnel employé avant la guerre (Alsace comprise).

En regard de cette catastrophe sans précédent, il convient de souligner la belle et efficace énergie avec laquelle l'industrie cotonnière a poursuivi son effort de reconstruction. Le financement de la reconstitution industrielle a été réalisé tantôt grâce à des emprunts d'État, tantôt grâce à des emprunts garantis par l'État et émis par le groupement des industriels textiles sinistrés, tantôt grâce à l'initiative individuelle du sinistré. Dès l'année 1922, la production des filatures et des tissages de coton n'était pas loin d'atteindre 80 pour 100 de la production d'avant-guerre, ce qui représente en réalité, compte tenu de la réduction de la journée de travail à huit heures, un chiffre de production horaire presque équivalent à celui de 1913.

Mais le désastre subi par l'industrie cotonnière n'a pas été seulement d'ordre industriel; il a été aussi d'ordre commercial. Complètement absorbés pendant la guerre par leur tâche de fournisseurs de la Défense nationale (1), pratiquement privés de communications avec les marchés d'exportation par le manque de moyens de transport, les industriels cotonniers ont été hors d'état de conserver leur clientèle extérieure. En particulier, sur le marché colonial, très important pour eux, ils ont dû presque totalement s'effacer devant la concurrence anglaise,

(1) La partie non sinistrée de l'industrie cotonnière française a réussi à fournir environ 70 pour 100 des quantités de tissus dont l'intendance militaire a eu besoin pendant les années de guerre.

américaine, italienne, ou japonaise; c'est ainsi qu'en 1919, au lendemain de la guerre, notre exportation de tissus dans les territoires français d'outre-mer avait baissé d'au moins 85 pour 100. Aujourd'hui, ces débouchés perdus ont été largement regagnés, mais leur reprise a été naturellement une œuvre lente et laborieuse qui n'a pas marché de pair avec le mouvement rapide de reconstitution de l'outillage; elle n'a été réalisée qu'à partir de 1923.

Enfin, du fait même qu'elle est obligée d'importer l'intégralité de sa matière première, l'industrie cotonnière devait être atteinte à la source même de son activité pendant les années de guerre par le manque de fret disponible. Pour faire vivre celles des usines qui étaient restées à l'abri de l'ennemi, l'effort conjugué des industriels et de l'État a dû organiser sur des bases entièrement nouvelles l'approvisionnement de la France en coton brut. Tandis que l'État français, maître par voie de réquisition de toute la flotte marchande, se chargeait d'effectuer le paiement et le transport du coton américain nécessaire à la filature, l'industrie et le négoce cotonnier français se groupaient en consortium pour acheter, de concert avec l'État, les quantités de coton nécessaires et les distribuer ensuite à l'industrie française à des prix convenus. En raison du but d'intérêt national poursuivi par le consortium, les actionnaires s'étaient d'ailleurs interdit tout bénéfice en dehors de l'intérêt statutaire de 6 pour 100 sur le capital effectivement versé par eux. Les opérations actives du Consortium cotonnier français et, avec elles, la réglementation de l'État des achats de coton brut, ont pris fin en 1919.

ÉTAT ACTUEL ET PHYSIONOMIE GÉNÉRALE

Quelle est aujourd'hui l'industrie née de ce passé lointain et de ce passé récent? Quelle en est la physionomie générale? Par quels problèmes essentiels est-elle sollicitée?

Avec ses trois branches principales, filature, tissage, finissage, — le finissage comprenant les établissements de blanchiment, de teinture et d'impression, — l'industrie cotonnière française d'après-guerre apparaît comme une industrie fort importante non seulement du point de vue français, mais même du point de vue mondial.

Quelques chiffres suffisent à préciser cette importance. La France, y compris l'Alsace reconquise, possède 10 254 000 broches à filer, 200 100 métiers à tisser, 286 machines à imprimer, soit un outillage qui, dans son ensemble, la place au quatrième rang des industries cotonnières du monde, après l'Angleterre, les États-Unis, et presque au même rang que l'Allemagne. D'autre part, cet outillage, qui occupe un personnel d'environ 230 000 ouvriers et ouvrières, comporte, en années normales, une production de 1 350 millions de mètres de tissus, dont la valeur peut être estimée, au moins approximativement, à environ 8 milliards de francs.

Cette importante industrie est aussi une industrie géographiquement dispersée. Le Nord groupe deux centres cotonniers, d'ailleurs distincts : l'un autour de Lille, l'autre autour de Roubaix-Tourcoing. Les autres agglomérations de filatures ou de tissages se rencontrent en Normandie autour de Rouen ; dans les Vosges autour d'Épinal et dans les vallées avoisinantes, autour de Belfort également ; en Alsace, surtout dans la région de Mulhouse ; dans le centre de la France autour de Thizy et autour de Roanne ; sans parler des autres secteurs cotonniers moins importants fabriquant des spécialités.

L'individualité des régions cotonnières françaises n'est pas seulement d'ordre géographique. Les genres de production de nos grands centres cotonniers sont fort différents. D'autre part, nos régions cotonnières affrontent le problème de la main-d'œuvre dans des conditions tout à fait distinctes. Ici la main-d'œuvre est rurale et disséminée, comme dans les Vosges et près de Belfort ; là, au contraire, comme à Roubaix-Tourcoing, elle est agglomérée dans une ville industrielle où se groupent également d'autres puissantes industries. Il en résulte naturellement que la plupart des questions ouvrières et notamment les questions de salaires, ne peuvent pas trouver de solutions uniformes pour l'ensemble de l'industrie cotonnière française. Il convient seulement de signaler deux caractéristiques communes de cette main-d'œuvre. D'abord la prédominance très nette de la main-d'œuvre féminine, laquelle représente à peu près les deux tiers du personnel total employé. En second lieu, le nombre relativement faible des ouvriers ou ouvrières travaillant dans l'usine ; tel tissage modernisé, pourvu de métiers dits automatiques, apparaît presque comme une

usine
des m
men
quelq

Di
chacu
franc
divisé
moyen
la bra
ture
usine
relati
ce qu
aussi
nos 20
envir
moins

Ce
ment
par le
Franc
d'exp
dique
société
et, en
bien
coton
form
voit l
group

C
saura
super
trie,
réagi
man
dével
tion

usine déserte, animée sans doute par le bruit assourdissant des machines, mais où de rares ouvriers répartis dans l'immense salle suffisent chacun à la surveillance de douze, quelquefois dix-huit ou même vingt-quatre métiers.

Dispersée en un certain nombre de régions, offrant dans chacune d'elles un aspect différent, l'industrie cotonnière française présente une troisième particularité, celle d'être divisée en un très grand nombre de firmes d'importance moyenne. Cette observation n'est d'ailleurs pas exacte pour la branche finissage, car les usines de blanchiment et de teinture apparaissent comme très fortement concentrées, et les usines d'impression sont elles-mêmes entre les mains de firmes relativement peu nombreuses, moins d'une vingtaine. Mais en ce qui concerne la filature et le tissage, peu d'industries sont aussi divisées que l'industrie cotonnière. Nos 10 234 000 broches, nos 200 100 métiers sont répartis entre six ou sept cents firmes environ, dont un très grand nombre comportent en filature moins de 30 000 broches, et en tissage moins de 600 métiers.

Cette multiplicité d'entreprises, et l'importance relativement médiocre de beaucoup d'entre elles, s'expliquent d'ailleurs par le fait que l'industrie cotonnière revêt généralement en France la forme d'exploitations familiales ou même parfois d'exploitations individuelles. La diversité des modalités juridiques adoptées par les entreprises, — sociétés de personnes, sociétés par actions, — ne change rien à cette constatation, et, en particulier, alors même que, comme cela s'est produit bien souvent au cours des dernières années, une entreprise cotonnière organisée en société en nom collectif s'est transformée en société anonyme ou à responsabilité limitée, l'on voit la nouvelle société demeurer sous le contrôle effectif du groupe familial précédemment associé en nom collectif.

Ces quelques traits dominants de l'industrie cotonnière ne sauraient naturellement en donner qu'une image tout à fait superficielle. Pour assurer son existence, une grande industrie, aussi bien qu'un simple individu, est astreinte à lutter, à réagir constamment contre les circonstances économiques, permanentes ou accidentelles, qui risquent de compromettre son développement. Aussi est-elle moins définie par une description géographique ou technique que par l'exposé des grands

problèmes qu'elle doit résoudre pour vivre. A cet égard les problèmes de l'industrie cotonnière peuvent se ramener schématiquement à trois ordres d'idées essentielles : la matière première, la main-d'œuvre, les débouchés.

LA MATIÈRE PREMIÈRE : UNE TÂCHE NATIONALE

Le problème de la matière première se présente à l'industrie cotonnière sous un double aspect : prix du coton et quantités disponibles. De ces deux questions, la première, celle du prix, est en temps normal de beaucoup la plus importante. C'est malheureusement aussi celle qui échappe le plus complètement, jusqu'à présent, à l'action de nos industriels.

On sait que les États-Unis demeurent encore aujourd'hui les principaux fournisseurs de coton, non seulement de la France, mais de toute la filature mondiale qui leur demande environ 55 pour 100 de sa consommation actuelle. Cette prédominance du coton américain dans le monde a pour conséquence que, dans tous les pays, les articles cotonniers manufacturés (filés et tissus) subissent la répercussion des variations du cours du coton aux États-Unis. Or ces variations de cours sont continuelles et considérables, en raison de l'irrégularité des récoltes, de l'activité parfois effrénée de la spéculation américaine sur les cours, et même, il faut bien le dire, en ce qui concerne la récolte 1929-30, en raison des interventions tout à fait inopportunes d'un organisme officiel, le *Federal Farm Board*. Les chiffres suivants donneront une idée des fluctuations des cours du coton pendant les dix dernières années.

Cours du coton à New York (en cents) :

Année commençant le 1 ^{er} août.	Plus bas.	Plus haut.
1920-1921.	10.85	40 »
1921-1922.	12.80	23.75
1922-1923.	20.56	33.84
1923-1924.	23.50	37.65
1924-1925.	22.15	31.50
1925-1926.	17.85	24.75
1926-1927.	11.50	18.50
1927-1928.	16.64	23.57
1928-1929.	17.42	21.39
1929-1930.	12.46	19.09
Août 1930.	10.74	»

Sans doute le fabricant français de filés ou de tissus de coton est-il protégé contre ces énormes variations de cours par l'habitude constante de se couvrir toutes les fois qu'il le peut en matière première, au moment où il vend ses produits à la clientèle. Sans doute encore, quand les circonstances ne lui permettent pas de procéder de la sorte, a-t-il la faculté de s'assurer contre l'avenir par une vente à terme. Mais on conçoit combien, malgré ces précautions, de pareilles dénivellations des cours du coton, se répercutant immédiatement sur les prix des filés et des tissus, sont de nature à restreindre ou à augmenter artificiellement à chaque instant la demande du commerce en articles cotonniers et à introduire ainsi un élément d'instabilité continuelle dans la situation de l'industrie. Cet état de choses est même responsable pour une grande part de la crise actuellement traversée par l'industrie cotonnière mondiale.

Plus familière au grand public, la question de la pénurie éventuelle de notre approvisionnement en coton brut est, en réalité, plutôt une question d'ordre national qu'une question d'ordre purement industriel.

Les termes du problème sont fort simples : en 1929, la France a importé 381 000 tonnes de coton et déchets de coton dont moins de 1,50 pour 100 en provenance des colonies françaises. Ses principaux fournisseurs à cet égard sont l'Inde anglaise, l'Égypte, mais surtout les États-Unis d'où nous tirons plus de 60 pour 100 de nos importations totales. Il est donc manifeste que, sous le rapport de notre alimentation en matière première, nous sommes entièrement dépendants de l'étranger et en particulier des États-Unis. Peut-on remédier à cette dépendance, et, tout d'abord, quelle en est la portée ?

Industriellement parlant, et dans des circonstances normales, cette portée est relativement faible. Peu importe au filateur qu'il tire son coton d'une provenance ou d'une autre, s'il est certain de recevoir ce qui lui convient en quantité et qualité. En présence de la crise grave qui a sévi sur la production de coton américaine au cours de la décade 1914-1924 et qu'accompagnait en beaucoup de pays un développement considérable de l'outillage cotonnier, l'on a sans doute pu redouter un instant une disette mondiale de coton. Mais jusqu'à nouvel ordre, ce péril est devenu plus problématique.

Au cycle des mauvaises récoltes a succédé un cycle de récoltes favorables ou même exceptionnellement abondantes. D'immenses espaces qui demeurent propres à la production du coton à l'ouest du Mississippi, se sont de plus en plus ouverts à cette culture. Enfin l'introduction, toujours plus marquée, d'un machinisme agricole de grand style dans la production du coton aux États-Unis serait de nature, d'après certains observateurs autorisés, à élever assez rapidement à 20 ou 25 millions de balles la récolte américaine, alors que son rendement moyen, au cours des cinq dernières campagnes, était d'environ quinze millions de balles.

Mais, du point de vue national, quelles que soient les vicissitudes présentes ou éventuelles du coton américain, la nécessité de développer les ressources en coton de son empire colonial ne s'en impose pas moins à la France. Une industrie comme l'industrie cotonnière qui répond à des besoins de première nécessité et qui, par surcroît, contribue largement à l'habillement de la troupe, appartient en réalité à la catégorie des industries-clef, et dès lors la nation a un intérêt économique certain à ce que nos filateurs et nos tisseurs s'assurent le plus possible la libre disposition de leur matière première. Cet intérêt n'est d'ailleurs pas limité strictement au temps de guerre ; les crises monétaires de l'après-guerre ont suffisamment mis en lumière la charge qui pèse sur le change d'un pays par suite des énormes besoins en devises étrangères que lui créent ses importations de matières premières textiles : près de quatre milliards et demi de francs pour la seule importation de coton en France au cours de l'année 1926.

C'est à l'*Association cotonnière coloniale*, organisme de propagande et d'études, fondé en 1904 avec l'appui, principalement, de l'industrie cotonnière, que revient l'honneur d'avoir cherché la première à définir et à aborder la tâche à accomplir en cette matière. Grâce aux efforts de ce groupement, grâce aux initiatives de certaines sociétés de coton colonial, les uns et les autres secondés par l'industrie cotonnière, il est tout d'abord dès maintenant acquis que la Syrie et, parmi nos possessions d'outre-mer, l'Afrique occidentale, l'Algérie, le Maroc, l'Indochine, les Nouvelles-Hébrides sont particulièrement aptes à la culture de coton. D'autre part, il paraît également acquis que, dans la colonie où les possibilités paraissent parti-

culièrement étendues pour le coton, c'est-à-dire en Afrique occidentale française, s'il y a lieu d'envisager comme formule d'avenir la culture irriguée du coton, seule susceptible de fournir la production massive dont a besoin la filature française, l'on peut toutefois espérer dès maintenant un résultat appréciable du développement de la production du coton en culture sèche par l'indigène. Enfin, — autre constatation importante, — le coton importé de nos colonies, et spécialement de l'A. O. F., est d'ores et déjà très apprécié par la filature française.

Ces premières conclusions, fruit d'une longue et patiente expérience, signifient en somme que le problème du coton colonial est en bonne voie d'être résolu sous son aspect technique, c'est-à-dire en ce qui concerne la recherche des lieux et des modalités qui conviennent le mieux à la culture du coton dans nos possessions d'outre-mer ; mais il n'en reste pas moins que, sous son aspect pratique, ce problème demeure presque entier, en ce sens que nous sommes encore infiniment loin d'importer de nos colonies des quantités de coton adéquates aux besoins de la filature française : moins de 1,50 pour 100, comme nous l'indiquons plus haut.

A l'heure actuelle, l'action concertée des pouvoirs publics et de l'industrie tend précisément à faire passer la production du coton colonial de la phase technique à la phase commerciale. L'étendue du succès obtenu dépendra sans doute de certaines conditions d'ordre général telles que la multiplication des voies de communication et la densité de la main-d'œuvre, conditions qui ne pourront évidemment se réaliser que progressivement sous la double influence de l'action administrative et de l'enrichissement des colonies en cause. Mais d'ores et déjà il nous faut souligner certains faits, relatifs notamment à l'Afrique occidentale française, qui légitiment de très beaux espoirs : effort méthodique du Gouvernement général de la colonie pour organiser, sous le rapport agricole et sous le rapport commercial, la vente du coton brut produit par l'indigène, — mise en train par la même administration d'un vaste programme d'irrigation dont une partie est déjà terminée, — création, déjà réalisée par l'Association cotonnière coloniale, d'un important réseau d'usines d'égrenage.

Trop d'inconnues jalonnent encore l'œuvre qui reste à

accomplir pour que l'on puisse songer à supputer même approximativement le rendement en coton brut que nous pouvons espérer de nos colonies dans le proche avenir. Il est cependant permis de penser que d'ici une vingtaine d'années la France pourra enregistrer dans son empire d'outre-mer une production en plein développement et représentant déjà une fraction appréciable de la consommation de ses filatures. Il est vrai qu'aux yeux de certains un pareil résultat ne serait pas désirable, parce qu'il impliquerait une orientation artificielle de la production de plusieurs de nos colonies. Formulée en ces termes, l'objection paraît un peu vaine. En réalité, il n'y a pas d'artifice au monde qui puisse donner l'essor à la production du coton colonial là où il sera constaté que cette production est onéreuse. Le développement des récoltes de coton colonial implique évidemment que cette culture aura trouvé, dans les colonies qui la pratiqueront, une base économique et rémunératrice.

LA MAIN-D'ŒUVRE : SON ACTUELLE PÉNURIE

Le problème de notre approvisionnement en coton brut se pose, on le voit, d'une manière éventuelle. Le problème de la main-d'œuvre est au contraire pour notre industrie cotonnière d'une actualité quotidienne, et il se manifeste chaque jour d'une manière plus préoccupante.

Sans doute, en raison de notre faible natalité, toutes les industries françaises sont aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre, et cette pénurie est même appelée fatalement à s'aggraver au cours des années qui viennent, car nous entrons maintenant dans la période où l'effet du déficit extraordinaire de naissances des années de guerre vient s'ajouter au déficit, hélas ! normal et permanent, de la natalité française. L'on a calculé à cet égard que ce déficit supplémentaire de main-d'œuvre, déjà fort sensible, irait croissant au cours des prochaines années pour atteindre en 1935 dans l'ensemble de l'industrie le chiffre de 250 000 manquants.

Mais, dans le cas particulier des industries textiles et notamment de l'industrie cotonnière, le manque de main-d'œuvre se fait bien plus cruellement sentir qu'ailleurs. Il s'agit en effet d'une branche de la production nationale où les

salaires ne peuvent être aussi élevés que dans les autres grandes industries, et il en résulte un drainage continu par ces dernières de la main-d'œuvre spécialisée dont ont besoin les entreprises textiles. L'industrie cotonnière ne récupère donc même pas la part qui lui reviendrait normalement dans le faible contingent disponible de la main-d'œuvre française, situation qui s'aggrave encore dans certaines régions, du fait de l'instabilité extrême du personnel des usines. Actuellement, l'on constate que le nombre des unités de production arrêtées faute de main-d'œuvre représente *en moyenne* 6 pour 100 des broches et 12 pour 100 des métiers, mais dans bien des cas les pourcentages effectifs sont infiniment supérieurs.

Les conséquences de cet état de choses sont diverses, mais elles n'en concourent pas moins toutes à fausser de la manière la plus dangereuse le marché des produits cotonniers. Le prix de revient augmente par suite de l'aggravation relative de la charge des frais généraux, — mais en même temps la crainte de perdre une main-d'œuvre aussi rare apporte souvent une entrave décisive à l'effort radical de chômage qui serait parfois momentanément nécessaire pour ramener les prix de vente à un niveau correspondant au prix de revient; — enfin les salaires subissent une poussée mécanique vers la hausse qui, n'ayant aucun rapport avec les possibilités de vente de l'entreprise, est finalement aussi contraire aux intérêts de l'ouvrier qu'à ceux de l'industriel.

Quels remèdes apporter à un état de choses qui met en question la vie même des entreprises cotonnières?

La solution simpliste serait évidemment une élévation systématique des salaires textiles à un niveau analogue à celui des salaires des autres industries. En fait, cette solution est déjà réalisée dans la mesure où elle peut l'être, car, comme en fait foi une enquête récente, c'est l'industrie textile qui accuse le plus fort coefficient d'augmentation de salaires depuis 1911. Seulement, cet effort trouve ses limites dans la nature même de l'industrie en cause. En effet, le taux relativement moins élevé des salaires textiles n'est naturellement pas la résultante d'une tradition arbitraire àprement exploitée par les chefs d'entreprise. Il s'agit là d'un fait économique général, qui se constate dans la plupart des pays d'industrie textile, et qui est en réalité déterminé par les conditions mêmes de la production

textile, par la facilité plus grande du travail qu'elle comporte, et surtout par la marge réduite dont elle dispose pour la vente des produits de consommation courante qui sont généralement les siens. Au surplus, la question du salaire n'est nullement une source de conflits fréquents dans l'industrie cotonnière, et en particulier le conflit récent qui s'est produit dans le Nord a eu exclusivement pour cause l'application de la loi sur les assurances sociales. Les relations des chefs d'industrie avec leurs ouvriers sont, en règle générale, paisibles et confiantes. Dans certaines régions, elles prennent même un caractère familial du fait que l'usine est située à la campagne, souvent à côté de la maison du patron, et que ce dernier, vivant journellement à côté de ses ouvriers, en arrive à les connaître individuellement.

Pas plus que la hausse des salaires, le développement des œuvres sociales ne peut apporter de remède vraiment efficace à la crise de main-d'œuvre dont souffrent nos filatures et nos tisseurs. Sans doute les industriels textiles ont-ils multiplié au cours de ces dernières années les initiatives d'ordre social. L'on sait, sous ce rapport, l'impulsion donnée par le patronat textile en général au magnifique épanouissement des caisses d'allocations familiales (1), et il faut y ajouter, indépendamment de l'effort soutenu réalisé dans certaines régions cotonnières pour assurer à des prix particulièrement bas le logement du personnel, la floraison d'œuvres sociales infiniment variées dues à l'initiative individuelle des chefs d'entreprise : caisses d'assurance-maladie, crèches, écoles ménagères, etc... Mais des initiatives analogues se manifestent à vrai dire aujourd'hui dans la plupart des grandes industries et elles ne sauraient par conséquent être considérées comme un privilège spécial de la main-d'œuvre textile.

Enfin il n'est même pas possible de pallier d'une manière permanente la pénurie de main-d'œuvre par l'importation de main-d'œuvre étrangère, car nos filatures et nos tissages, où domine la main-d'œuvre féminine, réclament une main-d'œuvre spéciale très différente de celle qui émigre en général de son pays d'origine ; et, au surplus, les populations de nos centres textiles se prêtent inégalement suivant les

(1) Dans la seule industrie cotonnière, les allocations familiales représentent un effort annuel d'environ 40 millions.

régions au travail en commun avec des éléments étrangers.

Ainsi l'industrie cotonnière se trouve moins bien placée que d'autres pour retenir sa part d'une main-d'œuvre nationale, hélas ! déficiente, et, par la force des choses, elle est de plus en plus poussée à chercher dans le perfectionnement de son outillage une indispensable économie de personnel. A cet égard, c'est en tissage que les progrès les plus remarquables ont été réalisés ces dernières années par l'installation de métiers dits « automatiques », principalement caractérisés par le remplacement automatique de la canette ou de la navette, et permettant de donner 12, 18, et même 24 machines à un même ouvrier. Dans les cas où l'entreprise ne pouvait assumer la lourde charge d'amortissement de ces très coûteuses installations, l'on a eu recours à divers palliatifs, ayant toujours pour but d'augmenter le nombre d'unités de production confiées à l'ouvrier. En définitive, la prépondérance croissante de la machine n'apparaît pas dans notre industrie cotonnière comme une simple manifestation du progrès technique, mais comme une condition essentielle du développement de nos filatures et de nos tissages.

LES DÉBOUCHÉS : IMPORTANCE DU MARCHÉ COLONIAL

Les difficultés dont doit triompher l'industrie cotonnière française sous le rapport des débouchés ne sont pas moins pressantes que les difficultés soulevées par la pénurie de main-d'œuvre. Elles sont l'un des aspects, — et un aspect important, — du problème économique français d'après-guerre.

La position de l'industrie cotonnière française à cet égard est très différente de celle des deux autres grandes industries textiles, la laine et la soie. Tandis que ces dernières exportent à l'étranger bien plus que la moitié de leur production, l'industrie cotonnière a été et reste encore une industrie principalement tournée vers le marché intérieur. Sans doute, le retour de l'Alsace a-t-il rendu plus pressante pour elle la nécessité d'exporter ; sans doute le stimulant artificiel apporté à l'exportation française par la dépréciation du franc, ou même, plus récemment encore, par la demande extraordinaire de certains marchés étrangers voisins a-t-il pu faire illusion et laisser croire parfois à une orientation nouvelle de l'industrie cotonnière. Il n'en demeure pas moins qu'à l'heure actuelle la masse

des fabrications cotonnières françaises va au marché national, métropolitain ou colonial, et que l'exportation à l'étranger n'absorbe guère plus de 9 pour 100 de notre production de filés et de 13,5 pour 100 de notre production de tissus. C'est là le fait dominant à retenir lorsque l'on veut étudier la question des débouchés de l'industrie cotonnière.

Dans quelles conditions chacun de ces grands débouchés (métropolitain, colonial, étranger) contribue-t-il depuis la guerre à l'écoulement de la production cotonnière française ?

Le marché métropolitain, qui absorbe à lui seul près des deux tiers de la production française de tissus de coton, a déterminé, par la nature même de ses besoins, les conditions générales de la fabrication cotonnière en France. Dans tous les pays, l'industrie cotonnière a une fabrication très variée, d'autant plus variée qu'en dehors de ses produits propres elle imite souvent ceux des autres branches textiles. Mais ce caractère est encore plus marqué en France qu'ailleurs, et il s'y est même accentué au cours des dernières années. C'est pour répondre à la demande infiniment diverse et changeante du marché intérieur français que l'industrie cotonnière française s'est moins orientée, dans son ensemble, vers la production massive en série que vers une fabrication de qualité, comportant la plus grande multiplicité de produits. Les industries cotonnières anglaise et américaine, qui trouvent leurs principaux débouchés dans les immenses marchés populeux de la Chine et de l'Inde ou dans le vaste territoire des États-Unis, sont à même de fabriquer en série sur une grande échelle, et de réaliser ainsi une spécialisation de nature à réduire considérablement le prix de revient. Mais une production cotonnière comme la nôtre, qui doit répondre tout d'abord aux exigences si variées du marché français, plus étroit et de goûts plus individualisés, ne peut pas s'accommoder en règle générale d'une organisation analogue, et cette infériorité est une des raisons pour lesquelles nos filateurs, nos tisseurs, nos manutentionneurs, doivent pouvoir compter sur une certaine protection douanière au sujet de laquelle il y a d'ailleurs depuis longtemps accord entre les trois branches de l'industrie cotonnière.

D'autres raisons interviennent encore pour justifier cette protection. Les frets du coton d'Amérique en France sont plus

chers que les frets d'Amérique en Angleterre. Le prix des machines textiles est en France, comme d'ailleurs dans le reste du continent européen, sensiblement plus élevé qu'en Angleterre. D'autre part, contrairement à sa principale concurrente, l'industrie anglaise, qui est concentrée dans la région de Manchester, au voisinage immédiat du port d'importation du coton brut (Liverpool), du bassin charbonnier alimentant les usines cotonnières, et du principal port d'exportation des tissus anglais (Manchester), l'industrie cotonnière française est dispersée en diverses régions dont plusieurs sont éloignées soit de nos bassins houillers, soit de nos grands ports d'exportation, Marseille, Bordeaux, Le Havre. Il faut ajouter que, du point de vue technique, l'industrie anglaise jouit d'autres supériorités tenant notamment à la formation traditionnelle particulièrement ancienne de l'ouvrier textile anglais.

A l'abri de cette indispensable protection, et grâce, il faut l'ajouter, à la qualité de sa production, l'industrie cotonnière française a pu jusqu'à présent conserver entièrement le marché français sans que cette situation se traduise d'ailleurs par un relèvement artificiel des prix, ceux-ci étant soumis à l'apre concurrence des quelque six à sept cents firmes cotonnières.

Si importante que soit la part du marché métropolitain dans la consommation de nos filés et de nos tissus de coton, notre industrie a toujours connu un excédent de production, faible pour les fils mais plus considérable pour les tissus, et qui s'est accru dans une certaine mesure depuis la guerre, puisque d'environ 28 pour 100 de notre production de tissu en 1913 il est passé à plus de 38 pour 100 en 1928.

Tout d'abord, en raison de l'apport alsacien, et, dans une proportion infiniment moindre, par suite de la création de nouvelles unités de production, l'outillage cotonnier français s'est augmenté depuis 1913 de 36 pour 100 pour les broches, de 42 pour 100 pour les métiers et de 121 pour 100 pour les machines à imprimer. Compte tenu des effets de la loi de huit heures, il apparaît ainsi que la capacité de production de l'industrie cotonnière française a plutôt augmenté en matière de tissus et s'est très nettement élevée en matière de filés.

D'autre part, pour diverses raisons, par suite du changement dans la mode féminine, qui exige pour la lingerie de

corps à peu près moitié moins de tissu qu'avant la guerre, par suite également, quoique dans une moindre mesure, de la concurrence de la soie artificielle, la capacité d'absorption du marché français paraît en régression sensible depuis 1913, puisque, pour un chiffre de population à peu près égal, la consommation par tête du marché intérieur métropolitain en tissus de coton proprement dit, avait à peine regagné le niveau de 1913 en 1926, année d'activité exceptionnelle et d'ailleurs assez factice, et se maintient depuis lors à un poids de tissus inférieur en moyenne d'environ 20 pour 100 au chiffre de 1913.

Il est évident que le resserrement du marché intérieur français, joint à l'augmentation de l'outillage cotonnier national, oblige notre industrie à chercher hors de la France métropolitaine un débouché complémentaire plus étendu aux colonies et à l'étranger.

Sinon directement, du moins par l'intermédiaire de grandes maisons d'exportation, l'industrie cotonnière est, en réalité, une grande colonisatrice; ses produits, ses tissus surtout, sont les premiers à pénétrer dans une colonie, à y apporter un rudiment de confort et de civilisation. Dès avant la guerre, nos possessions d'outre-mer absorbaient plus de 50 pour 100 de l'exportation et près de 17 pour 100 de la production française de tissus de coton. La guerre, on l'a vu plus haut, a porté un coup terrible à ce courant d'affaires entre la Métropole et ses débouchés. Cependant, dès 1925, le patient effort de nos producteurs, secondé par la prospérité grandissante de notre empire colonial, avait permis de regagner et même de dépasser le niveau de nos exportations de tissu en Algérie et aux colonies en 1913. Depuis lors, la progression s'est poursuivie et le volume de nos exportations de tissus aux colonies a atteint en 1929 un chiffre record, en augmentation de 43 pour 100 par rapport à celui de 1913. Si l'on observe d'autre part que la consommation du tissu de coton français, en baisse sur le marché métropolitain, demeure sur les marchés étrangers, malgré la désannexion de l'Alsace-Lorraine, sensiblement au même niveau qu'en 1913, il apparaît bien nettement que le débouché colonial présente pour l'industrie cotonnière française une importance véritablement capitale, importance que l'on peut illustrer encore autrement en faisant remarquer que

les quantités de tissus exportées aux colonies, en 1929, représentent plus de 25 pour 100 de la production métropolitaine et correspondent par conséquent au travail annuel d'environ 60 000 ouvriers et ouvrières.

Il est certain que, pour conserver ce débouché, l'industrie cotonnière a besoin, aux colonies comme en France, d'une certaine protection douanière. Mais son effort continu d'adaptation aux goûts et aux besoins de l'indigène atteste qu'elle a cherché dans les droits de douane un stimulant de sa production et non le mol oreiller de paresse dont il est fait parfois grief aux tarifs douaniers. Cet effort se manifeste tout d'abord dans le mouvement ascensionnel, déjà signalé, de nos ventes de tissu aux colonies. Il est d'ailleurs encore mieux mis en lumière par le fait que les 1 341 millions de francs de tissus français vendus aux colonies en 1929 se sont principalement répartis entre cinq débouchés très différents (Algérie, Tunisie, Indochine, Madagascar, Sénégal), c'est-à-dire entre cinq clientèles indigènes, ayant chacune des besoins spéciaux et nécessitant par suite chacune une organisation technique spéciale de l'industrie métropolitaine.

C'est l'arbitraire des statistiques douanières qui assimile nos ventes aux colonies à des exportations. En réalité, dans la mesure où le tarif douanier des colonies se rapproche du tarif douanier de la métropole, le marché colonial doit être plutôt considéré comme un prolongement du marché métropolitain. Tout autre, évidemment, est la situation sur les marchés étrangers, où nous avons à compter avec la politique douanière des autres pays.

En ce qui concerne les débouchés de l'industrie cotonnière à l'étranger, en dehors du marché allemand dont le cas est tout à fait spécial, il faut bien constater que notre exportation cotonnière a sensiblement baissé depuis 1913, tout en gardant d'ailleurs le même caractère morcelé que par le passé, c'est-à-dire en se répartissant toujours non seulement entre une très grande variété d'articles, mais entre un très grand nombre de pays destinataires.

La cause de cette régression de nos exportations doit être tout d'abord cherchée dans l'exaspération depuis la guerre, non seulement aux États-Unis, mais aussi chez nombre de pays européens, anciens ou nouveaux, de ce qu'on a appelé le natio-

nalisme économique. A cet égard il serait aisé de montrer par des chiffres que le coefficient d'augmentation, par rapport à 1913, des droits de douane sur les fils et les tissus de coton est très sensiblement moins élevé en France que dans la plupart des pays étrangers.

Il ne faut pas, d'autre part, perdre de vue l'obstacle toujours plus redoutable qu'oppose à notre exportation l'accroissement continu de l'outillage cotonnier mondial, notamment dans les pays extra-européens, Japon, Chine, Inde anglaise, États-Unis. L'outillage de la filature mondiale est, en effet, passé de 143 millions de broches environ en 1913, à 165 250 000 broches à l'heure actuelle. L'augmentation de plus de 16 pour 100, que constituent les 22 250 000 broches nouvelles, affecte presque exclusivement la filature de coton américain et de coton des Indes. Elle exerce sur le marché mondial une répercussion bien plus forte encore, du fait que sur ces 22 250 000 broches 9 610 000 ont été montées dans des pays asiatiques, Japon, Chine, Inde anglaise, où la journée de travail est de huit heures et demie, neuf, dix ou douze heures, et où le système des doubles équipes est la règle générale, — que les 8 300 000 broches nouvelles des États-Unis travaillent pour une bonne part neuf ou dix heures, — et qu'enfin la diminution de la journée de travail en Europe a eu dans certains pays à main-d'œuvre abondante, Autriche, Pologne, Tchécoslovaquie, Italie, le résultat inattendu de provoquer une augmentation de la production en permettant la pratique sur une grande échelle du travail en double équipe.

Quant au débouché allemand, le retour de l'Alsace à la France et la réadaptation de son importante industrie cotonnière au marché français, ont évidemment soulevé, au moment de la paix, un problème délicat. On a essayé de le résoudre par deux mesures principales. L'une présente un caractère permanent : l'Alsace nous apportait un puissant matériel d'impression à lui seul plus important que celui de l'ancienne France et excédant sensiblement les besoins du marché français ; pour sauvegarder la faculté d'exportation des imprimeurs alsaciens, le bénéfice de l'admission temporaire en franchise des droits de douane a été accordé aux tissus étrangers de toute origine venant se faire imprimer en Alsace. D'autre part, et surtout pour faciliter à l'Alsace la transition entre son

régime économique d'avant-guerre et celui qui devait résulter de son retour dans la communauté française, l'article 68 du traité de Versailles avait stipulé que, pendant une période de cinq années, c'est-à-dire jusqu'au 10 janvier 1925, les produits alsaciens-lorrains entreraient en franchise en Allemagne. Contrairement au vœu de l'industrie textile française, il n'a pas été possible d'obtenir une prolongation au delà du 10 janvier 1925 du privilège ainsi accordé par le traité à l'Allemagne. De plus, l'Allemagne, redevenue maîtresse de son tarif douanier, a mis en vigueur, en octobre 1925, un nouveau tarif qui comporte pour les textiles des droits-or doubles de ceux précédemment appliqués. Il s'est établi ainsi une situation qui pouvait sembler d'autant plus inquiétante qu'en 1924 les exportations de tissus alsaciens vers l'Allemagne avaient absorbé, à elles seules, environ les trois quarts de la production alsacienne de tissus de la même année. L'accord franco-allemand, intervenu le 17 août 1927, a sans doute atténué dans une certaine mesure la rigueur du nouveau tarif allemand, mais le volume actuel de nos exportations cotonnières en Allemagne demeure extrêmement réduit et pour l'avenir, même prochain, il n'est guère possible d'escompter du traité de 1927 un courant d'affaires même simplement comparable à celui qui existait, il y a quatre ans, entre l'Allemagne et nous.

Quelles qu'en soient les causes, les difficultés ainsi rencontrées par nos exportations de filés ou de tissus de coton, tant en Allemagne que sur les autres marchés extérieurs, apparaissent comme une confirmation particulièrement frappante de l'importance que nous avons déjà attribuée au marché colonial pour la prospérité de l'industrie cotonnière française.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Telles sont les données essentielles du problème cotonnier français. Il nous reste à rechercher dans quelles directions peuvent se porter l'initiative des industriels et celle des pouvoirs publics pour aider à le résoudre.

Deux buts principaux se proposent actuellement à l'effort des chefs d'entreprise, la propagande et la rationalisation, mais le vague de ces expressions, dont la seconde est devenue un peu

le « tarte à la crème » de la littérature économique, appelle d'indispensables précisions.

En matière d'industrie cotonnière, la propagande doit s'entendre d'un effort corporatif d'organisation, de publicité et d'invention qui a pour objet la vulgarisation d'emplois nouveaux du coton ou l'extension de ses emplois déjà connus. L'idée a pris naissance aux États-Unis. On connaît le goût des Américains pour la publicité, la puissance de moyens avec laquelle ils la mettent en œuvre, les résultats qu'ils en obtiennent sur le marché national et même sur le marché mondial. Dès à présent le principal organisme corporatif de leur industrie cotonnière, le *Textile Institute*, a organisé une pareille propagande. Les industries cotonnières anglaise et allemande s'efforcent actuellement d'imiter cette initiative en l'adaptant à la nature de leurs marchés respectifs. En France, la question est encore à l'étude, car, étant donné l'étroitesse relative de notre marché national, le caractère moins influençable de la clientèle française, le manque d'organisation d'ensemble du commerce de détail, et l'absence d'une presse textile à très grand rayonnement, les chances de succès ne sont pas les mêmes qu'aux États-Unis. Il est cependant permis de penser que tout au moins sur un terrain spécial et limité, celui de la haute couture, la propagande en faveur des articles en coton pourrait donner des résultats intéressants.

Le mot, qui a fait fortune, de rationalisation est encore bien plus compréhensif et imprécis par lui-même que celui de propagande. Il désigne en réalité tout effort méthodique de réorganisation, susceptible d'améliorer les conditions de la production ou de la vente des produits, et, en ce sens, il est bien évident que sous la seule pression de la concurrence, l'industrie cotonnière fait depuis longtemps de la rationalisation comme M. Jourdain, sans le savoir, faisait de la prose. Il est toutefois intéressant de pousser plus loin l'analyse et de déterminer quelles sont les principales orientations possibles d'un effort de rationalisation dans l'industrie cotonnière française.

Sous le rapport de la fabrication, la rationalisation ne saurait viser à une transformation radicale de l'outillage ou des méthodes de travail. En effet, la filature et le tissage comportent, de par la nature des choses, une division du travail extrêmement poussée, impliquant une série d'opérations dont la

succession inéluctable a donné à l'industrie cotonnière, pour ainsi dire depuis son origine, le caractère d'une fabrication à la chaîne. En fait de perfectionnements mécaniques, les progrès actuellement possibles et intéressants consistent, ainsi d'ailleurs que nous l'avons déjà signalé, à suppléer à la pénurie de main-d'œuvre, par certains procédés de fabrication ou par certaines modifications de matériel : extension du nombre de broches par métier en filature, usage d'appareils de bobinage et d'ourdissage à grande vitesse, emploi de grosses canettes de fil, substitution de métiers automatiques aux métiers ordinaires. Toutes les innovations techniques de cet ordre s'imposent de plus en plus à l'industrie cotonnière française, et, en fait, elles y deviennent toujours plus courantes. Certaines d'entre elles sont toutefois d'un coût si élevé que, de l'aveu même des spécialistes anglais, l'on ne peut guère songer à l'amortir qu'en recourant au travail en double équipe. Quant à l'aménagement de l'outillage en vue d'une production massive en série, la plupart de nos usines cotonnières ne sont pas en mesure de diriger leurs efforts dans ce sens en raison de la diversité et de la mobilité, déjà signalées, de la demande sur le marché français. Le seraient-elles d'ailleurs, que l'exemple actuel des États-Unis et de l'Allemagne ne pourrait que les mettre en garde contre les dangers d'une politique industrielle orientée vers la production à outrance.

Si l'on envisage maintenant la rationalisation sous le rapport de la structure de l'industrie, il est permis de penser que, sur les quelque six cents filatures et tissages de coton existants, un certain nombre de petites firmes ne sont pas en mesure de produire sur une base économique, et, à cet égard, des fusions paraîtraient parfois désirables. Toutefois les firmes d'importance moyenne ou d'importance considérable n'en représentent pas moins actuellement la plus grande partie de l'outillage cotonnier, et il faut même noter que près de la moitié des broches et des métiers sont actuellement intégrés.

Il y a, en revanche, un autre aspect de la rationalisation, l'aspect commercial, qui est encore très peu marqué dans l'industrie cotonnière française. Il s'est bien créé, surtout depuis la guerre, un certain nombre de groupements qui centralisent, en vue de la vente, la production de plusieurs usines, mais, d'une façon générale, en ce qui concerne la filature et le

tissage, sauf pour certaines catégories de filés ne rentrant pas dans les types courants, aucune entente importante ne s'est nouée en vue soit de la répartition de la fabrication des divers numéros de fils ou des diverses variétés de tissus, soit de la répartition des débouchés, soit de la régularisation des prix. Bien des obstacles s'y sont jusqu'à ce jour opposés : les firmes de filature et de tissage sont trop nombreuses ; leur production se morcelle en une gamme d'articles beaucoup trop variée ; l'esprit des industriels textiles est encore trop imprégné d'individualisme par la longue tradition de leurs exploitations familiales pour que de pareilles formules soient encore pratiquement et moralement réalisables. Il est d'ailleurs possible que, sous la pression de crises un peu profondes, les industriels cotonniers soient graduellement contraints de renoncer à un individualisme parfois un peu anarchique, qui ne sert pas toujours heureusement leurs intérêts. Mais les progrès à accomplir dans ce sens ne pourront qu'être assez lents, et, le cas échéant, ils devront vraisemblablement préluder par des solutions régionales, visant seulement certains articles bien définis. Il va de soi en tout cas que la concentration sous une forme ou une autre devra s'être largement développée sur le plan national en France et à l'étranger, avant que l'on puisse envisager, à l'exemple d'autres grandes industries, de grandes ententes internationales en matière d'industrie cotonnière.

L'effort, individuel ou corporatif, des industriels cotonniers vers une meilleure organisation ne saurait être contesté, et d'ailleurs de pareils progrès sont aujourd'hui impérieusement imposés à une entreprise qui veut vivre, par les conditions mêmes de la concurrence. Mais, qu'elle le veuille ou non, une grande industrie moderne n'est plus seule maîtresse de son avenir. Le sort de toutes ses initiatives dépend d'une formidable inconnue : de l'action qu'exercera l'État. L'État est l'associé qui réclame une part toujours plus grande du bénéfice ; il est et devient de plus en plus le maître des conditions du travail à l'usine ; dans une large mesure enfin, non seulement par la détermination du droit de douane, mais par toute sa politique économique, il arrête ou stimule l'essor commercial de l'industrie. Dans ces divers ordres d'idées, l'industrie cotonnière a quelques desiderata principaux à lui présenter.

Du point de vue fiscal tout d'abord.

Le Syndicat général de l'industrie cotonnière s'est récemment efforcé de calculer, d'une manière approximative, dans quelle mesure la charge fiscale des filateurs et des tisseurs de coton s'était aggravée depuis 1914. L'enquête, limitée aux impôts directs et taxes assimilées, à l'impôt sur le chiffre d'affaires et à la taxe d'importation, a fait ressortir comme coefficient d'augmentation le chiffre énorme de 75. Sans doute, l'excès des charges fiscales n'atteint-il pas seulement l'industrie cotonnière, mais il y a lieu de souligner que chez celle-ci, comme d'ailleurs chez les autres branches textiles, l'impôt sur le chiffre d'affaires représente un fardeau particulièrement lourd, du fait du nombre exceptionnellement élevé des stades de la fabrication industrielle. Il y a là matière à un indispensable dégrèvement.

En ce qui touche la législation ouvrière, le vœu à formuler se dégage tout naturellement de l'étude qui précède. Il est à souhaiter que les auteurs des nombreux projets de réformes qu'inspire aux pouvoirs publics un généreux souci du progrès social se préoccupent davantage d'ajuster leurs propositions à certains faits économiques essentiels qui ne sauraient être méconnus qu'au détriment final de la classe ouvrière elle-même. Le premier de ces faits est la situation de la production nationale vis-à-vis de la concurrence mondiale. A cet égard, la France est déjà allée plus loin que certains pays étrangers dans la voie de la réglementation sociale, et, en ce qui concerne plus particulièrement l'industrie cotonnière, toute initiative nouvelle de législation ouvrière qui ne serait pas suivie par ses principaux concurrents étrangers, tels que l'Angleterre, les États-Unis, le Japon, peut la placer dans l'alternative de subir un chômage désastreux ou de provoquer un relèvement appréciable des droits de douane sur les fils et les tissus de coton. Le second fait qui pèse tout spécialement, nous l'avons vu, sur notre production cotonnière, est la pénurie de la main-d'œuvre française. Il est évident que toute mesure sociale qui, directement ou indirectement, diminue la durée de travail de l'entreprise constitue en fait une aggravation du déficit de la main-d'œuvre.

Enfin, du point de vue économique, l'intérêt vital de l'industrie cotonnière demande que l'État s'attache continuellement à accroître la prospérité de notre empire français d'outre-

mer et son union intime avec la Métropole. Tout ce qui est réalisé dans ce sens par les pouvoirs publics concourt efficacement à la prospérité de l'industrie cotonnière, toute politique qui retarde l'essor de la colonie ou détend le lien qui l'unit à la Métropole, compromet au contraire cette prospérité et le sort des quelque 230 000 ouvriers que font vivre nos filateurs, nos tisseurs et nos finisseurs de coton. A cet égard, l'industrie cotonnière est, dans l'acception anglaise du mot, une industrie « impériale » et elle réclame donc de nos gouvernants le sens de la plus grande France.

Si grandes que soient les difficultés à vaincre, si fragmentaire ou incertain que puisse paraître l'effort consacré à les résoudre, l'industrie cotonnière peut cependant puiser dans la nature même de ses fabrications, une raison d'optimisme et de confiance. Par son caractère de produit textile le meilleur marché et par sa destination au vêtement, le tissu de coton représente en effet un article de première nécessité qui répond, dans le marché intérieur, à des besoins souvent incompressibles, et, dans le cas des marchés exotiques, à une demande susceptible de recevoir une extension considérable. C'est là une constatation qu'il ne faut pas perdre de vue ; elle prouve que, même envisagée sous le seul angle français, l'industrie cotonnière ne saurait être considérée comme une industrie pléthorique. Les déséquilibres périodiques qu'elle connaît comme toutes les autres industries, — et aujourd'hui en particulier, — entre la production et la consommation, ne doivent pas infirmer cette conclusion. Une branche industrielle, dont l'activité peut s'étendre sur un vaste marché colonial, et dont, par conséquent, l'équilibre peut être aussi facilement rétabli, a la force de réagir aux crises passagères avec toute la vitalité d'un organisme sain.

R. ANGLIVIEL DE LA BEAUMELLE.

MES CAHIERS

MAI 1902-NOVEMBRE 1904 (1)

La Terre et les Morts. — Mes dieux, c'est-à-dire ma race, comment les entendre ?

On m'objectera comme faisait Thoas :

« Ce n'est pas un dieu qui te parle, c'est ton propre cœur. »

Je réponds avec Iphigénie :

« C'est par notre cœur seulement que les dieux nous parlent. »

Sur Paul Bourget ou la Terre et les Morts. — Nous ne nous dissimulons pas la complexité des phénomènes sociaux, mais cette complexité, nous n'avons pas à l'expliquer. Il nous suffit et il importe de reconnaître et de découvrir dans l'ensemble quelque loi simple, que nous retrouvons partout au milieu des diverses complexités. Il faut saisir avec joie la théorie du déracinement, parce qu'elle établit, entre les phénomènes qui nous entourent, un lien dont le manque nous faisait souffrir. Oui, Stendhal, Balzac, nous avaient peint des déracinés de leur terre, de leurs mœurs. Madame Bovary était aussi une déracinée, mais nous avons associé ces observations à une idée plus générale. Ici Bourget étudie les passages de classes.

J'ai passé dans ma vie de longues heures de rêverie à comprendre certaines vieilles maisons qui me sont familières et à distinguer les transformations qui les ont affinées ou dégradées. A Charmes, la maison Le Clerc, l'ancienne maison Gouveln, je veux dire des père et mère de ma grand mère Barrès, est une maison de propriétaire rural installée dans un

(1) Fragments du tome III.

couvent et le jardin un cimetière de Capucins. Ma tante me disait : « Quand tu voudras, tu viendras y travailler, tu y seras plus seul. » Ma maison, celle que je tiens de mes parents, est aussi une maison de propriétaire, où l'on voit le goût qu'avait ma mère pour embellir, adoucir, parisianiser.

Comment donner une vive image de ces harmonies où je me repose dans ma petite ville ; comment dégager les paroles muettes qu'elle renferme sûrement ?

C'est une suite de parties toujours modifiées, toujours changeantes et identiques, comme la végétation de cet arbre, ce printemps-ci, est la même qu'il y a un an et pourtant est différente.

Nos morts. Personne ne les évoque, personne ne pourrait les évoquer, car moi seul les connais et ils vont mourir définitivement avec moi. Oui, pour les connaître, il y avait un tel et un tel, et ces survivants avaient intérêt à les aimer, à les exalter, car c'était exalter des rapports où ils étaient partie. Ils n'ont rien ajouté dans l'humanité. Nous les préférons pourtant. Je répugne à cette immortalité pour littérateur, pour gens à statufier, qui a enchanté M. Renan, M. Littré et les autres. Je ne veux pas pour mon père ni pour ma mère de cette immortalité publique et contestable : être mêlé inutilement à des querelles. Antigone lutte pour une autre immortalité.

C'est possible que l'humanité ne s'intéresse qu'aux types supérieurs, aux bienfaiteurs, mais moi j'ai à m'intéresser à moi et rien n'est plus important que moi et les miens. Je sens qu'avec cette théorie de s'attacher à ceux qui sortent de la commune médiocrité et de ne donner l'immortalité qu'aux grands hommes, les miens sont méprisés. Antigone lutte pour une autre immortalité ; elle ne cherche pas ses bienfaiteurs ; elle n'a pas de devoir pour les bienfaiteurs de l'humanité.

« Nous sommes vraiment trop naïfs si du sans-gêne nous attendons la joie. Elle se trouverait plutôt dans la mortification. Les sages de tous les temps ont répété qu'une certaine austérité d'existence est la meilleure maîtresse de contentement. » C'est-à-dire qu'il faut une discipline. Je prends la Lorraine.

Charmes. Ce n'est pas dire que je l'aime, mais c'est moi, je le connais ce pays comme étant moi. C'est le lieu où je suis dans l'ordre. Acte d'humilité. Je dis, comme disait mon père, « notre petit Charmes ».

Le 10 et le 11 juillet à Sion.

Je ne sais pas de plus belle promenade que de Sion à Vaudémont sur la hauteur, par le taillis de Playmont, les Chambres et la porte du Maître. Sur ces hautes friches, l'air est si pur. Silence, vastes espaces, repos des forces. C'est le plus noble cimetière. Sans veule tristesse, sans mélancolie, on voit que les Lorrains sont morts. La terre est toujours aussi forte, elle a toujours ses mœurs, sa discipline : la race a disparu.

Je marche tout le long du plateau sur les ruines des Gallo-Romains ; j'irai m'asseoir sur les ruines féodales ; je vois les ruines de ces maisons qui chacune portent encastrée une sculpture de l'ancien château, de l'ancienne église.

Depuis la basilique, ces terres magnifiquement peignées par les raies de labour, ces séries de champs bombés comme des cuirasses, cette campagne qui semble palpiter, ces grandes suites de peupliers, d'arbres divers courbés dans une même direction et qui semblent de douces volontés, des marches, des directions dans ce désert. Il y en a jusque dans les fonds les plus lointains. Elles vont au nord, à l'est, au sud, à l'ouest. O belle navigation ! Allégresse, antiquité, douceur, puissance de la patience. Avec un accent de prière, je m'enferme dans ma race, je la sens, je prie : je suis lorrain !

Dans l'allée de tilleuls, ce matin à sept heures, quel joyeux tapage font les oiseaux lorrains !

Lorrains ? pourquoi ? Ce sont les oiseaux de partout. C'est possible. Mais je n'entends que ceux que j'entendais à six ans, à seize ans.

Tantôt des terres brunes, puis des prés verts, de tous les verts, mais si harmonisés qu'il faut les analyser pour voir l'infinie diversité de leur gamme. Ils font des tapis longs, des tapis de prières. La prière de chaque famille : « donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien ». Ils sont curieusement placés, tantôt étendus côte à côte, tantôt faisant une demi-étoile.

Pendant des années, je me suis répété : « Tu as eu la chance de naître après Napoléon et de jouir de sa vie. » Mais j'ajoute maintenant : « Tu as la chance d'avoir une patrie locale, une des plus belles du monde. »

On dit que la Vierge de Sion guérit des peines morales. Dans une certaine mesure, je puis en porter témoignage. Jamais je n'ai gravi la haute falaise solitaire sans y trouver l'apaisement. Elle calme.

Ces grandes routes de peupliers, froides, nobles et pathétiques, que l'on voit tout au loin sur les côtés et qui me donnent dans nos plaines ce que le navire avec ses voiles est dans nos ports. La fuite, le départ. Quand mon automobile s'y précipite, je crois entrer sous la nef d'une cathédrale, dans le vaisseau.

Le cimetière de Neuville.

Il faut pour faire une patrie un cimetière et une école.

Notes à Sainte-Odile. — La forêt noire qui fait une ligne de fond ; la plaine où s'étend l'ombre de la montagne, en même temps que s'y déplacent les ombres des nuages ; plus près sur nos pentes l'armée innombrable des sapins.

D'où vient l'impression de bonheur, de douceur et de puissance ?

Déjà la variété des bois, tout près des masses de châtaigniers.

Quelque chose de mouvant et d'animé joyeusement qui vient de la terre wallonne, et les vignes, les prairies, les bois, les blés et les avoines font des dessins infiniment inégaux, des stries.

Dans le fond le paysage devient de moins en moins grave ; les images du travail cèdent au rêve. C'est en pleine Alsace, l'exquis, le vaporeux des paysages du Vinci. Le Rhin met dans le ciel les mystères, les fantaisies que les ingénieurs écartent de son cours.

La pluie n'est pas rare sur ces sommets boisés. Au matin, entre les ondées, c'est une odeur délicieuse de sapin, les fumées flottent sur les villages, on entend au loin un bruit de cognée.

— C'est un tel matin, quand la pluie qui voulait tout détruire a tout lavé et rétabli, que, pour celui qui n'est plus un jeune homme, la vie dans la pleine nature propose toujours une méditation sur le grand lieu commun : « Éternelle jeunesse de la nature ». Elle est intacte, impassible, jamais étonnée d'être belle et fraîche et forte de ressources, vraiment inépuisable.

A ma gauche, les forêts épaisses et moutonnières ; au loin, la plaine échantillonnée.

On a parfois essayé de parler d'une beauté que nul excès ne souillait, qui se relevait fraîche et intacte. Quelle erreur ! Il y a les stigmates de la vie et de toutes les vies, plaisir, travail, bonheur, douleur, repos. Mais la plaine, à midi, repose dans sa fécondité qu'elle étale ingénument. La terre est déesse.

Je vois les champs de l'histoire. Du Signal, je vois les Romains ; de Vaudémont, je vois le départ pour la Croisade ; de Sion, je vois la Révolution. Ici, je connais les noms des familles. Quand il y a un pèlerinage, je me dis : les voici

Sur mon voyage de fin juin, de Paris à Charmes, automobile. — Quand je vais en Lorraine, je passe volontiers par Brienne où Bonaparte sentit naître sa pensée. Quelque chose apparaissait en lui qui allait dix ans plus tard apparaître au monde. Mais c'est par la rue Jacques d'Arc et dans le petit village de Ceffonds que j'entre vraiment sur mes terres. Je ne peux pas espérer comprendre dans ses origines Bonaparte ; c'est seulement le poison qu'il m'a donné qui m'est commun avec lui, mais avec des héros lorrains j'ai une lointaine formation commune, et je serai d'autant plus vrai, plus éternel que je dépasserai ma phase romantique (napoléonienne) pour me relier là-bas, là-bas où mes antiques aïeux furent les compagnons de Jeanne. A Ceffonds ses petits-neveux vivent une vie pour laquelle je suis fait, encore qu'un accident m'ait envoyé à la croisade, comme un accident fit de Jean de Brienne, le roi de Jérusalem.

Les aspects ont-ils changé ? Voilà toujours les courbes du terrain, le climat, les ombres du soleil. Les oiseaux de Ceffonds

que j'entends depuis l'église où je crayonne mes impressions, — église décorée de drapeaux tricolores, avec le cœur de Jésus, — Jeanne d'Arc pouvait les entendre d'ici. Il n'y avait point ces vitraux, il y avait l'église avec son vieux clocher roman, le cimetière, avec ses noms si français, rempli d'herbes folles, de pavots et de petites tombes où perchent les oiseaux chantants que j'effarouche, tandis que me brûle le soleil de juillet. Vieux comme le clocher, sur le sol de l'église, sur le sol des morts, un magnifique châtaignier. Voilà l'œuvre, le résidu de ce village. Mais il y a mieux, il y a Jeanne d'Arc.

Joinville, la ville des Guise. — A l'hôpital, je vais voir quelques portraits des Guise sauvés sans doute du château. La sœur qui me les montre me parle en même temps des pauvres enfants chétifs, mal bâtis, qu'elle recueille. François de Guise et Isabelle de Bourbon, fondateurs (?) de cet hospice, firent bien de les charger de cette besogne, car leurs portraits m'affirment qu'eux-mêmes n'étaient point faits pour ces œuvres de douceur. Ces longues figures des Guise, fières avec un pli tourmenté, dédaigneux, crispé de la bouche, sont espagnoles par la manière picturale, oui, composées, stylisées dans une manière espagnole.

Après cela, je vais au cimetière. Une dalle en marbre noir, une colonne avec des écussons, la devise *Omnia tuta tenne* marquent la fosse où l'on recueillit, après les tourmentes révolutionnaires, les ossements des Guise. Cela est expliqué dans deux notices encadrées dans l'église. Il y avait quelques conserves posées sur la pierre funéraire. Quoi? dis-je. Le portier les enleva en hâte. C'était un débarras, une table de commodité.

Enfin nous avons visité dans un beau parc un charmant pavillon Renaissance qui donne idée de ce que fut la vie cultivée de ces Guise, de ces chefs populaires en qui il y avait du sang italien.

Jeanne avait sa « chapelle du Conseil ». Nous avons Sion.

Judi 11 septembre 1902. — Maladive journée qui me brise les nerfs. Avec mon fils, à Domrémy. Perpétuel attendrissement. Est-ce vieillesse? J'ai honte d'être toujours au moment

des larmes. Divine douceur de ce paysage racinien, si mol, chétif et si fort. Ce n'est point volupté, car c'est désir de donner sa vie.

C'est la qualité de Lourdes, le soir, quand les cierges devant la grotte s'allument et que la nuit n'était pas encore tombée.

Sion, c'est le point de continuité du pays. A Sion, je viens dans mes *réerves*, sur la terre où la population ne subit point de petits ébranlements. L'évolution s'y fit par la seule énergie des autochtones ou par les grandes commotions historiques. C'est un vieil être héritier de lui-même. Tout s'est passé régulièrement.

Quelle est la pensée sérieuse de Sion? (L'armée, l'agriculture.)

A. — Les morts ont droit à nos prières, à nos méditations. Négligés, ils nous maléficient; honorés, servis, ils nous guident. Il y a une mauvaise hérédité; il faut honorer leurs vertus et nous les aurons.

B. — Il y a en nous quelque chose d'éternel dont nous n'avons que l'usufruit. Encore cette jouissance est-elle réglée par les morts.

Toutes mes pensées ont essaimé de la tombe.



Ce samedi 4 octobre 1902, j'ai été convoqué par Syveton-Castellane à déjeuner chez Durand avec Coppée, Rochefort et trente députés ou conseillers municipaux. Il s'agissait de savoir ce que l'on ferait des obsèques de Zola qui avaient lieu le lendemain dimanche. Syveton et Coppée et Castellane et un peu Rochefort voulaient une contre-manifestation nationaliste qui fut écartée. Et Syveton me dit en sortant: « Au moins vous me serez reconnaissant de vous avoir fait assister aux obsèques du Nationalisme. »

C'est dans ce même cabinet que j'avais diné avec Zola qui voulait me convaincre de m'associer à son action Dreyfus. Quels sentiments m'emplissent!



Quand je fais mes visites académiques, Boissier me raconte que Hugo était très assidu, très poli. Il y a des élections tous

les trois mois insignifiantes, il venait et disait : « Il y a une élection. » Il votait toujours pour Leconte de Lisle, parce que cela l'ennuyait de choisir entre les candidats. Doucet lui disait : « Mais ça n'est pas régulier. On ne peut voter que s'il y a une lettre posant la candidature. — Je sais bien, mais ça m'est plus commode. »

Boissier ajoute : « Quand Leconte de Lisle est venu me faire sa visite, je lui ai dit ça, et que Hugo ne l'aimait pas. Il a bien ri. »

Boissier étant à l'École normale était allé avec un camarade faire sa visite à Hugo. Cette visite était devenue un je ne sais quoi dans l'esprit de Hugo. Il disait sur la fin toujours à Boissier : « Ça me fait plaisir de retrouver un des braves d'*Hernani*. » Boissier à la cinquième fois ne protestait plus.

Coppée me raconte sur le père Hugo (Novembre 1902) :

— C'est là seulement que j'ai eu l'impression d'une cour. Vous m'entendez bien, d'une cour. Cela voulait être familial, mais quel protocole ! Tout était réglé. Il y avait le moment où l'on embrassait les enfants, où l'on flétrissait le 2 décembre, où l'on proclamait l'immortalité de l'âme.

« Il n'a d'ailleurs profondément aimé que la littérature.

— Et tout à fait sincère l'admiration des Gautier, des Banville, de vous tous ?

— Des élèves, dit simplement Coppée, nous étions des élèves.



Ce qu'il y a d'écœurant dans la politique, c'est qu'elle prépare presque fatalement les hommes à transporter dans leurs relations privées et pour leurs intérêts particuliers des procédés qui sont, hélas ! nécessaires dans le gouvernement des États. Cela est surtout dégoûtant chez des hommes qui d'ailleurs n'ont jamais eu à user de cette morale d'État et dont la carrière n'offre aucune compensation. Mentir, dissimuler, trahir, etc...



Voici l'une des plus belles phrases, à pleurer de plaisir :

De Jeanne d'Arc à ses juges de Rouen : « Si j'étais au milieu des bois, j'y entendrais bien mes voix. »

Tant de chemins par où je ne passerai plus...



Contemplant une tempête des remparts de Saint-Malo, Lamennais disait : « Tout le monde regarde ce que je regarde, mais personne ne voit ce que je vois. »



Il se mêle à tout le roman vapoureux de la mort. C'est qu'à certain philtre on ne fait pas sa part, une fois qu'il s'est glissé dans nos veines.

Qui n'aimerait à perdre pied, à lâcher les jongs de la rive, à s'abandonner au fort courant de tristesse qui nous violente pour nous faire son jouet, nous engloutir à demi, nous entraîner en quelques heures sur de longs espaces de siècles ? Dans ses courses immenses, et tandis que le fleuve nous fait franchir les bornes normales d'une destinée individuelle, nous sommes baignés, recouverts, envahis, saturés par des milliers d'existences dont le terne langage ne peut rendre les puissances, les tumultes, l'intarissable flux. Je n'ignore pas ce qu'une telle émotivité suppose de romantisme dans l'éducation et dans le tempérament. Mais précisément nous voulons la régler. A persister dans la route où nos pères du xix^e siècle nous ont engagés, nous prétendons pourtant redresser notre sens de la vie. Nous croyons trouver une discipline dans les cimetières où ils s'égarèrent, et grâce aux émotions qui nous sont transmises par ces grands poètes de la rêverie, nous dégagerons des vérités positives situées dans notre profond sous-conscient.



Barbey, un livre : la *Vieille maîtresse*. Et dans ses recueils, un sens de l'histoire extraordinaire.

Merveilleuse conversation.

Coppée et lui se détestaient (piquant parce qu'ils se voyaient tant !). Coppée le tenait pour un bouffe, lui coupait ses effets ; Barbey le trouvait si vulgaire ! Coppée sans frémissement littéraire massacrait par le ridicule toutes les manifestations de celui de Barbey dans la conversation.



Comme les petites gens sont injustes envers les grands hommes! Dire de Hugo qu'il est un malin, un bénisseur! basse interprétation.

Arsène Houssaye ayant adressé à Victor Hugo un sonnet, celui-ci lui répondit : « Vous êtes tout Virgile et tout Théocrite, vous joignez [...] à Pétrarque... etc. — C'est trop fort, dit Houssaye à Gautier, Hugo se fiche de moi. — Mais non, le titre de votre sonnet a ébranlé en lui de telles belles masses de poésie, qu'il a senti Virgile, Théocrite, Pétrarque. »

Oui, il faut croire à leur sincérité. Indulgence où est amené Degas pour les peintres, tant il aime la peinture. Une idée picturale l'éblouit. Et moi, dans le plus médiocre livre, ne vois-je pas le beau livre?



La bête de tristesse est rentrée dans sa niche; je me retrouve heureux comme un enfant. C'est un concert qui éclate, une pluie de fleurs qui tombe, un émerveillement dans mon âme. J'admire la vie, j'écarte la mort; je souhaite à tous du bonheur; l'univers a pris un sens; les somptueux couchers de soleil, les délicieuses aurores sont les tentes dressées pour la petite étoile qui donne une âme à ma vie. Mais les violons et les fleurs masquent sans la supprimer la bête de tristesse. E'illumination, au bout de quelques heures, cessera : la bête de tristesse va sortir de sa niche.



Nous sommes maîtres des paroles, mais de la cadence, de l'accent! Quoi que nous chantions, ô mes frères, c'est sur un rythme que nous avons dans le sang. Avez-vous vu les auditoires qui se pressent autour d'un Jaurès? L'allure, le regard, la grossière crédulité, l'optimisme barbare? Ils écoutent leur curé comme faisaient leurs pères.

Je me résigne au fait inévitable, à ma condition que dominant de tout leur poids les siècles; mais je ne serai point une dupe. Et si je suis esclave, je me connais comme tel. Je mesure la force de mes liens, je soupèse ma chaîne, je dénombre mes entraves. Voici ma terre, voici ma classe, voici

mes mœurs héréditaires, voici mes tares physiologiques.

Et je me relève de ma soumission en la connaissant.

A vingt ans, mon père sans doute était tel que je fus moi-même; à quarante, je me retrouve pareil à celui que j'ai vu. Ses cigarettes, son silence, son éternelle allée parcourue tout le jour.

J'aime à chanter parmi les captifs le chant de la captivité. Nul jamais n'entendit mon hymne dans son entier. Trente versets. Trouver la cadence, le rythme de cet état. Ah! certes j'aime agiter les chaînes que je me vois au col, aux genoux, aux poignets.

A mettre dans la soirée d'Alteville. — Je suis allé en France de plusieurs côtés. Tout m'y paraît doux, civilisateur, préférable, j'en suis sûr, à nul autre pays. J'admire, je sens une constante supériorité, je suis à l'école, mais je puis m'y ennuyer. Le sable à Trouville n'est que du sable, la mer ne me connaît point, elle serait aussi belle sans moi, tandis que, comment vous le dirais-je? il y a des liens et une sorte de solidarité entre Saint-Odile et moi; les usines m'importent, les bonnes auberges aussi. Je me sens enrichi ou diminué selon que la beauté et la bonne organisation augmentent ici. C'est un peu du sentiment de l'homme, propriétaire ou non, qui est né dans une vaste exploitation rurale. Mais ce n'est point avec des idées d'un lucre à réaliser par moi ou par les autres, non, je veux dire que cela me chante, et qu'au lieu d'avoir à emporter dans mes promenades pour les remplir des sujets de réflexion, je suis ici assailli par mille discours qui se lèvent de terre ou, mieux encore, continuellement occupé par des mouvements d'amour. On s'ennuie avec les hommes les plus instruits et les plus spirituels; les heures sont des minutes dans l'atmosphère de la femme qu'on aime.



Se battre en plein jour dans un beau jardin avec des hommes d'honneur qui vous observent.



Quel magnifique texte d'Épictète! « Que puis-je faire, moi vieux et boiteux, si ce n'est de chanter la gloire de Dieu? Si j'étais rossignol, je ferais le métier de rossignol; si j'étais cygne,

celui d'un cygne; je suis un être raisonnable : il me faut chanter Dieu. Voilà mon métier et je le fais; c'est mon rôle à moi que je remplirai tant que je pourrai, et ie vous engage tous à chanter avec moi. »



Idée d'un livre sur les volcans. — Si le chef de toute poésie me donnait à choisir mon domaine littéraire dans tout l'univers, je ne voudrais déposséder aucun des maîtres qui règnent sur l'océan, dans les plaines, auprès des lacs et parmi les bois. Je leur abandonne ces beautés. De toutes les formes de la Nature, la plus puissante, la plus émouvante, celle que je voudrais étudier et traduire, c'est le mystérieux, le brûlant, le stérile volcan. De cette fureur, de cette splendeur, de ce secret, de cette aridité, j'aimerais être le poète. Quel livre sous-humain, quel hymne antérieur je rapporterais, je le sens, de mes voyages aux volcans !



J'aime surtout la saison chargée comme l'âme des vieillards.
Mon cœur qu'elle émeut prend un rythme, une cadence.
Je préfère le génie des vieillards.

C'est surtout qu'aux désirs du matin, je préfère les désirs du soir. Les premiers naissent de l'épiderme, les derniers naissent de l'âme profonde.



Gyp : son thème : l'opposition du gamin avec n'importe quelle personnalité empesée.



Dans toute l'Alsace il y a la coutume d'enterrer avec ses souliers une femme morte en couches. C'est qu'elle revient allaiter son enfant pendant six semaines. Il y a peu de temps, à Ingersheim, on manqua à cet usage. Dans la nuit qui suivit son décès, la jeune femme, vêtue de son linceul blanc, frappa doucement à la fenêtre et dit : « Pourquoi ne m'avoir pas mis mes souliers ? Il me faut passer sur des chardons, des épines et des pierres pointues. »

La première femme d'un veuf remarié revient aussi voir si son ménage est bien tenu et ses enfants bien soignés.



Ma raison ne me permet pas d'aimer les provinces de l'Est pour elles-mêmes, comme parfois je serais incliné à le faire ; je dois les étudier et les aimer par rapport à la France, pour servir la France et pour défendre une culture latine dont nous sommes là-bas les extrêmes bastions.



L'ordre qui règne sur la Lorraine est celui où aspire ton âme. L'éternel vent, qui fait un peu chétive sa végétation, courbe toutes ces têtes puissantes. Et l'on respire sur ton œuvre où brillent ses nuances délicates, où s'élèvent ses peupliers solennels, la fièvre de ses étangs solitaires et bordés de chênes.



Leurs injures à Michelet, à Hugo, me séparent de mes amis secrètement. J'ai horreur de l'ingratitude. Comment rendre à Michelet le plaisir, l'enthousiasme, l'anoblissement de quoi je lui suis redevable ? Si je les insultais, j'insulterais ma jeunesse, des parts importantes de moi-même.

Pour Hugo, c'est plus tard, c'est dans ces années même que je l'ai goûté. Que disent-ils qu'il est creux ? Il y a sa puissante musique, tous ces mots pareils à des feuilles, à des branchages où passe le vent. Je l'aime, avec cette vénération, cette terreur que j'ai, si je médite, devant le dictionnaire de la langue française. O mystère des mots !



Je n'ai jamais cessé de plaider la cause de l'individu puisque, dans les *Déracinés* et la Lettre de Saint-Phlin (*Leurs Figures*), j'ai indéfiniment plaidé pour que l'instruction ne fût pas départie aux individus sans égard pour leur individualité propre et j'ai voulu qu'on respectât leur prédisposition.

Ce que je méprise :

La mesquinerie, cette petite canaille de lettres. Ils sont nés petits. Je n'aime pas non plus ceux qui se rapetissent.

Horreur de la crierie qu'il y a chez certains bourgeois, de la crapule qu'il y a chez certains artistes. A mon âge, je ne

suis pas encore allé au café-concert : ce n'est pas aujourd'hui que je serai tenté de me gâter le goût.

On s'aperçoit en vivant que la carrière d'un écrivain, ou plus exactement que la somme de travail que peut fournir un écrivain, est très courte. Dès la quarantaine, on est obligé de prévoir qu'on ne mènera pas à bout un grand nombre de travaux pour lesquels cependant on est déjà préparé. Pour ma part, j'ai plus de livres préparés que je ne saurai en terminer. Petit dommage, dira-t-on. Nous sommes d'accord. Mais je songe aux hommes de la grande espèce, aux Taine, aux Renan.



Il s'agit que nous aimions la clarté et que nous renoncions à prendre pour de la poésie des manières confuses de s'exprimer. Quand je cause avec des étrangers, il y a toujours un moment où je suis écœuré par leur incapacité à être à la fois ardents et sceptiques. Ils ne peuvent pas atteindre à la liberté d'un Montaigne disant : « Je parle de moi comme d'un tiers, comme d'un autre. » Ni à celle de Pascal.

Nous sommes l'esprit critique du monde. Il nous faut du courage, des nuances, du tact et du pressentiment.



Le crime de ce gouvernement : ne pas donner de contre-poids à la puissance de l'argent.

Ces chansons napolitaines, tziganes, etc... dans les restaurants et les cafés. Un gouvernement les ferait disparaître (par ses moyens de police) et leur substituerait des chansons françaises. On cosmopolitise la France. D'Ennery disait à un ministre : « Avec mes drames, je défais une partie du mal que vous faites. » Il restaurait (tant bien que mal) l'idée d'honneur, le fils solidaire du père, etc...

Un gouvernement réparateur dirait : « Monarchistes, bonapartistes, nationalistes, vous êtes des faits, vous existez ; je vous donne des satisfactions... »



Gergovie, 30 juillet 1904. — On a érigé une colonne commémorative et qui n'est pas vilaine. Mais il y manque une

table d'orientation et une belle inscription. Je voudrais essayer de la rédiger. Voir le *Vercingétorix*.

La France est la fleur qui naquit sur cette table de basalte d'un double charnier de héros.

Cette Auvergne puissante, avec ses basaltes noirs, bosselée de volcans, vernie par un brûlant soleil, elle est féconde en arbres et en hommes de la grande espèce.

Ici faillit échouer la fortune de César, non la fortune de la France.

Passant, réjouis-toi.

C'est par un grand soleil d'août qu'il faut admirer ces magnifiques pétrissures du monde. Riches mouvements de cette terre surchargée de vignes, de blés et de vergers.

De là les Gaulois contemplaient la Limagne et les richesses positives qu'ils voulaient défendre.

Que doit Pascal à Rome ?

Ces grands jeux sanglants qui précèdent les fêtes du mariage.

Sous une nappe de soleil qui nous brûlait et nous réjouissait.

C'est en plus grand (et l'Auvergne au lieu de la Lorraine) Sion.

S'ils ont le Puy de Dôme, nous avons le Donon.

Si ce pays avait l'esprit politique... Traits communs entre tous ses héros, de Vercingétorix à Boulanger et Marchand.

Que tout cela implique la Déclaration des Droits de l'Homme.

En traversant Moulins (juillet 1904) où il y a le Musée Banville et sa statue, je me suis enquis. Il passait un mois de l'année à Saint-Ennemond, dans une propriété appelée la Coca, et on le voyait qui venait à Moulins trainé par un âne.

Pascal. Ce dôme granitique et volcanique de la pensée française, cette Auvergne dans la diversité intellectuelle française.

En revenant de Royat à Bagatelle, Clamecy (15 août 1904). — J'ai réalisé mon désir de voir la propriété qu'habitait Banville, près de Moulins. Exactement à trois kilomètres de Saint-

Ennemond. Cela s'appelle le petit moulin de la Coca. Il tenait cela de ses parents. Son père était normand (un marin), marié dans l'Allier. « Si vous voulez des renseignements, me dit Rochegrosse, qui ne sait rien, adressez-vous à Laussedat. » Rochegrosse, qui a perdu sa mère dans l'année, semble fort désintéressé de Banville. « Peu de livres, me dit-il, répondant à une de mes interrogations. Oui; des lettres très tendres de Hugo. Tout cela dans un coffre. » — Il élevait beaucoup de bêtes, des faisans. Je vois les petits enclos de fil de fer, déserts. C'est une maison très modeste, dans un clos de murs assez étroits où il y a de beaux arbres. La Font Gorge n'était pas là, mais une autre propriété, Rochegrosse ne sait où, dans le pays. Petit âne pour circuler. Nulle ressource de voisinage. Pourtant, tout contre, un cousin.

En Bourgogne, fin août. — J'avais travaillé tout le jour, j'étais assis sur le perron d'un petit château en face d'une montagne toute proche dont me séparaient cent mètres de prairies. La montagne était rose, semée de sapins verts. A cause de l'ombre où me mettait la maison, j'avais une couverture sur mes genoux. Le soleil baignait encore la montagne, c'est pourquoi elle était rose, et il colorait aussi la partie supérieure d'un bouquet d'ormes largement épanouis en boule et heureux sous cette caresse au milieu de la prairie. On n'entendait qu'un oiseau sur la montagne et, derrière moi, dans les chambres, le chant d'un enfant de quatre ans.

J'ai cherché indéfiniment à comprendre l'amour tendre que m'inspirait cette heure de la journée. Ce n'est pas intelligible. Je sais seulement que je l'aime d'être un décor bien dessiné. Je sais aussi que le bouquet me disait : « Quitte tes livres, viens, mon cœur est épanoui. »

28 août 1904. — La Madeleine de Vézelay présente son aimable et très simple portail, une image d'abécédaire, un écusson, le cœur d'une grave construction. J'entre. Ce sont les vèpres. Dix à douze femmes, pas davantage, dans l'immense vaisseau. Pourtant ces vèpres l'emplissent de la plus juste activité. Petit feu, mais qui pourrait tout enflammer encore.

Au dehors, depuis la terrasse où je goûte à l'ombre fraîche un plaisir sensuel, je vois sur le puissant paysage une nappe

immense de soleil. Plus beau que ce soleil, un homme doit déclarer la flamme qui est entretenue là-dedans sur l'autel. Je ne serai pas séduit par un bon procédé d'un jour ; je sais où doit aller mon hommage reconnaissant.

Il vit toujours le chant qui rassembla les pierres ! La sublime cloche n'est jamais lasse de convoquer. Dix à douze femmes seules sont venues, qu'importe ! Je passe et je suis contraint de rendre ce témoignage : « C'est encore toi, église, toi et nulle autre puissance qui spiritualises ce paysage. »



A certaines heures parfois, notre paix semble profonde, — nulle parole, aucun geste, un engourdissement du corps, — mais tout l'univers s'engouffre dans notre âme, nous remplit de sa beauté, de sa tristesse, de ses misères, de son parfum et d'une certitude sensible qu'un jour il faudra mourir. Douleureuse effusion, la dure vie qui nous gênait semble crever dans notre cœur. Comment exprimer cette angoisse et cet attendrissement ? C'est un baiser du désespoir sur la beauté, à l'heure vespérale où les parterres des jardins exagèrent leurs colorations tandis que les bêtes inquiètes se lamentent. Nulle passion ne nous soulève, mais une immense compassion, et dans ces minutes royales, si nous étions poète, toute la plainte de l'univers, la plainte de la fleur qui jette son parfum, de la ville qui se resserre prudemment, de l'enfant pauvre qui a faim, de l'animal aux yeux pleins de larmes, de nos amis et de nos ennemis, s'échapperait de notre cœur, vivante, épanouie, prête à déraïder les âmes.



Mon nationalisme était une méthode pour soigner les intérêts matériels du pays. Tout juger par rapport à la grandeur de l'État. Mais c'était surtout un traité que nous propositions aux vies individuelles avec la poésie. C'était un moyen d'anoblissement. C'était le plus puissant moyen d'aider au développement de l'âme. Sans cette conception, la vie s'isole du mouvement poétique, philosophique et moral. Chacun s'abandonne à son intérêt immédiat ; le désintéressement n'a plus de sens.

Note retrouvée d'Athènes 1900. — En me promenant en Grèce, ma pensée se reporte sur mon pays. Je me dis que je serai né au bon moment, sinon pour voir, du moins pour sentir encore la vie locale décidément détruite. J'aurai encore entendu leurs patois.

Plus de trace de vie politique. Des programmes venus de Paris. Aucune vieille institution, plus de vieilles mœurs. Les villes dressent à l'envi des statues et inscrivent au coin de leurs rues des noms pour attester leur culte de la pensée parisienne.

En Grèce. — Nous n'avons aucune statue véritablement antique que l'Hermès de Praxitèle, qui est si pommade. Art de décadence. Il y a les métopes du temple qui sont satisfaisantes; bel art péloponésien.

Les frises de Phidias: ni Phidias, ni l'antiquité n'en faisaient cas. C'était exécuté par ses élèves d'après ses dessins. Quant à lui, son œuvre c'était l'Athéna en matière précieuse, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus opposé à notre conception de l'art hellénique. Alors?

Nous n'avons de l'antiquité que ces morceaux de boutique, des répliques commerciales.



Au crépuscule, tous les soirs, mon âme se fait neuve. Elle veut quitter le monde physique pour entrer dans le monde moral. Elle rejette les copeaux de la journée qui l'encombrent et désire recevoir une empreinte spirituelle. Alors, si rien ne m'impose de plaisir ou de tourment, quelle détresse de mon être le plus profond et qui se croit abandonné! Qu'on apporte vite la lampe. Comme la nuit accumule ses ombres sur la crise du soleil, hâtons-nous de mettre notre travail sur la crise de vaine poésie. (Il faut couvrir cette malsaine poésie que l'on ne peut ôter). Elle est peut-être la vérité, mais qui condamne notre vie. Il faut vivre en émoussant cet aiguillon.



Il est des êtres d'allégresse, des flammes légères qui nous chauffent et nous rassurent en écartant toutes les mauvaises larves. Ils existent, j'en connais des jeunes qui sont juvéniles et fougueux, et des vieux calmes, élargis, atteignant à la bonté par la sagesse; mais pourtant comme ils sont

rare, ces êtres aimables mêlés d'amour et de raison, dans la société de qui la vie semble bénie !

Quelle sérénité dans ces platanes et ces collines ! Comme ils m'enseignent à mépriser les êtres informes qui se tortillent en grognant. Chez eux rien n'est irrité, aigri. Dans cette belle nature, les puissances usent de tous leurs droits, ainsi les forces et les faiblesses s'équilibrent, acceptent leur destin. Pas le temps d'avoir des rancunes, ni des désirs impossibles. Ils nous haussent jusqu'à concevoir l'indifférence au sens étymologique, de toutes les choses et de tous les êtres. La marche dans la campagne peu à peu fait en nous un grand silence.

On peut tout y découvrir.

Tout les limite sans les amoindrir.

Je travaille à comprendre ce que son génie épanche sans fatigue et que j'avais d'abord senti. Il y a une merveilleuse simplicité sous les mille détours de cette luxuriance.

Il y a ce qui forme l'immense coffre, il y a ce qui subsiste éternellement, le ciel avec ses astres et la terre avec ses fleurs, c'est-à-dire le plancher et le plafond, où l'on ne voit jamais ni jeunesse ni vieillesse ; et puis il y a ce qui croît et décroît comme moi, c'est-à-dire les bêtes et les plantes.

Je sais bien qu'il y a la bonté du cœur et qu'elle s'appelle encore le génie ; je déclare qu'elle passe d'une certaine manière toutes les beautés des plaines et des montagnes, mais elle peut me faire souffrir sans le vouloir. C'est pourquoi je préfère à tous les êtres humains les beautés de la campagne qui ne viennent pourtant qu'après la bonté et le génie.



Lorraine. — Comme un fruit parvenu à sa maturité retombe dans le sein de la terre dont il est sorti, il faut que tout mon esprit enrichisse la terre lorraine.

En Lorraine, j'ai pris et ma vie et mon âme, mon premier jour et tous mes jours ; elle a fait mon regard et puis l'a dirigé ; chez elle rien ne m'est indocile, cependant elle me gouverne et je veux, comme elle le veut, formuler sa discipline.

Mon intelligence pourrait s'intéresser ailleurs qu'en Lorraine, mais mon cœur y demeure tout. Je ne saurai longtemps

vagabonder d'esprit, je me replie sur la Lorraine pour être en paix avec mon cœur.



Barbey d'Aurevilly est un romantique chez qui il y a une réalité. C'est un petit noble d'une petite ville du Cotentin. Chaque fois qu'il s'appuie sur cette réalité et qu'il l'utilise, elle le sert. Mais il a été perdu par Byron et par Chateaubriand, par les *Mémoires d'Outre-Tombe* et par le *Journal de Moore*. Ce sont là de grands seigneurs (Byron du moins) chez qui s'est rencontrée une sensibilité particulière. Byron, pair d'Angleterre, et par là d'immenses ressources sociales, se trouve très pauvre avec cent mille francs de rente et cent mille autres qu'il gagne; il entretient des régiments entiers à ses frais dans la guerre avec les Turcs.

Qu'est-ce que vous voulez de commun entre ces états-là et celui de qui se demande s'il entrera ou non au *Gil Blas*?



C'est la justesse de l'esprit et la réflexion forte qui donnent le bien écrire.



J'aime que Banville ait dit :

Le long sanglot qui vient des Marches de Lorraine.



O jeune homme, mystérieux à toi-même, peut-être! Les circonstances immédiates te commandent, je l'avoue, mais écoute le plus juste commandement de ta terre et de tes morts! Entre toutes les contraintes passagères, vrai caprice de la fortune, il est une place pour notre libre volonté. Librement connais que ton âme préfère la France et veut tirer sa gloire de cette préférence. Librement, alors, sou mets-toi au service public ou secret de la France, c'est-à-dire à ce pour quoi sur la rive gauche du Rhin nous sommes prédestinés.

MAURICE BARRÈS.

L'ÉCHEC DU PLAN QUINQUENNAL

Le « plan quinquennal » est un formidable programme de développement et de reconstruction économique que le Gouvernement soviétique a dressé, dans ses moindres détails, et qu'il s'efforce d'exécuter. Ce programme, tel qu'il a été établi sur le papier, doit faire franchir à la Russie, en cinq ans (1927-28 à 1932-33), les étapes que d'autres peuples, infiniment plus riches en capitaux et en puissance technique, ont mis des dizaines et des dizaines d'années à parcourir. L'essentiel et la partie la plus importante du plan concernent l'industrie; le but poursuivi est de superindustrialiser l'U. R. S. S.; mais l'agriculture n'échappe pas aux impérieuses et chimériques prescriptions de ce programme.

L'INDUSTRIE RUSSE AVANT 1918

Qu'on veuille bien se rappeler ce qu'était l'activité économique de la Russie avant la révolution d'octobre 1917, l'essor prodigieux pris par l'agriculture, l'industrie, le commerce pendant les dix années qui précédèrent la guerre; on mesurera l'abîme où le régime instauré par le Gouvernement des Soviets a précipité le pays.

La Russie, après le conflit avec le Japon, s'était promptement redressée. Une série de bonnes récoltes, l'accession des paysans à la propriété privée, le développement de la coopération, l'emploi plus répandu des engrais et des machines agricoles avaient augmenté la prospérité dans les campagnes, et toutes les transactions industrielles, commerciales et bancaires s'en ressentaient. La prospérité économique exerçait son influence sur les finances de l'État. Les budgets donnaient régulièrement des excédents de recettes dont le total s'est élevé,

pendant les dix années envisagées, à deux milliards et demi de roubles-or.

Dans le domaine industriel, le développement des forces productrices était particulièrement frappant. En 1890, l'industrie russe occupait 1 428 000 ouvriers, et la valeur de sa production se montait à 1 500 millions de roubles-or. En 1912, le nombre des ouvriers qu'elle employait s'élevait à 2 931 000, et la valeur de sa production à 5 milliards 700 millions de roubles. La production de la fonte avait passé de 64 millions de pouds (1) en 1892 à 282 millions de pouds ; celle de la houille de 538 en 1894, à 2 milliards 197 millions de pouds.

Quant à la production du pétrole, toute gênée qu'elle avait été par les troubles révolutionnaires et la destruction des puits en 1905, elle atteignit 561 millions de pouds en 1913, alors qu'elle n'était que de 275 millions en 1891. La production du cuivre, dont le chiffre est si significatif, quand il s'agit de déterminer l'état de l'industrie, avait été de 2048000 pouds en 1913, contre 630 000 en 1906. Enfin, pour donner une idée du développement de l'industrie textile, il suffit d'indiquer que le nombre des broches, dans l'industrie du coton, avait passé de 3 457 116 en 1890 à 6 090 869 en 1900 et à 9 112 000 en 1913.

Si le coup de force bolchévique n'avait pas interrompu le cours normal de la vie russe, le développement économique de la Russie aurait vite, la guerre terminée, repris son ascension. On peut, en effet, imaginer facilement l'importance du rôle qui lui aurait été dévolu comme fournisseur de produits alimentaires et de matières premières.

LA SÉRIE DES EXPÉRIENCES SOVIÉTIQUES

Dès son arrivée au pouvoir, le Gouvernement des Soviets porta un coup redoutable à l'industrie en arrêtant net toute production se rapportant aux besoins de guerre et en accordant aux usines un délai d'un mois pour passer à la production du temps de paix. Ces prescriptions ne purent d'ailleurs être exécutées, aucune usine n'ayant pu, en un mois, transformer aussi radicalement son activité. Il s'ensuivit un chaos inima-

(1) 1 poud = 16 kilogrammes.

ginable et la paralysie presque complète des usines. La fermeture d'un grand nombre d'établissements provoqua la dispersion des ouvriers qualifiés, ainsi que des déplacements de l'outillage. L'institution du « contrôle ouvrier » acheva de porter à l'industrie le coup mortel.

Le « contrôle ouvrier », introduit par le décret du 14 novembre 1917, établit la mainmise absolue et directe des ouvriers de chaque entreprise sur l'ensemble de cette entreprise. Au-dessus du comité ouvrier, institué dans chaque usine, se trouvaient les comités de contrôle régionaux et le Comité central de contrôle. Mais, en fait, les ouvriers, qui émettaient la prétention de se passer des ordres des techniciens, étaient les maîtres absolus des usines.

Le contrôle ouvrier désorganisa rapidement et entièrement l'industrie russe. Menacés de l'arrêt complet de la production, les dirigeants bolchéviques durent reconnaître la faillite du système. « L'expérience n'a pas réussi, écrivait au commencement de 1918 le président du Conseil supérieur de l'économie nationale Larine, il est nécessaire d'abandonner résolument l'idée du transfert de la direction des usines aux ouvriers. »

Le Gouvernement des Soviets décida alors de tenter une nouvelle expérience. Le 3 mars 1918 fut publié le décret sur la gestion des usines nationalisées. La nouvelle organisation remplaçait la dictature des ouvriers par l'omnipotence d'une bureaucratie formidable. Les entreprises de la même catégorie étaient réunies dans chaque région en groupes ou *kousti* et placées sous la dépendance des centres ou *glavki* qui dégénérèrent vite en institutions paperassières avec des cadres pléthoriques de fonctionnaires. Tout était centralisé à outrance. S'agissait-il de l'approvisionnement en matières premières ? On devait s'adresser aux directions centrales (*glavki* et *centri*) qui déterminaient les quantités à livrer et les délais de livraison. De même on devait s'adresser pour le combustible à des organisations centrales spéciales. L'embauchage des ouvriers ne pouvait se faire que par l'intermédiaire d'organisations *ad hoc* ; les salaires étaient fixés par les institutions d'État et payés sans tenir compte du rendement. Pour obtenir les fonds nécessaires à la marche des entreprises, il fallait s'adresser au commissariat des finances. Le résultat de cette politique fut une fois de plus l'arrêt total de la production.

En voici le bilan industriel, d'après la revue *l'Économiste* (1), éditée à Moscou : « La production de la houille, qui atteignait avant la guerre (non compris les territoires détachés de la Russie) 1 800 millions de pouds par an, n'était plus que de 450 millions de pouds en 1920 et moins encore pendant les six premiers mois de 1921. La consommation de la houille pour les besoins propres des houillères en 1921 a atteint 48 pour 100 contre 7 à 8 pour 100 avant la guerre; et les quantités insignifiantes qui restaient étaient encore, pendant les transports, diminuées par des vols (atteignant 80 pour 100 d'après les données officielles), effectués le long des voies ferrées par la population souffrant du froid.

« Même situation pour le naphte dont la production, de 525 millions de pouds en 1917, tomba, en 1921, à 240 millions de pouds. En même temps, les travaux de forage n'ont atteint en 1921 qu'une profondeur de 22 sagènes (2) par mois au lieu de 5 000 sagènes en 1913.

« Dans le domaine de l'industrie métallurgique, la situation a été, en 1921, aussi grave. La production de la fonte n'a été que de 7 millions et demi de pouds, en 1921, soit moins de 3 pour 100 de la production d'avant-guerre. De même il n'a été produit, en 1921, dans le bassin du Krivoï-Rog, que 13 millions de pouds de minerai de fer contre 550 millions en 1913. En un mot, la production métallurgique russe, cette base de la vie industrielle, était presque arrêtée.

« L'industrie textile, qui était avant la guerre la branche de l'industrie russe la plus puissante, a subi le même sort. En 1921, dans l'industrie du coton, ne travaillaient que 12 pour 100 des broches et la production n'était que de 6 pour 100 de celle d'avant-guerre. Dans l'industrie du lin, ne travaillaient que 25 pour 100 des broches et la production a rétrogradé au niveau des années 1850-60.

« Dans son ensemble, la production industrielle russe ne dépassait pas 6 pour 100 de celle d'avant-guerre. »

Cette ruine de l'industrie russe était la conséquence directe du régime et des expériences du Gouvernement soviétique. Car, il est faux de prétendre, comme le fait constamment la presse soviétique, que les bolchéviks ont trouvé l'industrie détruite

(1) Numéro 2, 1922.

(2) Le sagène est égal à 133 millimètres.

par la guerre civile. Hors le cas de nécessité absolue, les troupes blanches n'ont procédé à aucune destruction et les bolchéviks, de leur côté, n'ont pas touché aux entreprises industrielles, gardées par les ouvriers eux-mêmes. D'autre part, aucune des grandes régions industrielles, Moscou, Pétrograd, le centre, n'a servi de théâtre d'opération et les installations de l'industrie minière et métallurgique du Midi (Donetz, Krivoï-Rog) qui s'est trouvée dans la zone d'opération de l'armée volontaire n'ont jamais souffert.

Le régime de la centralisation, aussi funeste que celui du contrôle ouvrier, dura jusqu'à la proclamation de la nouvelle politique économique, le Nep. L'industrie nationalisée fut décentralisée et décomposée en une multitude de *trusts*, englobant les entreprises industrielles d'une même nature et d'une même région. Ces entreprises furent autorisées à vendre et à acheter librement et devaient, dans l'esprit des promoteurs du Nep, couvrir elles-mêmes les frais de leur exploitation.

La nouvelle politique économique eut, dans une certaine mesure, une heureuse influence sur la production. Mais cette influence fut de courte durée. En effet, si, au début, les trusts bénéficièrent d'une véritable indépendance, ce ne fut pas pour longtemps (1). Dès 1923, la réaction s'annonçait et une menace contre la liberté des trusts se dessinait. Elle s'accusa soudain en 1928 quand la politique économique des Soviets commença à être dominée par l'idée du plan quinquennal. Les dirigeants soviétiques prétendent qu'à cette date la production de l'industrie soviétique avait atteint le niveau d'avant-guerre. Rien de plus inexact. Ainsi, pour la grosse métallurgie, les chiffres de production de 1927-1928 étaient au-dessous de ceux de 1913 : en 1913, 4 213 millions de tonnes de fonte, 4 330 millions de tonnes d'acier, 9 millions de tonnes de minerai de fer ; en 1927-1928, ces trois productions n'étaient respectivement que de 3 328, 4 175, 5 640 millions de tonnes.

D'autre part, la production restait déficitaire en comparaison des besoins de la population.

La disette de produits fabriqués fut une des causes qui déterminèrent le Gouvernement soviétique à élaborer le fameux plan quinquennal destiné à superindustrialiser le pays. Mais

(1) N. S. Timacheff, *Organisation de l'industrie soviétique. La Russie économique et sociale*, p. 132 ; Paris, 1930.

il y en eut d'autres. Tout d'abord, la question du chômage. La population de la Russie, malgré famines et fléaux de toute sorte, augmente sans cesse. Si les Soviets avaient laissé agir le Nep, peut-être l'agriculture aurait-elle réussi à absorber et à utiliser cet accroissement de population. Mais leur politique agricole découragea et paralysa l'activité des paysans. Il y a à l'heure actuelle excès de population en Russie, et la foule des sans-travail, qui grossit sans cesse, finit par constituer un péril pour le régime. L'armée des chômeurs était, en 1928, de 2 millions et dépassa ensuite largement cet effectif. D'après les calculs du statisticien soviétique Oganovsky, l'excédent de la population agricole pourrait être évalué, — selon la base prise pour les calculs, — entre 7 500 000 et 19 900 000 individus. Pour donner du travail à ces inoccupés le Gouvernement soviétique ne vit qu'un moyen : développer l'industrie à outrance afin de fournir aux paysans sans travail le moyen de s'employer dans les usines.

Enfin, dans la lutte engagée entre Staline d'une part, Trotzky et ses partisans d'autre part, le « plan » était une arme, une machine de guerre. Pour combattre les trozkystes, Staline usait de la pire surenchère démagogique. Les trozkystes demandaient une application plus stricte de la journée de huit heures : Staline institua la journée de sept heures. Les trozkystes exigeaient qu'on enlevât aux paysans aisés leurs stocks de céréales : Staline décida l'anéantissement pur et simple des paysans aisés. Les trozkystes réclamaient l'industrialisation du pays : Staline se résolut à la superindustrialisation qui se résumait dans le plan quinquennal.

L'AGENCEMENT DU PLAN QUINQUENNAL

La première ébauche du plan quinquennal était prête en mars 1928, mais elle fut reprise et subit de nombreuses modifications. Dans sa forme définitive, le plan a commencé à être appliqué à partir du 10 octobre 1928. Il n'a reçu la sanction suprême du Congrès des Soviets de l'U. R. S. S. que le 28 mai 1929.

Tout d'abord, il avait à préciser selon quel rythme devait s'accroître en Russie la production industrielle. Parmi les économistes soviétiques les uns, — qui, dans la suite, devaient

être accusés de manifester des tendances bourgeoises et de s'orienter vers la droite, — proposaient une accélération modérée, déterminée *a posteriori*, d'après le développement des industries durant les années antérieures à 1928. Les autres, dont les conceptions s'harmonisaient mieux avec l'état d'esprit des dirigeants des Soviëts, prétendaient imposer un rythme beaucoup plus rapide (1). La controverse fut tranchée par le xv^e Congrès du parti communiste qui se prononça pour la seconde solution. Le *Gosplan*, chargé d'élaborer le plan, établit au reste deux variantes : l'une tenant compte des possibilités de réalisation pratique et, éventuellement, de diverses circonstances défavorables, mauvaises récoltes, absence de crédits étrangers, etc. ; l'autre, qui révélait des ambitions beaucoup plus étendues et qui fut adoptée.

D'après les prévisions du plan tel qu'il fut ainsi adopté, la production industrielle brute de l'U. R. S. S. devait passer d'une valeur de 18 312 millions de roubles en 1927-1928 à 43 196 millions de roubles en 1932-1933. En cinq ans, l'accroissement total devait donc être de 233 pour 100, et l'augmentation annuelle varier entre 116 et 121 pour 100.

La production agricole brute devait augmenter, pendant la même période, de 154,9 pour 100 ; d'une valeur de 16 659 millions de roubles en 1927-28, elle devait passer à 25 806 millions de roubles en 1932-33. Enfin, le revenu national, terme qui, dans la statistique soviétique, s'applique à la production nette et ne comprend pas les salaires ni les revenus des professions libérales, devait s'élever de 24 429 millions de roubles en 1927-28, à 49 690 millions de roubles en 1932-33, soit augmenter de 203,4 pour 100.

La production industrielle est divisée, dans le plan, en deux grandes catégories : groupe A, production des moyens de production, c'est-à-dire machines, outillage, installations, etc. ; et groupe B, production des objets de large consommation. Le rythme du développement n'est pas le même pour ces deux groupes : la production du groupe A doit augmenter de 230 pour 100, tandis que celle du groupe B n'augmenterait que de 140 pour 100. Par conséquent, l'effort imposé par le plan quinquennal est, en premier lieu, dirigé vers la construction des

(1) V. E. Motyleff, *le Problème du rythme de l'évolution de l'U. R. S. S.*, p. 100 et suivantes.

machines, de l'outillage, des centrales électriques puissantes, etc., et non pas vers l'augmentation de la production des objets de grande consommation. Cette particularité de la structure du plan quinquennal doit être soulignée, parce qu'elle est une des raisons de son échec.

Voici comment le plan prévoit, pour les principales branches de l'industrie, l'augmentation de la production dans chacun de ces deux groupes :

Dans le groupe A, la production de la houille doit passer de 35 millions 400 000 tonnes (1927-28) à 75 millions de tonnes (1932-33); celle du pétrole de 11 millions 700 000 tonnes à 22 millions de tonnes; celle du minerai de fer de 5 millions 700 000 tonnes à 19 millions de tonnes; celle de la fonte de 3 millions 300 000 tonnes à 10 millions de tonnes; celle des produits laminés de 3 millions 200 000 tonnes à 8 millions de tonnes; celle des machines agricoles (d'après les prix courants d'avant-guerre) de 125 à 498 millions de roubles; celle du ciment de 12 millions 900 000 à 41 millions de tonnes; celle des briques de 1 783 millions de pièces à 9 300.

Dans le groupe B (objets de grande consommation), les fils de coton doivent passer de 328 à 620 millions de quintaux, les tissus de laine de 97 à 270 millions de mètres carrés, les tissus de lin de 165 à 500 millions de mètres carrés, le sucre de 1 340 à 2 600 milliers de tonnes, le sel de 2 300 à 2 350 milliers de tonnes, les galoches en caoutchouc de 37 à 75 millions de paires.

Le programme dressé par le plan quinquennal dans le domaine de la production agricole est aussi grandiose et encore plus difficilement réalisable. Les économistes soviétiques ont ouvertement reconnu que le programme industriel, qui est l'essentiel du plan quinquennal, ne peut être réalisé sans un accroissement considérable et parallèle de la production de l'agriculture, ce fournisseur principal des matières premières pour l'industrie et des produits d'alimentation pour la population russe. Aussi, le plan impose-t-il, au cours des années 1928-33, un accroissement d'environ 22 pour 100 des emblavures, représentant 15 millions d'hectares, qui doit être réalisé, en premier lieu, dans les régions du Volga et de l'Est. D'ailleurs, l'accroissement de la production agricole devra résulter non seulement de l'extension des superficies ensemencées, mais aussi de l'augmentation du rendement des récoltes, à raison

de 30 à 33 pour 100 pour l'ensemble de la période quinquennale et par rapport à l'année 1927-28. Exprimée en millions de roubles, la production agricole doit augmenter de 154,7 pour 100, soit passer de 13 980 millions de roubles en 1927-28 à 21 629 millions de roubles en 1932-33 ; à lui seul, l'élevage des animaux doit passer d'une valeur de 4 764 millions à 7 160 millions de roubles, ce qui représente une augmentation d'environ 150 pour 100.

Le plan quinquennal fonde les plus grands espoirs sur la collectivisation générale des campagnes et sur le développement des *kolhoz* et des *sovhoz*, c'est-à-dire, des exploitations agricoles paysannes collectives et des exploitations agricoles d'État. D'après les prévisions du plan, *kolhoz* et *sovhoz* doivent donner 25 pour 100 de la production agricole destinée à la vente et, en particulier, 43 pour 100 des céréales destinées à cette vente. Dans un précédent article, nous avons montré à quel échec et à quels désordres ont abouti les mesures inintelligentes de collectivisation des campagnes (1). En définitive, le sort même de l'industrialisation prévue par le plan dépend entièrement, comme le reconnaissent les bolchéviks eux-mêmes, du succès de la partie agricole du plan, ce qui explique la cruauté farouche avec laquelle le pouvoir soviétique a procédé à la collectivisation des campagnes.

D'autre part, la réussite du plan quinquennal, dans son ensemble, n'est possible qu'à la condition que l'économie générale du pays dispose d'importants capitaux, capitaux fixes et capitaux de roulement. Cette nécessité a d'ailleurs été prévue par les auteurs du plan. Dans la période 1923-1924 à 1927-1928, ils estimaient que les investissements de capitaux fixes avaient dû s'élever, pour l'industrie, à 4 milliards 400 millions de roubles ; pour l'électrification (non comprises les centrales des usines), à 800 millions ; pour les transports, à 5 milliards 700 millions ; pour l'agriculture, à 15 milliards. Pour les cinq ans du plan, ses auteurs réclamaient respectivement en capitaux fixes pour les mêmes branches d'activité : 16 milliards 400 millions de roubles, 3 milliards 100 millions, 9 milliards 900 millions, 23 milliards 200 millions ; au total ils demandaient 64 milliards 500 millions.

(1) Voyez la Revue du 1^{er} juin 1930 : *En U. R. S. S. — la Nouvelle offensive contre les paysans.*

Mais comment le pouvoir soviétique pourrait-il réunir cette somme énorme, étant donné que, dans les circonstances actuelles, il ne peut compter sur l'aide de l'étranger? Sans se laisser arrêter par une aussi grave difficulté, les auteurs du plan fixèrent hardiment à 85 milliards de roubles l'ensemble des capitaux indispensables, pour les cinq années, cette masse gigantesque de roubles devant être prise, pendant cette période, sur le revenu national de l'U. R. S. S. ! Charge écrasante, si l'on songe que l'exercice 1932-1933 aura à fournir à lui seul 49 milliards 500 millions, soit 48 pour 100, — c'est-à-dire environ la moitié, — du revenu national de cet exercice (1).

Le budget ordinaire de l'U. R. S. S. serait évidemment impuissant à apporter une telle contribution. En effet, pour les cinq années envisagées, l'ensemble des budgets annuels ne donne que 51 milliards 300 millions de roubles (2), dont une très large part représente des dépenses d'État proprement dites, administration, armée et marine, instruction publique, œuvres sociales, etc. Par conséquent, les recettes budgétaires ne fourniront qu'une partie des recettes nécessaires à la réalisation du plan ; on compte que le reste des ressources sera fourni par les bénéfices des différentes branches de l'économie soviétique qui doivent s'accroître au fur et à mesure de l'exécution du plan : à l'industrie et à l'agriculture de se financer par leurs propres moyens, c'est-à-dire par leurs gains. Sur les 16 milliards 100 millions de roubles qui doivent être investis dans l'industrie, à titre de capitaux fixes, 12 milliards 100 millions doivent être fournis par les bénéfices de l'industrie elle-même.

Mais, comment assurer à l'industrie des bénéfices assez importants, pour permettre un aussi fort prélèvement? Le plan résout le problème en abaissant fortement le prix de revient par la rationalisation, en exigeant de la main d'œuvre un rendement élevé, par l'amélioration de l'outillage. Les auteurs du plan estiment que le rendement de la main d'œuvre peut être, en cinq ans, accru de 110 pour 100 par différentes mesures : discipline de travail rigoureuse, système du travail ininterrompu et de la « semaine de cinq jours », augmentation des salaires sous la forme de primes attribuées aux ouvriers qui témoignent d'une forte productivité. D'autre

(1) Mikeladzé, *Plan financier unifié*, p. 62.

(2) *Plan financier*, tableau 13 de la page 163.

part, les travailleurs seront encadrés par un nombre important d'ingénieurs expérimentés, de techniciens sortis des écoles secondaires et d'ouvriers hautement qualifiés. Pour porter au complet ces cadres, il ne faudrait pas moins de 150 000 nouveaux ingénieurs ; le nombre des techniciens de second ordre et des ouvriers qualifiés serait, bien entendu, encore plus considérable. Aussi le plan quinquennal prévoit-il l'ouverture de nouvelles écoles techniques, une meilleure utilisation de celles qui existent déjà, l'organisation de cours spéciaux destinés aux ouvriers qualifiés, l'engagement, particulièrement durant les premières années, d'ingénieurs et de techniciens étrangers.

La diminution des prix de revient doit atteindre au cours de la période quinquennale 35 pour 100 (1). Cette diminution des prix de revient ne profitera d'ailleurs pas en entier aux consommateurs, parce que les prix de vente des produits industriels ne seront diminués que de 20 pour 100, tandis que les 15 pour 100 d'économies ainsi réalisées formeront le fond spécial destiné à financer les industries. Faut-il faire remarquer qu'un pareil système ne peut être appliqué que dans le cas d'une industrie monopolisée qui, à l'abri de la concurrence, peut fixer ses prix de vente à sa guise ?

La même méthode de financement est appliquée, dans une plus large mesure encore, à l'agriculture : sur les 23 milliards de roubles à investir dans l'agriculture, 8 milliards seulement sont versés par l'État, soit par la voie budgétaire, soit par l'ouverture de crédits. Tout le reste doit être fourni par l'économie agricole elle-même. Seul le financement des transports et de l'électrification est effectué, pour la quasi-totalité, à l'aide de ressources budgétaires.

Tel est, brièvement exposé, dans ces grandes lignes, le schéma du plan quinquennal soviétique.

L'ÉCHEC INDUSTRIEL

Par ce seul exposé objectif des principes qui ont inspiré la conception et l'aménagement du plan quinquennal il apparaît clairement qu'il ne saurait être viable, attendu qu'il fait tota-

(1) *Plan quinquennal*, p. 85.

lement abstraction aussi bien des réalités économiques que des données psychologiques, morales et sociales, inséparables de toute activité humaine. Il se comporte envers l'organisme vivant de l'économie soviétique, comme envers un mécanisme inerte dont chaque rouage, même le plus petit, doit, au moment donné et avec une absolue précision, accomplir un travail strictement déterminé. En outre il exige un contrôle incessant, et dont on peut à peine imaginer les complications, une centralisation excessive, puisque les industries de l'U. R. S. S. sont réparties actuellement en vingt-six unions pansoviétiques placées sous la direction immédiate et le contrôle du Conseil supérieur de l'Économie nationale. C'est une construction artificielle, un véritable château de cartes qui ne peut servir de cadre à la vie d'un grand peuple, et qui doit nécessairement s'écrouler au premier contact avec la réalité vivante.

Un de ses principaux défauts est que toutes les parties en sont organiquement liées entre elles, de sorte que la réalisation de telle partie constitue une condition *sine qua non* pour la réalisation d'une autre partie. Le tout forme un front unique, et la rupture d'une partie de ce front entraîne l'effondrement du plan tout entier. Un écrivain allemand a dit justement que la conjonction *si* forme l'essentiel du plan quinquennal : *si* l'on arrive à abaisser le prix de revient, *si* l'on peut accroître la production agricole, on obtiendra les ressources nécessaires pour financer l'industrie, etc.

Les auteurs du plan quinquennal reconnaissent eux-mêmes que « les questions de l'approvisionnement du pays en produits alimentaires, celles de la fourniture de matières premières à l'industrie, seront résolues par le travail producteur des *exploitations paysannes individuelles, pauvres et moyennes* ». Oublient-ils donc que l'effort de collectivisation générale des campagnes a précisément eu pour objet de supprimer ces exploitations paysannes individuelles, et de les remplacer par les *kot hoz* et les *sov hoz*, transformation effectuée par la force, et qui a abouti à désorganiser et appauvrir les campagnes, en restreignant la production agricole ?

Du printemps de 1929 à celui de 1930, le cheptel russe a très sensiblement diminué. D'après les données de la statistique soviétique, cette diminution atteint les proportions suivantes : 8,5 pour 100 pour les chevaux, 22,9 pour 100 pour

les animaux à cornes, 31,9 pour 100 pour les moutons, 41,6 pour 100 pour les porcs (1). Au cours du premier semestre de 1930, le stock de beurre et d'œufs qu'a pu former le gouvernement soviétique, ne représente respectivement que 52 pour 100, et 54 pour 100 du stock constitué au cours de la période correspondante de l'année précédente. L'approvisionnement en farine est devenu plus difficile : et après deux années d'application du plan quinquennal, la Russie est soumise au régime des cartes de pain et de la plupart des produits d'alimentation ! Comment peut-on espérer, dans ces conditions, que l'agriculture russe réussisse à approvisionner en matières premières une industrie largement développée ? Comment admettre encore que les exploitations paysannes individuelles puissent, conformément au plan, verser annuellement pour son financement, 2 milliards 200 millions de roubles, à titre d'impôt agricole, et participer au placement des emprunts prévus pour la même période ?

Examinons maintenant de plus près la partie *industrielle* du plan. Elle comporte : 1° un programme grandiose de construction d'usines nouvelles, de stations électriques, conçues d'après la technique la plus moderne ; 2° une augmentation du rendement, et une forte diminution des prix de revient ; 3° une augmentation considérable de la production permettant un large approvisionnement de la population en marchandises.

Ce programme peut-il être exécuté ? Il est évident que si l'on dispose des ressources nécessaires, et si l'on commande l'outillage à l'étranger, la construction de nouvelles usines ne présente guère de difficultés. Or, le Gouvernement soviétique, en réduisant à des rations de famine la consommation des grandes masses de la population, en fermant presque entièrement les frontières à l'importation d'objets nécessaires à cette consommation, en vendant à l'étranger des matières premières obtenues dans des conditions qui ne tiennent compte, ni des besoins les plus élémentaires de la population, ni de l'avenir des richesses naturelles du pays (bois, pétrole, fourrures, platine, etc.), est arrivé à accumuler, au cours des deux premières années de l'application du plan, des ressources considérables, et qui ont été utilisées, dans leur majeure partie, pour l'achat

(1) Voir la *Vie économique* du 13 juin 1930, et l'étude de M. Broutzkous dans le vol. XLIV des *Annales contemporaines*, page 515.

de l'outillage nécessaire aux nouvelles usines en construction.

Il est vrai que le Gouvernement soviétique, disposant ainsi de l'outillage indispensable, a pu édifier plusieurs entreprises telles que le *Dnieprostroy* (utilisation du Dniepr pour la production de l'énergie électrique), le centre métallurgique de l'Oural méridional relié au bassin houiller du Kousnetz, une énorme usine pour la construction de machines agricoles à Rostov sur le Don, une série d'usines mécaniques pour la construction de tracteurs, une très importante usine d'automobiles à Nijni-Novgorod, etc. Mais ce qui importe, ce n'est pas la construction de ces usines, c'est leur capacité de rendement. Pour justifier de pareilles dépenses, faites au prix de durs sacrifices de la part de la population, il faudrait prouver que ces nouvelles installations industrielles sont vraiment nécessaires ou simplement utiles au point de vue économique; que leur édification a été réalisée dans des conditions rationnelles, sans gaspillage des deniers publics; que l'exploitation peut en être assurée en Russie soviétique et que les machines et les installations produites pourront être utilisées dans les cadres de l'économie soviétique. Nous estimons que le Gouvernement des Soviets ne peut apporter de telles preuves.

En effet, l'histoire du développement économique dans les pays les plus avancés et l'évolution industrielle de la Russie dans le passé prouvent qu'il est impossible de créer d'un seul coup une industrie complète. Ordinairement, l'industrialisation d'un pays commence par la création d'un outillage peu compliqué, d'usines et de fabriques produisant les articles les plus nécessaires à la population. Peu à peu, se développe un outillage industriel plus perfectionné; c'est seulement au cours de la dernière phase d'évolution que naissent les usines exigeant un matériel compliqué, un personnel justifiant d'une forte instruction technique. Si le Gouvernement soviétique tenait compte de l'expérience, il ne mettrait pas la charrue avant les bœufs: il commencerait par développer l'industrie légère, afin de faire cesser la disette des marchandises les plus communes et les plus indispensables. Mais Staline n'a pas voulu écouter les suggestions des membres de l'opposition de droite. Inculte, ignorant et brutal, désirant par-dessus tout défendre sa position politique, il n'a voulu écouter ni la logique, ni les leçons du passé, et a accepté un plan qui doit

doter
tains

On
mérie
Magn
doit p
que l
par le

L
mém
fourn
cable
pays
Cong
en in
été s
en A
tillag
lions
datic
ress

M
gens
ouvri
dans
spéc
les
forc
que
sup
qua
en
men
form
dus
nou
fisa

doter la Russie d'industries qui parfois n'existent pas dans certains pays très développés économiquement d'Europe.

On a donc installé des usines pour la construction de métiers de tissage, de tracteurs, d'automobiles ; on a créé à Magnitogorsk, dans l'Oural, un centre d'industrie lourde qui doit produire 4 millions de tonnes de minerai de fer, tandis que la houille nécessaire à ses hauts-fourneaux sera fournie par le bassin de Kousnetzki distant de 2300 kilomètres, etc.

Le résultat de ces fantaisies déraisonnables et d'autres du même genre, a été qu'on a dilapidé les ressources énormes fournies par la population pressurée avec une cruauté implacable. Ordjanikidzé, président de l'inspection ouvrière et paysanne, déclarait, dans un rapport présenté en juin 1930 au Congrès du parti, que sur les 462 millions de roubles dépensés en investissements dans l'industrie textile, 150 millions l'ont été sans aucune nécessité. Des 50 millions de roubles dépensés en Allemagne, sur les crédits allemands, pour l'achat de l'outillage nécessaire à la construction des hauts-fourneaux, 5 millions seuls ont été dépensés rationnellement. Et une dilapidation aussi scandaleuse a pour théâtre un pays affamé et sans ressources !

Mais ce n'est pas tout. On devait recruter parmi les jeunes gens, immédiatement et en nombre, des techniciens, des ouvriers qualifiés. Rien de plus facile... sur le papier. Mais, dans la réalité, comment improviser tous ces remarquables spécialistes, alors que le régime soviétique s'est acharné contre les intellectuels, qu'il brimait et persécutait, quand il ne les forçait pas à émigrer ou ne les envoyait pas à la mort, alors que, systématiquement, il désorganisait les écoles techniques supérieures et provoquait leur décadence ? Quant aux ouvriers qualifiés, inutile d'en parler ; ils n'existent pour ainsi dire pas en Russie. « Dès maintenant déjà, lisons-nous dans les commentaires du plan (1), à chaque pas, se fait sentir sous une forme aiguë, dans le processus de la reconstruction de l'industrie, la disproportion entre le caractère perfectionné du nouvel outillage et l'absence d'une instruction technique suffisante chez les cadres ouvriers qui utilisent cet outillage. »

Dès maintenant de nombreux établissements industriels,

édifiés selon le dernier mot de la technique moderne, sont dans l'impossibilité d'organiser le travail, en raison du manque de personnel expérimenté. Voici quelques exemples : on a construit à Panteleimonovo une usine de briques réfractaires qui devait être la plus grande du monde entier. La commission, qui l'a visitée, déclare que « pendant les six mois de son travail, l'usine n'a pas produit une seule tonne de briques utilisables ». Autre exemple : la *Vössische Zeitung* du 14 septembre 1930 a publié une correspondance fort intéressante, émanant de son correspondant à Moscou, Sven von Muller, qui relate ses impressions à la suite d'une visite faite à une usine de tracteurs à Stalingrad (Tzaritzine), dont la construction a coûté des dizaines de millions. « Après la visite des énormes bâtiments de l'usine, nous avons demandé, écrit Sven von Muller, à voir les tracteurs construits par l'usine. Après quelques hésitations, notre guide, avec une répugnance visible, nous a mené dans l'atelier de réparations, où se trouvaient les dix seuls tracteurs construits : aucun de ces dix tracteurs ne peut être mis en marche. On nous a dit que cela provenait de la mauvaise qualité de la fonte et parce que l'huile et le carburant manquaient. On est abasourdi quand on voit cela. D'un côté, le peuple tout entier ne mange pas à sa faim pour pouvoir fournir à l'État les millions de roubles nécessaires à l'achat des machines, et de l'autre côté, les commissaires du peuple croient que les 7200 ouvriers, dont 63 pour 100 sont des jeunes ouvriers sans expérience technique et 35 pour 100 des femmes et des jeunes filles, pourront s'approprier les méthodes de Ford, qui sont le produit de l'expérience de nombreuses générations. Messieurs les commissaires savent-ils que les tours américains perfectionnés des usines Ford ne dureront pas plus de quinze jours entre les mains d'un ouvrier mal formé ? Les centaines de millions de roubles dépensés jusqu'à ce jour pour le *Traktorstroy*, conclut Sven von Muller, peuvent être considérés comme perdus. Évidemment, le Pouvoir soviétique découvrira les responsables dans la personne de deux ou trois spécialistes, qu'il accusera de contre-révolution et de sabotage. Mais cela ne permettra pas aux commissaires du peuple de transformer la foule indisciplinée et dépravée de la jeunesse communiste des deux sexes en ouvriers qualifiés, d'une réelle valeur technique. »

Non seulement l'application du plan quinquennal n'a pas remédié en U. R. S. S. à la disette de marchandises, mais cette disette s'est accrue. Alors que l'on engloutit des milliards de roubles pour construire d'immenses usines, des centrales électriques, un outillage compliqué inutilisables, le peuple russe manque de plus en plus de cotonnades, de lainages, de vêtements confectionnés, d'objets en cuir, d'ustensiles domestiques et de verres à vitres. En outre, ce que les industries arrivent péniblement à fabriquer est de très mauvaise qualité.

La *Gazette du Commerce et de l'Industrie* (1) écrit : « Personne ne conteste plus la baisse, et la baisse considérable de la qualité de la production industrielle. Les faits nombreux publiés par la presse, d'après le compte rendu de la dernière séance du bureau du Conseil économique supérieur, témoignent à cet égard d'une situation grave dans plusieurs branches de l'industrie. Nous terminons l'année, sans avoir atteint, même de loin, l'abaissement des prix prévu par le plan, parce que la qualité des produits que l'industrie lourde fournit aux autres industries (minerai, houille, coke, fonte, etc.), ainsi que celle des produits demi-finis a fortement baissé... Cette baisse de la qualité des produits influence déjà fortement le niveau du bien-être des travailleurs, obligés, plus souvent qu'autrefois, de renouveler leurs vêtements, leurs chaussures, etc... »

I. Z. Kaganoff traite, avec encore plus de précision, de cet abaissement de la qualité dans une étude publiée en octobre 1929, dans une revue soviétique officielle, la *Revue économique*. « La basse qualité de la production, écrit M. Kaganoff, est devenue, de nos jours, un mal que constate tout consommateur. Très souvent cette baisse de la qualité annule complètement les progrès réalisés par nous dans le développement économique. Prenons, par exemple, notre industrie du caoutchouc et ses progrès au point de vue des quantités produites. En 1913, sur les territoires occupés actuellement par l'U. R. S. S., on avait produit 28 millions de paires de galoches en caoutchouc. En 1928-29, on en a produit 41 millions 500 000. Mais il faut tenir compte du fait que les galoches d'avant-guerre duraient huit à neuf mois et que les galoches produites actuellement ne durent que quatre à six mois. »

(1) Publiée à Moscou, n° du 24 septembre 1930.

Le même auteur reconnaît que les entreprises soviétiques sacrifient sciemment la qualité pour arriver à produire les quantités indiquées par le plan et se conformer, autant que possible, aux prescriptions sur l'abaissement des prix de revient.

« Nous avons, lisons-nous dans l'étude de la *Revue économique*, maintes preuves que cet abaissement des prix de revient est obtenu aux dépens de la qualité. D'après les enquêtes effectuées, l'industrie textile est parvenue à diminuer ses prix de revient en réduisant le pourcentage des colorants, le poids du tissu, l'apprêtage. Les mêmes faits sont constatés dans l'industrie des chaussures, où l'abaissement des prix de revient est réalisé aux dépens de la garniture. Dans certains cas, l'application de ces procédés a même été prescrite par le plan. C'est par ordre supérieur que l'industrie des cotonnades a réduit la quantité du coton par mètre du tissu et diminué ainsi sa solidité. Si l'on arrive à augmenter la production de 15 pour 100, mais si, d'autre part, les tissus fabriqués durent de 30 à 40 pour 100 moins longtemps qu'auparavant, il est facile de comprendre qu'il n'y a pas amélioration, bien au contraire. Parfois on a recours à la fraude la plus cynique. L'industrie du tabac livre au consommateur 20 pour 100 de moins de tabac que ne l'indique la mention portée sur le paquet; l'industrie des allumettes met dans les boîtes un nombre d'allumettes inférieur de 15 pour 100 au nombre réglementaire (1). »

Une remarque encore : la statistique soviétique enregistre la production, mais il y a souvent une forte différence entre les quantités produites et les quantités livrées réellement à la consommation, parce que la marchandise, avant d'arriver au consommateur, subit un déchet considérable par suite des mauvaises conditions de transport, d'emballage, etc. C'est ainsi que, toujours d'après la *Revue économique*, les verres à vitre sortis de la verrerie, « le Lutteur Rouge », sont si mal emballés qu'avant d'arriver à destination, il y en a près d'un tiers de brisés. Dans une autre verrerie, « le Mai Rouge », les verres à lampes et à vitres sont gardés à l'usine dans des conditions telles, qu'avant même l'emballage, la casse s'élève à 25 ou 30 pour 100.

(1) *Revue économique*, éditée par le professeur Prokopovitch, n° 76, février 1930.

L'ÉCHEC FINANCIER

Passons à la critique de la partie financière du plan. Là encore force est bien de constater l'échec. Les sommes énormes exigées par le financement du plan dépassent de beaucoup les capacités du pays. Les investissements doivent engloutir 48 pour 100 du revenu national. Avant la guerre, dans un pays à la fois très riche et fortement capitaliste comme l'Angleterre, les sommes investies dans les entreprises de toute sorte ne représentaient que 20 pour 100 du revenu national. En France, les mêmes sommes n'atteignaient que 15 pour 100 de ce revenu national. Et l'on veut qu'un pays appauvri et affamé comme la Russie actuelle, livre près de la moitié de son revenu ! Malgré toute la férocité du fisc soviétique, c'est chose impossible. Du reste, d'après Auhagen, tous les calculs qui ont servi de base à la partie financière du plan sont faux ; dans l'évaluation des revenus nationaux de l'U. R. S. S., les chiffres ont été majorés de 100 pour 100.

Comme nous l'avons dit, le financement du plan quinquennal a lieu non seulement par la voie budgétaire, mais aussi par l'utilisation des bénéfices nets que doit donner l'industrie. Mais dès les deux premières années de l'application, les espérances que le Gouvernement soviétique avait formées à cet égard ont été déçues.

Les investissements qui devaient provenir de l'accumulation des bénéfices n'ont pu être effectués... faute de bénéfices. D'où la nécessité d'accroître les dotations budgétaires et, par conséquent, d'augmenter les impôts dont le taux paraissait pourtant avoir atteint les limites du possible. Les dernières données recueillies indiquent que l'impôt à payer par la partie la plus aisée des paysans n'a pu être perçu que dans une proportion minime, ce qui d'ailleurs était à prévoir, étant donné la ruine des plus importantes exploitations paysannes, systématiquement pratiquée par le régime soviétique au cours de la collectivisation des campagnes. D'autre part, malgré les plus sévères mesures de coercition, le fameux emprunt dit du « plan quinquennal » émis à l'automne de 1930 n'a fourni dans les campagnes que 60 pour 100 du montant prévu. Bref, dès les deux premières années de sa mise en vigueur, tout le

système financier sur lequel reposait le plan quinquennal fut reconnu inapplicable.

Le Gouvernement fut donc acculé à l'inflation et réduit à user de la planche à billets. On sait que le système monétaire soviétique comprend deux catégories de papier-monnaie : les billets de banque, dont l'émission doit être garantie par de l'or dans la proportion d'au moins 25 pour 100 (actuellement cette limite minima est atteinte), et les billets du Trésor, dont la valeur totale, d'après une loi toute récente, peut atteindre celle des billets de banque en circulation et qui sont émis sans aucune garantie métallique. Voici comment s'est accru le stock de papier-monnaie de 1928 à 1930.

		Billets de banque. Billets du Trésor. En millions de roubles-tchervonetz.	
Quantité émise au 1 ^{er} octobre 1928.	. .	4 063,4	710,8
— 1 ^{er} octobre 1929.	. .	4 428,2	983,4
— 1 ^{er} septembre 1930.	. .	2 161,8	1736,6

Au cours du seul mois d'août 1930, l'émission a été de 329 milliards 7 millions de roubles, et il est plus que probable qu'elle a été supérieure à ce chiffre en septembre : pour l'exercice entier de 1929-1930, l'émission atteindra, et dépassera peut-être, 2 milliards de roubles. Ainsi, depuis deux ans que le plan est appliqué, la circulation du papier-monnaie a doublé ! Une pareille situation a eu naturellement une forte répercussion sur le pouvoir d'achat du rouble tchervonetz. Officiellement, le Gouvernement continue à coter le rouble tchervonetz 13 francs, mais c'est un cours artificiel qui ne correspond nullement à la réalité : sur les places étrangères le rouble tchervonetz a une valeur qui ne dépasse pas un dixième du cours officiel et à l'intérieur de la Russie son pouvoir d'achat est à peine de 8 à 10 copecks or. Cette chute précipitée du pouvoir d'achat du tchervonetz a provoqué dans le pays la disparition des monnaies d'argent et même de cuivre. Le Gouvernement essaie de lutter contre ces effets de la loi dite loi de Graham (« la mauvaise monnaie chasse la bonne ») par ses mesures de prédilection : des exécutions en masse ; mais les rigueurs des autorités n'ont pu triompher de cette nouvelle crise du change qui n'a pas peu contribué à embrouiller encore plus la situation économique.

Fait curieux, la dépréciation du rouble tchervonetz a facilité la vente en U. R. S. S. des mauvais produits et des objets manufacturés de basse qualité. Comme dans tout pays malade d'inflation, les populations se débarrassent de leurs roubles tchervonetz aussitôt que possible et elles préfèrent acquérir des marchandises médiocres ou même franchement mauvaises plutôt que de garder une monnaie dont la valeur va sans cesse en s'affaiblissant. Les populations thésaurisent ces marchandises qui pourront leur servir de valeur d'échange et leur permettre d'effectuer des trocs.

INFLATION ET DUMPING

L'ensemble des phénomènes, que nous venons de décrire, sont à la base du *dumping soviétique*, dont l'importance s'accroît rapidement, provoquant de la part des pays menacés des mesures de défense. Comme nous l'avons montré, les ressources que le Gouvernement soviétique arrive à tirer de la population, en employant les procédés les plus impitoyables, sont insuffisantes pour assurer le financement du plan. Les émissions de papier-monnaie ne sont pas non plus en état de fournir les sommes qui manquent. D'autre part, l'exécution du plan augmente les besoins du Gouvernement en devises étrangères : il faut payer l'outillage acquis au dehors, les matières premières importées ainsi que les gages et salaires des ingénieurs et des spécialistes étrangers. Ne pouvant, dans les conditions actuelles, s'assurer des ouvertures de crédit, le Gouvernement est obligé de vendre à l'étranger à n'importe quel prix tout ce qu'il peut réquisitionner à l'intérieur du pays. Des considérations d'ordre politique, le désir de désorganiser les cours et les marchés des pays capitalistes, poussent aussi le Gouvernement soviétique à pratiquer le dumping dans la plus large mesure possible.

Nous estimons que le Gouvernement soviétique ne pourra jamais réaliser son plan de superindustrialisation et, par conséquent, nous ne croyons pas que, dans un avenir prochain, la Russie puisse jeter en masse sur le monde les produits de son agriculture et de son industrie. Mais si ces craintes pour l'avenir ne sont pas fondées, le danger actuel n'en existe pas moins. Le Gouvernement dispose de stocks importants de

matières premières et de produits qu'il amasse en imposant aux ouvriers et aux paysans le travail forcé et des salaires de famine. L'existence de ces stocks que les Soviets vendent à bas prix constitue à l'heure actuelle une menace grave pour le marché mondial.

En ce moment même, dans le monde entier, on observe une mévente à la fois des matières premières et des produits agricoles. Le dumping soviétique ne peut qu'aggraver cette situation et, pour beaucoup de produits, la crise ne pourra être vaincue tant que subsistera le dumping.

LA CONDITION DES OUVRIERS EN U. R. S. S.

Aussi bien, les Soviets ne peuvent réaliser leur dumping que grâce aux faibles salaires et aux rigoureuses conditions de travail qu'ils imposent aux ouvriers. Ainsi l'une des conséquences les moins douteuses du plan quinquennal est d'infliger les pires privations aux travailleurs russes et de les soumettre à un régime de bagne.

L'ouvrier soviétique est mal vêtu, mal nourri et ses conditions d'habitation sont détestables. La place nous manque pour broser le sombre tableau de la vie de ces soi-disant dictateurs de la Russie. C'est cette situation matérielle déplorable, l'insuffisance des salaires et le désir de trouver une rétribution meilleure qui ont créé le phénomène de « l'instabilité », de la « mobilité » de la main d'œuvre soviétique. La fuite des ouvriers des houillères et des usines, et, en particulier, celle des mineurs du Donetz, menace l'industrie d'une nouvelle catastrophe. Devant cette attitude des ouvriers, qui constitue une véritable révolte d'une classe restée jusqu'à présent loyale, le Gouvernement a pris des mesures draconiennes et a rendu le 11 octobre un décret qui, en fait, institue pour les ouvriers de l'industrie l'esclavage déjà existant pour les paysans des kolhoz et des sovhoz. M. Raymond Poincaré, dans son magistral article, publié le 30 octobre 1930 dans *Excelsior*, sous le titre de : *les Griffes de l'U. R. S. S.*, a noté, avec son habituelle clairvoyance, toute l'importance de cette nouvelle législation.

« Le commissariat du Travail de l'Union des républiques socialistes soviétiques, écrit M. Poincaré, a pris, le 11 octobre,

un décret qu'a publié la *Gazette ouvrière* de Moscou et qui devrait être affiché dans le monde entier pour apprendre aux peuples civilisés comment les Soviets comprennent la liberté individuelle. L'article premier de ce décret porte que « par suite de l'insuffisance énorme de la main-d'œuvre dans toutes les branches de l'économie nationale », les caisses d'assurances devront supprimer désormais les allocations de chômage et que, dans le trimestre octobre-décembre 1930, il n'y aura au budget aucun crédit pour le chômage. Jusqu'ici, rien qui excède les droits d'un gouvernement quel qu'il soit. Mais l'article 2 va plus loin. Il invite l'administration à prendre toutes les mesures pour envoyer immédiatement au travail tous les chômeurs et, en premier lieu, ceux qui auraient droit à l'allocation de chômage. Et l'article 3 ajoute : « Les chômeurs doivent être dirigés non seulement sur des travaux de leur spécialité, mais encore sur d'autres travaux qui n'exigent pas de connaissances spéciales. Simultanément, les services de l'administration du travail devront organiser avec ampleur l'instruction des sans-travail et leur adaptation à des spécialités nouvelles, en tenant compte des nécessités locales. » L'article 4 couronne ce bel édifice. Il stipule qu'aucun motif de refus du travail proposé, à l'exclusion de la maladie attestée par certificat, ne devra être pris en considération et que le chômeur qui refusera le travail proposé sera rayé des registres de la Bourse du travail. Bien entendu, la délivrance des certificats n'est pas laissée au choix des ouvriers. Ce sont des commissions de contrôle médical qui auront seules le droit de les établir et de les remettre aux intéressés. Bref, le décret institue sur l'immense étendue du territoire russe le *travail forcé*. »

C'est par la terreur que le Gouvernement des Soviets essaie de donner le change à l'opinion publique, en accusant de l'échec du plan les innocents spécialistes et les savants russes de l'ancienne génération, qui sont demeurés à leur poste, en Russie, supportant le joug soviétique et essayant, dans la mesure du possible, d'en atténuer les effets. Ces malheureux, après avoir subi les pires tortures dans les geôles du Guépéou, ont été forcés de s'accuser de crimes imaginaires, de complots tramés de connivence avec les émigrés russes et les gouvernements étrangers, comme si la vie elle-même n'apportait pas

tous les jours des preuves de l'échec de la politique économique des Soviets. Mais les procédés de la terreur ne servent de rien, quand il s'agit de nourrir la population, de réorganiser les chemins de fer, de créer des cadres d'ingénieurs et de spécialistes. Beaucoup, parmi les bolchéviks eux-mêmes, commencent à le comprendre.

La preuve en est apportée par l'arrestation de membres en vue du parti, tels que Syrtzoff et ses adeptes qui, dans un accès de désespoir, déclaraient que « rien ne réussit, le plan quinquennal subit un échec, les succès enregistrés par la statistique ne le sont que sur le papier ». La fuite des fonctionnaires soviétiques en est une autre preuve, de même que les émeutes provoquées par la disette et implacablement réprimées, l'agitation dans l'armée, les changements apportés au haut-commandement, les arrestations de plus en plus nombreuses, etc. Sans doute de grands événements sont proches et un jour viendra où le flot montant de la colère populaire engloutira le régime qui a asservi moralement et matériellement le peuple russe. Cette libération est nécessaire pour la renaissance de la Russie : elle ne l'est pas moins pour l'avenir du monde tout entier, dont l'équilibre politique et économique ne pourra jamais être rétabli, tant que le Kremlin sera aux mains de ces sauvages destructeurs qui ne se cachent pas de travailler à la ruine de toute la civilisation.

COMTE W. KOKOVITZOFF.

LETTRES A MADAME LINDSAY

III⁽¹⁾

VERS L'AMITIÉ

(Juin 1801 — Septembre 1805)

Julie Talma à Benjamin Constant

26 au soir, prairial an IX (15 juin 1804).

Anna est arrivée bien fatiguée, bien troublée de la scène qu'elle prévoyait et n'ayant presque rien conservé de ce calme qu'elle avait repris près de vous (2). Elle m'a dit de ne lui point parler de vous; aussi me suis-je bornée à l'écouter et elle n'a pas parlé d'autre chose. Je suis trop heureuse qu'elle parle seule; avec quelques soins, quelques ménagements que je pusse m'exprimer, je ne pourrais répondre de ne pas blesser cette âme si douloureuse par tout ce qu'elle a souffert. Nous sommes convenues cependant qu'on pouvait tout supporter, pourvu qu'on fût sûre d'être aimée. C'est un point arrêté.

Auguste avait été deux jours de suite à la diligence. Aujourd'hui il est venu chez elle. Mais comme elle avait défendu de dire qu'elle était arrivée afin de pouvoir lui écrire avant de le voir, il est retourné à la diligence et sur les dix heures du soir nous l'avons vu revenir, se plaignant qu'on ne l'avait point

Copyright by baron Rodolphe de Constant-Rebecque, 1931.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1930 et 1^{er} janvier 1931.

(2) Cette lettre a été écrite après que M^{lle} Lindsay fut revenue d'Amiens et fait supposer que celle-ci était allée voir Benjamin Constant à sa propriété d'Hérivaux.

averti... Comment cette scène se sera-t-elle passée? Je l'ignore. Je ne doute point du courage qu'elle y aura mis, et vous n'en sauriez douter vous-même.

Mais je crains cette nouvelle agitation que la lettre eût peut-être prévenue si elle avait eu le temps d'écrire. Je vous laisse dans l'incertitude où je suis moi-même, et je juge combien elle doit vous tourmenter.

Je vous écrirai demain. Patience, patience, jusque-là si vous pouvez!

Madame Lindsay à Julie Talma

Ce 26 prairial an IX, (15 juin 1801).

Je vous verrai demain, amie bien chère, demain j'interromprai par mes douleurs déchirantes les vôtres, plus sacrées (1).

Je cède à mon inévitable destin, j'accepte le malheur, je ne puis vivre sans *lui* et je vais essayer de me guérir de l'amour en me livrant à tout son excès...

De nouveaux orages sont venus fondre sur moi. Je suis poussée en tous sens par la tempête, mais j'aime avec idolâtrie. Toutes les puissances de mon âme se remuent à son approche, et meurent lorsqu'il me quitte. Ah! que ne puis-je entourer sa vie de ce qui a le droit de la charmer, puisque la magie de l'amour ne lui suffit pas. Je suis subjuguée. Julie, croyez-vous que je me relève (2)? Adieu, adieu...

Julie Talma à Benjamin Constant

27 au soir (prairial an IX, 16 juin 1801).

A peine j'ai pu causer avec Anna un moment. M. de Panat ne la quitte pas une minute. Elle a pourtant trouvé le temps de me dire que la scène (3) s'était passée aussi bien qu'elle pouvait le désirer. Au lieu d'une douleur qu'elle redoutait, on n'a montré qu'un emportement et des fureurs absurdes, menaces continuelles de ne rien finir, procédés durs et tout ce qui peut contribuer à donner à Anna cent fois plus de forces qu'il ne lui en faut.

(1) Julie Talma avait perdu l'un de ses fils au printemps de 1801.

(2) Anna Lindsay s'était-elle, après son retour d'Amiens, réconciliée avec Benjamin Constant, comme le ferait supposer la fin de ce billet?

(3) Avec Auguste de Lamoignon.

Vous entendez bien que c'est la déclaration *formelle* de n'être plus que l'amie d'Auguste qui a donné lieu aux fureurs. Sa dernière résolution relativement à sa femme, c'est de lui démontrer que, par une foule de moyens, on peut prouver que le divorce est nul, et, quand on l'aura convaincue que l'on est encore son mari, on renoncera à elle avec toute la fierté possible. Voilà qui est superbe!

On s'est quitté hier comme des gens qui ne doivent jamais se revoir, et ce matin on a écrit pour demander si l'on pouvait venir. J'ai lieu de croire qu'on a répondu qu'un ami serait toujours reçu. Je suis la bête noire d'Auguste; c'est vous qui me valez cela : parce qu'il se doute que je vous aime, il ne peut plus me souffrir! Quels frais vous serez obligé de faire pour me consoler d'une si grande perte! Je suis perdue à l'hôtel de Lamignon : je me tirerai de là comme je pourrai.

Écrivez donc à Chénier (1) sur sa satire qui est charmante. Il vous demandait ce matin. Malgré mon grand attachement pour l'auteur d'*Atala*, j'en fais le sacrifice à Chénier. Rien ne m'arrête quand je suis en train!

Sans date.

Chénier vous a envoyé sa satire dès qu'elle a paru. Vous ne l'avez point reçue. Il faut que les saints, qui sont très modestes, veillent aux Postes pour empêcher leurs éloges de parvenir aux fidèles.

Auguste prétend qu'il est malade. C'est sans doute pour nous attendre. J'ai trouvé Anna fort bien ce matin : les voyages font toujours du bien. Notre mensonge a parfaitement réussi ; il semble que nous n'ayons fait que mentir toute notre vie.

Adieu, je crache le sang, voilà qui va bien

Madame Lindsay à Julie Talma (2);

Sans date.

Je ne savais pas à quel point je vous aimais, ma chère Julie. Il m'a semblé que je ne devais plus vous revoir. En vous

(1) Marie-Joseph Chénier, frère d'André.

(2) Cette lettre est adressée : A M^{me} Jully, chez le citoyen Rousseau, membre du Corps législatif, au Pecq, Saint-Germain-en-Laye.

quittant, mon cœur se brisait. Vous alliez vous affliger sans moi, sans moi qui ai tant de droits pour pleurer avec vous ! Je mesurais certes toutes mes douleurs auprès de la vôtre, et peut-être était-ce le meilleur moyen d'en distraire un peu les effets.

Lorsque vous m'avez quittée, je suis restée seule avec votre voisine. Elle a vu l'excès de mon désespoir ; l'intérêt qu'elle y a pris me l'a fait voir sous un jour plus aimable que je ne l'avais cru possible. Ses sentiments pour vous dans ce moment, cette espèce d'oubli de soi lorsque la douleur est montée à son comble, m'ont fait trahir le secret de ma situation. Ce n'est pas de la confiance que j'ai en elle, c'est un *détachement* de moi : j'aurais parlé de ma peine au premier individu que j'eusse rencontré !

Elle n'a pas diminué depuis ; je suis toujours dans des agitations convulsives : il (1) m'a demandé dix jours pour se consulter. Il m'aime, dit-il, mais il ne veut pas rompre avant son départ (2) ; comme si je lui demandais un inutile esclandre ! *C'est l'avenir* que je veux qu'il me garantisse, c'est la certitude qu'il n'emploie pas ce temps, qu'il prétend donner à l'amitié, à lui faire des scènes pour un nouvel engouement. A quelle femme il me sacrifierait ! Mais vaudrait-il un regret, s'il peut être entraîné par de misérables calculs de vanité et d'ambition ?

L'idée de l'état dans lequel je passe ma vie, ma chère et malheureuse amie, est le plus sûr moyen que je puisse vous donner pour vous arracher quelquefois à votre juste douleur. Pensez en même temps qu'il se joint à tant de maux le sentiment du malheur que cette perte cruelle (3) fera peser sur toute votre vie ! J'ai moins perdu que vous, et malgré les orages qui bouleversent mon âme, ma fille (4) y exerce impérieusement ses droits. Cependant combien de raisons pourraient adoucir mes regrets ! Soutenons-nous, mon excellente amie, par notre attachement. Cela, au moins, personne ne peut nous le ravir. La perfidie, l'égoïsme, l'intérêt, l'ambition, ne peuvent briser des liens respectables. Nous nous resterons, quand tout le reste nous sera enlevé, nous aura trahies.

(1) Benjamin Constant.

(2) Le départ de M^{me} de Staël.

(3) La mort d'un des fils de Julie Talma.

(4) En outre de ses trois fils, Charles-Alfred, Frédéric (ou François) et Annabella-Henry, M^{lle} Lindsay aurait-elle eu une fille ?

Adieu, je vous écrirai avant d'aller vous voir. Benjamin m'a proposé le 6 de la décade. *Elle* part le 24, dit-il, d'autres [disent] le 26; que ne puis-je dire : « Que m'importe!! »

Répondez-moi : parlez-moi de votre fils, car j'ai pleuré Alexis pour vous et pour moi. Adieu, je vous embrasse.

Julie Talma à Benjamin Constant

29 prairial an IX (18 juin 1801).

Nous avons échappé à un grand danger; Anna attendait votre lettre chez moi; heureusement l'impatience la prit, elle s'en alla pour se soustraire à l'inquiétude par le mouvement. Sans cela, il eût été impossible de lui cacher la lettre que vous m'écrivez. Le croiriez-vous? Elle avait prévu ce qui s'est passé en vous. Elle me dit le premier jour : « Benjamin a été parfait pour moi; il a dit tout ce qui pouvait me calmer et il l'a dit de bonne foi : ma présence l'inspirait. Mais avec la réflexion, il se repentira des engagements qu'il a pris. » Je sens bien, mon ami, tout ce qu'il y a d'affreux dans votre position. J'en gémis pour vous, pour Anna et même pour une autre (1). Mais, si je ne me trompe, Anna est la plus malheureuse. Ses dangers sont les plus pressants, c'est surtout sur elle qu'il faut veiller en ce moment. Elle est revenue me montrer votre lettre, elle lui a fait plaisir. Cependant elle trouve que vous ne lui répétez pas ce que vous lui avez dit.

Ce n'est plus votre conversation, et c'étaient là les seuls mots qui pouvaient la calmer.

Dans votre lettre ostensible vous parlez d'une demi-lieue de distance. Grosse bête, ne sentez-vous pas que c'est là précisément ce qu'il ne faut pas dire? Parler de la possibilité de vous voir, c'est dire qu'on vous a vu : les jaloux ont beaucoup d'intelligence.

Je vais à Vitry jusqu'au 3. Ne m'écrivez rien de particulier à Paris, car on doit porter mes lettres chez elle et votre écriture ne serait point respectée.

Sans date.

M^{me} Lindsay est fort touchée, mon Benjamin, de l'offre que vous lui avez faite : elle ne peut l'accepter, non par aucun

(1) M^{me} de Staël.

sentiment d'orgueil, mais parce qu'elle ne le pourrait pas sans une foule d'inconvénients. Sa position est plus affreuse que vous ne pouvez l'imaginer; elle vous prie de n'y point aller ce soir. Les scènes cruelles qu'elle a essuyées ne lui laissent pas assez de forces pour supporter, s'il est possible, l'horreur de sa situation.

Nous sommes convenues qu'à la première injure qui lui sera dite, elle quittera sa maison et viendra s'établir chez moi. Il ne lui reste que ce moyen pour recouvrer sa liberté.

Si vous venez chez moi ce soir, je vous conterai tout cela. De ma vie je n'ai vu un être si malheureux. Nul doute que sans ses enfants, elle terminerait sa vie pour échapper aux outrages de M. de Lamoignon.

Du moins quand elle sera chez moi, ce misérable n'en approchera pas, et elle ne manquera de rien (1).

Vitry, 15 messidor an IX (4 juillet 1801).

Ah! ah! mes projets sont toujours à la disposition du premier venu? Il est d'autant plus insolent de me le dire que cela est complètement vrai. Je suis bien sotte de me laisser ainsi conduire, tandis qu'au fond du cœur je voudrais que tous mes projets fussent à la disposition d'Anna et de vous que j'aime tant.

Je pars demain pour le Pecq : il est impossible que j'en revienne avant le 24; j'ai fait tant d'infidélités à M^{me} Rousseau que je suis obligée de faire la bonne durant quelques jours.

Les infidélités ont du bon : il est seulement dommage qu'on soit obligé de réparer. Je serai de bonne heure à Paris, le 24. Que je vous voie de bonne heure et qu'enfin je me donne le plaisir de n'être occupée que de mes deux extravagants.

Je vais écrire à Anna : elle pense comme vous qu'elle doit vous voir, mais elle aura des craintes. Cela ne peut être autrement. L'on dit beaucoup de choses pour faire peur aux femmes, et l'on y réussit quand les menaces s'adressent à ce qu'elles aiment passionnément. Ce n'est pas de la pusillanimité. C'est de l'extrême tendresse.

Adieu, aimable et bon.

(1) Cette lettre est adressée : *Au citoyen Benjamin Constant, Tribun, 560 rue du Bacq.* Au début de sa liaison avec M^{me} Lindsay, Benjamin Constant habitait 40, rue Neuve-des-Mathurins.

Madame Lindsay à Julie Talma

Meulan, 16 messidor an IX (5 juillet 1801).

Tout ce que des soins aimables, délicats, l'intérêt tendre, peuvent donner de consolations m'est offert ici (1), ma chère amie. Mon âme abattue s'efforce souvent de se relever, pour reconnaître les efforts de mes aimables hôtes, mais elle retombe bientôt sous son poids accablant. La dernière lettre que j'ai reçue de Benjamin a bouleversé toutes mes idées, en même temps qu'elle a déchiré mon cœur. J'ai honte du sentiment que je lui porte, lorsque je la relis et que je veux l'interpréter; c'est un nouveau genre de souffrance : il ne me reste plus qu'à rougir du dieu dont j'étais idolâtre. Mais je ne veux pas m'appesantir sur ce sujet affreux. Je vous écrirai peu. Quel plaisir vous feraient mes lettres? Elles doivent vous désoler : vous ne pouvez me donner ni remède, ni consolation.

J'ai mandé à Auguste de ne venir me prendre que le 22. J'irai à Paris le 23. Je voudrais même n'y pas aller, mais cette fuite paraîtrait trop singulière, et je pense comme Benjamin qu'il y va maintenant de mon *honneur* qu'on ne me soupçonne pas de le fuir. Mais quoi qu'il paraisse penser de la colère d'Auguste, je crois prudent d'éviter qu'ils soient pendant longtemps à portée de se rencontrer.

Vraisemblablement je ne resterai que deux fois vingt-quatre heures à Paris, et Dieu sait après ce que deviendra ma vie. Je vous écris à Saint-Germain, où vous me dites que vous devez être. Je vous verrai en passant. Adieu, chère, parlez de moi à vos amis et dites-vous que je vous aime, mais que tout espoir de bonheur, de repos même, est perdu pour votre amie.

Julie, il me conseille de renouer.....

Julie Talma à Benjamin Constant

Le Pecq, 20 messidor an IX (9 juillet 1801).

Vous pouvez en toute assurance, mon ami, venir me trouver ici. Vous y serez très bien reçu. Venez-y le 22, pas plus tard, car je serais désolée que vous pussiez vous y rencontrer

(1) M^{me} Lindsay était sans doute à Meulan l'hôte de la marquise de Condorcet, née Sophie de Grouchy.

avec Anna qui peut-être y passera le 23. M^{me} Rousseau pourrait s'apercevoir de quelque chose et l'idée d'un rendez-vous chez elle lui serait odieuse. C'est donc le 22 que je vous attends. Venez de bonne heure, nous passerons la journée ensemble et si je puis obtenir ma liberté, vous me ramènerez le soir. Nous aurons tout le temps de causer.

Anna est indignée contre vous. Elle jure de ne jamais se réunir à Auguste. Le moyen de lui rendre cette réunion odieuse était de la lui conseiller.

Nous autres femmes, comme vous dites, nous ne croyons pas à la force. Celle qui fait sacrifier ce qu'on aime, nous disons qu'elle n'est pas dans la nature. Pour vrai dire, cette force n'est conçue que par celui qui la possède, celui qui fait le sacrifice parce qu'il a la certitude d'être passionnément aimé. J'ai vu aussi des femmes faire de tels sacrifices et leur amant se donner au diable. C'est toujours la même chose. Je vous attends le 22.

Madame Lindsay à Benjamin Constant

21 messidor an IX (10 juillet 1801).

...M. de Lamoignon m'ayant fait une condition de ne *pas* vous voir pour obtenir de lui qu'il fût juste, rien n'étant changé sous ce rapport, je *dois* vous voir.

Je serai le 23 à Paris. Vous vous doutez que j'attends le moment sans plaisir, et que dans la contrainte que je vais m'imposer, il y a suffisamment de motifs pour me faire envisager mon retour avec effroi.

Paris, 25 messidor an IX (14 juillet 1801).
une heure et demie du matin.

Avant de me coucher, je relis votre lettre, et l'effet magique, irrésistible de votre présence, est détruit. Si vous m'aviez dit : « *En vous faisant le sacrifice de mon voyage, il m'en coûtera probablement les trois quarts de ma fortune* », je vous aurais dit : « Partez... » Les intérêts de mon amour-propre, de ma délicatesse même, doivent être soumis à une nécessité anonyme, mais cet aveu, de quoi le faites-vous ?

Comme je ne puis pas ne pas vous aimer, je me résigne. « Il m'en coûte mon repos, mon bonheur, toute la possibilité d'étude et de gloire. » Ainsi donc, ce n'est pas de *moi* que vous

tenez tous ces biens ? Ce n'est plus à la nécessité de vos affaires, mais à votre *bonheur* qu'il faut que je me sacrifie : car si je persiste à exiger de vous une conduite différente, je vous blesse, indépendamment de votre fortune, dans vos sentiments les plus chers...

D'après ce que je vous cite de votre lettre, vous ne pouvez m'offrir qu'une liaison de plaisir et ce lien, Benjamin, est avilissant. Celle qui vous aime avec tant d'ivresse ne peut descendre vis-à-vis d'elle-même ; et renoncer à vous, au risque d'en mourir, me semble cent fois moins affreux.

Cependant, je ne veux pas vous cacher à quel point vous remplissiez ce cœur malheureux, que vous regretterez sans cesse. Car on ne perd pas sans un éternel regret un sentiment aussi profond, aussi abandonné. Que je souffrais ce soir ! Je souriais, je riais même, et un poids énorme m'accablait : vous étiez là néanmoins : l'air de ma chambre était respiré par vous.

Grands dieux ! ne vous apercevez-vous pas des effets de la passion funeste que vous m'avez inspirée ? Ne suis-je pas dans un état voisin de l'aliénation d'esprit ? Vainement je veux m'étourdir ; une seule idée me possède. Elle asservit, absorbe mon existence entière. Je n'entreprends pas de la détruire. N'être plus à vous, vous laisser bien complètement à vous-même et vous dispenser par cette liberté de la nécessité d'être perfide, voilà ce qui va m'occuper. Je souffrirai (1).

Julie Talma à Benjamin Constant

7 fructidor an IX (25 août 1801).

Selon moi, mon cher Benjamin, la rareté de vos lettres et leur froideur devraient faire pressentir à Anna qu'elle ne doit pas compter sur votre amour. Mais vous-même, êtes-vous sûr de votre indifférence ? Ne craignez-vous pas les retours de votre amour-propre ? Les gens qui se laissent aller à toutes leurs impressions se trompent souvent : ils n'avaient rien prévu. Ceux qui croient maîtriser leurs propres passions et celles des autres se trompent encore davantage. Les premiers

(1) Le rendez-vous proposé dans la lettre de M^{lle} Lindsay du 21 messidor avait donc eu lieu, mais les arguties épistolaires de Benjamin Constant avaient détruit tout ce que « la magie irrésistible de sa présence » avait reconquis.

sont plus faibles d'abord, mais les seconds ont plus d'orgueil, et c'est de cet orgueil même dont ils sont victimes. Ils sont tellement indignés de se voir trahis par les circonstances qu'ils croyaient dominer qu'ils retombent quelquefois en dessous de la faiblesse ordinaire. Je ne serais pas étonnée, — si Anna, soutenue par le dépit ou affranchie par la mobilité naturelle à son sexe, vous traitait avec indifférence, — de vous voir dans les angoisses de l'amour-propre révolté, que vous prendriez pour de l'amour. Vous feriez de grands efforts pour la ramener. Si vous réussissez, peut-être serez-vous fort embarrassé de votre succès. Si vous ne réussissez pas, vous lui semblerez faible et perfide à la fois.

Vous ne pouvez lui reprocher de bonne foi les promesses qu'elle a faites dans son effroi : la douleur d'Auguste n'est que trop réelle... Elle vous verra sans doute, mais vous ne devriez pas le désirer. Vous devez sentir que c'est un malheur pour elle qu'elle y soit forcée. Vos visites rendront sa guérison plus lente et plus incertaine. Elles vous exposeront à ces retours dont je vous parlais. Quelle ait tort ou raison, ne doutez pas qu'elle ne fasse profession de vous haïr tant qu'elle vous aimera. Vous savez cela aussi bien que moi.

14 fructidor an IX (1^{er} septembre 1801).

Ne recevant point de lettre, vous formez sans doute toute sorte de conjectures. Vous voulez savoir ce que je pense de la vôtre. Dorénavant, mon Benjamin, lorsque vous voudrez avoir mon avis sur une lettre, faites-la un peu moins longue : le plaidoyer est un peu trop volumineux. Anna m'a demandé vingt fois ce que j'en pensais. Après me l'avoir lue, elle voulait que je la relusse moi-même. Il est arrivé qu'à force de la lire je n'y ai plus rien entendu. Il y a là dedans de l'amour et de l'indifférence, de la franchise et de l'adresse. Une bonne partie doit mettre au désespoir ; l'autre doit rendre l'espérance. Comment voulez-vous donc que je prononce ? Et puis à quoi bon prononcer ? Dans d'autres circonstances, vous avez écrit à Anna des lettres à peu près semblables et votre première entrevue remettait les choses dans le même état. La même chose peut bien arriver encore...

Il est certain qu'après vous avoir lu, on doit toujours se demander : « M'aime-t-il ? Ne m'aime-t-il pas ? » Homme faible,

ne pourrez-vous donc jamais être clair? Le faites-vous exprès? Vous sentez bien que quelques expressions de tendresse ne peuvent rassurer, quand le reste de la conduite n'y répond pas et qu'une conduite froide ne peut guérir de l'amour, lorsque des expressions tendres viennent ranimer l'espérance. Si vous vouliez conserver son cœur, sans pourtant faire aucun sacrifice à son bonheur, c'est ainsi que vous feriez. Est-ce cela que vous voulez? Est-ce par orgueil? Est-ce par faiblesse? On n'a point encore promis de ne plus vous voir; on a promis seulement de vous éviter, n'ayant pu se délivrer de l'amour d'Auguste parce qu'il est sans mesure, parce qu'il lui serait mille fois plus aisé de s'ôter la vie que de se guérir; parce qu'il est impossible d'amener à la raison et à l'amitié celui qui a le cœur plein d'amour; parce que nécessairement tout ce que l'on fait pour conserver son amitié est ce qui l'empêche d'en avoir. Pour toutes ces raisons, je redoute votre retour. De part et d'autre, vous voulez allier des choses incompatibles. Vous vous flattez que les sentiments changeront à votre gré, vous êtes tous absurdes.

Auguste ne sera jamais l'ami d'Anna. Anna ne sera pas votre amie. Il faudra qu'une fausse haine ait étouffé ces amours-là pour que l'amitié ose paraître. Ce sont là de si vieilles vérités qu'on est étonné d'être obligé de les redire.

Quelque chose qui arrive, *je* serai toujours votre amie. *Mon* amitié ne peut dépendre de vos rapports avec Anna. J'aurais voulu que vous puissiez la rendre heureuse. Je n'y puis rien... Mais mon amitié ne saurait dépendre de vos procédés comme amant, puisque ce ne sont point eux qui l'ont fait naître. Soyez tranquille sur ce point.

Surtout qu'on ne sache jamais que je vous écris. Anna ne me pardonnerait pas de vous écrire autre chose que de sanglants reproches. Si, malgré ses chagrins, je ne puis cesser de vous aimer, il serait injuste de me faire perdre sa douce amitié.

16 fructidor an IX (3 septembre 1801) (1).

Votre silence, mon cher Benjamin, a produit enfin un résultat que vous désiriez peut-être, quitte à en être fâché après. Anna, attendant chaque jour vainement une réponse, a pris

(1) Cette lettre est adressée : Au Citoyen Benjamin Constant, chez le citoyen Meylan, directeur des Ecoles de Charité à Lausanne.

une résolution qui satisfait, à la fois, à son ressentiment et à ce qu'elle doit non pas à votre amour, mais au sien. Elle a pris l'engagement formel avec Auguste de ne vous revoir jamais, sous la condition expresse qu'il renoncera pour toujours à ses prétendus droits sur elle. Ils ont fait tous deux un grand sacrifice, mais c'était encore le moins douloureux, le seul possible. Auguste aime mieux renoncer à ce qu'il aime, que de craindre sans cesse de le voir posséder par un autre. Anna préfère se séparer de vous *ingrat* à l'horreur d'appartenir à celui qu'elle n'aime plus...

J'ai bien envie de parier que vous auriez mieux aimé un résultat tout contraire à celui-là, c'est-à-dire qu'Anna se rendit à Auguste et qu'elle ne cessât pas de vous voir. Voilà précisément pourquoi les hommes et les femmes s'entendent si mal : ils exigent les uns des autres ce qui est incompatible à leur nature. Nous voudrions que les hommes fussent extrêmement délicats, qu'ils sacrifient tout à l'amour. Vous voudriez que nous fussions moins exclusives, moins passionnées ; tout cela n'est qu'impossible : il faut pourtant en prendre son parti. On me charge de vous demander ce que vous entendez par une phrase de votre lettre, où vous laissez percer la crainte qu'on ne veuille vous nuire. Ah ! bon Dieu, quel mal pourrait vous faire Anna, quand même elle en serait capable ? Elle ne conçoit rien à cette phrase-là. C'est vous, dit-elle, qui lui pouvez nuire en laissant connaître son amour pour vous, puisqu'il n'y a rien d'aussi humiliant que d'aimer celui qui ne vous aime pas. Je ne suis nullement de son avis : il n'y a point d'humiliation à cela, mais les personnes passionnées ne sont pas obligées de raisonner juste...

Madame Lindsay à Benjamin Constant (1)

18 fructidor an IX (5 septembre 1801).

Livrée depuis quatre mois aux scènes les plus douloureuses et les plus effrayantes, blessée dans mes sentiments les plus chers, mais soutenue cependant par la faible espérance que vous ne seriez pas indigne de tant d'amour, j'ai résisté à la violence qu'on voulait me faire. Sûre d'être aimée de vous, la

(1) Cette lettre est adressée : *Au citoyen Benjamin Constant, Tribun, chez le Cit. Argaud, conseiller de préfecture à Genève, Léman.*

mort ne m'eût pas fait faire un sacrifice, qui rend ma vie insipide et décolorée.

Vous m'avez jouée. Ce n'est pas l'amour-propre offensé qui vous le reproche. Le mien ne se choque pas de la franchise qui laisse quelque chose à faire à ma générosité. Vous avez lâché, hélas! votre proie. Faible, incertain, inconséquent, faux, vous m'avez crue digne d'être trompée avec art, et vous m'avez torturée depuis six mois comme si de faire le mal était le seul genre de bonheur dont votre âme fût susceptible. .

Une dernière scène, plus fâcheuse que toutes les autres, m'a décidée à faire justice à tout le monde. J'ai offert à M. de Lamoignon de ne vous voir jamais chez moi, à condition qu'il s'engagerait à renoncer à me ramener à lui, et qu'il se contenterait de l'amitié, sous peine d'annuler ma promesse. Il a souhaité que cet engagement réciproque fût *écrit et fait double* entre nous. On ne raisonne pas avec les fous furieux, et j'ai signé. Julie Talma est dépositaire du double qu'il m'a remis. Mon âme se révolte contre tant d'oppression; cependant mon indignation devrait se calmer en pensant que je n'ai fait que ce que j'ai dû relativement à vous, et que j'ai évité le plus affreux malheur que pût éprouver une créature humaine...

Vous ne daignez plus écrire; surtout n'essayez pas de vouloir m'abuser par ces lieux communs si rebattus : « Je me suis donné des torts, afin que vous puissiez avoir la force de prendre un parti même contre moi, et vous sortir d'un état violent et « insoutenable ». *C'était de l'amour* que vous m'aviez promis, c'était de l'amour que j'attendais. Vous n'en pouviez avoir. Il fallait être franc. Le reste n'est que du bavardage vulgaire. Adieu.

Sans date.

J'ai été extrêmement souffrante depuis trois jours. Ma vie ne se compose que de douleurs morales ou physiques. J'invoque même quelquefois les unes pour échapper aux autres. Je ne sais si le motif que vous me donnez pour justifier votre silence est vrai, mais certainement il est naturel. Mais alors que de difficultés!

...Je suis moins libre que jamais. Un dérangement momentané survenu dans la fortune de M. de Lamoignon, l'a obligé à des réformes auxquelles j'ai dû me soumettre. Il loge

à présent chez moi. Quand on a perdu toute espérance de bonheur, quand on mène la vie la plus opposée à ses goûts et à son caractère, qu'importent quelques contrariétés de plus? J'ai été jetée dans le monde pour y souffrir; je remplis ma destinée et cesse de me débattre contre elle.

Vous verrai-je? me demandez-vous. Sans doute je le veux, et si votre départ ne s'effectue pas avant dix jours, j'en aurais une fois le moyen par un voyage dont on ne peut se dispenser. Écrivez-moi par le même moyen. Il m'est bien pénible de tromper, quand je ne devrais avoir rien à cacher. Dernièrement encore, on me reprochait au hasard d'entretenir une correspondance avec vous. Je l'ai niée devant M. de Poix, qui gémit souvent avec moi de la privation que j'ai été forcée de m'imposer.

Je ne pourrais entendre parler de vous que par des personnes qui vont chez M^{me} G... (1) et qui sont liées avec une femme que je vois, sans que cela me plaise beaucoup. Adieu....

12 nivôse an X (2 janvier 1802).

Enfin j'ai revu de votre écriture! Vous ne savez pas l'étendue de son pouvoir sur moi. Si je ne vivais pas dans la société la plus philosophique, je croirais que les caractères de votre écriture ont un pouvoir magique par lequel vous affaiblissez l'effet de toutes les résolutions. Je ne veux pas répondre au reproche de caprices et de dureté : ce sont des mots que vous substituez aux sentiments que vous ne savez plus exprimer, que vous n'éprouvez plus. Je vous aime comme on n'aima jamais, et je ne doute pas un instant que vous n'en soyez convaincu.

Je n'attends rien de ce nouvel aveu; je dirai plus, il n'a rien de flatteur pour votre amour-propre. Je ne suis pas plus maîtresse de détruire mon amour qu'on n'a le pouvoir de se guérir de la fièvre. Ce n'est plus qu'une maladie, et j'essaie maintenant du régime, en attendant un miracle qui me sauve.

Je vous observe bien : vous êtes assez malheureux pour ne jouir de mes sentiments qu'autant qu'ils se démontrent et me trahissent. Vous n'avez plus le besoin qu'on me respecte, et il

(2) Sans doute Sophie Gay.

faut que je double mes prétentions pour balancer l'effet de vos légèretés. Benjamin, que je vous plains de n'avoir pas su faire votre bonheur de tant d'amour et d'un abandon si entier !

Vous ne pouvez donner à votre âme l'ardeur qu'elle n'a plus. Cessez donc de vouloir que je consume la mienne dans une lutte inégale. Vous avez dévoré toutes ses facultés aimantes. Bientôt peut-être des êtres qui me sont chers auront à se plaindre qu'elle ne saurait se ranimer.

Vous avez rempli d'amertume une vie déjà trop douloureuse. Croyez-moi que je ne l'entends pas comme un reproche. C'est l'effet inévitable d'affections fortes qui se trompent d'objet. Je suis malheureuse, mais vous n'êtes certes pas heureux, et je vous plains autant l'un que l'autre. Ce n'est pas ma situation qui aggrave mes chagrins. Ils ne sont dus qu'à vous seul. Même dans ma position actuelle, je pourrais être heureuse et bénie. Mais votre pensée me poursuit dans tous les instants, dans toutes les occupations de ma vie et me rend odieux tout ce qui ne s'y rapporte pas. Il pourrait sembler imprudent de vous ouvrir mes pensées, mais tant pis... ne fais-je pas mon possible pour vous éviter et vous fuir autant que c'est en mon pouvoir ? Vos manières d'être frivoles ne me blessent-elles pas ? Ai-je la moindre confiance, je ne dirai pas en votre amour, mais en votre amitié ? Ne suis-je pas entièrement convaincue qu'une relation avec vous ne me donnerait ni bonheur ni honneur, grâce à votre tournure d'esprit et à la nature de vos habitudes ?

Sans date.

Il est évident que mes sentiments seront toujours sacrifiés à la satisfaction de votre vanité, ou au mieux de vos convenances. Je vois tout cela et j'aime ! Je vous ai dit que je me considère attaquée par un antagoniste irréductible. Cela m'humilie jusqu'à terre, mais il faut le supporter, et apprendre à supporter avec dignité et courage ce que je ne puis changer.

Je vous confie le secret de mon âme. Torturez-moi, si vous voulez. Je souffrirai l'agonie en silence...

19 ventôse an X (10 mars 1802).

Adieu, Benjamin, nous ne nous verrons plus. Le public vous dira ce que deviendra ma vie. Ne m'écrivez plus, je renverrais vos lettres sans les lire. Je dis adieu à Julie ; je ne

la reverrai que lorsque mon âme sera calmée. Je vous plains d'avoir rendu aussi malheureux un être qui vous était aussi dévoué. Je n'accuse que moi. Adieu pour jamais.

Julie Talma à Benjamin Constant

13 germinal an X (3 avril 1802).

Nous n'allons point chez M^{me} Gay.

C'est chez moi que se réunissent toutes sortes de rendez-vous. Allart (1) viendra uniquement pour vous voir. Je suis une personne bien humiliée qu'on ne vienne chez moi que pour vous. C'est le mauvais exemple que j'ai donné qui en est cause. Je vous aime comme une bête ; tous mes amis se mettent à en faire autant

Madame Lindsay à Benjamin Constant

13 germinal an X.

Vous voudriez bien que je fusse aussi bête que Julie. Mais chaque jour je sens que mon esprit s'augmente avec tant de vivacité que je meurs de peur qu'enfin il ne rétrécisse mon amour. A ce soir neuf heures.

22 germinal an X (12 avril 1802).

Si j'avais dû passer un jour sans vous voir je vous aurais mandé ma réponse. Un mot est-il si long, si difficile à écrire ? Je n'aurais pas attendu dans des angoisses mortelles depuis dix heures jusqu'à minuit... Enfin, ces heures douloureuses sont passées comme tant d'autres, et je vous les pardonne. Car vous m'avez dit : « Anna, je t'aime »... Abattue par l'excès de la souffrance, je suis un peu plus calme. Et dans ce moment lucide je m'exhorte à bannir l'amour de notre liaison, à changer la nature de notre lien sans irritation ni haine.

Cet effort, s'il était possible, vous rendrait heureux, m'a-t-on dit quelquefois. « Pourquoi ne veut-elle pas que je sois son ami ? » voilà vos expressions, et je les répète, quoique je les abhorre. C'est un premier acte d'empire sur moi-même qui peut-être m'en assurera d'autres.

(1) Probablement le beau-frère de Sophie Gay.

On m'a dit hier avec autant de simplicité que si on ne me frappait pas de coups mortels, que vous iriez à Genève après le petit voyage de Meulan, c'est-à-dire peu de jours après le départ de M^{me} de Staël... Oh ! du moins attendez que j'aie obtenu les moyens de partir ! L'année dernière vous avez pu me tromper sur les motifs de ce fatal voyage. Il était nécessaire, disiez-vous. Vous vouliez vendre et arranger vos affaires, de manière à n'être plus obligé de le faire. Mais aujourd'hui, vous ne pouvez partir qu'en me disant : « Je pars, parce que je ne vous aime pas assez pour vous rien épargner, que ma vie est entièrement à une autre, et que vous vous êtes étrangement méprise si vous avez pensé que je pusse vous donner d'autres moments que ceux dont elle ne voudrait pas disposer. »

Je ne pourrai soutenir ce départ sans mourir. Il faut que je fuie, au risque de tout ce qui pourra en résulter pour mes affaires. Je ne perdrai pas un jour, pas une minute à me procurer les moyens de quitter ce pays où j'ai tant souffert. Reposez-vous sur moi du soin de tout sacrifier pour cela. Vous n'aurez pas longtemps à attendre.

Adieu ; il ne me sera pas possible de fermer ma porte d'aussi bonne heure. Mais elle l'est toujours à onze heures. Je vous verrai un moment à cette heure, si cela vous convient.

*Julie Talma à Benjamin Constant, aux Herbages, par
Franconville-sous-Bois.*

23 floréal an X (13 mai 1802).

J'ai montré votre lettre à Anna qui trouve que vous faites une cruelle satire de la dureté de son âme, puisque cent fois elle a été prête à vous sacrifier *treize* ans de souvenirs, tandis que vous êtes trop sensible pour lui en sacrifier *huit*. Elle n'est touchée que de l'aveu que vous faites de l'avoir toujours sacrifiée : enfin, dit-elle, une fois il dit la vérité !

Voulez-vous par des protestations renouvelées ranimer sa tendresse, afin de pouvoir toujours disposer de sa vie sans la rendre jamais heureuse ? Avertissez-nous.

J'ai une bonne querelle à vous faire : devant moi vous parlez à Anna en homme détaché qui parle d'amour par forme de conversation. En particulier, c'est-à-dire en anglais, vous lui parlez en amant passionné ; vous voulez fuir avec elle, vous

dites mille extravagances dont vous ne pensez pas une seule. C'est donc ainsi que vous respectez son repos ? La belle finesse ! Avez-vous cru qu'elle ne me redirait pas vos discours ? Eh bien ! moi, je lui dirai que vous ne l'aimez pas. J'en suis sûre comme de mon existence. Ce n'est pas l'aimer que de lui donner une place égale à celle de cinq ou six autres que vous avez aimées.

Vous nous trompez comme on trompe des enfants, avec la différence que les contes que l'on fait aux enfants n'ont aucune suite fâcheuse.

Mais j'ajouterai aussi que vous ne nous trompez pas, puisque nous connaissons vos deux versions.

18 prairial an X (7 juin 1802).

Anna vous a écrit sans vous répondre : il est clair qu'elle ne croit plus à rien, qu'il faut maintenant que vous fassiez des miracles comme aucun saint, que ce soit comme Dieu lui-même pour qu'on reprenne un peu de confiance. Une chose qui l'indigne, c'est que vous donniez une adresse particulière pour les lettres où l'on parle d'elle. Elle y voit le droit qu'une autre a de lire vos lettres ! Vous jugez comme des protestations d'amour vont bien avec ce droit-là.

Expliquez-moi donc ce que vous allez faire, qui doit nous fermer la bouche, toutes méchantes que nous sommes, qui doit rendre Anna parfaitement heureuse au cas où son âme soit encore susceptible de goûter le bonheur ! Nous ne vous croirons pas, mais dites toujours.

Adieu, mon très cher Benjamin, nous ferons bien de nous aimer entre nous autres ; les gens de ce pays ne s'en aviseraient pas.

10 messidor an X (29 juin 1802).

Je n'ai point vu Anna hier. J'ai envoyé la lettre. Si vous l'avez écrite en sortant de table, elle lui aura fait grand plaisir. L'avant-dernière était pleine de tendres reproches, m'a-t-elle dit. Il y a dans cette manière plus de politesse que de franchise ; je n'en ai rien dit. Je suis votre amie, il faut bien que je vous laisse faire, tranquillement, vos petites perfidies.

D'ailleurs, je respecte la crédulité des femmes, afin qu'on ne me prenne pas pour un philosophe qui veut saper les fondements de la société. L'erreur est une très bonne chose, puisque

la plupart des sociétés ne sont appuyées que sur elle, et qu'elles vont le plus joliment du monde. Vous voyez comme mon esprit se forme : quelques injustices, quelques cruautés, le malheur profond de toutes les âmes sensibles, suites naturelles des préjugés et du mensonge. Tout cela ne m'effraie plus ; on me prendrait pour un homme d'État.

Adieu, je vous aime comme soutien de la société pour les jolis mensonges que vous faites...

Vitry, 17 messidor (probablement an X-6 juillet 1802) (1).

C'est à Vitry, mon cher Benjamin, que j'ai laissé conduire mes pas. Je n'ai pas une extrême envie d'être ailleurs ; seulement, je me demande pourquoi je suis ici plutôt que dans tout autre endroit. Je suis encore bien bonne de me poser cette question-là. Qu'importe où je suis et pourquoi j'y suis ?

Lorsqu'une femme n'est plus entraînée par l'amour, figurez-vous que c'est un chien perdu qui suit tous ceux qui l'appellent. Voilà mon histoire en deux mots. Ne vous étonnez plus de ma marche incertaine : tout s'explique par l'amour ou par l'absence de l'amour.

Comme vous connaissez mon habileté, vous ne me demandez que des choses impossibles. Vous voudriez que je pusse gouverner le cœur d'Anna. C'est me demander de gouverner les orages. Avec elle, tout est imprévu. Dans ce moment-ci, c'est contre vous qu'elle s'indigne. Coppet est sur le chemin de Lausanne. Vous ne lui aviez pas dit cela : c'est une perfidie abominable ! Mais quelque chose de pis, c'est d'avoir dit que vous n'iriez point à Genève. Qui lui a rapporté cela, je l'ignore.

Vous savez qu'Anna est revenue à Paris, croyant Auguste fort malade. Les scènes ont été très douloureuses. Il devait se tuer, je ne sais plus quel jour. Je crois qu'il y a renoncé pour quelque temps. Au reste, il ne néglige rien pour la toucher : les soins les plus tendres, les attentions les plus délicates, sont employés auprès d'elle. Sa fortune sera indépendante, je n'en doute pas, mais je ne prévois pas qu'elle cesse pour cela d'être obsédée de la tendresse d'Auguste. C'est un roi qui défend son empire : on a beau le vaincre, il ne renonce à rien. Vous ne serez donc pas plus avancé à votre

(1) Cette lettre est adressée à Benjamin Constant : chez Meylau, régent des écoles, à Lausanne.

retour que vous ne l'êtes aujourd'hui. Quel moyen que tout cela finisse? Anna dit: « Je ne renoncerai jamais à Benjamin, à moins qu'il ne renonce à moi. » Auguste dit: « Elle a beau vouloir renoncer à moi, je ne renoncerai jamais à elle. » Et vous, que dites-vous? « Je l'aime, elle me plaît, mais je ne puis lui faire aucun sacrifice, je ne veux point en recevoir, je veux seulement qu'elle m'aime à la folie et qu'elle ne me tourmente pas. »

Je veux mourir si rien peut se décider d'après les dispositions de chacun de vous.

Madame Lindsay à Benjamin Constant (1)

Sans date.

... Si je pouvais vous voir et vous écrire à mon aise, je pourrais me fâcher contre la sécheresse de votre style. Pour en finir, que je vous déclare pour toujours que je ne prétends à rien de ce qui a rapport à votre liaison avec M^{me} de Staël: que je la regarde comme la mienne avec M. de Lamoignon et que je trouve tout simple que vous viviez avec elle, chez elle, et que vous la suiviez partout.

Benjamin, ne revenons plus sur le passé. N'en gardons de souvenir que ce qui nous fait un devoir d'une inviolable amitié, et que désormais il n'y ait dans nos lettres que l'expression de ce sentiment. Commençons dès ce jour une autre vie plus digne et plus raisonnable, et non moins remplie d'affection l'un pour l'autre. Alors il deviendra indifférent que nos lettres soient vues, et je ne garde l'adresse secrète que pour les affaires qui vous concernent particulièrement et qui ne devront être confiées qu'à moi...

A votre retour je vous verrai, sans que personne puisse m'en empêcher, et je vais m'arranger d'en trouver la manière. Adieu, je pars pour mon dîner, Suard y sera. Je m'intéresse à Suard parce que je vous en ai entendu parler. Cet homme, que je ne pouvais souffrir autrefois, eh bien! il m'intéresse maintenant parce qu'il parle de vous avec intérêt! Adieu, je vous aime.

(1) Cette lettre est adressée 40 rue Neuve-des-Mathurins, où Benjamin Constant habitait de nouveau.

Sans date.

Je n'ose vous demander de retarder votre *départ* jusqu'à jeudi : *on* parle d'un voyage à Versailles demain ou mercredi. Peut-être pourrai-je vous voir demain au soir; dans ce cas je vous l'écrirai avant cinq heures : mais pouvez-vous vous décider à attendre? Je n'ai pas une idée où je pourrais vous rencontrer. Chez moi c'est impossible. Grâce au choix de votre appartement, cela est aussi difficile chez vous.

Cependant je ne puis résister au plaisir de causer quelques moments avec vous, quoique certaine que je serai beaucoup moins tranquille après. S'il y avait trop d'obstacles à nous voir dans ce moment, il faudrait bien remettre à votre premier voyage à Paris. Je prévois que je serai plus libre dans quelque temps. Si je dois renoncer à toute espérance pour ces jours-ci, écrivez-moi votre adresse à la campagne que j'ai oubliée. Je vous y donnerai de mes nouvelles.

Avez-vous quelque idée sur un endroit où nous pourrions nous trouver sans danger d'être vus? Mandez-le moi, comme je vous écrirai celle qui me viendra. N'oubliez pas que je ne puis sortir avant sept heures, à moins qu'*on* n'aille à Versailles. Tant de peines pour voir un ami et ne le voir qu'un instant! Vous respectez ma volonté, dites-vous, ne pouvant faire mon bonheur. Du bonheur! il est impossible et vous détruisez sans cesse toute espérance de repos. Je regrette aussi vivement que vous d'avoir repris mes lettres. Jamais un seul moment, je n'ai eu la pensée de rétracter ce qu'elles contenaient.

Adieu. Je crains tout ce que je désire. Votre retour, qu'on a su aussitôt que moi, a ravivé tous les soupçons. *On* me demande compte de mes actions les plus indifférentes. Répondez-moi toujours à la même adresse. Adieu, adieu...

Sans date.

Je suis au supplice. Aucun moyen de vous voir. On ne me quitte pas. Je ne puis aller chez ma femme de chambre, chez ma nièce, sans qu'on fasse des suppositions. Partez, partez et plaignez-moi. Je crains de me confier à ma femme de chambre. Je suis obligée, pour vous faire parvenir ce petit mot, de prier M^{me} Legouvé de le remettre à votre porte!...

Écrivez-moi votre adresse à la campagne. Je vous écrirai

lorsque je serai seule. Que je suis malheureuse ! On me force à dîner dehors, à aller au spectacle, on me torture enfin. Adieu, amitié pour la vie.

Quel que soit le sentiment qui reste au fond de mon cœur, l'amitié est le seul nom qu'il doive avoir.

Julie Talma à Benjamin Constant

29 messidor an X (18 juillet 1802).

Anna est partie hier, mon ami (1). J'ai reçu votre lettre la veille de son départ, je ne la lui ai pas montrée, non seulement parce que vous me le recommandiez, mais parce que j'aurais craint d'augmenter la douleur que ce voyage lui cause. Sa lettre ne me surprend pas et peut-être vous offense-t-elle plus qu'elle ne devrait. Anna est essentiellement jalouse.

Elle n'a point eu le courage de me voir en partant. Sa douleur avait plus d'une cause : elle laisse Charles (2) à Auguste, qui se charge de son éducation et de son état. Séparer ses deux enfants qui ne s'étaient jamais quittés, quelle douleur pour une mère ! D'ailleurs tous liens me paraissent irrévocablement rompus entre Auguste et elle : il s'éloignait chaque jour davantage.

La destinée me confond : vous vous êtes si bien tourmentés tous deux, qu'au moment d'être libres, vous vous entendez moins que jamais. M^{me} Gay très malade, assez triste, part avec Anna. Comme elle est d'un commerce très doux, elle sera certainement moins tourmentée à Londres qu'à Paris.

Auguste et cette petite chenille de M^{me} de Panat de moins, c'est beaucoup pour la tranquillité. N'étant pas assez d'un parti pour ne pas se disputer avec tous les deux, Anna était ici dans une agitation continuelle. En Angleterre, la conversation est moins irritante, et s'il n'y a point de Charles, il n'y a point de Chateaubriand : à mon avis, il ne faut rien moins que l'absence du second pour consoler de l'absence du premier ! On ne pouvait aborder Anna lorsqu'elle sortait de déjeuner chez Chateaubriand. Elle nous appelait athées, nous ne pouvions nous empêcher d'éclater de rire et sa fureur augmentait. Quelques heures après, elle revenait à la raison : le regret de ce

(1) M^{me} Lindsay venait de partir pour l'Angleterre.

(2) Fils d'Anna Lindsay.

qu'elle avait dit se peignait sur son joli visage. Vous jugez que je ne la boudais pas longtemps. Le seul défaut d'Anna est de n'avoir pas, sur toutes les choses dont elle parle, des idées bien arrêtées; c'est-à-dire, *pas de philosophie*. La philosophie seule fixe les principes : elle donne de la constance à ceux qui, sans elle, auraient été faibles et légers. Je crois lui devoir toute ma force, — sans cela que serais-je, moi, qui suis née avec un caractère si facile? Anna, née avec beaucoup d'esprit, a eu le malheur de passer sa vie avec des gens médiocres, accoutumés à la dominer, à lui imposer; sa raison n'a pu acquérir tout son développement. Elle eût été supérieure et digne de lutter et de diriger la véhémence de ses passions.

Conflans (1) était si médiocre! Auguste est si pitoyable! Ainsi que tous les émigrés français qui étaient en Angleterre et qui prenaient Rivarol pour un aigle! Vous jugez combien d'idées fausses on a fait entrer dans cette tête, si bien faite pour contenir ce qu'il y avait de plus sage et de plus élevé! Quelque sage, quelque spirituel qu'on soit, on ne peut, sans secours, résister toujours à l'influence de la sottise et de la médiocrité...

Lorsque vous dites que vous m'aimez, je suis obligée de dire que je n'en crois rien, que cela n'est pas possible. Pour réparer le tort que vous me faites, dans son esprit, elle veut être aimée *seule* et être seule à aimer, car je crois qu'elle ne veut pas non plus que je vous aime. Adieu, calmez votre courroux, reconnaissez l'amour même dans les injures.

15 floréal an XI (5 mai 1803).

Depuis hier, mon ami, je n'ai pu trouver l'occasion de remettre votre lettre : ce temps m'a permis de réfléchir et je ne veux rien du tout pour vous dès que je réfléchis. Qu'écrivez-vous à M^{me} Lindsay? Quel est votre projet en lui écrivant? Le ton léger avec lequel vous lui avez dit : « *Je vous aime* » pour réparer tous les maux que vous lui avez fait souffrir, ne me présage rien de bon. Vous n'aviez ni le ton de l'amour, ni celui de l'amitié. Or, que lui écrivez-vous donc? Doutant de sa bonne foi lorsqu'elle vous a parlé de sa bienveillance, cherchez-vous à réveiller des sentiments qui n'ont été pour elle qu'une source de douleur et qui, dans l'avenir, lui causeraient des maux irréparables?

(1) Premier amant de M^{me} Lindsay.

Si c'est cela, comme je le crains, certes, mon ami, je n'en serai point complice. Je vous aimerai d'une véritable amitié, en m'opposant autant qu'il est en moi à des légèretés coupables. Mon intérêt est trop vif, vos plus légères fautes me sont trop sensibles pour n'en pas arrêter le cours s'il est possible, surtout lorsqu'il s'agit du repos d'une femme que j'aime autant que vous et qui, par la loyauté de son caractère, devrait être respectée par la vanité qui sacrifie tout.

M^{me} Lindsay vous a dit, je crois, que *sa vie ne lui appartenait plus* (1). Quels liens pouvez-vous vouloir former ou entretenir? Je ne conçois rien du tout à la tournure de vos idées, à la bizarrerie de vos désirs; tâchez de m'expliquer cela. Si votre lettre ne peut troubler en rien la tranquillité dont j'espère que M^{me} Lindsay commence à jouir, je la remettrai, mais si vous voulez amuser votre imagination quelques instants par des souvenirs romanesques, au risque de ce qui en peut résulter, ma foi, je jetterai la lettre au feu, et quand vous rencontrerez M^{me} Lindsay, vous arrangerez vos phrases comme il vous conviendra : à cela je n'y puis rien.

Vous me dites bien que vous lui écrivez pour l'engager à aller à la campagne, d'après la manière aimable dont elle vous a reçu. Mais cette manière aimable n'était-elle pas la seule qui convint à votre manière légère? Et pouvait-elle marquer avec plus d'esprit son étonnement de ne pas vous trouver au moins un peu d'embarras, à défaut d'émotion?

Je me défie de cette lettre et ne veux point la donner avant une plus ample explication.

23 floréal an XI (13 mai 1803).

Je ne suis point grave? Voilà qui est insultant. Convenez du moins que je suis austère. Je puis m'être trompée sur vous, mon ami, par la raison qu'il y a toujours dans l'amour ou dans ce qui s'en approche quelque chose d'occulte qu'on ne peut deviner. Les hommes et les femmes cherchent vainement à se pénétrer, ils y parviennent si peu qu'on les voit sans cesse s'alarmer ou se rassurer sans aucune raison. Rien de ce qui fait souffrir ne peut sembler innocent à celui qui souffre; rien ne lui semble fortuit, tout prend à ses yeux la

(1) M^{me} Lindsay, revenue d'Angleterre, avait sans doute repris sa liaison avec Auguste de Lamoignon.

couleur d'un projet conçu avec perfidie. Moi-même, qui devrais être revenue de toute illusion, j'y suis encore attrapée.

En vérité, il faut que vous me le disiez, pour que je croie que, dans la dernière soirée, vous n'avez pas dit à dessein tout ce qui pouvait blesser M^{me} Lindsay. D'abord, vous avez détaillé avec beaucoup d'adresse les petits défauts de son humeur, et puis vous avez dit que vous aviez été très heureux à Genève, et vous avez fait des aveux sur ce que les hommes disent toujours aux femmes quoiqu'ils ne le pensent que pendant trois mois. J'en ai conclu que les hommes flattent pour séduire ce qui leur plaît et qu'ils disent la vérité pour punir ce qui a cessé de leur plaire. N'avez-vous pas dit que les hommes et les femmes sont en état de guerre? Eh bien! c'est en raison de cette guerre que je vous crois toujours en embuscade. Comme puissance alliée, je fournis mon contingent pour la défense commune, sans avoir pour cela ce mécontentement particulier que vous me supposez. Je trouve tout simple que vous soyez à votre poste comme je suis au mien. Dans tous les rapports où il n'est pas question de M^{me} Lindsay, oh! c'est différent. La guerre cesse, je ne suis plus une femme pour vous; nous sommes deux bons garçons qui nous aimons d'une amitié fidèle. Plus de réticence, plus de contrainte, un cœur tout ouvert. Vous voyez bien qu'il n'est pas nécessaire de vous brouiller avec moi.

Oui, sans doute, M^{me} Lindsay n'en est point à l'amitié. Il faut l'y amener. Montrez-vous bon, puisque vous l'êtes : plus de coquetterie, plus d'amertume cachée sous des formes gaies et polies. Un jour, vous pourrez lui parler de ses défauts, vous le devez comme son ami. Jusqu'ici elle n'en a pas eu d'assez éclairé pour l'aider à tirer de son caractère et de son esprit tout ce qui s'y trouve d'excellent, et pour en écarter ce qui n'en est pas digne.

Adieu, je vous aime et vous aimerai toujours tant que je serai garçon.

Benjamin Constant à Madame Lindsay

22 juin 1803.

Malheureux que je suis de ne l'avoir pas entendue, ange, de tous les êtres du monde le seul dont la présence me charme

et me rappelle à la vie ! Mais quelle lettre tu m'écris ! Que me demandes-tu ?

Puis-je penser à autre chose qu'au bonheur d'être aimé de toi ? Je ne sais pas si je suis coupable, je ne sais si je devrais sacrifier à ce que tu nommes ton repos, ce qui nous est encore donné de bonheur. Mais le puis-je ? N'ai-je pas fait déjà mille sacrifices surnaturels ? Ne suis-je pas parti sans t'écrire ? N'ai-je pas laissé s'enfuir, inutiles, plusieurs occasions de te voir ? Qu'as-tu gagné à ce que je perdais ? Ange de charme et d'amour, tu es née pour m'aimer, et quelque absurde scrupule que nous écoutions tous les deux, nous n'échapperons pas à cette destinée. Prends en donc le bonheur comme le tourment. Moi, je ne suis entraîné que vers toi sur la terre : et certes je ne puis me charger de combattre toujours le désir du bonheur. Que parles-tu d'impardonnables rechutes ? Il n'y a d'impardonnable que de me rendre malheureux, et de n'être pas heureuse. Oh ! replongeons-nous dans cette mer de délices qui a si longtemps absorbé notre existence ! Reviens au bonheur, au plaisir, au délire !...

L'avenir s'arrange toujours. Si tu pouvais, il serait bien facilement arrangé. Tu ne le peux, tes enfants t'imposent des ménagements. Sois juste envers eux, mais ne sois pas cruelle pour toi-même et pour moi. Est-ce mon sentiment qui ne te satisfait pas ? Ne vois-tu pas que ce sentiment est exclusif, qu'il survit à tout ? Ne vois-tu pas que je ne renais à la vie que pour toi ; que la société, la conversation, la politique, le mouvement de l'esprit, tout est fini pour moi hors ta présence ?

Ange bien-aimé, je reprends à la vie. Je te verrai ce soir. Ni toi, ni moi ne sommes responsables d'un besoin que trop longtemps tu as voulu combattre. Cédons, soyons heureux, que tout ce qui nous entoure reprenne du charme. Nous en vaudrions mieux, même pour les autres. Je te verrai, je te presserai dans mes bras. Tes baisers disperseront toute contrainte, tous ressentiments passés, toutes craintes de l'avenir. Aime-moi, Anna, sois bonne et sois sage, c'est-à-dire, sois mienne..

Les lettres de M^{me} Lindsay qui se rapportent à la reprise de sa liaison avec Benjamin Constant, évidente d'après le billet ci-dessus, manquent. Il n'y en a aucune pour l'année 1804, que Benjamin Constant passa presque en entier à l'étranger. M^{me} de Staël ayant

reçu en octobre 1803 l'ordre de s'éloigner de quarante lieues de Paris, elle partit pour l'Allemagne où Benjamin Constant la rejoignit en janvier 1804. Revenu en France à la fin de 1804, il assista à la maladie et à la mort de Julie Talma.

Madame Lindsay à Benjamin Constant

Lundi, 10 juin 1805.

J'ai reçu votre lettre à Paris, samedi avant de partir. J'ai été si souffrante depuis, que je n'aurais pu vous répondre même si on m'avait laissé un moment de liberté. Des douleurs horribles à la tête m'ont retenue hier toute la journée au lit. Je suis mieux maintenant, mais bien fatiguée. Ce temps orageux agit violemment sur mes nerfs. Je profite d'une course que M. de Lamoignon est allé faire à Pontoise avec ma sœur, pour vous écrire. Je persiste dans mes résolutions, et quoique vous soyez encore, comme avant de les avoir prises, l'objet de mes pensées, je suis toujours calme, je ne laisse approcher de mon esprit aucune réflexion, aucun souvenir qui puisse y porter de l'irritation.

Bien loin, comme autrefois, de chercher à vous oublier et à vous haïr, je veux que vous soyez mon intérêt le plus tendre, et que vous ne me deveniez jamais indifférent. Je suis comme un malade qui aurait eu une longue maladie qu'il aurait longtemps négligée. Il faut de grands ménagements et beaucoup de prudence pour opérer une entière guérison. En me guérissant, je ne veux pas perdre la faculté de vous aimer. L'amour ne convient ni à votre position, ni à la mienne. Je dirai même plus : à cette époque de ma vie, il ne peut produire que la folie et le malheur, et bientôt ne serait plus qu'un ridicule. Laissez-moi, mon cher Benjamin, échapper à ces tourments.

Les peines d'âme si profondes ont détruit ma santé. Hélas ! quand l'amour cesse de tyranniser mon existence, ne me reste-t-il pas encore assez de douleurs à supporter ? Comptez pour la plus grande de ne pouvoir vous donner, et recevoir librement de vous, les témoignages du nouveau sentiment que j'ai besoin de vous consacrer...

Ne cherchez pas à troubler mon âme, ne me montrez qu'un ami. Évitez soigneusement tout ce qui nous ramènerait à des

sentiments, à des souvenirs dangereux. Je compte que vous répondrez à ma dernière lettre d'une manière satisfaisante pour mon cœur, et que désormais je pourrai bannir de mes lettres un sujet contre lequel j'ai besoin de temps pour m'affermir.

M. de Lamoignon ira dans huit ou dix jours faire son voyage. Je passerai ce temps à Paris. Aussi ne partez pas pour Genève avant que je ne vous aie vu, à moins cependant que vous ne puissiez vous en dispenser : alors vous m'en préviendriez.

15 juin 1805.

Pourquoi ne répondez-vous pas ? Voulez-vous me punir de chercher du repos ? L'amour, je le sais, est égoïste, cruel ; mais vous, avez-vous le droit de préférer que je souffre à cesser de vous aimer, quand vous ne partagez pas mes souffrances ? Mon cher Benjamin, hâtez-vous de me soutenir dans une entreprise peut-être au-dessus de mes forces, et gardez-vous de me replonger dans les douloureuses agitations que j'ai éprouvées. Le calme que je ressens est plutôt de l'engourdissement que du repos. N'importe, je n'en veux pas examiner la cause. Je m'efforce de tout mon pouvoir de repousser la douleur qui recommence à saisir mon cœur depuis que vous ne m'écrivez pas. Adieu. Ma sœur va à Paris jusqu'à lundi, me rapportera-t-elle une lettre de vous ?

25 juin 1805.

Votre lettre m'afflige, mais je vous remercie de me l'avoir écrite. C'est un bienfait que de l'avoir reçue et je vous sais gré de la franchise que vous y mettez. Que puis-je vous dire, quand vous-même vous vous amusez ? Je suis malheureuse. Je le suis, surtout, par le sentiment profond, inaltérable qui m'attache à vous, vous le savez ; et cependant une destinée bizarre vous entraîne à déchirer le seul être qui vous aime véritablement, sans que cela tourne au profit d'un plus grand bonheur pour vous. Benjamin, si je souffre, croyez que je vous plains.

Je suis obligée de vous écrire à la hâte, de crainte de surprise et parce qu'on m'attend pour faire une promenade, dont assurément je jouirai peu.

Je serai à Paris jeudi, je dînerai chez M^{me} G... Pourrai-je vous voir seul ? Il me sera bien pénible de n'avoir pas un

moment pour me livrer avec vous à toute la douleur où me plongent votre départ, et votre disposition. Je vous aime... J'ai besoin de vous le répéter, *même* dans ce moment, où mon cœur ne peut soulever le poids des maux qui l'oppressent. Ne l'oubliez jamais, mon unique ami, que je vous aime. Puisse ce souvenir vous préserver de mettre une dernière, une éternelle barrière entre nous...

1^{er} juillet 1805.

Comment êtes-vous? Êtes-vous heureux? Ou la vie pèse-t-elle sur vous comme sur moi? J'ai cessé de vous écrire pour des raisons qui d'abord vous étaient étrangères; ensuite, votre absence prolongée, les tracasseries de mon triste intérieur m'ont jetée dans un tel découragement que j'ai vécu dans une sorte de torpeur que j'ai prise quelquefois pour du calme et peut-être pour de la raison.

Vous ne pouvez entendre prononcer mon nom sans émotion, avez-vous dit à Rousselin. Le vôtre a déjà changé la manière dont j'envisageais les objets. Il a ramené de si tristes souvenirs et de si profonds regrets!.... L'amie qui nous réunissait repose en paix dans la tombe (1); elle m'a laissé la douleur éternelle, irrémédiable. L'amour ne vient plus mêler ses tourments à mes chagrins, mais vous dois-je moins regretter quand votre amitié pourrait répandre tant de bonheur sur chacun des instants de ma vie? Ce n'est que sous ce dernier rapport que j'aime maintenant me considérer.

Tout ce qui me ramène au sentiment qui m'a si longtemps dominée, me jette dans une tristesse affreuse et m'inspire même de l'effroi. Qu'il n'en soit jamais question entre nous! Regardez-moi comme une malade, échappée à une maladie mortelle, dont la convalescence a été longue et qui aura toute sa vie besoin de ménagements. Parlez-moi de vous en détail, et surtout, dites-moi que vous êtes plus heureux que moi.

Rousselin vous fera passer celle-ci, et voudra bien se charger de votre réponse. Je m'occuperai d'un moyen de correspondre sans danger. Il me serait impossible de rester si près de vous sans savoir ce que vous faites et sans avoir l'assurance que vous regrettez au moins de ne pouvoir me rencontrer...

(1) Julie Talma, morte en mars 1805.

Sans date (1805).

...Les obstacles qui s'opposent au désir absurde que j'ai de vous voir sont un bienfait du ciel peut-être. Je connais maintenant votre style : lorsque vous dites que vous pouvez être rappelé à chaque instant par l'état de votre père, cela ne signifie autre chose que le projet, arrêté depuis longtemps, de repartir aussitôt que vous aurez mis vos affaires en ordre à votre campagne.

Benjamin, pourquoi toujours chercher à me tromper ? Un sentiment si profond, si durable, ne peut-il vous faire surmonter la funeste habitude de dissimuler ? Je ne puis être que votre amie, et quand, après tant de douleurs, tant de cruels chagrins causés par vous, mon cœur reste inviolablement attaché à vos intérêts, à votre bonheur, même séparé du mien, ne pouvez-vous être sincère, et me prouver au moins une tendre affection ? Si vous partez demain sans que je puisse vous voir, écrivez-moi, je vous prie, une lettre ostensible, par laquelle vous me marquerez vos regrets de n'avoir pu me rencontrer. Surtout ne mettez dans votre lettre que le ton simple de l'amitié, sans coquetterie. Demandez-moi de vous répondre où vous serez.

De cette manière, j'espère pouvoir établir une correspondance qui ne sera pas clandestine, et qui ne me mettra pas dans la dépendance de tout le monde. Comme héritière de notre amie regrettée, il est tout simple qu'on me parle des choses qui lui sont relatives, surtout de l'impression de ses lettres (1). Vous m'écrirez directement chez moi ; cela n'empêchera pas que lorsque vous voudrez m'écrire quelque chose de particulier, vous ne l'adressiez sous enveloppe chez M. M.... Ce que je veux éviter, c'est de mettre ma femme de chambre dans ma confidence.

On dit que M^{me} G... est très coquette pour vous. Quel succès vous auriez là ! De grâce, n'allez pas trop chez cette femme, que je croie que moi seule je vous y attirais...

(1) Julie Talma avait fait de M^{me} Lindsay son héritière. Le projet de publication de ses lettres dut être abandonné. Elles paraîtront prochainement dans la *Revue*. Comme on a pu en juger par celles qui font partie de cette livraison, elles sont du tour le plus heureux, pleines d'esprit et de bonne grâce et révéleront en Julie Talma une de nos plus charmantes épistolières.

3 août 1805.

J'ai reçu votre lettre au moment où j'allais partir pour Paris, où je suis restée vingt-quatre heures. A mon retour, je n'ai pu vous répondre sur-le-champ, parce que je n'ai pas été seule un instant. Je profite d'un jour de solitude complète pour vous donner ces détails que vous me demandez, et que vous ne méritez guère. Vous mettez une obstination admirable à faire des contes qui, vous en êtes sûr d'avance, ne me persuaderont pas ; mais pourquoi, mon cher Benjamin, ne pas dire bonnement : j'ai été paresseux, peut-être trop occupé à causer avec une amie dont j'avais été séparé depuis longtemps, pour penser à vous écrire ?

Maintenant que ma curiosité est satisfaite, que les premiers transports sont apaisés, je reviens à vous qui ne voulez de moi que ce qui est compatible avec nos situations respectives ? Vous voyez combien de progrès je fais dans l'absence, et en vérité je crois avoir été si loin que je puis ne plus craindre de rechute...

Je ne compte pas rester à la campagne plus tard qu'octobre : mes affaires sont toujours dans le même état et je persiste dans les projets lents et sages que vous avez approuvés. J'aurai beaucoup de peine à payer les dettes de la succession dans les deux ans prescrits. Pauvre amie !... Je suis sûre, mon ami, qu'elle est aussi présente à votre cœur qu'au mien. Voilà trois mois que nous l'avons perdue. Elle serait ici ; elle vous écrirait sans cesse : cette idée déchirante que nous ne la verrons jamais plus me poursuit tous les jours. Je la regrette plus vivement, s'il est possible, que le premier jour. Cependant, quelles joies lui étaient réservées ? Toutes les illusions qu'elle avait chéries ne sont-elles pas détruites pour jamais, et ce torrent de bassesses ?... Quels amis lui sont restés, excepté vous et moi ? Je voudrais bien me donner des raisons pour adoucir l'amertume de mes regrets, mais je les retrouve toujours au fond de mon cœur ; et maintenant que je souffre de sa perte, je voudrais qu'elle vécût, ne fût-ce que pour moi. Quelle différence d'elle aux femmes que je rencontre !...

Combien de temps restez-vous à Lausanne ? Vous m'écrirez sans doute lorsqu'il faudra cesser d'y adresser mes lettres.

Donnez-moi aussi quelques détails sur vous, car je compte pour rien cette lettre où vous me parlez d'affaires de famille, et où je ne crois que ce que vous me dites de votre assurance de mes sentiments pour vous! Adieu, je vais bien vous répéter que je vous aime, parce qu'aussi bien vous n'en douteriez pas. Tâchez de ne pas mettre trois semaines à me répondre.

Eaubonne, je ne sais quel jour de septembre 1805.

Je n'aime pas la voie longue et détournée que vous prenez pour avoir de mes nouvelles. L'amour s'en indignerait; elle offense l'amitié et la décourage. Suspendons, mon cher Benjamin, cette languissante correspondance et revenez. J'aime mieux vous voir que vous écrire. D'après votre lettre, je puis espérer jouir de ce plaisir le mois prochain. Je remets à ce temps de causer avec vous. J'ai d'ailleurs d'autres raisons pour souhaiter que nous ne nous écrivions pas dans ce moment.

Adieu, mon cher Benjamin. Je n'ai pas besoin de vous assurer combien je souhaite le jour qui vous ramènera à Paris.

ANNA LINDSAY.

LES ÉCOLES

D'OFFICIERS DE RÉSERVE

L'expérience de la guerre mondiale a montré toute l'importance du rôle des officiers de réserve et l'impossibilité de se passer de leurs services. On trouve parmi eux des ressources immenses, car ils sont recrutés parmi des classes sociales animées d'un esprit élevé, instruites, constituant l'élite de la nation. Outre l'encadrement des troupes, ils ont eu une très large participation à l'organisation de services de tout genre, exigeant parfois des connaissances scientifiques étendues, qu'il a fallu improviser. Nous n'avons plus le droit de nous trouver acculés à des improvisations : chacun doit être préparé à son rôle, les officiers de réserve comme les officiers de carrière. Ils formeront en effet 75 pour 100 des cadres et seront souvent entièrement livrés à eux-mêmes.

Leur bonne préparation doit être d'autant mieux assurée que nous voyons une partie des personnalités qui prétendent à diriger l'opinion publique tendre vers le moindre effort, prêcher même un pacifisme aveugle fait de flatterie pour les mauvais instincts de lâcheté morale ou fondé sur la recherche d'une originalité hasardeuse. De telles tendances sont inadmissibles au lendemain d'épreuves telles que celles que la guerre mondiale a imposées à notre pays attaqué contrairement à toute justice. Cette préparation soignée est d'autant plus nécessaire que notre armée, régie par la loi du service d'un an, a vu diminuer à la fois ses effectifs globaux, malgré l'augmentation numérique des militaires de carrière, et le nombre des corps de troupe existant dès le temps de paix. Cela oblige à créer de toutes pièces à la mobilisation de très nombreuses unités nouvelles, unités dont beaucoup seront encadrées uni-

quement par des officiers de réserve. Cette loi amène en outre, par suite de l'incorporation du contingent en deux fois, une crise permanente de l'instruction et de sérieuses difficultés pour la formation des cadres subalternes des réserves.

Il aurait été prudent d'organiser, avant l'application du service d'un an, l'instruction prémilitaire et postmilitaire (éducation physique, tir, sports, techniques diverses), en particulier pour la formation et l'entretien des cadres et des spécialités. La préparation militaire élémentaire ne donne actuellement de résultats suffisants ni en nombre ni en qualité, parce qu'elle reste facultative, que les candidats sont choisis au hasard, qu'on n'exige pas assez d'eux, et qu'on ne leur accorde pas d'avantages positifs. En revanche, la préparation militaire supérieure, qui attire les élèves des grandes écoles, nous assure un recrutement de choix des officiers de réserve.

L'insuffisance du nombre des périodes d'instruction obligatoire a amené à chercher, au moins pour les cadres, un palliatif : ce fut la création des écoles de perfectionnement des officiers de réserve auxquelles commencent à se joindre des écoles analogues pour les cadres subalternes. Il est bon que l'on sache ce que sont ces écoles, quels résultats ont déjà été obtenus, et ceux à obtenir, tant au point de vue du nombre d'assistants qu'à celui de la qualité de leur travail, quels sont les devoirs des officiers de réserve envers eux-mêmes et envers les autres. Ils n'ont pas en effet seulement à s'instruire : ils doivent participer à l'instruction des autres citoyens, contribuer à éclairer l'opinion publique, défendre l'esprit de devoir et de sacrifice, et l'armée, qui en est l'incarnation.

LA TÂCHE ÉVENTUELLE DES OFFICIERS DE RÉSERVE

Il y a en France en chiffre rond 120 000 officiers de réserve de terre et de l'air, dont la majeure partie sont groupés dans diverses associations qui exercent une grande influence sur le recrutement des écoles. C'est un de leurs principaux rôles à côté du développement de la camaraderie et de la liaison avec le commandement.

La plupart d'entre elles sont affiliées à l'*Union nationale des officiers de réserve* qui réunit ainsi 77 000 officiers; 61 800 sont inscrits aux écoles. Le nombre des assidus à les fré-

quenter n'a cessé de croître. Il est passé de 3 500 en 1926, à 44 000 en 1927; 22 000 en 1928; 26 700 en 1929; 33 000 en 1930.

La marine a 3 900 officiers de réserve dont 1 800 affiliés à l'*Union nationale*, 1 400 inscrits aux écoles et 1 100 assidus.

On voit donc que, dans l'ensemble, environ la moitié des officiers sont inscrits aux écoles et qu'un bon quart y est assidu. Mais la répartition est inégale selon les régions. Les facilités d'organiser les écoles, et pour les officiers de les fréquenter, sont très différentes selon qu'il s'agit d'officiers habitant de grandes ou de petites villes ou la campagne, selon les professions, les difficultés des communications, la répartition inégale des officiers sur le territoire. Les cas varient à l'infini.

Jusqu'ici l'affectation rationnelle des officiers a été très gênée par les réorganisations successives de l'armée; on est en train actuellement de les replacer en principe au plus près de chez eux. Cette mesure aura de gros résultats au point de vue de la fréquentation des écoles, car les officiers de réserve s'y trouveront en contact direct avec ceux qui seraient leurs chefs à la guerre. Il n'en aura pas de moindres sur la simplification et l'accélération de la mobilisation, de la constitution des troupes de couverture et de leur mise en place.

Mais la valeur du travail fourni dans les écoles est bien plus importante encore que le nombre de leurs élèves. Si elle était médiocre, ce ne serait pas la peine de déranger les officiers de réserve, ni leurs instructeurs.

Les officiers de réserve de l'active, ceux des services comme ceux des armes combattantes, sont des chefs. Ils ont donc le devoir d'en acquérir les qualités et de les développer. La principale est la conviction qu'ils ont le droit de commander: alors seulement ils voudront et sauront se faire obéir.

Cela implique l'aptitude à juger une situation, adopter une décision, la traduire en ordres, en surveiller et exiger l'exécution, la forcer au besoin, et cela souvent très vite, dans une situation mal éclaircie. Ce n'est possible qu'à un homme animé d'une parfaite confiance en soi, et celle-ci se fonde sur la certitude qu'il sait; par suite, il faut qu'il ait déjà exécuté à maintes reprises un travail analogue. Le nombre des cas particuliers est sans limites, il n'y a pas de solution apprise toute faite, et rien ne saurait remplacer une gymnastique fréquente de l'esprit sur des cas analogues le plus nombreux possible. Seul

l'officier qui aura assez travaillé pour acquérir cette confiance en soi saura l'inspirer aux autres, ce qui n'est pas moins indispensable : aux chefs pour que ceux-ci puissent sans appréhension laisser pleine initiative ; aux subordonnés, car pour eux-là, il y va souvent de leur vie, toujours de leur fatigue et de leurs efforts.

En 1914, dans les troupes combattantes, les officiers de réserve, en principe, étaient seulement chefs de section ou de peloton ; maintenant ils fourniront quantité de commandants de compagnie, escadron ou batterie, un nombre notable d'officiers supérieurs et rempliront des fonctions de chefs de service de tout genre. Les gradés et les soldats de 1914 avaient été marqués d'une forte empreinte par le service de deux ou de trois ans. On a constaté cependant au début de la guerre la valeur moindre des troupes dites de « réserve », malgré la présence à leur tête d'officiers supérieurs et de commandants d'unité presque tous de carrière. Maintenant les réservistes n'auront fait que dix-huit mois, et désormais un an de service ; les gradés ne seront même pas devenus sous-officiers dans l'armée active. Les officiers de réserve auront souvent à prendre en main des unités de formation nouvelle sans l'aide d'aucun militaire professionnel.

En somme, autrefois ils n'avaient qu'à exécuter les ordres de chefs directs présents, et à payer d'exemple, — et Dieu sait s'ils l'ont bien fait. Maintenant ils auront à montrer des qualités d'instructeur, et on attend bien plus d'eux comme chefs. Nous verrons plus loin qu'il faudrait que beaucoup d'entre eux remplissent ces fonctions d'instructeur, dès le temps de paix, en maintes occasions, car seuls ils seront en nombre suffisant pour cela.

UNE INSTRUCTION TRÈS DIVERSE

Leur instruction doit donc être beaucoup plus soignée, et les préparer effectivement aux rôles les plus divers. La conséquence en est la nécessité d'organiser pour eux de nombreuses écoles de tout genre. L'énumération suivante n'est qu'un aperçu sommaire des principaux besoins à satisfaire.

Il faut des écoles pour les officiers affectés aux états-majors, et pour toutes les spécialités qui en relèvent, chiffre, chemin

de fer et élapes, services postaux, justice militaire, etc...

Il convient, partout où le nombre des officiers le permet, de fournir des groupes correspondant aux divers grades, pour doser en conséquence l'instruction. Des centres d'études tactiques ont été en particulier organisés pour les colonels et lieutenants-colonels, qui y viennent en nombre important.

Les officiers des armes combattantes doivent être tous entretenus dans la connaissance de leur arme, mais un grand nombre d'entre eux, plus du tiers, exercent en outre une spécialité. Pour l'infanterie et la cavalerie, ce sont les mitrailleurs, les officiers des engins d'accompagnement, de sapeurs pionniers, des transmissions, de renseignement. Une instruction spéciale est à donner à ceux des chars de combat, des autos mitrailleuses, des unités motorisées et cyclistes, des bataillons de travailleurs. L'artillerie a aussi ses spécialités : orienteurs, observateurs, transmissions, services de renseignement spéciaux (1), ravitaillement, unités portées ou tractées. Dans le génie, il faut des écoles distinctes pour les sapeurs mineurs et pontonniers, les officiers des troupes de transmission, de chemins de fer. Les officiers de l'aéronautique comprennent de nombreuses branches, aviation d'observation, de chasse, de bombardement, avec de multiples techniques (tir, photographie, T. S. F., navigation), officiers des parcs et techniciens, aéroliers : autant de classes différentes. Ils doivent en outre être très au courant des procédés de combat des troupes de terre de toutes armes avec lesquelles ils collaboreront tous, ce qui nécessite des échanges d'instructeurs entre les troupes de terre et de l'air. Leur préparation doit aussi se lier étroitement à la défense anti-aérienne (artillerie, projecteurs, ballons de protection, mitrailleuses, services de guet, des transmissions, d'extinction des lumières) qui continue à relever du ministère de la Guerre. Les officiers du train automobile et hippomobile ont maintenant à posséder la technique délicate des mouvements de colonnes de vitesses différentes se superposant souvent à ceux des éléments combattants.

Pour toutes les armes, il faut encore préparer les titulaires de spécialités modestes sans lesquelles la vie matérielle est

(1) S. R. A., (Service de renseignements d'artillerie) dans les corps de troupe et états-majors de l'arme. S. R. S. (renseignements par le son), S. R. O. T. (renseignements par observation terrestre) assurés par des unités spécialisées.

impossible : officiers d'approvisionnement, payeurs, de détail.

Bien que dans les grands services il y ait beaucoup de parties communes à toutes les branches, il faut cependant nuancer l'instruction. Elle ne saurait être identique dans l'Intendance pour les fonctionnaires et attachés et les officiers d'administration des bureaux, des subsistances ou de l'habillement. Dans le corps de santé, médecins, pharmaciens, dentistes, officiers d'administration ont besoin de certaines séances distinctes. L'instruction à donner aux officiers des services destinés à fonctionner auprès des troupes et dans la zone des armées, dans des conditions de guerre, ne peut pas être exactement la même que celle des officiers âgés qui resteront dans les services de l'intérieur du territoire.

Des cas particuliers importants exigent qu'on donne à l'instruction de certains groupements d'officiers de toutes armes et services une tournure spéciale : connaissance des indigènes, opérations en Afrique du Nord, guerre de montagne, défense des côtes. L'étude de ce dernier genre d'opérations demanderait le travail fréquent en commun des officiers de réserve de terre, de mer et de l'air intéressés, sous la direction d'instructeurs compétents : tout est encore à faire dans ce domaine.

On conçoit sans peine combien doit être minutieux l'agencement de toutes ces écoles pour ne rien oublier, sans entraîner des frais généraux excessifs ; et souvent il faut savoir adopter des compromis entre divers besoins impossibles à satisfaire tous. Il en résulte des classes variées exigeant un nombre élevé d'instructeurs professionnels à qui cela impose une grosse charge en plus de leur travail normal. Quand on a constitué toutes ces écoles pour donner à chacun l'instruction qui lui convient, il faut aussi se souvenir qu'à la guerre tous coopèrent à la même œuvre, et qu'il est indispensable d'organiser aussi des exercices en commun. Et il ne s'agit pas de donner un enseignement théorique de professeur. Il faut préparer effectivement à l'exercice du commandement par l'assimilation de matières très diverses, créer l'aptitude à utiliser pratiquement les connaissances ainsi acquises.

Ce n'est pas facile. Sans parler de l'effort supplémentaire à fournir, les instructeurs doivent adapter leur enseignement à un auditoire très spécial de civils, non liés par des obligations légales, composé de gens ayant souvent des situations

élevées, une grande instruction générale, un esprit critique développé. Il y a là quelque chose de contraire aux habitudes des militaires de carrière de donner avec pleine puissance des ordres indiscutables et indiscutés : il faut attirer et séduire en intéressant, en se montrant apte à instruire, en prouvant, sans y appuyer, sa supériorité professionnelle. Cela exige des directeurs d'écoles et des instructeurs, outre beaucoup d'abnégation et de dévouement, un grand savoir-faire et une grande souplesse d'esprit.

Leurs contacts avec les officiers de réserve, véritable « stage des militaires chez les civils », comme disait récemment M. Louis Madelin, leur sont d'ailleurs des plus utiles. J'ai personnellement beaucoup appris en causant en camarade avec les présidents d'associations et avec des milliers d'officiers de réserve. Mes idées ont évolué et je vois peu à peu se transformer de même la tournure d'esprit des militaires de carrière qui participent à cette instruction. Ils y acquièrent, par leurs contacts intimes et fréquents, des notions plus approfondies sur l'état d'esprit des officiers de réserve, sur ce qu'ils valent, sur ce qu'on peut et doit en tirer. Si donc il est nécessaire de spécialiser temporairement un nombre assez élevé d'officiers instructeurs dans le cadre de la préparation militaire supérieure, il ne l'est pas moins que de nombreux officiers des états-majors, des troupes combattantes et des services prennent également une large part à l'enseignement donné dans les écoles de perfectionnement.

Voyons maintenant les méthodes à adopter.

Avant la guerre et dans les premières années où l'on a repris l'instruction des officiers de réserve, celle-ci consistait à peu près exclusivement en conférences pour lesquelles l'on réunissait les officiers de réserve de toutes armes et services. Même dans les séances baptisées exercices pratiques, l'instructeur se bornait le plus souvent à exposer lui-même la solution et les officiers de réserve à l'écouter. L'enseignement donné était un enseignement de professeur et non d'instructeur.

Or le métier militaire est tout d'application. On se forme à vouloir en voulant, à commander en commandant. Seul l'effort personnel est productif, et seul son accomplissement fera naître et développer la confiance en soi-même.

Une condition essentielle pour être capable de prendre une décision logique est de connaître les conditions techniques des problèmes. Une part convenable sera donnée dans l'enseignement à l'étude des matériels et de leurs propriétés : armement, munitions, engins et instruments de tout genre. La préparation et la conduite des tirs sont soumises à des règles positives, très souvent mathématiques, dont la connaissance est indispensable. Tous les officiers, ceux des services comme ceux des armes, doivent savoir lire et étudier la carte.

Mais une décision, même logique, resterait inefficace si les officiers n'étaient pas capables de la traduire en ordres et en comptes rendus. De tels documents exigent un style spécial, clair et concis. Cela s'apprend à force d'en rédiger. Il faut en effet éviter le plus possible les ordres verbaux, souvent impossibles à donner, toujours moins nets, qui ne fixent pas les responsabilités. L'exécution des ordres reçus entraîne, elle aussi, des comptes rendus le plus souvent écrits forcément plus précis qu'un rapport verbal. Les travaux de campagne, de routes, de cantonnements doivent être précédés de calculs, plans, devis. L'exécution des travaux écrits est donc nécessaire et elle constitue du reste une preuve positive des efforts accomplis.

On croit trop souvent que la pratique des professions du temps de paix suffit à préparer à l'exécution des grands services : santé, intendance, vétérinaire. Certes, elle y prépare très utilement, mais elle ne suffit pas, car ces services fonctionnent dans des conditions spéciales différentes de celles du temps de paix, même à l'intérieur du territoire : il faut d'autant plus les connaître que beaucoup d'officiers de réserve y exerceront des fonctions de chef de service entraînant de graves responsabilités. Tous auront plus ou moins besoin de savoir remplir et utiliser sans hésitation les documents de compte rendu d'exécution ou comptables.

Dans toutes les spécialités où le travail technique a des bases positives, les résultats sont dès maintenant indiscutables. L'enseignement tactique est autrement difficile, parce qu'il y manque la sanction de la fatigue, du danger et des pertes. On arrive pourtant à faire réaliser de grands progrès aux officiers en utilisant tantôt des exercices à simple action pour l'étude de l'application des principes du combat à un terrain donné dans une situation tactique connue, tantôt des

exercices à double action sur la carte et sur le terrain. Ces derniers, dans lesquels deux adversaires, vivant d'une volonté propre, réagissent contre toute manifestation de la volonté adverse, constituent la seule préparation effective au combat. Ils permettent en effet l'étude simultanée des aspects opposés d'une opération vue des deux camps. Les officiers à instruire sont bien mieux éclairés et persuadés par la réaction des camarades que par une affirmation didactique de l'instructeur. Enfin, avantage non moins intéressant, directeurs et instructeurs y assument un rôle d'arbitre, sont amenés à y faire un travail intellectuel analogue à celui du chef à la guerre; ils cessent d'être des professeurs pour devenir des instructeurs.

Quels que soient l'arme ou le service, il est toujours possible d'organiser des exercices pratiques exigeant un effort personnel.

Quand, il y a bientôt trois ans, on a envisagé d'adopter ces procédés et d'exiger ces efforts, en particulier sous forme de travaux écrits, on a dit de toutes parts que les écoles allaient être désertées. Elles ne l'ont pas été : leur effectif a augmenté sans cesse. Au début, on a demandé les travaux écrits avec modération, progressivement, et seulement en séance. Maintenant, ils sont introduits à peu près partout. Beaucoup d'officiers en exécutent à domicile. Les thèmes et questions à traiter sont envoyés et étudiés d'avance, les ordres et comptes rendus rédigés tantôt avant, tantôt après la séance. On ne saurait exiger ces travaux à domicile de tout le monde, car les conditions de la vie civile ne sont pas identiques pour tous. Ils augmentent pourtant de nombre et de qualité, et beaucoup d'officiers m'ont fait part de leur satisfaction de l'effort ainsi accompli.

Dans ces travaux, il faut amener les officiers à faire avant tout appel à leur bon sens. Les règlements changent; le bon sens garde toujours ses droits. Il faut se rappeler que beaucoup d'officiers de réserve sont des chefs d'industrie ou de maisons de commerce, des ingénieurs, etc., appelés à prendre en temps de paix des décisions intéressant de gros intérêts. Il ne s'agit que de tourner leur esprit, leur bon sens, vers les questions militaires. Au lieu de leur faire apprendre les règlements tactiques ou de service comme à des enfants, par des efforts de mémoire, il faut les amener à trouver les solutions

nécessaires et faire seulement ensuite appel aux règlements en montrant que ces solutions s'y trouvent : alors les officiers auront envie de les lire.

DEUX SYSTÈMES

Les conditions de vie des officiers de réserve sont très variées. Il en résulte que certains d'entre eux, quelle que soit leur bonne volonté, ne peuvent pas venir aux écoles, et que, pour répondre aux convenances de ceux qui les fréquentent, il faut en varier l'organisation et le mode de fonctionnement. Dans les villes où les officiers sont nombreux, ils ne sont pas tous libres aux mêmes jours et aux mêmes heures. Dans les campagnes, les déplacements sont longs, difficiles, parfois impossibles. Pour certaines armes et spécialités de petit effectif, on ne peut éviter de grouper des officiers venues de zones étendues, d'où organisation d'écoles régionales, interrégionales, certaines même uniques pour toute la France.

Aussi l'idée séduisante de recourir à des séances isolées, courtes, mais fréquentes, permettant des contacts renouvelés, tout en n'imposant que peu de dérangement aux intéressés, n'a-t-elle pas pu être appliquée intégralement. Pour les écoles réunissant les officiers de vastes territoires, le ministre a été amené à prescrire le blocage des séances sur quatre à six jours, à raison de deux par jour. Mais l'obligation de créer des écoles régionales de spécialités ou d'armes peu nombreuses lui ont fait autoriser le blocage sur un ou deux, puis sur trois jours. On en arrivera certainement à accorder la possibilité de bloquer les séances sur un plus grand nombre de jours pour les officiers de toutes armes et services à qui ce groupement sera plus commode. Ces divers systèmes d'organisation ont des avantages et des inconvénients différents.

Les séances isolées assurent avec les instructeurs des contacts fréquents, répartis sur toute l'année, mais elles rendent en général impossible le contact avec la troupe.

Les séances bloquées donnent une liaison plus espacée avec les instructeurs. Mais elles peuvent faire l'objet de programmes logiques et sûrement suivis, appliqués pendant des journées entières de travail au lieu de courtes séances, donnant des possibilités de contact avec la troupe au camp, aux écoles à feu,

pendant des manœuvres. Elles rendent plus facile la fréquentation des écoles lointaines et sont à ce point de vue indispensables dans beaucoup de régions, en particulier en Corse et en Afrique du Nord. Commodes pour les officiers habitant loin du siège des écoles ou ne pouvant se libérer fréquemment, elles seraient très gênantes, au contraire, pour les officiers qui fréquentent les écoles actuelles et les rebutteraient. On aurait donc tort de vouloir les généraliser.

Il y a encore d'autres moyens, en particulier la participation aux exercices normaux des troupes actives et à leurs exercices de cadres, et surtout dans les garnisons où le nombre des officiers de réserve est trop petit pour justifier l'organisation d'une école; mais il faut savoir les y attirer. On pourrait aussi, dans certains cas exceptionnels dont jugeraient les généraux commandant les régions, regarder des travaux écrits d'une valeur et d'une ampleur suffisantes comme équivalents à des séances d'instruction; cette mesure est appliquée par la marine.

Les officiers qui viennent aux écoles actuelles continueront à y venir parce qu'elles leur sont commodes. L'extension de l'emploi des séances bloquées et la combinaison des deux systèmes en attireront de nouveaux. Dès cette année, une application tardive et incomplète des séances, bloquées sur trois jours, a amené environ cinq cents officiers assidus de plus.

L'essentiel est d'offrir aux officiers de réserve des combinaisons assez variées pour que le plus grand nombre possible y trouvent leur commodité. L'augmentation de travail qui en résultera devra être la bienvenue, car il en résultera un surcroît de force pour l'armée et pour la France grâce aux connaissances acquises et au développement de l'esprit militaire.

Les sanctions de ce travail sont la carte de surclassement (1), les notes, les témoignages de satisfaction et félicitations de généraux et du ministre, et subséquemment l'inscription au tableau d'avancement ou au tableau de concours pour la Légion d'honneur. Les officiers de réserve attachent une grande importance à ces récompenses. La carte de surclassement est accordée aux officiers assidus aux écoles qui y ont assisté au moins à douze séances dans l'année, dont un certain nombre

(1) Cette carte permet aux officiers de réserve de voyager en première classe sur les grands réseaux avec un billet de troisième classe.

sur le terrain, et ont fourni un travail personnel apprécié.

Il est juste que les officiers fréquentant les écoles aient une très large part de récompenses (avancement et Légion d'honneur), car ils fournissent ainsi une garantie indiscutable de leur bonne volonté, de l'entretien et du développement de leur instruction. Mais il serait excessif, comme on l'a parfois demandé, de leur en réserver le monopole : il faut aussi tenir compte de titres de guerre qui n'ont pas encore été tous récompensés, et d'autres découlant de l'instruction générale ou des aptitudes spéciales de certains officiers. Dès maintenant, la plus-value des officiers fréquentant les écoles, par comparaison avec leurs camarades qui n'y viennent pas, est constatée par tous les chefs de corps lors des convocations réglementaires.

POUR LES CADRES SUBALTERNES

Il faut aussi dire quelques mots des écoles de perfectionnement des cadres subalternes.

Le branle a été donné, dès 1928, par l'initiative de quelques jeunes officiers de réserve. Cités en exemple, ils ont fait naître le désir de les imiter. Les bonnes volontés locales ont ainsi amené, dès l'année 1929-1930, l'ouverture de plusieurs autres écoles. L'Union nationale des officiers de réserve a émis le vœu qu'on généralisât cet effort, et le ministre de la Guerre a recommandé l'été dernier, aux généraux commandant les régions, l'organisation d'écoles de ce genre.

Elles sont aussi nécessaires que celles des officiers, plus peut-être à cause du service d'un an. Elles sont en train de naître un peu partout. Les moyens de les développer sont les mêmes que pour les écoles d'officiers : création d'associations de sous-officiers se mettant en rapport avec les associations d'officiers, les écoles de perfectionnement d'officiers, les autorités militaires.

Cette création est intéressante, car elle touchera des classes sociales quelque peu différentes de celles qui fournissent les officiers de réserve, et avec lesquelles il est bien utile d'entrer en contact. Nous verrons, d'ici quelques mois, les premiers résultats. On peut prévoir, sans optimisme exagéré, que ces écoles attireront dès cette année plusieurs milliers de gradés.

Les officiers de réserve devront assumer une large part du

travail d'instructeurs dans ces écoles, pour se former ou se perfectionner dans ce rôle et y entrer en contact avec leurs futurs subordonnés. Ils en tireront les mêmes avantages moraux de connaissance réciproque, que nous avons constatés entre officiers de carrière et de réserve dans les écoles d'officiers.

Il conviendra au début de les aider et guider. La manière la plus commode en général sera de rattacher les écoles de sous-officiers aux écoles similaires d'officiers. Les locaux, le matériel, les munitions, l'administration suffiront aux deux. Les instructeurs de carrière pourront fournir un concours discret. La correspondance et l'envoi des notes aux centres mobilisateurs intéressés suivront une voie normale. Ce sera un strict minimum de frais généraux nouveaux. Il est cependant possible d'en organiser ailleurs : dans des corps de troupes, auprès d'associations d'officiers de réserve ou de sociétés agréées. Il faut faire appel à toutes les bonnes volontés.

Les avantages à accorder aux gradés fréquentant ces écoles sont moins nets que pour les écoles d'officiers. Les compagnies de chemins de fer pourraient peut-être leur en accorder, par exemple sous forme de droit à un certain parcours à tarif réduit. Les avantages militaires seront l'avancement, la préparation au brevet de chef de section ou de peloton; les plus méritants pourront devenir officiers de réserve.

UN CONTACT PERMANENT ENTRE L'ARMÉE ET LA NATION

Un vaste champ d'action est possible pour les officiers et gradés de la réserve : c'est la préparation militaire et le concours à donner à l'instruction postmilitaire par l'enseignement du tir, l'éducation physique, la participation aux sociétés de gymnastique et de sport, l'entretien des spécialités. Cette instruction est impossible à organiser sans le concours des officiers et gradés de la réserve, surtout loin des garnisons : les cadres de l'armée active n'y sauraient suffire. Le mouvement est commencé, mais bien timidement, et il y a de grandes différences d'une région à l'autre. Dans telle région, 250 officiers et autant de sous-officiers de réserve participent à ce travail; dans telle autre il y en a une trentaine en tout.

Certes, il aurait mieux valu que la loi organisât cette instruction. Il faut suppléer dès maintenant à cette lacune grâce

à l'utilisation des bonnes volontés, prouver que cette organisation est possible, présenter au Parlement les résultats déjà obtenus qui sont à encourager par une aide matérielle.

Les écoles d'officiers et de sous-officiers entraînent en effet des dépenses inévitables : frais de déplacement, matériel de tout genre, cartes murales, plans en relief et boîtes à sable, dispositif de tir réduit d'artillerie, munitions, frais de bureau. Il faut accorder à leurs directeurs le personnel nécessaire à la tenue des fichiers, à l'envoi des notes pour des dizaines de milliers d'officiers. Qu'on songe par exemple qu'à Paris seulement 4 200 officiers d'artillerie sont assidus aux écoles. Le seul envoi des programmes et des thèmes d'exercice motive une correspondance importante. Demain s'y joindra le même effort pour de nouveaux milliers de gradés subalternes. Il faut s'en rendre compte et payer. On a voulu une armée de réserves : si on ne fait pas le nécessaire pour assurer son instruction, on n'aura plus d'armée du tout.

Et dans les dépenses nécessaires pour l'instruction des réserves, il faut comprendre celles découlant de la dotation de l'armée active en moyens d'instruction dont les réserves profiteront : terrains de manœuvre et champs de tir partout insuffisants, camps assez nombreux et vastes avec des logements convenables. La pédagogie de l'armée du service d'un an doit évoluer et faire appel aux moyens modernes. Autrefois, le dressage du soldat était le résultat d'une lente imprégnation au cours de longues années. Aujourd'hui, il faut enseigner beaucoup plus, et en quelques mois. On ne s'en tirera que par l'emploi du matériel approprié : armes coupées, cartes et planches murales, cinéma, etc. Tout cela demande de l'argent, même en recourant largement, comme on le fait, à l'utilisation de locaux civils, collèges et facultés.

Nous avons parlé jusqu'à présent des résultats à obtenir de l'instruction des officiers et gradés de la réserve. C'est là un côté visible, indiscutable. Mais il en est un autre plus précieux encore. Des contacts fréquents entre eux et leurs instructeurs, officiers de carrière, est née dès maintenant une confiance réciproque, une affection dont les manifestations sont souvent touchantes. Cela se sent : le fluide passe. Et c'est la meilleure des récompenses pour les instructeurs et les dirigeants des associations d'officiers de réserve.

En même temps, un immense service est rendu à l'armée active. Celle-ci dispose de très bons exécutants, mais elle manque encore, pour beaucoup de spécialités, d'instructeurs compétents et entraînés en nombre voulu. Aussi faut-il attirer à ces écoles beaucoup de jeunes officiers comme instructeurs adjoints pour leur donner ce tact psychologique si délicat à acquérir, tout en servant d'entraîneurs aux officiers de réserve par un travail en commun des plus fructueux. C'est une excellente préparation à prendre en main la nation mobilisée, faite des civils d'hier et de demain.

Quant aux officiers de réserve, — et il convient d'y ajouter les gradés subalternes qui viendront à nos écoles, — ils ont encore un autre rôle capital à remplir, le plus important de tous peut-être : servir, dès le temps de paix, de lien entre l'armée et la nation, dire ses besoins plus librement que ne peuvent le faire les militaires professionnels, obtenir de leurs élus la satisfaction de ces besoins, entretenir autour d'eux l'esprit militaire fait de sacrifices quotidiens des intérêts personnels en temps de paix, sacrifices qui, en temps de guerre, vont jusqu'au plus grand de tous, celui de notre vie, que la patrie a le droit d'exiger de nous pour le bien public.

D'autres peuvent vouloir être citoyens du monde et prétendre se faire une âme internationale. Nous, officiers, — de réserve comme de carrière, — nous trouvons que c'est une tâche assez noble et une charge assez lourde d'assumer seulement nos devoirs de bons Français. Une France désarmée serait pour certains adversaires possibles une tentation, non un exemple. L'égoïsme national, quand il s'agit d'un pays comme le nôtre, qui a toujours été le champion des idées généreuses et du droit, est un égoïsme légitime. La meilleure, je dirais presque la seule garantie de la paix de l'Europe et du monde, c'est une France forte autant qu'elle est profondément pacifique, et dont les gouvernants, sûrs de la valeur de ses forces militaires de terre, de mer et de l'air, sauront, dans les conseils des nations, parler de la paix comme l'homme fort auquel faisait allusion le président Roosevelt : avec une dignité calme, mais s'il le faut, la main sur la poignée de l'épée.

GÉNÉRAL A. NIESSEL.

LES DERNIERS TERRORISTES

V (1)

ULTIMES PÉRIPÉTIES

CEUX RESTÉS A MAHÉ

Lorsque le *Bélier* quitta les Seychelles, le 18 mars 1802, à destination d'Anjouan, ayant à son bord les trente-trois déportés dont on connaît les tribulations, il en laissait à Mahé trente-quatre bien persuadés qu'ils n'étaient plus là pour longtemps et que la corvette reviendrait bientôt les chercher pour les conduire vers quelque terre plus hospitalière. Mahé, en effet, n'offrait aucune ressource et, sauf quelques pauvres hères, tels que le charron Flamant ou le boulanger Quinon, qui, poussés par le besoin, acceptaient « des travaux grossiers », bien peu étaient en mesure d'exercer leur état. Le beau Laurent-Derville, mal vu par les colons, continuait à habiter chez Vola-Malaëfa, la riche négresse libre où il se trouvait bien ; mais, pour le plus grand nombre, les autres végétaient à l'*Établissement*, mal logés, mal nourris, excédés d'ennui et d'oisiveté. Les semaines passèrent sans que le *Bélier* reparût : aucune nouvelle n'arrivait d'Anjouan, et on ignorait tout du sort des camarades partis pour cette île et qu'on enviait peut-être.

Le premier qui perdit patience fut Richardet, l'ancien manufacturier de Lyon établi limonadier à Paris, accusé « d'avoir travaillé » à la machine infernale de Chevalier. Il disparut de Mahé dans les derniers jours de mai 1802, ayant, disait-on,

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre, 1^{er} et 15 décembre 1930, et 1^{er} janvier 1931.

trouvé le moyen de passer aux Indes. On ignore ce qu'il devint. Sept mois plus tard, en décembre, autre escapade : les deux frères Linage, ex-agents du Comité de sûreté générale, s'évadèrent également : un navire les transporta à la colonie portugaise de Mozambique où Lefranc, ainsi qu'on l'a vu, allait bientôt les rencontrer. Peu après, on constata la fuite de Lesueur, ex-agent lui aussi de la sûreté générale, et bientôt après, celle de l'ancien policier Tréhan. Périrent-ils dans quelque coin ignoré du vaste monde ? parvinrent-ils à regagner Paris et à s'y cacher si bien qu'ils ne furent jamais découverts ? On ne sait. Plus tard, en 1803, le chanteur de l'Opéra, Chateauneuf, réussira pareillement à quitter Mahé sur un navire portugais, laissant aux Seychelles son beau-fils devenu aveugle.

La surveillance d'ailleurs se relâchait ; ainsi qu'il arrive, l'accoutumance de voir les déportés circuler paisiblement dans l'île, la certitude qu'ils ne projetaient plus d'émanciper les esclaves, leur misère, leur apathie, apaisaient les inquiétudes des colons et, bien qu'on tint à l'écart les plus mal notés, on s'habituaît à leur présence et les habitants ne refusaient pas de les employer. Les déportés les plus instruits trouvèrent les premiers à s'occuper. L'île, dépourvue de tout établissement d'éducation, voire de toute école, comptait, en effet, plusieurs colons, pères de famille qui, faute de temps et de savoir, ne pouvaient eux-mêmes instruire leurs enfants. François Barbier est précepteur chez le colon Langlois : on l'estime assez, bien qu'on se méfie de « son caractère dissimulé ». Boniface, l'ancien concierge de la prison du Temple, élève les enfants de la veuve Saint-Yorre : il est « assez mal vu sans qu'on précise aucun grief ». Chez le sieur Péan, à l'Anse aux pins, sont le charron Flamant qui prétendait avoir été déporté par erreur, et Dominique Eon, collaborateur et fondé de pouvoir du *Journal des Hommes libres*. Le colon Loiseau a pris comme cuisinier l'ex-cafetier babouviste Cardinaux. La veuve Dutemps, à l'Anse aux pins, a recueilli l'ancien agent de police Niquille et les ci-devant membres de la Commune Jacot-Villeneuve et Métivier. Jacot-Villeneuve, que huit années d'espionnage n'avaient certainement pas appauvri, projetait d'acquérir une concession aux Seychelles et de s'y installer « avec sa famille », composée d'une « fille de confiance ».

A l'Anse aux pins encore travaille Chevalier, chez le sieur Menu; il passe pour un demi-fou et « a eu quelque temps le cerveau dérangé ». L'imprimeur Guilhémat est chez Florent Payèse, seul colon de la Digue, ilot rocheux voisin de l'île Praslin où est fixé Massard, employé par le sieur Crosnier. Le bonnetier Cheval, bien que « mal noté », s'est placé dans la maison d'Élène Aloche où il est estimé. Vitra, l'ancien membre du comité révolutionnaire de la section Mucius Scevola, valétudinaire, presque aveugle, travaille chez Gilles Marche-à-terre, l'unique admirateur des déportés. Le bottier Bormans, le menuisier Dufour, le perruquier Jallabert, abandonnant la politique, ont repris leur premier état et se procurent ainsi quelques ressources. Au contraire, le forgeron Delabarre ne trouve pas de clientèle, Mahé possédant quatre forges qui suffisent largement aux besoins du pays. Dussoussy, gantier-fourreur, doit chômer également : les gants sont inconnus aux îles Seychelles et l'on n'y porte pas de fourrures. Tous deux sont donc oisifs à l'Établissement, ainsi que le bonnetier Vacret, le septembriseur Monneuse, le cordonnier Marlet et plusieurs autres dont Pépin-Desgrouhette, l'ancien « mouton » des prisons de la Terreur que les déportés tiennent à l'écart et qui vit seul, hargneux, encore redouté, et fort ulcéré de n'avoir pu, en raison de l'hostilité des habitants, fonder à Mahé « une maison d'éducation ».

Ceux qui demeurent à l'Établissement sont les plus misérables. Quéau-Quinssy, le gouverneur, se plaint « d'avoir beaucoup de peine à les faire subsister au moyen des faibles ressources que lui accorde le Conseil colonial de l'île de France ». Il propose que le Gouvernement de la Métropole attribue à ces malheureux « une somme de deux à trois francs par jour, en attendant leur départ ou leur placement chez quelques colons charitables. On a concédé à chacun d'eux 20 arpents de terrain (10 hectares), — une fortune; — ils ne peuvent rien en faire, n'ayant point de noirs pour défricher et exploiter ces terres; leur incompétence, leur santé, assez délabrée, ne leur permettent pas d'entreprendre un si dur travail ». Ils sont, du reste, « assez tranquilles », mais ne cessent de réclamer leur transfèrement soit aux Indes, soit à l'île de France, soit à la Réunion, où il leur serait possible « d'exercer leur industrie ».

Une autre question préoccupe Quinssy : si le Gouvernement est dans l'intention de prolonger la proscription de ces individus, ne devrait-il pas leur envoyer les femmes et les enfants qu'ils ont laissés en France? La présence de leur famille les aiderait à s'acclimater et mettrait fin à des incidents regrettables qui jettent le trouble dans la colonie. Ainsi, plusieurs de ces internés « ont eu l'occasion de contracter ici des mariages avec des femmes blanches; mais une partie des habitants s'est opposée à ces unions, sous prétexte que de tels hommes ne peuvent pas contracter civilement ». Or ils n'ont été « ni accusés, ni jugés, ni condamnés; frappés seulement par une mesure administrative, ont-ils en effet perdu leurs droits naturels et civils? »

La correspondance était lente entre les Seychelles et la Métropole : dans les conditions les plus favorables, et qui se présentaient rarement, huit mois au moins s'écoulaient avant qu'une question posée par le gouvernement de Mahé reçût une réponse du ministre, et en huit mois peuvent surgir bien des incidents de nature à contrarier les intentions matrimoniales les plus fermes. En soumettant ces scrupules à ses chefs hiérarchiques, Quinssy visait certainement le cas de Boniface, l'ex-concierge de la prison du Temple. Agé de quarante-cinq ans, il était de « bonnes manières », et, comme on vient de le voir, la veuve Saint-Yorre l'avait choisi pour précepteur de ses enfants. Or cette dame comptait parmi celles qui, au début de la déportation, s'étaient violemment opposées à l'intrusion dans l'île des anarchistes déportés. Comment Boniface s'y prit-il pour amadouer cette ennemie? Les documents ne le révèlent point; il y parvint, c'est certain : ayant su exprimer, avec la délicatesse convenable, combien lui étaient pénibles l'isolement et le vide du cœur, l'ancien geôlier réussit à attendrir la mère de ses élèves et elle consentit à prendre pour époux l'un des hommes dont elle avait naguère considéré la présence comme un scandaleux fléau. Elle ignorait évidemment que Boniface fût marié, et marié avec une luronne dont on a tracé plus haut la peu sympathique silhouette. L'ex-concierge du Temple avait-il oublié sa légitime compagne qui, naguère, versait à boire aux septembreurs pour les exciter à la besogne? Pensait-il pouvoir se créer à Mahé un intérieur nouveau sans que sa première femme, apprenant

son infidélité, traversât les mers pour le convaincre de bigamie et lui rafraîchir la mémoire sur la sainteté du lien conjugal? L'affaire promettait d'être intéressante; mais Boniface mourut le 13 juin 1803, avant d'avoir convolé avec la veuve Saint-Yorre.

Le séjour à Mahé du geôlier de la trop fameuse Tour du Temple, dont l'histoire est chargée d'un lourd mystère, fut peut-être l'origine d'une légende qui, née à cette époque, est un nouvel indice de l'émotion suscitée dans le monde entier par les événements de la Révolution. Un état, non daté, dressé par le préfet colonial de l'île de France, et vraisemblablement en décembre 1804, fournit la liste des déportés fixés à l'île Mahé: dans cette liste figure un nom, *Dangreville*, qui n'est celui d'aucun des proscrits partis de Paris en deux convois, embarqués à Nantes et conduits aux Seychelles. Ce nom n'est point inscrit dans le texte du sénatus-consulte du 14 nivôse; il n'est nulle part, — que sur cet état. Ce Dangreville est qualifié *rentier, âgé de 45 ans*. Première énigme.

Or, d'après un article du *Réveil de Mahé*, daté du 6 décembre 1806, aurait été débarqué, en 1804, un Français paraissant âgé d'une vingtaine d'années, qui déclara s'appeler Pierre-Louis Poirét, natif de Dunkerque. Quel navire l'avait transporté? Pourquoi venait-il aux Seychelles? Cela n'est point dit. Poirét était-il accompagné d'un serviteur? Certains l'assurent, mais toute son histoire est très vague. Doit-on voir en ce Poirét le fils ou le neveu de quelque déporté, qui aurait traversé les mers pour rejoindre, sous un nom supposé, un père ou un parent? L'un des proscrits se nommait Flamant, on le sait: or le chroniqueur du *Réveil de Mahé*, qui paraît bien renseigné, rapporte que « Poirét était quelquefois appelé Flamant et quelquefois Capet ». Ce dernier sobriquet, émané du vocabulaire des sans-culottes, paraît lui avoir été appliqué par quelqu'un des internés, en raison, peut-être, d'une certaine ressemblance avec l'un des membres de la famille royale.

Poirét obtint une concession et s'adonna à la culture du coton; il prit une compagne dont il eut neuf enfants, qu'il reconnut par la suite: sa première fille fut baptisée *Marie-Lisette Dauphin*, la seconde *Marie-Élise Dauphin*. Il vécut longtemps et, sur le tard, il ne dissimulait plus qu'il était le fils de Louis XVI, enlevé du Temple. Il faisait volontiers allu-

sion aux mauvais traitements que lui avait infligés le savetier Simon... Il mourut, âgé d'environ 70 ans, en 1856, ce qui coïncide avec l'âge du Dauphin, né en 1785. De là à conclure, comme on l'a fait inconsidérément, que Poiret était Louis XVII, il y a loin. Mais ce rôle avait peut-être été soufilé à Poiret par l'un des déportés, instruit, par quelque hasard, des mystères du Temple : il y avait parmi eux tant de policiers, tant d'agents des Comités de la Convention qui pouvaient avoir naguère surpris, touchant ce ténébreux épisode, quelque douteuse lueur!... Quel emploi tient, dans cette anecdote, l'énigmatique Dangreville qui se montre aux Seychelles l'année même où y arrive Poiret, et qui disparaît ensuite pour toujours?

On ne peut imaginer, d'ailleurs, que ce prétendu Dauphin fût un imposteur à l'égal de tant d'autres qui usurpèrent la même qualité : à qui, voulant faire des dupes, viendrait l'idée saugrenue de les chercher si loin? Il ne semble pas, du reste, que les colons de Mahé eussent été le moins du monde troublés par la présence dans leur île de l'orphelin du Temple. Aucun d'eux ne pensa jamais à démentir ni à ratifier ses prétentions. Et si l'on mentionne ici ce fait singulier, c'est qu'il pourrait bien être un vestige de la présence à Mahé des relégués de nivôse, un reliquat des traditions plus ou moins véridiques laissées par eux dans l'île lointaine, voire des hableries et des mensonges dont ils ne furent certainement pas avarés lorsqu'on les interrogeait sur les événements de la Révolution dont ils avaient été acteurs et complices.

Huit mois après le départ des trente-trois déportés emmenés à Anjouan, ceux de Mahé apprirent le désastreux dénouement de l'expédition. Cette terrible leçon les aidait à prendre en patience leur séjour aux Seychelles et à ne plus réclamer avec autant d'insistance leur changement de résidence. Certes, Mahé manquait de confortable; du moins le climat en était salubre et les colons, tous Français, se montraient pitoyables à ceux des déportés dont la conduite et la tenue n'inspiraient plus de craintes. Seuls, quelques habitants, timorés et méfiants, proclamaient encore que le séjour de ces hommes tarés déshonorait et mettait en péril la colonie; mais les inquiétudes des premiers mois s'étaient amorties et on s'habituaît au voisinage de ces oisifs errants, dont la mine piteuse et les humbles allures excluaient toute idée de soulèvement.

Le plus embarrassé de leur présence était Quéau-Quinssy; la guerre maritime interrompait les communications avec l'île de France et les convois de subsistances parvenaient rarement à Mahé. D'après un rapport de 1803, « seize de ces individus végètent à l'Établissement »; ils y reçoivent une ration dont le prix est, la plupart du temps, avancé par quelques habitants, porté au crédit de Quinssy, non payé et « mis à l'arrière de l'île de France ». Les douze autres déportés sont recueillis par des colons et restent à leur charge : « mais cette situation ne peut se prolonger, car ces propriétaires sont peu fortunés ».

On possède aussi une très longue supplique signée par vingt des déportés et adressée au ministre de la Marine. Ils y tracent un récit complet de leurs malheurs, depuis leur arrestation; ils attribuent au géographe Malavois et à ses préjugés anti-révolutionnaires, le mauvais accueil qu'ils ont reçu à Mahé et les persécutions dont ils ont été les innocentes victimes. Ce document n'apporte aucun fait qu'on n'ait lu déjà; on y discerne cependant que les relégués comptaient encore des adversaires farouches, témoin ce sieur Mondon, l'agent municipal de Mahé, qui, en apprenant le décès à Anjouan des 21 transportés du *Bélier*, « sauta publiquement de joie en s'écriant : Quelle heureuse nouvelle! Tous ces scélérats sont morts! Puisse le dernier avoir le même sort! » On y voit aussi que la pudeur des colons de Mahé fut grandement offensée lorsqu'ils apprirent le prochain mariage de la veuve Saint-Yorre avec le proscrit Boniface : la « faction Malavois » protesta qu'un tel scandale ne se produirait pas; la tendre veuve fut injuriée et molestée « de la façon la plus révoltante » et si Quéau-Quinssy n'y avait mis son *veto*, on se préparait à enlever l'amoureux Boniface pour le déposer sur un îlot désert et l'y laisser périr de désespoir et de consommation. Boniface mourut, on l'a vu, en juin 1803; le mémoire des déportés est daté du 14 avril 1804; pourtant, il ne porte pas la signature du geôlier du Temple; ses camarades, évidemment, n'approuvaient pas sa conduite et refusèrent que son nom figurât à côté des leurs. Ils exclurent de même Pépin-Desgrouhette, l'ancien mouchard des prisons; cet homme farouche, trop manifestement compromis, était méprisé, même des septembriseurs; ceux qui se jugeaient excusables d'avoir tué à coups de sabres et de bûches, refusaient de frayer

avec celui dont les délations avaient fait tomber tant de têtes.

Cette supplique parvint à Paris dans l'automne de 1804 et fut classée dans les dossiers du ministère où on la retrouve aujourd'hui. Rien n'en circula dans le public qui, au reste, à cette époque, avait bien d'autres sujets d'amusements que la vieille histoire des déportés de nivôse. C'était, en effet, le temps où la République, transformée en Empire, s'appêtait à recevoir le Pape, appelé de Rome pour couronner le César triomphant. Et pourtant il y avait à Paris quelques personnes qui songeaient, — et sans cesse, — aux proscrits de Mahé : c'étaient leurs femmes dont la plupart, laissées sans soutien, vivaient dans l'extrême misère : les mères de famille étaient les plus malheureuses, et si l'on ne peut s'attendrir sur les proscrits eux-mêmes, la situation désespérée de ces pauvres femmes inspire une grande pitié. Combien d'elles étaient innocentes des fautes et des crimes de leurs maris ; combien ignoraient même que, dix ou douze ans auparavant, leur homme s'était compromis, par sottise, par entraînement ou convoitise d'un butin, aux jours sanglants de la Révolution !

On a déjà dit de quelles navrantes supplications sont remplis les dossiers des déportés : elles émanent d'épouses ou de mères éperdues qu'on sent prêtes à tout pour sauver celui qui les fait vivre. Elles ont imploré les gens du quartier, les fournisseurs, afin qu'ils témoignent en faveur de leur concitoyen, si sage, si rangé, si bon père et si bon époux. Pour la plupart, ces requêtes se sont produites trop tard : on a perdu tant d'heures précieuses à trouver le voisin complaisant qui rédigerait la supplique, l'écrivain public qui la copiera, l'ami dévoué qui la fera parvenir ! Après une angoissante attente, on n'a rien reçu qu'une sèche réponse : *rien à faire, il est parti*. Et, depuis lors, silence absolu. Les lettres des déportés ne parviennent pas à Paris ; elles ne dépassent pas l'Île de France où les partisans de la « faction Malavois » les interceptent, les lisent et les suppriment. Alors, ici, privées de toutes nouvelles, les pauvres femmes s'affolent. Dans un rapport de police de septembre 1803, on lit que « la femme du déporté Dufour, demeurant rue Papillon, se fait remarquer par la hardiesse de ses propos : c'est une véritable furie ; elle est sans cesse en course chez les frères et amis ; elle annonce tout haut les prochains succès des Jacobins. Cette femme a joué autre-

fois un rôle dans la conspiration de Babeuf; c'est chez elle que se tenaient la plupart des réunions... » Soit! mais elle a six enfants! Elle ne se doutait pas, lorsqu'elle s'agitait de la sorte, que son mari reposait, depuis plus d'un an, dans le petit cimetière du mont Seychelle : Dufour, en effet, était mort à Mahé, le 26 août 1802.

Comme les lettres manquent, les bruits les plus singuliers circulent dans les milieux anarchistes : on a eu vent, — par quel moyen? — d'un événement grave survenu aux Seychelles et la légende s'affirme d'une révolte des déportés de Mahé : « on a été obligé de punir sévèrement trente-trois d'entre eux. Les exclusifs craignent qu'ils n'aient été fusillés. » Et le surlendemain : « Les exclusifs paraissent très affligés et très inquiets : ils disent que les déportés aux Seychelles ont voulu tenter un mouvement contre les habitants du pays et que dix-neuf d'entre eux ont été vendus comme esclaves à des Africains. Ils prétendent qu'on s'occupe d'une nouvelle liste de proscription, et plusieurs redoutent d'être arrêtés. » Il est étonnant de constater comment se répercutait ainsi, depuis l'Océan indien jusqu'à Paris où il arrivait déformé, l'écho de l'enlèvement des trente-trois transférés à Anjouan.

Plus rien jusqu'en janvier 1804; mais alors commence à se répandre le bruit du retour en France de Lefranc, de Sonnois et de Vauversin, débarqués à Morlaix, ainsi qu'on l'a raconté, en novembre 1803. Aussitôt « le parti » est avisé, — et la police également : « Quelques anciens frères et amis parlent de leurs compatriotes déportés aux îles Seychelles et d'autres sur les côtes de Zanzibar et de Madagascar. Ils se félicitent que plusieurs aient trouvé le moyen de revenir en France et qu'ils aient été tirés d'esclavage par les Anglais qui les auraient déposés sur les côtes de Bretagne. Quelques-uns des plus marquants auraient été vus à Paris; ils y recevraient de puissants secours des plus notables de leur ancienne société. D'autres sont, assure-t-on, arrivés très riches, ayant hérité de leurs compagnons d'infortune... » Ici encore tout n'est pas faux : l'état nominatif des vingt et un morts d'Anjouan avait été dressé, d'après des renseignements recueillis sur place et transmis au ministre par le capitaine Ruault, commandant la corvette la *Diligente*. Cet officier ajoutait en note : « Il paraît que M. Corchant a été chargé de faire la vente

des effets de ces individus et d'en remettre le montant à leurs familles. » D'où la légende d'un déporté rentré en France, enrichi par l'héritage de tous ses camarades défunts. On ignoreait que Corchant, s'il avait recueilli et liquidé, comme il était vraisemblable, la succession de ses vingt et un compagnons, mourut, quelques semaines plus tard, à Zanzibar et ne put transmettre cette fortune qu'au seul Vauversin, lequel la gaspilla sans doute, car, en arrivant à Paris, il fit à Bertrand l'aveu, on s'en souvient, « que sa femme, ses enfants et lui manquaient des choses les plus nécessaires à la vie ».

Plus surprenante est la mesure adoptée par le Gouvernement pour venir en aide aux familles des déportés et leur distribuer des secours, de façon telle que le public en ignorât la source. On rencontre le premier indice de ces libéralités dans un rapport de police du 27 avril 1803 : l'un des observateurs de l'esprit public rapporte que les femmes des citoyens bannis du territoire de la République se disposent à présenter une pétition au Gouvernement afin d'obtenir la continuation des secours qu'elles *prétendent* avoir reçus jusqu'au mois de fructidor dernier (septembre 1802). Évidemment, ce policier ne juge pas la chose vraisemblable et il complète son observation par ceci qui lui paraît moins croyable encore : « C'est la femme de Chevalier, l'auteur de la première machine infernale, qui est à la tête de ces menées. »

On pouvait, c'est certain, s'étonner de voir, sollicitant une indemnité, l'épouse de l'ingénieux artificier inventeur de l'engin explosif, dont son arrestation seule l'avait empêché d'expérimenter les effets et qui, reconstituée par les chouans, causa la catastrophe que l'on sait. Chevalier avait été exécuté et toute allocation attribuée à sa veuve par le Premier Consul eût passé, aux yeux des malintentionnés, pour une sorte de réparation, même pour une marque de repentir d'un dommage injustement causé. Il en était de même pour les femmes des déportés : comment empêcher les mauvaises langues d'épiloguer à la nouvelle que le Gouvernement compatit aux misères de ces malheureuses, quand il lui est si facile d'y mettre fin en rappelant d'exil ceux dont l'absence en est la cause ? Fallait-il donc laisser mourir de faim ces désespérées, ou paraître, en les secourant, regretter la mesure qui les avait frappées ? Fouché trouva la solution de ce problème : il disposait d'hommes

pour toutes les besognes et voici le rapport qu'adressait, six semaines plus tard, l'un des observateurs de la Préfecture : — « L'ex-général Parein recommence à paraître et voit assez fréquemment un certain nombre d'exclusifs. Les femmes des déportés disent qu'elles lui ont les plus grandes obligations et qu'il leur a souvent prodigué des secours. » Parein, ex-général, en effet, mais de l'armée révolutionnaire, était de ceux qui auraient dû figurer en bonne place dans la liste des déportés; il était tout aussi coupable que Corchant, ayant siégé avec lui dans la terrible commission de Lyon dont il fut même l'implacable président. Pourquoi châtier l'un et pas l'autre? Parce que Parein qui, malgré son grade, se sentait peu de goût pour les risques de la vie militaire, préféra offrir ses services à Fouché auquel il était très utile : il lui mouchardait les sans-culottes impénitents auxquels son passé révolutionnaire inspirait toute confiance : c'est pourquoi l'observateur naïf, ignorant, avec tout le monde, ce double jeu, le signale comme fréquentant un certain nombre d'exclusifs. Parein ne les fréquente pas, il les espionne, et Fouché l'emploie à distribuer aux familles des exilés « les subsides provenant de la caisse du ministère » : ainsi le Gouvernement n'a point l'air d'en venir à résipiscence et Parein se fait une réputation de solide et fidèle démocrate qui n'oublie point ses frères malheureux.

En 1812, ce service fonctionnait encore, plus ou moins ouvertement, ainsi qu'en témoigne une note de Rovigo, successeur de Fouché au ministère de la Police; mais déjà, à cette époque, le nombre des familles privées de leur chef était quelque peu réduit, un certain nombre de déportés étant rentrés en France. On doit brièvement exposer par suite de quels événements ils avaient été rapatriés.

A L'ÎLE DE FRANCE

Le 16 août 1803 le général Decaen, nommé par le Premier Consul capitaine général des Établissements français de l'Inde, débarquait à l'Île de France et trouvait cette colonie dans une situation extrêmement précaire. Administrateur diligent, honnête homme, très dévoué à Bonaparte, mais indépendant de caractère, dès qu'il eut pris le gouvernement des possessions

françaises de l'Océan indien, il s'intéressa aux internés de Mahé qui ressentirent les effets de sa modération. Il sut réprimer les empiètements de l'Assemblée coloniale qui, depuis plusieurs années, usurpait tous les pouvoirs et régnait sur l'île en maîtresse; son animosité contre les bannis de nivôse céda, non sans méfiance, aux représentations du nouveau gouverneur qui, apprenant que quatre de ces individus étaient à Mahé malades et sans secours, les fit transporter à l'hôpital de l'île de France pour y être soignés. La correspondance ne mentionne pas leurs noms, mais un état de décembre 1805 indique quelle était à cette époque la situation des proscrits. Vingt-quatre vivent encore à Mahé; six y sont morts: Richon, Dufour, Fougéon, Boniface, le beau Laurent-Derville, décédé le 24 décembre 1809, et Pépin-Desgrouhette dont l'acte mortuaire est daté du 17 avril de la même année.

Ces vingt-quatre pensionnaires sont pour l'administration de l'île une lourde charge. L'état de guerre place, en effet, l'archipel des Seychelles dans une position bien difficile: chaque fois qu'un bateau anglais paraît dans la rade, Quinssy renouvelle sa capitulation: sitôt les ennemis disparus, il arbore le drapeau tricolore, quitte à l'amener de nouveau si quelque navire suspect est en vue. Le 27 septembre 1804, le capitaine Vood, commandant la *Concorde*, de la marine anglaise, a pris possession des Seychelles au nom de S. M. Britannique, mais en leur conservant le droit d'être régies par les lois françaises. Les affaires civiles y sont jugées par un tribunal de paix et les criminelles par un tribunal spécial composé de six notables. « Au reste, comme il n'y a pas eu prise de possession *en fait*, la seule présence d'un bâtiment français suffit pour annuler ce traité ». Il en résulte que Mahé est alternativement française et anglaise, statut plus étrange que gênant, les habitants prenant aisément leur parti d'une annexion toute platonique qui ne heurte en rien ni leurs habitudes ni leurs sentiments français.

Mais l'île doit vivre de ses propres ressources, et elles sont maigres; les colons, réduits à la « portion congrue », se lassent d'héberger les proscrits qui, oisifs, traînent, de l'Établissement où ils logent, à l'appontement du port où ils espèrent en vain, le plus souvent, apprendre des nouvelles. Un *avis au public*, rendu par Quinssy, au nom de l'empereur des Français, permet d'imaginer à quels passe-temps ces dévoyés occupent

leurs pesants loisirs : « pour prévenir les désordres et les indécences qui ont déjà eu lieu dans le cabinet de l'Établissement, occasionné par les intrigues des gens désœuvrés qui cherchent toujours à se mêler des affaires particulières des familles et de toutes celles qui leur sont étrangères, le gouverneur décide que les séances du tribunal de paix seront tenues désormais, non plus à l'Établissement, mais à son habitation particulière. » On ne les redoute plus, les déportés, car ils ne sont plus à craindre : engourdis, paresseux, démoralisés, ils inspirent maintenant, sinon l'intérêt, du moins l'apitoiement, et, dès 1806, Decaen se risqua à demander leur grâce : « Le petit nombre de relégués qui restent aux Seychelles, écrit-il au ministre, nous supplient d'obtenir leur pardon de la clémence de Sa Majesté. La plupart sont âgés; leur exil et la misère qu'ils ont éprouvée, ainsi que leur conduite, permettent de juger que ces hommes ne donneront plus à l'avenir de motifs à ce qu'on use envers eux de sévérité. » Cette requête, bien entendu, restait sans effet, voire sans réponse, et Quinssy mettait à profit toutes les occasions d'évacuer quelque-une de ces bouches inutiles sur l'Île de France qui, maintenant, les acceptait sans protestation et où, du moins, ceux qui professaient un métier pouvaient espérer gagner leur vie. Même l'ancien membre de la Commune, Jacob-Villeneuve, fut autorisé à se rendre à l'île Bonaparte (ci-devant Bourbon, aujourd'hui la Réunion) pour y recevoir les soins que réclamaient son âge et sa santé.

A cette date rien n'a changé, sinon que les proscrits ne sont plus à Mahé qu'au nombre de vingt-trois : l'un d'eux, l'ancien huissier Prévost, étant mort en 1806 à l'ilot de la Digue où il vivait retiré et presque solitaire. La population des Seychelles se compose alors, déportés compris, de 231 blancs dont 71 hommes, 47 femmes, 36 garçons et 37 filles; les noirs libres y sont au nombre de 113 et celui des esclaves « mâles ou femelles » monte à 2414. On voit, par cette statistique, que tous les indigènes sont en possession de femmes et que les déportés seuls vivent dans le célibat. Mais au cours de cette année 1807 la situation se modifia complètement : quatorze proscrits reçurent l'autorisation de se rendre à l'Île de France; le beau-fils du chanteur Chateauneuf, le septembriseur Monneuse, Vacret le babouviste, Faineant-Dusoussy, l'ancien noyeur de Carrier, et le cordonnier Marlet, étant infirmes ou malades,

avaient
leur
Massa
au Gé
cordo
l'Opé
éta
aux
ancie
état
auber
turier
indiq
étaie
énig
répu
Guill
de l'a
L
qui,
opin
natio
quel
sollic
aux
duir
infirm
m'on
quer
dern
de d
iles,
qu'il
colo
sort
des
désa
brit
dén

avaient trouvé place à l'hôpital; les neuf autres vivaient de leur travail; Eon, Niquille, Barbier, l'ex-adjutant général Massard, s'étaient casés comme instituteurs; Flamant travaillait au Génie en qualité de maçon; Bormans, le septembriseur, était cordonnier à l'atelier des pompes; Chateauneuf, le choriste de l'Opéra, est signalé comme artiste-chanteur; Pradel s'était établi marchand et Vitra faisait des chaussures. Seuls restaient aux Seychelles, Delabarre, serrurier à Mahé; Jallabert qui, ancien coiffeur de dames au Palais-Royal, avait repris son état de perruquier; Cardinaux, le cafetier babouviste, tenait auberge; Quinon vivait « sur une habitation ». Quant au teinturier Chevalier, frère de « Chevalier-explosion », il est indiqué comme habitant l'île Praslin où deux colons seulement étaient établis; quoiqu'il s'occupât encore de teinture, c'est une énigme de savoir quelle pouvait être sa clientèle sur ce rocher réputé quasi inabordable et à quoi s'occupait l'imprimeur Guilhémat relégué sur le récif de la Digue, chez le seul colon de l'endroit.

Le gouverneur de l'Île de France plaignait ces déracinés qui, tous, paraissaient avoir renié leurs méfaits passés et leurs opinions « exclusives ». En adressant au ministre l'état nominatif que l'on vient de lire, il exposait les raisons pour lesquelles il s'était cru autorisé à les retirer de Mahé : « Leurs sollicitations réitérées, la bonne conduite qu'ils avaient tenue aux Seychelles, l'assurance qu'ils donnaient de se bien conduire à l'Île de France, s'ils avaient le bonheur d'y passer, leurs infirmités, le désir qu'ils manifestaient de se rendre utiles, m'ont déterminé à leur permettre successivement de s'embarquer pour venir ici où quelques-uns avaient des parents. » Cette dernière phrase laisserait-elle supposer que certaines femmes de déportés, ayant obtenu du gouvernement leur passage aux îles, étaient venues retrouver leur époux? Les événements qu'il reste à raconter ont apporté trop de trouble dans ces colonies pour qu'il soit possible de faire toute la lumière sur le sort des proscrits, dont la personnalité comptait peu en regard des pertes immenses que la France allait subir : dans ce grand désarroi des dernières années de l'Empire, ce n'est que par bribes qu'on peut glaner quelques renseignements sur le dénouement des proscriptions de nivôse.

DERNIER RECENSEMENT

Le capitaine général Decaen, gouverneur de l'île de France, « laissé sans secours par la Métropole », résista longtemps à toutes tentatives des flottes ennemies ; mais, à la fin de 1810, il fut attaqué par 20 000 Anglais débarqués dans la journée du 29 novembre et auxquels il pouvait à peine opposer 1 200 hommes. Blessé à la jambe dès le début de l'action, Decaen resta à la tête de sa faible garnison. « Il faut l'avoir vu, dit un témoin, pour se faire une idée du sang-froid et de l'intrépidité qu'il déploya dans cette circonstance : cela passe toute croyance. Seul, arrivant au petit pas de son cheval, calme, impassible, sous le feu roulant d'une ligne d'infanterie d'un demi-mille, il semblait moins au milieu des ennemis qu'à une promenade. » Le 3 décembre, voyant la partie perdue, Decaen demanda et obtint une capitulation honorable : ses troupes ne furent point prisonnières ; quant à la population civile, on l'avisa par des placards imprimés qu'un registre était déposé chez le commandant militaire anglais, afin que chacun des habitants de l'île vint signer sa soumission à Sa Majesté George III, roi de la Grande Bretagne et d'Irlande. « Ceux qui, dans l'espace de vingt jours, n'auront pas prêté le serment, seront réputés ne pas vouloir le faire et, en conséquence, ils se tiendront prêts à partir pour la France dans le délai qui leur sera indiqué. »

Ancienne colonie hollandaise, l'île était française depuis 98 ans, et bien française : les colons protestèrent : il leur répugnait d'être si brutalement conquis. Que faire contre la force ? Il fallait céder, mais non renier la patrie lointaine et voici la formule de serment qu'ils proposèrent et qui fut adoptée : « Nous jurons obéissance et soumission aux lois de Sa Majesté Britannique, et de ne rien entreprendre contre lui, sans néanmoins être tenus de porter les armes contre la France. » Ainsi cette terre, citadelle de notre marine dans l'Océan indien et point de ravitaillement des corsaires sur la route des Indes, perdit son beau nom d'île de France pour reprendre celui d'île Maurice qu'elle avait reçu jadis de ses premiers occupants hollandais, en glorification de Maurice d'Orange.

Vingt jours plus tard, le navire anglais les *Trois-frères* entra dans la rade de Mahé ; son capitaine, Smith, descendu

à terre, annonçait à Quéau-Quinssy la capitulation de l'Île de France et le sommait de capituler à son tour; à quoi il répondit que cette formalité était inutile; les Seychelles, l'ayant accomplie à plusieurs reprises, appartenaient depuis longtemps à Sa Majesté Britannique, quoiqu'elles fussent régies par les lois françaises. Mais le 22 avril suivant, parut la frégate *Nisus*, armée de 44 canons; elle s'ancra dans le port et le capitaine Beaver qui la commandait fit arborer le drapeau anglais et se dit chargé de visiter l'île et d'envoyer à ses chefs un rapport sur les habitants et les ressources de cette possession, afin qu'elle pût recevoir une nouvelle organisation. La lettre de Quéau-Quinssy, rendant compte de ces incidents, fut la dernière que reçut de lui le gouvernement impérial français.

La prise de possession par les Anglais des Îles de France et Seychelles mettait les déportés en présence de l'alternative ou de consentir à être désormais sujets anglais, ou de rentrer en France au risque d'y être exposés à de nouvelles avanies. Vingt jours seulement pour prendre une résolution!... Des vingt-deux domiciliés à l'Île de France, quatre, sans plus, se déterminèrent à profiter du passage gratuit sur les navires anglais qui allaient ramener dans leur patrie Decaen, ses fonctionnaires et ses soldats: c'étaient l'aveugle Valéry-Chateaufort, beau-fils du chanteur, Niquille, François Barbier et Vacret. L'ancien membre de la Commune, Jacot-Villeneuve, qui habitait l'île Bonaparte (Bourbon), également occupée par l'ennemi, se décida aussi à regagner la France.

Niquille, Barbier et Vacret quittèrent donc la colonie au début de 1811; leur départ est annoncé dans les *Petites Affiches de l'Île de France* du 20 février. Leur voyage dura neuf mois, car ils débarquèrent à Morlaix le 24 novembre, et leur arrivée fut aussitôt signalée à la police. Vacret, recommandé par Tissot, professeur au Collège de France, obtint de séjourner quelque temps à Paris pour y mettre ordre à ses affaires; puis il fut envoyé en surveillance à Dijon. On expédia Barbier, qui était sans moyens d'existence, dans son village natal du Jura; quant à Niquille, il était plus inquiétant, non point que ses opinions politiques fussent exagérées, il n'en avait pas, mais sa carrière dans la Police, dont il fut sous le ministre Sotin inspecteur général, avait laissé de mauvais souvenirs qui se résumaient en ces deux mots: « fameux brigand ». Sans doute

s'était-il réservé quelque talisman protecteur, car il fut singulièrement ménagé : on se contenta de « l'exiler » à Corbeil et, comme il avait vendu tous ceux qui l'avaient acheté, on n'osa pas l'inquiéter, de sorte qu'il resta à Paris où il ouvrit un petit café, rue des Gravilliers, comptant sans doute, malgré son âge, — il avait 63 ans, — trouver encore quelqu'un à trahir.

L'aveugle Chateauneuf partit pour Arles où étaient fixés sa mère, sa femme et ses deux enfants, fort misérables. Quant à Jacot-Villeneuve, ancien orfèvre, ancien policier, ayant « sa famille » à l'île Bonaparte, et disposant d'une certaine aisance puisque, au début de la proscription, il projetait d'acquérir à Mahé une possession, on ne s'explique pas comment, rentré en France le 31 octobre 1811, et autorisé, par une faveur unique, à séjourner à Paris, il s'y vit abandonné, si misérable et si dénué d'amis, qu'on le retrouve, peu après son retour, pensionnaire du dépôt de mendicité de Villers-Cotterets.

Des soixante et onze déportés qui, en deux convois, avaient quitté Paris en nivôse an IX, huit étaient donc rentrés onze ans plus tard : les cinq que l'on vient de citer, auxquels s'ajoutaient Vauversin, définitivement sombré dans la police, et les deux « surveillés » de Lunel, Lefranc et Sonnois. Lefranc réussit dans le chef-lieu de canton où il est interné : la municipalité de Lunel a utilisé ses talents et s'est déclarée « très satisfaite des divers travaux tant publics que particuliers qui lui ont été confiés ; » ainsi s'exprime le maire de Lunel dans un certificat daté du 24 mai 1812. Il ajoute que Lefranc « a toujours donné des preuves d'intelligence et de la plus exacte probité ». Un emploi dans l'octroi de la ville a récompensé sa bonne conduite et Sonnois, également bien noté, obtient dans la même administration un poste de commis ambulant de 2^{me} classe.

Mais Lunel est un bien modeste théâtre pour les aptitudes supérieures dont Lefranc se flatte d'être doué : en octobre 1811, il sollicite l'autorisation de se fixer à Bordeaux où il pourra donner sa mesure : sa demande est favorablement accueillie sous la condition qu'il ne touchera plus son allocation mensuelle de 40 francs et qu'il se tiendra toujours « à 40 lieues de Paris et des séjours de la Cour impériale. » A peine installé au chef-lieu de la Gironde, il entreprend la construction d'un sémaphore pour la marine et « un grand ouvrage hydraulique,

appareil très intéressant, appelé à remplacer la machine de Marly et la pompe à feu, car il a la propriété de jouer aussi bien dans l'eau stagnante ou courante ».

Au début de 1813, il dirigeait « la construction d'une maison qu'un général retiré faisait bâtir », quand l'Empereur, luttant contre l'Europe coalisée et prévoyant les mauvais jours, jugea prudent de s'assurer des ennemis de l'intérieur et donna l'ordre de rechercher tous les individus qui, désignés par le sénatus-consulte de l'an IX, s'étaient évadés des colonies, et de les interner dans une forteresse d'État jusqu'à la fin des hostilités. On peut observer que, à vingt et un ans de distance, c'était reprendre l'idée de la Commune de Paris en septembre 1792 : à l'heure où l'on allait combattre les Prussiens marchant sur la capitale, il ne fallait pas laisser derrière soi un seul des prêtres et des aristocrates soupçonnés de désirer la victoire des étrangers. Tels avaient été le prétexte et la prétendue justification du massacre des prisons. Cette fois, il ne s'agissait de tuer personne, mais seulement de mettre temporairement d'irréconciliables séditieux dans l'incapacité de nuire. La comparaison entre ces deux procédés est donc toute à l'honneur de Napoléon, encore que les apologistes du bloc révolutionnaire, volontairement oublieux des atrocités de septembre 1792, frémissent d'horreur en commentant « ce dernier acte de la tyrannie impériale », de cet « effroyable pouvoir qui ne s'exerça jamais que par l'entremise de deux forces, une armée pour dominer l'Europe, une police pour contenir l'indignation du pays ». On peut cependant être persuadé que, si les plus furieux adversaires de Bonaparte, intéressés à la chose, avaient dû choisir entre le procédé révolutionnaire qu'ils absolvent et le moyen adopté par « le cynique tyran » qu'ils maudissent, ils eussent indubitablement donné la préférence à celui-ci.

Desmarests reçut donc, le 31 juillet 1813, l'ordre de dresser la liste des déportés rentrés : on en trouva plusieurs revenus de Cayenne et six seulement évadés des îles de l'Océan indien. Les fiches de la police indiquaient leur résidence et il fut facile de les retrouver. Lefranc est arrêté, le 4 septembre, à Bordeaux et incarcéré au fort du Hâ, prison de la ville ; il proteste, excipant de son âge, 56 ans, de ses infirmités, de sa bonne conduite, de l'utilité pour le public des travaux dont il est chargé. Mais les instructions du commissaire général sont

précises : l'évasion du proscrit n'a rien changé à la mesure prise, en l'an IX, contre lui; il est recommandé néanmoins « que son arrestation ne fasse point d'éclat et soit considérée comme l'exécution d'une disposition qui n'a pas été rapportée ». Il sera conduit à la forteresse de Pierre-Châtel. Sonnois fut pris à Lunel, qu'il n'avait pas quitté, et acheminé vers Montpellier où il tomba malade « de rhumatismes aigus » : il dut y séjourner quinze jours. Niquille, arrêté à Corbeil, fut écroué à la geôle de cette ville : il était âgé, soixante-trois ans, malade, et peut-être le ménageait-on en sa qualité d'ancien policier, détenteur de bien des secrets, car il fut reconnu que son état ne permettait pas de le transporter plus loin. Le pauvre Valéry-Chateaufort, l'aveugle dont on n'avait rien à craindre, fut saisi à Arles, conduit d'abord à Tarascon, puis dirigé sur Pierre-Châtel, de brigade en brigade. Le bonnetier Vacret, en surveillance à Dijon, venait d'obtenir la permission de s'établir à Rouen, quand parvint au préfet de la Côte-d'Or l'ordre de l'incarcérer. On eut quelque peine à trouver Barbier, qui, ayant quitté son village de Mesnay, à une demi-lieue d'Arbois, en Jura; on le découvrit pourtant et il prit, comme Vacret, la route de Pierre-Châtel où tous les surveillés devaient être réunis. Quant à Jacot-Villeneuve, on l'eût extrait également du dépôt de mendicité de Villers-Colterets, mais il y était décédé depuis trois mois, le 7 juin 1813. De Vauversin on ne parlait pas : son affiliation définitive à la police le rendait intangible.

Pierre-Châtel est une ancienne Chartreuse fortifiée, située sur un rocher isolé, à près de 400 mètres d'altitude. Commandant un défilé où le Rhône s'est creusé un lit tortueux, transformé sous le premier Empire en bastille d'État, le fort renfermait déjà une centaine de condamnés de droit commun, lorsque, à l'automne de 1813, y furent amenés les déportés rentrés d'exil. Valéry-Chateaufort et Barbier y retrouvaient Vacret, arrivé avant eux, dès le 1^{er} septembre. Sonnois les y rejoignit deux mois plus tard. Lefranc était annoncé, mais il ne vint pas : resté malade à l'infirmerie de la maison de correction d'Angoulême, il adressait de là au duc de Rovigo, ministre de la Police, deux suppliques en un style dépouillé de toute rudesse démocratique : « Monseigneur, un chevalier français tel que Votre Excellence est né pour être généreux et humain, accessible à la pitié. Votre grande âme doit posséder le noble

caractère des grands hommes... Un faible atome, une ombre comme moi ne peut ternir l'éclat... » Il vient d'apprendre comment est composée cette infernale prison de Pierre-Châtel... Être conduit de brigade en brigade, de prison en prison, confondu avec le crime, faire une route de 160 lieues dans cet état!... Il demande en grâce, « si son aspect blesse les yeux du gouvernement, de recevoir un passeport pour les États-Unis... » Il s'exagérât son importance : en marge de cette lettre, quelqu'un, Rovigo peut-être, a griffonné : *Quel est ce prisonnier ?* Un secrétaire répond : *Un des déportés. Son état de maladie n'a pas permis de l'envoyer à Pierre-Châtel.*

D'ailleurs ses camarades n'y étaient plus alors qu'il implorait ainsi le ministre. Les ennemis menaçaient la frontière et, le 13 janvier 1814, on avait évacué les prisonniers du vieux fort dont la petite garnison allait, durant quarante-huit jours, arrêter un corps de 4000 Autrichiens. Les détenus sont entassés dans des bateaux découverts, « à l'injure du temps » ; on navigue sur le Rhône durant trois jours et trois nuits avant d'arriver à Lyon où ils comptent séjourner ; mais, dans la grande ville, si éprouvée par la Terreur et dont les rancunes contre la guesaille jacobine sont vivaces, on refuse de les recevoir : les bateaux descendent le fleuve jusqu'à Valence où commande Augereau : nouvelle opposition au débarquement des prisonniers ; à Nîmes, même rebuffade : les déportés, tels que Sonnois, pouvaient se croire revenus au temps où, errants d'île en île sur l'Océan indien, ils avaient été chassés de l'île de France, de Mahé, d'Anjouan, de Comore, et obligés, pour subsister, d'emprunter de fausses personnalités.

De Nîmes on se dirigea vers Mende, 34 lieues, et alors commença une marche harassante à travers les monts du Gévaudan couverts de neige. Combien sont-ils à se trainer ainsi dans les chemins impraticables ? Trois cents, dit l'un d'eux. Ce chiffre paraît exagéré. Comment nourrir trois cents hommes dans les villages perdus de cette région montagneuse ? Où trouver un dortoir pour les abriter pendant les nuits, avec les soldats qui, certainement, les escortent ? Le malheureux Valéry-Chateaufort suivait en aveugle cette marche éperdue : les trois autres revenants des Seychelles se relayaient pour le conduire par la main : Vacret, qui a laissé un court récit de ce pénible exode, se plaint surtout d'avoir été confondu « avec toutes sortes de

personnes condamnées par jugement, méprisables sous tous les rapports, ce qui est on ne peut plus avilissant pour l'homme honnête qui n'a rien à se reprocher ». Il oublie un peu, en parlant ainsi, le rôle actif qu'il a joué dans la conspiration Babeuf où l'on ne complotait rien d'autre qu'un égorgement général. Il a tort de faire le dégoûté, car si le convoi est composé de détenus politiques, il y a parmi eux bon nombre de prêtres emprisonnés pour leur opposition à l'Empire. A Mende, on s'oppose au séjour de ces nomades de réputation et de mine peu rassurantes; le froid est terrible; on est dans les monts du Velay et des Cévennes; la neige atteint par endroits une épaisseur de trois à quatre pieds, et, durant quarante-deux lieues, on peine, avant d'arriver à Clermont-Ferrand d'où l'on est renvoyé à Riom, et, là, on trouve enfin refuge à la maison de Justice.

On est aux derniers jours de février 1814; l'Empire se lèzarde de toutes parts: seul Bonaparte lutte encore avec l'ardeur qui exaltait, dix-huit ans auparavant, le petit général de la première campagne d'Italie. Mais son œuvre était immense; elle l'écrasa en s'effondrant et, dans les premiers jours d'avril, on apprit que c'était fini. Il abdiquait. Il parlait, proscriit à son tour, pour la petite île que l'Europe lui concédait en dédommagement de l'empire du monde. Cette chute que, depuis treize ans, attendaient, espéraient, appelaient de tous leurs vœux les déportés de nivôse, les transformait de pestiférés en triomphateurs. L'épouse de Niquille fut la première à s'en rendre compte: son mari était toujours détenu à Corbeil; elle adressa une pétition au gouvernement provisoire pour signaler le cas de cette victime des implacables ressentiments de l'usurpateur. Sa supplique attira l'attention sur ceux des proscrits transférés l'année précédente à la forteresse de Pierre-Châtel: le rapport du commissaire provisoire leur était très favorable: « Quels qu'aient pu être les torts de ces individus... il paraît de toute justice de faire cesser leur détention. » En conséquence, Niquille est autorisé à se fixer à Paris. On invitait les autres à désigner eux-mêmes la commune où il leur plairait de séjourner quelque temps, en attendant qu'on les déclarât complètement libérés de toute surveillance.

Mais, pour les aviser de cette détermination, il fallait savoir où les trouver. Or, ils étaient perdus: depuis leur départ de Pierre-Châtel, nul, dans les services de la nouvelle adminis-

tration
condu
jamai
les av
du-Ri
reçut
la pri
lieux
vel on
fut ég
Sonn
Chate
Le
lème,
Trois
de ni
Paris
Lune
L'anc
retou
de bu
quel
dispa
L
comp
— tr
point
gnom
sait
aux
nalit
pays,
naier
leurs
risk
taine
être,
y ren
Ce q
trefe

tration, ne pouvait dire où le caprice du Corse les avait conduits. On écrivit au préfet de l'Ain qui répondit n'en avoir jamais entendu parler; au préfet de la Drôme qui attesta ne les avoir point chez lui; mais il les croyait dans les Bouches-du-Rhône. Enfin, le préfet du Puy-de-Dôme fut touché; il reçut l'ordre de mettre en liberté ceux des déportés internés à la prison de Riom et de leur délivrer des passeports « pour les lieux où ils voudraient se rendre, Paris excepté jusqu'à nouvel ordre ». François Barbier qui, malade, était resté à Mende, fut également averti qu'il était libre. Vacret choisit Versailles; Sonnois retourna à Lunel où il occupait un emploi; Valéry-Chateaneuf, n'étant pas en état de voyager, demeura à Riom.

Lefranc, qu'on retrouva à l'infirmerie de la prison d'Angoulême, reçut, dans les derniers jours d'avril, son *exeat* en forme. Trois mois plus tard, toute surveillance était levée et les déportés de nivôse recouvraient leur liberté définitive. On a, datée de Paris, le 19 septembre 1814, une lettre de Sonnois, revenu de Lunel et logé à l'Hôtel d'Angleterre, rue Vieille-du-Temple. L'ancien septembriseur babouviste se félicite de « l'heureux retour des Bourbons » et réclame une place « soit comme garçon de bureau ou toute autre ». C'est, croit-on, le seul qui demanda quelque chose; les autres firent silence et jugèrent prudent de disparaître.

Les dix déportés restés à l'Île de France, ainsi que leurs six compagnons demeurés aux Seychelles depuis l'été de l'an IX, — treize ans, — étant devenus sujets anglais, ne bénéficiaient point de la grâce octroyée par le roi de France à leurs compagnons rapatriés. Pourquoi, puisque la capitulation leur en laissait la faculté, n'avaient-ils point profité du passage accordé aux habitants de ces îles soucieux de ne point perdre la nationalité française? Avaient-ils craint, en rentrant dans leur pays, d'y subir encore les tracasseries de la police? Comparaient-ils que leur passé révolutionnaire leur rendrait chez leurs compatriotes l'existence impossible et préféreraient-ils aux risques de nouvelles avanies la vie tranquille de la terre lointaine où, n'étant pas connus, ils n'étaient pas méprisés? Peut-être, ayant trouvé là un gagne-pain, ne se décidèrent-ils pas à y renoncer. Toutes questions auxquelles on ne peut répondre. Ce qui étonne, c'est leur détachement complet de leur vie d'autrefois, car plusieurs avaient à Paris une femme et des enfants.

Massard, par exemple, était marié et père d'un fils et d'une fille; Pradel a laissé cinq enfants sans ressources; Chevalier, Gaspard et l'imprimeur Guilhémât sont également pères de famille, et pourtant ils restent aux îles sans qu'aucun d'eux, même après la chute de l'Empire, manifeste le moindre désir de revoir les siens. Leurs épouses n'ont point cessé d'intercéder en leur faveur et de réclamer leur retour. Le cas du chanteur Chateaufort est particulièrement typique : d'abord interné à Mahé, il s'en est évadé à bord d'un vaisseau portugais, sans s'inquiéter de son beau-fils aveugle qu'il abandonne aux Seychelles. Ils se retrouveront, en 1809, à l'Île de France; mais, quand les Anglais prendront possession de la colonie, l'aveugle seul demandera à être rapatrié; le chanteur restera. Cependant, sa femme, retirée à Arles, implore, pour le « ravoir », les ministres de l'Empereur en 1811; elle écrivait à l'un d'eux : « Monseigneur, j'ai lu dans les journaux que les Anglais devaient rendre tous les Français... Mon mari et mon malheureux fils ont été déportés pour avoir prêté cent mille francs (?)... J'emploierai tous les moyens que votre cœur me dictera. » On ignore quelle religion professait la femme Chateaufort, mais elle termine sa lettre par cette phrase étrange : « Je ne cesse de prier le soleil notre Dieu qu'il vous rende le prince le plus heureux... » Il ne semble pas que Chateaufort reparût jamais : on ne sait quel fut son sort.

D'après Fescourt, évidemment renseigné par Lefranc, Monneuse, l'affreux septembriseur, mourut à l'hôpital de l'Île de France; Marlet également; Delabarre et Cardinaux finirent leurs jours aux Seychelles. En 1817, il se trouvait encore dans ces anciennes colonies dix-huit déportés. La sœur de Fainéant-Dusoussy adressait cette année-là au gouvernement une pétition, afin d'obtenir pour son frère le passage gratuit sur un navire de la marine royale et une indemnité qui lui facilitât le voyage. Le ministre répondait : « Il n'y a aucun empêchement à ce que le sieur Dusoussy revienne en France, mais je ne puis lui accorder ni le passage gratuit, ni l'indemnité que vous demandez en sa faveur. » On en conclut que certains de ces proscrits ne revirent jamais la France, faute d'argent pour payer la longue traversée.

Le cas des deux frères Christophe et Philippe Linage est tout différent. On a vu que, évadés de Mahé, ces deux ex-mou-

chards s'étaient fixés à Mozambique et avaient fondé un commerce de ferblanterie et d'armurerie. Ils y acquirent « une honnête aisance » et y étaient considérés. En 1804, l'un d'eux, Christophe, débarqua à Lorient du vaisseau le *Géographe*, et sollicita des autorités maritimes un passeport pour se rendre à Paris afin d'y passer deux mois auprès de sa vieille mère et d'y « régler des affaires ». Comme le *Géographe* apportait du cap de Bonne-Espérance des animaux destinés au Muséum d'histoire naturelle et à la ménagerie de M^{me} Bonaparte, déjà presque impératrice, Christophe Linage s'offrit à conduire ces animaux exotiques à Paris et il obtint ainsi, sans difficulté, le passeport qu'il demandait. Il fut bien reçu à la Malmaison et mit à prolit sa faveur pour prolonger son séjour. « Je n'ai existé depuis cinq mois, écrit-il en septembre, que des bienfaits dont S. M. l'Impératrice a bien voulu me gratifier. » Il se rembarqua à Bordeaux pour retourner au Cap, et voici en quels termes, dans les milieux opposés à l'Empire, ce voyage était présenté : « Les frères Linage, fixés à Mozambique, répondirent à ceux qui leur proposaient de rentrer en France : les monstres des forêts que nous habitons sont moins cruels et moins barbares que les auteurs du sénatus-consulte qui nous a déportés, et nous préférons le climat infect de Mozambique à l'air empesté du despotisme de Bonaparte. » Ainsi racontait-on l'histoire dans les jacobinières clandestines de ce temps-là : partout et toujours se reconnaît en cette méthode la constante préoccupation de fausser audacieusement les faits les plus manifestes pour créer une légende de pureté et de stoïcisme qui s'effondre dès qu'on y regarde.

Au vrai, les Linage gagnèrent de l'argent, à Mozambique d'abord, puis au Cap, ils s'y fixèrent sans esprit de retour. La preuve en est que, en juin 1814, le « despote » n'étant plus là, leur mère septuagénaire pria le ministre de la Police d'autoriser ses fils à rentrer en France : il lui fut répondu qu'ils étaient parfaitement libres de revenir s'ils le voulaient, et comme leur dossier se termine sur cette note, il paraît vraisemblable qu'ils n'ont pas mis à profit cette autorisation.

Qu'auraient-ils fait dans le Paris de la Restauration, parmi cette France subitement revenue à ses antiques croyances et s'efforçant de retrouver au fond de son cœur, oblitéré par tant d'épreuves, le vieil amour qu'elle témoignait jadis à ses princes

légitimes? Le mal révolutionnaire est inguérissable et ceux qui en furent atteints sont exposés jusqu'à leur dernier jour à des rechutes fatales. L'architecte Lefranc en fournit un exemple frappant. Cet homme, dévoyé, comme tant d'autres, par une suffisance haineuse, occupe une place en vedette parmi cette foule de déclassés et de criminels dont ces pages relatent le châtement. Il a figuré l'un des premiers sur la liste des incorrigibles, il fut le seul de ses compagnons d'exil qui, fier de ce qu'il avait enduré, laissa une relation de ses longues et rudes traverses; c'est en contant son dernier avatar que l'on terminera ce récit.

LA FIN DE LEFRANC

Rentré à Paris au début de l'automne de 1814, Lefranc ne se fixa pas dans son ancien quartier des Tuileries, comprenant qu'il y serait exposé à trop de rencontres compromettantes; il se logea rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, non loin de la rue Montorgueil. Sans doute, les premiers mois s'écoulèrent dans l'extase de Paris retrouvé, du bonheur d'avoir un chez soi, de se sentir libre, de savoir bien finie l'effrayante succession des tribulations passées. Sans doute aussi, au retour inopiné de Napoléon, en mars 1815, put-il se croire de nouveau menacé; mais l'alerte fut courte. Après cent jours de transes ce furent de nouveau les délices de la quiétude reconquise, des longues bavarderies au café et des parties de piquet sans fin. Pour un homme qui avait combattu au 10 août, connu Marat et fréquenté au taudis de Babeuf, ce devait être une impression bien étrange de passer, sans transition, — car les mauvaises années n'étaient qu'un entr'acte, une sorte d'abîme, un trou, — du Paris révolutionnaire de l'an IX au Paris royaliste de la Restauration : les églises pleines de fidèles, les missions pieuses, les processions circulant dans les rues, entre deux haies de troupes agenouillées, tambours battants, toutes cloches sonnantes, et partout les portraits de « l'auguste famille », les lys, les couronnes royales, les vieux hôtels rouverts, les équipages somptueux, les livrées héraldiques, tout ce réveil d'un passé, pourtant bien mort, mais que galvanisaient et semblaient faire revivre la naïve candeur du populaire, la confiance intéressée des riches, l'aveuglement loyal des nobles et des courtisans. A le voir ainsi ressusciter, les

brouillons vaniteux tels que Lefranc ne pouvaient s'illusionner : tout ce qu'ils avaient cru faire n'avait servi à rien, qu'à les rendre odieux et méprisés. Que d'amertume dans cette conviction et quel regret de ne pouvoir confier à personne cette déchirante désillusion !

Lefranc rencontra pourtant, au café, un homme qui pensait comme lui, et qui osait le dire. Il se nommait Jacques Pleigner et habitait rue du Petit-Lion-Saint-Sauveur. C'était un fabricant de tiges de bottes à plis pour l'usage de la cavalerie légère. Tant qu'avait duré l'Empire, ce commerce était lucratif, mais une ordonnance de Louis XVIII, à peine rentré d'exil, a changé la forme des bottes, et, d'un trait de plume, « ce vieux misérable », — c'est le roi que désignaient ces termes irrévérencieux, — a ruiné Pleigner ; tout son matériel demeure inutilisé, et, comme c'est par la faute du pouvoir, le fabricant de bottes a juré « de renverser le gouvernement ». Il a déjà un complice, Carbonneau, pauvre diable de maître d'écriture, demeurant rue Saint-Sauveur et tombé dans la misère ; Pleigner l'a pris à son service et « l'affaire est en bon train » : on s'est entendu avec un jeune ciseleur, Tolleron, auquel on a commandé un timbre à ressort qui sert à imprimer 5 000 cartes portant cette devise : *Union, Honneur, Patrie*, et qu'on distribue un peu partout. Tous ceux qui en acceptent une sont par là même, au dire de Pleigner, affiliés au complot et « marcheront » au premier signal. Le succès de la conspiration est donc assuré, c'est la conviction du fabricant de bottes, pauvre homme, sinon tout à fait fou, à coup sûr très bête, qui communique son projet au premier venu et parle de détruire le trône des Bourbons comme s'il s'agissait d'organiser un déjeuner à la campagne.

Quel effet produisirent sur l'esprit de Lefranc les confidences de cet imbécile ? Il sait, lui, comment on fait une révolution, il a reçu de Babeuf un brevet « d'homme ayant des talents et propre à régénérer ». Non, certes, il n'est pas un novice ; mais bien au contraire, il peut se flatter d'être expert dans l'art délicat des conjurations. Il n'est donc pas possible qu'il prenne un seul instant au sérieux les puériles imaginations de Pleigner qui distribue ses cartes par douzaines dans les cafés, dans les tabagies et les maisons de jeu, et se figure, par ce moyen, réunir et grouper des partisans. Lefranc, sans nul doute, va

se séparer au plus tôt de ce niais dangereux ? Pas du tout ; bien au contraire, il l'écoute et consent à lui prêter son concours, et, dès lors, le complot du bottier prend une importance inattendue ; une proclamation est rédigée, dans la manière de Babeuf ; en voici les traits principaux :

Français, nous sommes arrivés au terme de nos malheurs. Amis du peuple, dont nous faisons partie, nous avons lu dans l'âme de nos frères. Nous nous sommes empressés de prendre les mesures les plus sages et les plus certaines pour la chute entière des Bourbons. Notre succès est certain ; nous sommes impénétrables ; on ne nous trouvera nulle part et nous sommes partout... S'il se trouvait, parmi les compagnons de nos glorieux travaux, quelque traître malheur à lui ! Son jugement est prononcé ; son exécution serait aussi prompte que la foudre ; il serait atteint en quelque lieu qu'il fut... Déjà la majeure partie des braves est munie de tout ce qui lui est nécessaire ; quant à l'artillerie, nous saurons nous-mêmes nous en procurer et le coup qui doit rendre à la France sa splendeur et ses droits est déjà à moitié porté...

Il serait téméraire de prétendre déchiffrer les énigmes d'un procès dont le dossier judiciaire a disparu : on en connaît seulement les divers incidents par les pièces de police, étonnamment discrètes, par les comptes rendus des journaux soigneusement épluchés, et par un opuscule, singulièrement partial, publié à l'époque. Il paraît bien certain que ni Pleigner, ni Carboneau, ni Tolleron n'ont rédigé cette emphatique proclamation. Il est sûr que Lefranc la connaissait et s'y intéressait, puisque, tout en feignant de la blâmer, il en rapporta la « planche » depuis l'atelier de l'imprimeur, rue Dauphine, jusqu'à la maison de Carboneau, au Marais, où l'on procéda au tirage à l'aide d'une presse improvisée ; pour se risquer à traverser Paris, ayant sous le bras un châssis aussi compromettant, il fallait bien qu'il prit la chose à cœur. D'autres indices sont significatifs : Pleigner voulait « simplement » renverser Louis XVIII, dans l'espoir que le successeur de ce monarque tracassant ramènerait la vogue des bottes à plis ; son fanatisme politique n'allait pas plus loin et il ne projetait pas de faire « sauter » le château des Tuileries de façon à ensevelir sous ses ruines toute la famille royale. L'un des conjurés préconisa ce coup d'audace : il s'agissait d'introduire dix-huit

à vingt barils de poudre « dans l'égout qui, régnant sous tout le château, se déversait dans la Seine non loin du Pont Royal. Par une nuit sombre, il était facile, au moyen d'un bateau, d'introduire dans cet égout une quantité de tonneaux de poudre entre lesquels des mèches établiraient des communications. » On alla même constater que la grille de ce souterrain était fort ancienne et que c'était un jeu d'ouvrir à l'aide d'une pince son cadenas rouillé. Or, c'était là un retour à une conception qui datait des conspirations de l'an IX ; même vérification avait, en ce temps-là, été faite sur la vétusté de la grille et sur le tracé de l'égout. Pleigner, Carbonneau et Tolleron étaient trop jeunes pour avoir connaissance des complots tramés sous le Consulat : donc quelqu'un leur avait soufflé cette vieille idée, germée dans le cerveau des anarchistes de 1800. Ce qui surprend le plus, dans cette tragique et louche affaire, c'est que, certains des conjurés s'étant inquiétés de savoir par qui on remplacerait Louis XVIII quand ce roi, tous les siens, toute sa cour, et probablement tous les habitants du quartier environnant les Tuileries seraient exterminés par l'explosion, les « organisateurs » du complot répondirent par une note distribuée à profusion : « Le but de nos opérations est l'indépendance nationale... Nous élirons celui qui présente le plus d'assurance, et c'est Napoléon II que nous appellerons au trône. » Un post-scriptum, destiné à rassurer les hésitants, disait : « L'Autriche ne peut refuser à la France de lui rendre le fils de l'Empereur... Les patriotes purs doivent nous accorder une confiance aussi mystérieuse que nous la leur demandons. » En même temps, ils faisaient circuler le bruit de la présence à Strasbourg de l'ex-impératrice Marie-Louise et d'une proclamation « datée de Belgrade » émanant de Bonaparte lui-même... qui était à Sainte-Hélène ! Enfin, pour que nul ne doutât du culte qu'ils avaient voué à l'Empereur, les conjurés avaient adopté un signe de reconnaissance « consistant à se donner la main de manière que les doigts formassent une N majuscule ! »

Cette fois, Lefranc va se retirer avec indignation de cette association qui prétend rétablir le régime abhorré auquel il attribue tous ses malheurs ? Eh bien !... non ; il en reste membre ; il approuve ce retour à la tyrannie impériale, et distribue des cartes pour recruter à ce projet de nouveaux adhérents. Lefranc

est devenu bonapartiste ! Et cela paraît incroyable. Du reste si, comme on croit le discerner, son influence fut grande sur ces conspirateurs enfantins, il fut, dans sa participation effective, d'une prudence de chat échaudé. A part le transport de la proclamation et cette distribution de cartes, il parut ne se mêler de rien. On pense bien que la police suivait avec intérêt la marche de ce complot qui s'ourdissait au grand jour, en dépit du mystère dont, pour respecter la tradition, prétendaient s'entourer les chefs. Le 5 juin 1816 on raffa toute la bande, Pleigner, Carbonneau, Tolleron, Lefranc, le vieil imprimeur Jean Charles qui, au moyen de caractères de rebut, avait « composé. » le texte de la proclamation, et, avec lui, on arrêta son jeune apprenti de quatorze ans, nommé Philarète Chasles; comme il était le fils d'un conventionnel régicide, on crut tenir en cet enfant l'agent de liaison entre ces montagnards de 1793 et les pauvres hères sans moyens, sans relations, sans notoriété ni crédit auxquels, crainte du ridicule, on hésitait à imputer une si prétentieuse machination. C'était une illusion; il fallut bien se résigner à inculper ceux seulement dont on vient de lire les noms, en leur adjoignant une vingtaine de prétendus complices, plus sots que coupables. Situation délicate pour les magistrats, obligés, s'ils ne voulaient pas aboutir à une absolution générale, d'établir que ces miséreux et ces hurluberlus avaient mis en péril la monarchie restaurée.

Le procès s'ouvrit à la cour d'assises, le 27 juin 1816. Vingt-huit accusés, presque tous ouvriers, marchands de vin, écrivains publics ou petits employés, stupéfaits d'être là et ne comprenant pas comment et pourquoi on les accuse de complot contre l'État. Pleigner est le plus ahuri : aux questions nettes du président, il répond en dormeur mal réveillé : « Vous vouliez changer la forme du gouvernement ? — Je ne voulais rien du tout. — Dans quel but avez-vous rédigé la proclamation ? — Ma foi, je n'en sais rien. — Expliquez quel était votre plan. — Mon plan ? Je ne me rappelle rien... je n'ai pas une idée... ce n'est pas mauvaise volonté, mais je dirais des choses qui n'ont pas le sens commun. » Il ne nie rien, d'ailleurs; ce n'est pas un subterfuge, c'est de l'hébétement : il en convient lui-même. Le pauvre Carbonneau avoue, lui; s'il s'est mêlé du complot, c'est parce qu'il était sans ressources et que Pleigner lui venait en aide; mais il n'a jamais cru que la

chose pourrait avoir des suites : « Je me disais : les proclamations on en rira, les cartes on s'en lassera, et ce sera fini. »

Un seul des trois principaux inculpés, Tolleron, étala ses convictions et sa déclaration fit passer un frisson dans l'auditoire : « J'ai trente ans, dit-il, j'ai été élevé dans la révolution ; je ne connais qu'elle et, dès mon bas âge, dans ma famille et dans les écoles, on n'a cessé de m'inspirer de la haine pour le gouvernement actuel. Au retour du roi, je me suis vu signalé comme un coquin pour avoir servi l'autre gouvernement. Dans mon quartier, tout le monde me jette la pierre et l'on a cassé mes vitres parce que je n'ai pas illuminé. J'aurais été bien aise d'humilier à mon tour tous ceux qui m'avaient humilié. J'ai cru qu'il ne s'agissait que de renverser le gouvernement... » Ici le président bondit, essaie de protester ; mais l'autre, du ton dédaigneux d'un homme persuadé qu'un gouvernement, c'est peu de chose et qu'on l'abat dès qu'il cesse de plaire, reprend : « J'ai cru que cela se passerait comme au 20 mars (au retour de l'Empereur) ; depuis vingt ans, nous en avons tant vu ! » Celui-là, on ne peut le nier, était gravement atteint du « mal révolutionnaire », et l'aveu cynique de son état d'esprit, — qui allait être, pendant près d'un demi-siècle, celui de bien des Français, — explique pourquoi, au cours du XIX^e siècle, aucun gouvernement monarchique n'a pu atteindre sa majorité.

Sauf un garde du corps de Monsieur, qui s'était affilié au complot afin d'exercer une vengeance contre certains de ses camarades, tous les autres accusés étaient des naïfs qui, par badauderie, avaient distribué des cartes, propagé la proclamation, ou bu chopine avec les chefs de la conjuration. Lefranc, lui qui, peut-être, en avait été l'âme, disparaissait dans cette cohue et le compte rendu des débats démontre que le président l'interrogea sommairement, non sans une allusion à la « terrible expérience qu'il avait faite de la révolution », mais il s'était compromis en portant la proclamation chez Carbonneau et il fut condamné pour ce fait à la déportation. Un verdict de mort frappa Pleigner, Carbonneau et Tolleron.

S'il était une chose qui, en 1804, eût paru impossible aux déportés de la *Chiffonne*, quand, au cours de leur longue traversée, ils échangeaient, dans l'entrepont du navire où ils étaient calfeutrés, leurs souvenirs, leurs rancunes et leurs espérances, c'est que l'un d'eux subirait un jour une nouvelle

proscription pour avoir conspiré en faveur de Bonaparte. Tel était pourtant le cas de Lefranc et on regrette bien de ne pas savoir ce qu'en pensaient les rares survivants de ses compagnons d'exil. Du reste, sa condamnation ne l'exposait pas à retourner aux Seychelles; les déportés pour cause de crime d'État subissaient alors leur peine au mont Saint-Michel.

Si Lefranc fut écroué au Mont, il n'y resta certainement pas longtemps. Il paraît probable qu'il n'y était plus quand, en 1819, Fescourt publia, d'après le manuscrit de l'architecte, l'histoire des déportations aux Seychelles. Un ouvrage similaire avait paru, un an auparavant, et sous le nom de Lefranc, avec ce titre : *les Infortunes de plusieurs victimes de la tyrannie de Bonaparte*; mais c'était là, au dire de Fescourt lui-même, une version apocryphe, éditée, sans l'autorisation de l'auteur, par quelque écrivain besogneux spéculant sur la récente condamnation du conspirateur. La publication de ces volumes fit-elle quelque bruit? Fut-on surpris d'apprendre que l'homme reconnu coupable d'avoir comploté le rétablissement de la dynastie impériale avait feint de désirer le retour des Bonaparte pour mieux démasquer ceux qui y travaillaient? Ce que l'on croit pouvoir assurer, c'est que, en mars 1821, il était à Paris depuis quelque temps. D'après le dernier feuillet de son dossier de police, il habitait, à cette date, quai de l'École, n° 9; là il recevait journellement un sieur Martin, capitaine retraité, « soupçonné de propos », qui se flattait « d'avoir contribué par sa haute protection et sa duplicité » à la mise en liberté de Lefranc. Phrase ambiguë qui laisse soupçonner quelque nouvelle intrigue. Ce procès de 1816 et ses suites restent un nid d'énigmes indéchiffrables : et si l'on admettait la thèse d'un agent secret de l'époque, — Froment, au tome III de sa *Police dévoilée*, — on serait amené à croire que, dans cette dramatique affaire, il y eut des condamnés et des morts, mais jamais de coupables... sauf le ministre, le préfet et leurs *agents provocateurs*. Doit-on supposer que Lefranc joua ce rôle infâme? Il ne faut pas s'étonner dans ce cas que le silence se fit désormais sur lui. Un homme capté par la police n'était plus qu'un anonyme, perdu dans cette bande noire où la société rejette ceux qui l'ont combattue.

G. LENOTRE.

LE MARÉCHAL JOFFRE

Pendant toute une semaine, la France, le monde entier a suivi le dernier combat livré par le maréchal Joffre, dans un recueillement où l'admiration se mêlait à l'émotion. Le Maréchal, qui depuis des mois se sentait condamné, n'avait pas voulu que le bruit de sa maladie arrivât au public. Contre l'envahissement du mal, telle a été sa résistance qu'elle a déconcerté les plus savants médecins. Il est mort sans une plainte... Et cette lutte silencieuse en évoquait une autre : celle d'où la France, menacée de périr, est sortie sauvée.

Les historiens ne manqueront pas de mettre en contraste la fougue d'un Foch et le flegme d'un Joffre, et d'opposer la calme réflexion de l'un aux soudaines illuminations de l'autre. Napoléon se plaisait à répéter que le génie de la guerre est fait avant tout de bon sens. A ce bon sens le maréchal Joffre joignait un sang-froid dont il n'y a peut-être pas eu d'exemple plus frappant dans l'histoire. J'en puis citer un trait que je tiens du Maréchal lui-même, peu prodigue de confidences. Comme je lui demandais quels avaient été ses plus durs moments pendant la guerre : « C'est, me répondit-il, quand on venait me réveiller pendant la nuit pour un ordre urgent. Le cas était grave : il appelait une décision immédiate. Je réfléchissais ; de grosses gouttes de sueur me coulaient tout le long du visage. Je prenais mon parti. Je donnais l'ordre. Et je me rendormais. » Il se rendormait, sa tâche accomplie, les dispositions prises : tel était l'extraordinaire équilibre de ses facultés ! Ou tant d'autres, dans la fièvre et l'énervement, auraient perdu le

sommeil, il savait y aller chercher la réparation des forces dont il aurait besoin, le lendemain, pour faire face à d'autres problèmes. Tel était l'homme qui, à l'heure critique, a tenu dans sa main le sort de la France.

Songez à ce qu'était la situation au début de la guerre, à l'insuffisance de notre préparation, à l'imminence d'un danger devant lequel le Gouvernement avait dû quitter la capitale. Déjà les mesures étaient prises pour la bataille dans Paris, quartier par quartier; les ordres donnés pour faire, s'il le fallait, sauter les ponts. C'est à la mesure de cette situation tragique qu'il faut apprécier la taille de celui qui s'est trouvé, par un ensemble de qualités que lui seul réunissait à un si éminent degré, l'homme de la situation. L'arrêt sur la Marne restera comme une des dates essentielles, un des points vitaux dans l'histoire de la nation.

Et il a réalisé ce prodige de montrer dans la paix autant de grandeur d'âme que dans la guerre. Car la pire amertume ne lui a pas été épargnée : celle de se voir, lui vainqueur, contester sa victoire. Il a été l'objet d'attaques passionnées. Quels échos ont-elles éveillés dans son cœur ? Elles ne l'ont pas fait sortir une seule fois de la réserve, où il s'était enfermé avec une stoïque dignité. Pas un muscle n'a bougé de son beau et calme visage. Tandis que les polémiques menaient autour de lui leur tapage, c'est à l'un de nous qu'il a fait la réponse que voici. « Mais enfin, lui disait un jour M. Paul Bourget, vous, monsieur le Maréchal, vous devez le savoir, qui a gagné la bataille de la Marne ? — Qui a gagné la bataille de la Marne ? reprit paisiblement le Maréchal, je n'en sais là-dessus pas plus que d'autres. Ce qui est certain, c'est qu'elle a été gagnée. Et il n'y a que cela qui importe. » Cette parole le peint tout entier : j'en connais peu qui aient aussi noble allure. Mais comme cet autre stoïcien, l'auteur de *Grandeur et servitude militaires*, Joffre savait que « seul le silence est grand ».

La guerre à peine terminée, l'Académie s'était empressée de l'appeler à elle. Sans doute aux chefs de nos armées elle ne demande que de les avoir conduites sur le chemin de l'honneur : cette fois, elle pouvait en outre se souvenir, — et Jean Richepin, en recevant le Maréchal, ne manqua pas de le souligner, — qu'il n'est pas dans toute la littérature française une

page qui ne pâlisce devant l'ordre du jour de la Marne. Le nouvel élu fit, le jour de sa réception, le discours qu'on attendait de lui, moins un discours qu'un acte de foi dans la patrie, un hommage et un remerciement au Poilu, à qui le grand chef rapportait généreusement tout l'honneur de la victoire.

Il était un des plus assidus à nos séances. Chaque jeudi, de Paris ou de Louveciennes, il arrivait, à l'heure militaire, parce que c'était la consigne, et parce que c'était son goût. Lui aussi, il aurait dit volontiers : « Je vais à l'Académie, afin que cela m'amuse. » Le travail sur la langue française le passionnait, parce qu'il y sentait palpiter l'âme de la race et se refléter l'image de la patrie. A la séance où l'on discuta s'il fallait faire entrer dans le dictionnaire un mot, hélas ! entré dans l'usage comme la chose elle-même, — le mot défaitisme, — nous nous tournâmes vers le Maréchal. Et lui, de sa voix claire, un peu lente, et détachant les syllabes : « Le mot défaitisme n'est pas français. » Ainsi fut épargné au dictionnaire l'intrusion d'un mot indésirable.

Depuis deux ans bientôt, nous étions frappés du changement qu'accusaient les traits du Maréchal. Ses joues s'étaient creusées, son corps s'était aminci. L'homme de puissante carrure flottait dans ses vêtements. Littéralement, il était l'ombre de lui-même. Ce qui n'avait pas changé, c'était son affabilité et sa bonne grâce. Dès qu'on s'approchait de lui pour le saluer, on voyait son visage s'éclairer d'un sourire, et se poser sur vous le regard bienveillant de ces yeux bleus si doux !...

Paris a fait à celui qu'il appelait le Grand Père, de belles funérailles, les mêmes qu'au maréchal Foch. De Notre-Dame aux Invalides, ç'a été le même recueillement d'une foule grave, intelligente et reconnaissante. Une seule âme, un seul cœur, tous communiant dans un seul sentiment. C'est de telles journées qu'est faite la conscience de l'union nationale. Ainsi ces grands serviteurs du pays rendent, jusque dans la mort, un suprême service à la patrie.

RENÉ DOUMIC.

NOTES ET IMPRESSIONS

DU CABINET DES MUSES AU JEU DE PAUME

A la pointe orientale de l'île que Corneille appelait *l'île enchantée*, à l'angle de la rue Saint-Louis et du quai d'Anjou, vous connaissez la gracieuse rotonde enguirlandée de fruits, la noble façade aux pilastres ioniques, le jardin suspendu qui, aux beaux jours de mai, penche vers les flâneurs, les artistes, les savants, les amoureux, seuls promeneurs de ce coin oublié du vieux Paris, le parfum de ses lilas : l'hôtel Lambert.

Avec sa bonne grâce traditionnelle, le prince Adam Czartoryski voulut bien naguère nous en faire les honneurs. Que de raisons d'admirer dans cette demeure, trois fois séculaire ! Ici, le souvenir mêle ses sortilèges aux prestiges de l'art. Après avoir fait l'orgueil du fastueux président Lambert de Thorigny, ce Cabinet des Muses, auquel il faudra bien restituer un jour sa décoration par Le Sueur, si dépaycée au Louvre, vit accouplées les deux tables de travail de la marquise du Châtelet et de Voltaire ; Voltaire qui, enchanté de cette demeure « faite pour un souverain philosophe », envoyait à Frédéric, roi de Prusse, ce quatrain enthousiaste :

Le Sueur, Le Brun, ces illustres Apelles,
Ces rivaux de l'antiquité,
Ont en ce lieu charmant étalé la beauté
De leurs peintures immortelles.

Le Brun, l'orgueilleux Le Brun, garde, au Salon d'Hercule, tous ses avantages.

Quand les volets de la rotonde, donnant sur la Seine, ont été repoussés, c'est un éblouissement. La lumière un peu grise

de Paris se dore au contact de cette galerie de palais romain ; les marbres du Languedoc, les bronzes ciselés, les peintures emphatiques que restaura Delacroix composent l'un des plus parfaits ensembles que nous ait légués le Grand Siècle. Et pourtant, l'avouerai-je ? quand le prince Czartoryski voulut bien nous révéler ces splendeurs, peu connues, et pour cause, des Parisiens, ce ne furent ni les souvenirs du président Lambert de Thorigny, de Voltaire et de M^{me} du Châtelet, de Dupin et de M. de Montalivet, qui m'émurent profondément.

Ce que je recherchais ici, c'étaient d'autres souvenirs, d'autres ombres plus proches, plus frémissantes et, pour tout dire d'un mot, plus romantiques.

Le romantisme, il vous tend les bras dès que vous abordez dans l'île Saint-Louis. A quelques pas, sur ce même quai d'Anjou, vous rencontrez Daumier, Roger de Beauvoir, Gautier et Baudelaire, sur les quais de Béthune et d'Orléans, Sainte-Beuve et Arvers ; mais là, dans la fière demeure édifiée par Le Vau, c'est la Pologne ressuscitée, c'est le fantôme de Chopin et celui de sa Princesse. Le noble hôtel Lambert semble avoir oublié qu'il logea les amours de la « divine Émilie » ; mais comment ne se souviendrait-il pas de la romanesque princesse Czartoryska, celle qui recueillit, qui éleva tant de petites Polonaises réfugiées, surprises de s'ébattre sous l'œil des dieux et des déesses de Le Brun ; celle qui inspira Chopin et Delacroix ?

La religion du romantisme ne se conçoit guère sans la religion de la Pologne. Dans notre « petite Venise », dans cette île Saint-Louis, foyer de sentimentalité romantique aussi bien que d'art classique, il est significatif que la patrie de Kosciusko et de Mickiewicz ait gardé ces deux asiles, ces deux sanctuaires : la Bibliothèque polonaise et l'hôtel Czartoryski.

Nous devons à l'initiative de M. André Dézarrois, et au dévouement éclairé de M. Antoine Potocki, de MM. Tréter, Jastrzebowski et Klingsland, la très suggestive Exposition polonaise qui vient de s'ouvrir au Jeu de Paume et qui nous permet de prendre conscience de ce que fut, durant un siècle, de 1830 à 1930, l'effort de cette héroïque nation.

Une centennale a toujours une préface. C'est ici l'époque Kosciusko. Luttés épiques, menées après le second partage de la Pologne par les faucheurs de la mort, paysans aux larges ceintures de cuir que Chlemonski nous représente priant au

petit jour, faux et bannières hautes, avant d'entrer dans la fournaise et dont Tetmayer fixe la charge frénétique.

Un visage énergique, fin, nerveux, énigmatique; un uniforme vert que nous connaissons bien : celui de Bonaparte. De fait, c'est son fidèle aide de camp, Joseph Sulkowski, celui qui au début de 1796, remettra au général la lettre écrite par Michel Oginski, porte-parole des patriotes de Cracovie. A cette lettre, le général devait répondre par une promesse qui ne devint une réalité qu'après la rupture avec Alexandre : « Écrivez à votre compatriote que j'aime les Polonais et que j'en fais grand cas; que le partage de la Pologne est un acte d'iniquité qui ne peut se soutenir; qu'après avoir terminé la guerre en Italie, j'irai moi-même à la tête des Français pour forcer les Puissances à restituer la Pologne... »

Entouré d'officiers tricolores, chevauche dans une ville lombarde l'un des meilleurs lieutenants de Kosciusko, le général Henri Dombrowski, organisateur des premières Légions polonaises; celui-là, le 20 janvier 1797, lance au peuple polonais ces paroles prophétiques qui ne se réaliseront magnifiquement que cent vingt-deux ans plus tard :

« Polonais, l'espérance nous rallie. La France triomphe... Elle combat pour la cause des nations... *Le triomphe de la République française, c'est notre unique espérance. C'est par elle, c'est par ses alliés que nous reverrons peut-être avec joie ces foyers chéris que nous avons abandonnés avec des larmes.* »

Le grand ami de la Pologne, Napoléon, est magnifiquement représenté au Jeu de Paume, par un portrait équestre tout à fait ignoré en France et qui, à lui seul, justifierait la visite à l'Exposition polonaise. Élève de Charlet et de Raffet, l'artiste, Michalowski (1800-1855), évoque tout ensemble Gros et Géricault. Puissant camaïeu où s'enlève un lourd cheval de guerre, — ou de labour, — d'un réalisme saisissant; mais ce qui surtout retient l'attention, c'est ce corps qu'on sent déjà fatigué, ce masque glabre, aux yeux secrets, en proie à la fatalité. Image tragique de l'Empereur, à rapprocher du buste de Houdon, au musée de Dijon. Un étonnant chef-d'œuvre, qu'on aimerait voir exposé au Louvre.

Près de ce Napoléon de la campagne de Pologne, on cherche en vain, et cette absence est regrettable, la charmante effigie de Marie Walewska. Celle-ci a, pourtant, tout sacrifié à sa patrie

et jusqu'à son honneur de femme qui lui était si précieux.

Le *Poniatowski* d'Horace Vernet, le beau maréchal, coiffé du shapska national et vêtu d'amarante et d'argent, que j'admirais dans mon enfance sur le siège en broderie d'un tabouret Louis-Philippe, on le retrouve ici sans surprise, tiré à je ne sais combien d'exemplaires : dans une vitrine, son sabre voisine avec celui de Kosciusko.

1830-1831. Les libertés conquises aux Trois Glorieuses sont menacées. Nicolas I^{er}, autocrate de toutes les Russies, se décide, le 5 novembre, à déclarer la guerre à Louis-Philippe. Il signe un pacte secret avec la Prusse et l'Autriche. Pour combattre la Belgique et les Français, l'armée polonaise tiendra lieu d'avant-garde à l'armée russe. Mais le 29 novembre, Varsovie se révolte : *Mort aux tyrans !* crient les patriotes. *Nous couvrons les Français de nos poitrines.*

C'est la grande insurrection que Paskievitch étouffera dans des flots de sang. N'importe ! Une fois de plus, cette généreuse nation s'est sacrifiée au salut des peuples d'Occident, et elle a bien justifié l'inscription qui figurait alors sur ses bannières : *Pour votre liberté et pour la nôtre !*

Si les gouvernants français demeurèrent sourds et aveugles, le peuple, lui, comprit. *Toute la France est polonaise !* proclamait La Fayette.

Ce cruel centenaire, des tableaux et aquarelles de Rosen, d'après dessins de Michalowski, des drapeaux de ce temps, nous permettent de l'évoquer. Et voici un très beau buste en bronze de Lukasinski, officier polonais que les troupes russes emmenèrent alors, rivé à un canon, et qui, durant dix-huit années, n'adressa jamais la parole à ses bourreaux.

On ne partagera pas, je le crains, l'enthousiasme que ressent, paraît-il, la Pologne pour son peintre-poète Arthur Grottger, mort à trente ans en 1867 ; mais on comprendra les raisons de cette popularité. Grottger n'en est pas moins un chroniqueur émouvant des atrocités commises par l'envahisseur durant l'insurrection de 1863.

Essaimés à tous les coins de l'univers, nombre de Polonais sont alors citoyens du monde : Adam Mickiewicz, et sa statue par Bourdelle, le portrait de Chopin par Delacroix et son buste par Ostrowski, Bem et Dembowski, promus généraux de l'armée hongroise, Sadyk-Pacha, — un Polonais, de son vrai nom

Gzaykoudski — armant la cavalerie turque contre la Russie, à l'époque de la guerre de Crimée.

Et c'est enfin la victoire, la renaissance de la patrie. La résistance des jeunes collégiens et étudiantes de Lwow, des « Aiglons », que Kossak nous montre, défendant leur nid, menacé par les Ruthènes; les victoires de la Vistule et du Niemen; et aujourd'hui, les arts de la paix renaissants, les tissus rustiques, les costumes nationaux, les sculptures sur bois et l'imagerie populaire, que résume, avec tant de bonheur, le goût raffiné de M^{lle} S. Stryjenska.

Devant ce magnifique buste de Pilsudski et ces faisceaux de drapeaux amarante, comment ne pas se rappeler qu'en 1830, l'autocrate blanc Nicolas disait dans son manifeste : *Sachez que Dieu nous a destinés à mettre de l'ordre chez tous les peuples* ? Comment ne pas se souvenir qu'en 1920, le tzar rouge du bolchévisme proclamait, avec non moins d'orgueil, sa volonté de *porter au travers du cadavre de la Pologne la révolution en Occident* ?

Par deux fois, à quatre-vingt-dix ans de distance, la Pologne a sauvé les libertés de l'Occident, confirmant ainsi cette prédiction de La Fayette : *La noble nation polonaise deviendra encore une barrière pour la civilisation*.

Cette barrière, en dépit des faiblesses de certains gouvernements; la France unanime saura la faire respecter.

LISA DUNCAN

Serait-ce encore un recommencement ? Dans la pénombre du studio, comme aux feux de la rampe d'un des plus beaux théâtres de Paris, celui des Champs-Élysées, ces jeunes femmes, ces fillettes aux belles lignes, vêtues, — si l'on peut dire, — à l'antique, de longs voiles diaphanes et flottants, jouant, s'amusant et nous amusant, se poursuivant, trépignant, foulant aux pieds quelque joyeuse vendange, mimant les poses d'Égine et de Delphes, n'avions-nous pas vu cela déjà, il y a vingt ans?... Mais si, vous vous souvenez : Isadora !

Ce n'est plus Isadora, mais Lisa Duncan, sa fille adoptive, son élève et sa rivale. Car la similitude de certaines chorégraphies, apprises évidemment d'Isadora, la parité des costumes grecs et des attitudes obéissant toutes à la loi de la fron-

talité, ne doivent pas nous égarer. Sans doute la chorégraphie aérienne des *Esprits heureux*, de l'*Orphée* de Glück, et celle, un peu plus convenue, des *Trois grâces* de Schubert, porte nettement la signature d'Isadora ; mais, pour le reste, tout est à Lisa.

La danse vraiment dionysiaque de la grande Duncan, inspiratrice de Rodin et de Bourdelle, était toute physique : une Bacchante enivrée, telle fut Isadora. Il y a chez Lisa une autre finesse, une vie intérieure ; en elle, et c'est sa faiblesse, presque aucune sensualité ; en elle, et c'est sa force, tout est sentiment.

Et quelle charmante jeunesse ! Faisons le silence sur certaines erreurs. Trop intellectuelle, trop chaste, Lisa n'est pas faite pour mimer le *Prélude à l'Après-Midi d'un faune*. Portant un travesti d'opérette américaine, — jaquette de magicien qui interroge les astres, un pied chaussé, l'autre nu, — ou semblable à une baigneuse prenant son bain de soleil, Lisa est un faune qui a des ailes ! Dans le troublant prélude de Debussy, ce n'est pas elle qui nous fera oublier Nijinsky : celui-là n'avait pas à s'efforcer ; il n'avait qu'à s'écouter : *c'était le Faune*.

La Danseuse de *Delphe*s n'est pas plus louable. Ici nous n'avons plus à faire à Isadora, ni à Lisa, mais à Raymond Duncan. Hellénisme munichois, cher à ce vieux fou de Louis I^{er} de Bavière. L'Olympe nous préserve de Schliemann et des reconstitutions gréco-germaniques !

On ne saurait penser non plus beaucoup de bien de la *Marche lorraine*, délicat hommage à M. Raymond Poincaré. Au milieu de son « ensemble », de ses bondissantes élèves, Suzanne, Marguerite, Renée, Jacqueline, Milly, Solange, Annie, Armande, Lilette, en voiles gris et rouges, aux couleurs de Colette Baudouche, Lisa est apparue en coq lorrain, très belliqueux. N'insistons pas, nos voisins de l'Est seraient capables d'en prendre ombrage ; mais quelle bizarre idée d'infliger à l'orchestre Straram, fort bien conduit par M. Eugène Bigot, du Louis Ganne après du Mozart, du Glück, du Beethoven, du Schubert, du Debussy et du Florent Schmitt, dont *Lubeck*, *Munich*, *Dresde*, *Nuremberg*, bien joliment interprétés par l'harmonieux « ensemble », allèrent aux nues.

Oui, me direz-vous, mais Lisa ? Eh bien, dans deux de ses danses, Lisa est incomparable. Le public ne s'y est pas trompé,

un public où l'on pouvait retrouver tout ce qui compte à Paris, dans le monde de l'élégance, de l'intelligence et de l'esprit. La salle entière a fait une immense ovation à Lisa Duncan dans *Jeu de balle*, de Schubert, et dans *le Beau Danube bleu*.

Jeu de balle, duet, danse, galop, de Schubert. Quelle émotion ! Nous avons devant nous la jeunesse : l'*Hyménée* couronnée de roses, comme dans le gracieux dessin où Prud'hon met aux prises la fillette rougissante et l'Amour ; ou bien encore cette immortelle figure du *Printemps*, de Botticelli ; mais comment définir l'inexprimable ? Il n'est pas de mots pour traduire tant de fraîcheur, d'harmonie souple et onduleuse, celle des ruisseaux au soleil d'avril. Lisa nous apparaît alors parée d'une jeunesse éternelle, infiniment plus jeune que la plus jeune de ses élèves. Elle-même est un tel « ensemble » qu'on ne s'attarde pas aux détails, lesquels, d'ailleurs, sont exquis : cambrure des pieds, galbe allongé des jambes ; les bras agités par la brise printanière ne sont plus que des guirlandes frémissantes ou bien encore ont la langueur d'un cou de cygne ; on songe à Léopardi, aux plus beaux vers italiens, vantant la jeunesse et le printemps ; tout est poésie.

Ce miracle juvénile, Lisa sut le renouveler dans *le Beau Danube bleu*. Tendre allégresse viennoise qui, de Schubert à J. Strauss, n'a pas fini de nous enchanter. La toilette d'un Second Empire très audacieux soulève des rumeurs admiratives : blanche et bleue comme le Danube, que, pour ma part, je n'ai jamais vu que gris et jaunâtre, couleur de ce velours à côtes dont on fait des costumes de chasse ; robe de tulle blanc, avec ruches bleues, rubans bleus, un peu *Vergissmeinnicht*, j'n'était l'ample décolleté et surtout la nudité des jambes. Quelle joie ! Ah ! comme Lisa sait bien tourner sur place, ou bien valser en tenant quelque beau cavalier imaginaire. Joie, délire, volupté, cette fois-là seule ! Tous les yeux sont braqués sur ce rond de lumière, où le projecteur fait danser sur la danseuse ravie toute la gamme de ses nuances précieuses : opale, gorge-de-pigeon, vert Céladon, gris mauve. Quand elle s'arrête, quand l'orchestre se tait, quand le rideau se referme, ce sont des rappels sans fin, des bis frénétiques... et, malgré sa fatigue, il faut bien que la valseuse obéisse, qu'elle recommence à tourner, jouet délicieux de ce grand enfant qu'est le public, sur ces harmonies viennoises qui évoquent un monde évanoui-

RENOUVEAU DE LA DENTELLE

Avec le retour des modes féminines au bon sens et au bon goût, c'est-à-dire aux robes allongées pour l'heure du thé et pour le soir, voici que tout ce qui faisait la grâce de la femme ressuscite : la nuque à la garçonne a rejoint la coiffure à la victime, du lendemain de Thermidor, on reporte des cheveux, des bouclettes, des postiches, des perruques, que sais-je? et peut-être demain, des « suivez-moi, jeune homme » ; il n'est pas jusqu'à ce galeux, ce pelé, le chignon, qui ne trouve grâce aux yeux de nos élégantes ; tandis que Mustapha Kemal dévoile, à la fureur des vieux croyants, les « Désenchantées », nos belles affranchies remettent en honneur la voilette, signe de servitude ; enfin, on nous annonce la grande offensive du manchon. Les temps étant durs et la zibeline hors de prix, nul ne songe à nous redonner le manchon d'il y a vingt ans, vaste comme un ourson de grenadier de la garde. Je vois encore, vers 1910, Jean-Louis Forain coiffant, dans un salon ami, le manchon d'une belle Madame : il avait tout à fait la mine du capitaine Coignet.

Comme le manchon de nos mères au temps des équipages et des tournures, le manchon de 1931 se fait tout petit, pour être admis à reprendre sa place d'élection, entre les mains mignonnes de nos Parisiennes. Il y a deux ans, en regardant défiler nos beautés garçonnières, qui eût pu supposer qu'on verrait reflleurir l'âge de la voilette (*Oh ! les premiers baisers à travers la voilette !* a dit, je crois, le bon Coppée), l'âge du manchon, si exquis, quand, l'hiver, à la promenade, le jeune Roméo de 1900 réchauffait ses doigts transis dans le manchon de Juliette.

Ce manchon minuscule, le voici enfin retrouvé, en vison, en loutre, en astrakan, pour l'après-midi, en hermine ou en chinchilla pour le soir. Mais, pour que la femme redevint tout à fait femme, il nous manquait la dentelle. Pauvre dentelle, si délaissée, si dédaignée, si peu sportive ! Et voici qu'à son tour, la dentelle reprend ses droits.

Certes, la machine ayant vulgarisé la dentelle de couleur ; il n'est guère que la robe noire qui se porte encore ; mais pour parler comme le spirituel Pierre Veber, il y a les

« dessous de la robe », cette robe fort simple, de crêpe noir, des festons pointus en ornent le bas très ample, et c'est là que le raffinement se révèle ; que la dame qui porte cette jolie toilette croise les jambes et vous apercevrez soudain, à la hauteur des chevilles, une mousse de fine dentelle noire. Poésie suggestive de ce tissu arachnéen. Joignez à cela le voile de la mariée, et vous aurez à peu près, en y ajoutant les rideaux et le linge de table, les seules applications de la dentelle à l'heure présente.

C'en était assez pour inciter un conservateur ingénieux comme M. Clouzot à faire au musée Galliera une Exposition de la Dentelle moderne. Comment le celer (la faute en est à la mode qui, depuis quinze ans, a privé la Parisienne de cet attrait suprême, la dentelle) ? une telle exposition n'effacera pas le souvenir de celle qu'on organisait, à Galliera, en 1904. Ici, dominent les dentelles mécaniques, le plus souvent en couleur ; quelques merveilles pourtant, et entre autres certain voile de tulle blanc, brodé d'argent, envoyé par M. Paul Marescot, et qui continue une charmante tradition, familière au Directoire et au Consulat (on en trouve surtout en Espagne d'admirables exemples peints, d'ailleurs, bien souvent par Goya). Tel point d'Angleterre, telle berthe en Chantilly, aux gracieuses fleurettes, créations raffinées de Lefébure, telle dentelle aux lacets dessinée par M. Leborne pour Burkard, tels solides rideaux en point de Nice, par M^{me} Chabert-Dupont, obtiendront les suffrages de tous et de toutes ; mais où les visiteuses s'arrêteront longuement, c'est dans la salle consacrée à la collection Alfred Lescure.

Là, sont représentés par des merveilles quatre siècles de dentelle : voiles de bénédiction, rabats en point d'Angleterre du Grand Siècle, aube en point de France de la Régence, engageantes Louis XV en Valenciennes ; « chevets » du premier Empire, et tant de mouchoirs romantiques qui essuyèrent les yeux d'Éléonore et de Lélia.

N'en doutez pas, si demain la dentelle retrouve sa splendeur première, on en devra féliciter bien plus les dentellières de jadis que les propriétaires des métiers mécaniques d'aujourd'hui.

ZAZA

Elle est toute jeune, un peu prétentieuse, mais charmante quand même. Sa robe, en crème à la vanille, est soigneusement tachée de crème au chocolat. Le peintre des girafes s'est appliqué.

Deux petites cornes, terminées chacune par une aigrette recourbée, lui donnent un air chimérique. Elle va prendre sa nourriture dans une sorte de boîte aux lettres, suspendue au mur. Tout le monde l'aime et sait son petit nom : Zaza. Les enfants lui demandent des nouvelles de son voyage.

Intriguée, elle vient regarder derrière la vitre qui la sépare du monde, mais la vue de cette humanité grimaçante la scandalise et elle s'en va à reculons très lentement, sincèrement offusquée.

Zaza, que d'autres nomment Lisette, Zaza fait la fortune des derniers chansonniers de Montmartre. Cette jeune personne d'une grâce un peu nostalgique a tout ce qu'il faut pour inspirer M. Vincent Hyspa, lequel n'a pas cessé de nous divertir. Et M. Hugues Delorme de fredonner :

Sans ministère, ou sans amour,
On peut vivre... Mais sans girafe !
Son absence était une gaffe
Que l'on déplorait chaque jour...

Zaza est en passe de devenir aussi populaire que son illustre devancière d'il y a un siècle, la girafe de 1827, offerte à Charles X par le pacha d'Égypte, celle qu'on voit sur les pendules de l'époque et qui imposa aux lionnes du boulevard de Gand la « coiffure à la girafe ».

Celle-là aussi fut chahutée. On s'arrachait alors dans la Galerie de Bois, au Palais-Royal, un à-propos de Charles-François Bertin : *Donne Girafe à Paris ; aventures et voyages de cette illustre étrangère, racontés par elle-même, en réponse au discours de S. E. l'Ours Martin, avec le détail des fêtes que lui ont données les pensionnaires du Jardin du Roi.*

J'ai cet à-propos sous les yeux. On y découvre sans surprise qu'en dépit des édits de M. Chiappe, proscrivant la flânerie, la badauderie, les Parisiens n'ont pas beaucoup changé depuis un siècle.

« Très haute et très belle princesse, déclare l'Ours Martin, j'ai lu quelque part dans Tacite, — je me trompe : dans Pline le naturaliste, — que pendant la dictature de Jules César, une de vos aieules, au grand étonnement du peuple de Rome, qui aimait les spectacles pour le moins autant que les curieux habitants de Paris, fut l'objet de l'admiration générale et attira longtemps aux jeux du Cirque une foule immense. Aussi merveilleuse que cette auguste Africaine, vous voyez les flots tumultueux du peuple qui vous entoure : magistrats, chiffonniers, guerriers, courtards de boutique, marquises, grisettes, enfants, vieillards, citoyens de tout âge, de toute espèce, de tout rang, brûlent du désir de contempler la sublimité de votre taille... »

Si, à un siècle de distance, les Parisiens sont toujours aussi empressés autour de la girafe, on ne peut soutenir, hélas ! que le Jardin des Plantes marque un progrès sur le Jardin du Roi. Qui donc oserait écrire aujourd'hui, sans ridicule et sans cruauté : « Le superbe lion de la ménagerie ayant convoqué le ban et l'arrière-ban de ses vassaux, tous les animaux que le luxe national recueille à grands frais, nourrit avec soin... » ?

Hélas ! depuis bien longtemps, les animaux du Muséum, — mes bons voisins, — ne sont plus « nourris avec soin ». Par ces jours d'hiver, il n'est pas de plus douloureux spectacle que de voir, dans des cages étroites et sales, ces lions amaigris, ces tigres efflanqués, ces panthères grelottantes, livrés aux risées, aux agaceries d'une foule sans pitié.

Et que dire des singes asthmatiques, des antilopes arrachées au désert et transplantées dans la boue froide de Paris ? Il y a une grande pitié des animaux du Muséum ; il existe, non loin de la Bastille, un enfer des fauves.

Cette grande ménagerie qu'on édifie en ce moment, à Vincennes, — quand l'Exposition coloniale aura fermé ses portes, — il faut la garder. Il faut y installer un « Zoo », digne de la France, et puisque l'État s'avère incapable d'entretenir convenablement nos hôtes de la jungle, qu'il en remette le soin à la Ville de Paris, dont les initiatives sont autrement hardies et généreuses.

RAYMOND ESCHOLIER.

REVUE DRAMATIQUE

GYMNASÉ : *Le Jour*, pièce en trois actes et seize tableaux de M. Henry Bernstein. — LA PETITE SCÈNE : *L'Oiseau vert*, féerie de Gozzi adaptée par M. Xavier de Courville. — CHATELET : *Sidonie Panache*, opérette en 15 tableaux de MM. Willemetz, Mouëzy-Eon et J. Szulc.

Pour sa nouvelle pièce, *le Jour*, M. Henry Bernstein a adopté le même système qu'il avait inauguré dans *Mélo* : trois actes découpés en seize tableaux. Ce système me paraît peu compatible avec le souci de la littérature, et j'ai peine à comprendre comment il se concilie, dans l'esprit de l'auteur, avec les tendances nouvelles de son théâtre. Naguère les pièces de M. Bernstein, très vigoureusement charpentées, étaient tout en action, en mouvement, en rebondissements, d'un art incontestable mais surtout extérieur. Dans ses dernières pièces, il s'est montré curieux des problèmes de la vie intérieure. Or rien n'est plus contraire à l'analyse de subtils états d'âme que l'éparpillement en tableaux. A peine la scène est-elle amorcée et le dialogue s'engage-t-il dans une voie qui nous intéresse, le rideau se referme. La communication est coupée, comme au téléphone. Ce n'est pas tout. Jadis dans le mélodrame, genre pourtant peu soucieux de psychologie, les changements de tableaux s'accompagnaient tout juste d'un classique trémolo à l'orchestre. Mais, depuis ces temps d'innocence, nous avons fait de grands progrès. Le cinéma, la musique nègre, l'électricité ont fait dans nos mœurs leur entrée triomphante. Dans *le Jour*, on entend entre deux tableaux je ne sais quelle musique tapageuse; le rideau se rouvre sur un décor aveuglant de lumière. Ce papillotement et ce tohu-bohu n'aident guère à suivre les nuances d'une étude morale.

Donc le rideau « s'ouvre » sur la salle du bureau d'un sanatorium allemand. M^{me} Barjancé s'informe des progrès que fait la guérison de son fils, Jean. Elle s'afflige que ce retour à la santé ne

s'accompagne pas d'une reprise de goût à la vie. Jean est guéri physiquement, il ne l'est pas moralement.

Combien les craintes de sa mère sont justifiées, nous allons l'apprendre de la bouche de Jean lui-même. Le voici dans l'étroite chambre où, candidat à la tuberculose, il a été confiné depuis huit ans. Pour seul horizon quatre murs nus et la silhouette de monts neigeux. L'esprit du malade a eu tout loisir de se fixer sur une idée qui, peu à peu, née dans sa solitude, grandie dans ses cauchemars, est devenue maintenant une insupportable hantise. Son père, un riche industriel lyonnais, a été tué d'un coup de fusil dans son parc : on n'a pu découvrir le meurtrier. A quelque temps de là, M^{me} Barjancé épousait l'ancien précepteur de son fils, Émile Joustot. Et celui-ci, de modeste répétiteur devenu grand usinier, développait dans des proportions considérables l'industrie que la veuve lui avait apportée en mariage... Or, un soupçon est venu à Jean : si ce Joustot était l'assassin de son père !

Pour s'en éclaircir, il interroge son meilleur ami, un certain Michel. Il apprend de lui que l'opinion lyonnaise est à peu près unanime à accuser Joustot. Désormais un devoir s'impose au fils : découvrir la vérité, venger son père. Il décide de reparaitre soudain à Lyon. S'installer auprès de celui qui est peut-être le coupable, entrer dans l'intimité de sa vie quotidienne, surprendre son secret, c'est le plan que se trace, que vit devant nous le futur justicier, dans le compartiment qui le ramène à Lyon. Jouer un rôle, s'appliquer un masque, sourire,... épier !

Nous voyons en effet Jean surgir à l'improviste chez sa mère. Il est, dès ce premier soir, en présence de Joustot, seul à seul avec lui. Ici, un coup de théâtre, dans la manière ancienne de M. Bernstein. Tandis que Jean se tient sur la réserve et se meut dans le cadre de politesse qu'il s'est imposé, soudain Joustot lui lance en plein visage : « Je suis sûr que vous me tenez pour l'assassin de votre père. » Tout de suite les deux attitudes sont posées : l'homme de décision et d'audace en face d'une nature hésitante, scrupuleuse et faible.

Parmi les tableaux qui suivent, celui d'un bal, où le bonhomme Lempereur, qui n'a pas renoncé aux élégances mondaines, danse avec sa nièce et lui marche cruellement sur les pieds, semble assez inutile.

Cependant, une grève s'est déclarée parmi les ouvriers de l'usine. Joustot s'y montre admirable d'énergie et de souplesse.

Et Jean, auprès de lui, l'admire tout son saoul... Nous aussi ne demanderions qu'à admirer; mais nous distinguons mal de quoi il s'agit : ainsi en est-il toutes les fois qu'on transporte à la scène des questions politiques, économiques, financières. Surtout nous avons l'impression que les choses ne se passeraient pas tout à fait ainsi dans la réalité, qu'elles s'arrangent trop aisément, au gré des désirs de l'auteur et des nécessités de la pièce.

Entre temps, Jean s'est épris de la fille du vieux Lempereur, Pierrette : il lui confie qu'il a fait ce rêve d'épouser une jeune fille dont il serait le premier amour. Il tombe mal. Pierrette a eu un amant. Elle ne s'en cache pas et s'étonne seulement que Jean semble attacher quelque importance à ce détail. Voyons ! il faut pourtant comprendre les choses ! L'amant était un homme de cinquante ans, marié, père de famille, tout ce qu'il y a de plus sérieux et de mieux posé : il n'allait pas, pour une amourette, bouleverser sa vie ni compromettre sa situation ! Pierrette a été sa maîtresse, gentiment, discrètement, sans que personne en ait rien su. Cela a duré un an ; l'année est passée : c'est de l'histoire ancienne. Ça n'existe plus. Ça n'a jamais existé...

Et le meurtre présumé de M. Barjancé père ?... Jean ne l'oublie certes pas ; il continue son enquête ; il cherche ; seulement il ne trouve rien. Sur ces entrefaites, il reçoit la visite d'une certaine M^{me} Clavier. Cette honnête personne a jadis servi de secrétaire au greffier du tribunal, pendant l'instruction de l'affaire Barjancé. Des documents ont passé par ses mains : comment se fait-il qu'ils y soient encore ? Mais elle est prête à s'en dessaisir pour un prix raisonnable. Jean y trouvera tout ce qu'il peut souhaiter, — ou redouter, — pour arriver à une certitude... Vulgaire chantage, déclare l'aimable Pierrette qui semble beaucoup tenir à ce que Jean ne mette pas le nez dans cette paperasse.

Ce n'était pas un chantage. La preuve en est que Jean, parti brusquement, n'a plus donné de ses nouvelles... Deux ans après : Émile Joustot est mourant. Jean est revenu, appelé par sa mère. Il la trouve désespérée, jurant, dans le paroxysme de la passion et de la douleur, de ne pas survivre à celui qu'elle a aimé uniquement et par qui elle a connu l'infini du bonheur.

Ici, la scène capitale, celle qui donne la clé de l'œuvre, celle qui en contient l'essence, la signification et la substantifique moelle. Émile Joustot git sur son lit d'agonie. Il est à cette heure où rien ne sert plus de dissimuler. Au fils, qui d'ailleurs n'ignore plus

rien, il fait l'aveu de son crime. Il ne s'en excuse ni ne s'en vante : il en dégage la philosophie, il en fait la théorie. Quand le désir commande, quand la condition même du bonheur d'une autre exige un certain geste, il n'est que de faire ce geste. La morale, dites-vous, le défend ? Quelle morale ? Celle des temps nouveaux a ses raisons que l'ancienne morale ne connaissait pas.

Au dernier tableau, nous assistons aux suprêmes frissons d'une sorte de malaise de conscience, dont Jean est encore incommodé. Mais Pierrette est là, qui dispose des meilleurs moyens pour l'en guérir.

Un mérite, qu'on ne saurait sans injustice contester à cette pièce, c'est la netteté avec laquelle s'en dégage l'idée directrice. Porto-Riche, en qui il est difficile de voir un traditionaliste enragé, a intitulé *le Passé* une pièce dont le thème est que le passé ne meurt pas. « Eh bien ! ripostent ceux du *Jour*, puisqu'il ne veut pas mourir, tuons-le ! Trop longtemps, il a empoisonné l'existence de pauvres êtres qui ont vécu sous son obsession. La vie est courte : c'est le moins qu'étant courte, elle soit bonne... » Ainsi dogmatise sur son lit d'agonie Émile Joustot, que n'effleure nul remords, que ne visite pas l'ombre d'un sentiment de repentir. A la vieille formule : « Débarrassons-nous de ce qui nous gêne », il ajoute, pour la compléter : « Et n'y pensons jamais ! » Le passé est mort : vive la joie !... Tous les personnages, plus ou moins consciemment, partiquent cette même règle de vie. Et d'abord la mère de Jean, car il semble bien difficile d'admettre que jamais le soupçon ne lui soit venu de la culpabilité de Joustot ; mais il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Quant à la suave Pierrette, vous avez pu juger de sa désinvolture à ignorer certains incidents de sa vie. Un seul avocat se pré-ente pour la défense de ce gêneur qu'est le passé : c'est le bonhomme Lempereur, un vieil égoïste, ridicule et plus qu'à demi gâteux...

Et lui, Jean, le justicier, de tout cela que pense-t-il ? Parti en guerre avec les résolutions que l'on sait, il n'a rien fait et n'en a guère dit davantage. Il s'est réduit au rôle de témoin passif, — et souvent muet. Il a été sobre, combien sobre de confidences ! Pourtant ces confidences avaient leur place dans un tel drame, si même elles n'étaient le drame tout entier. A trop méditer, Hamlet perd le temps de l'action. Sans doute, mais c'est cette méditation sur l'autre côté des choses qui a fait immortel le drame de Shakespeare. M. Paul Bourget ne s'y était pas trompé quand il écrivait son *André Cornelis*, qui était déjà une transposition d'*Hamlet* dans

le milieu moderne. De tous les rôles du *Jour* le moins intéressant est celui de Jean ; et c'est, à mon avis, le plus grand défaut de la pièce.

L'interprétation est excellente. M. Blanchart fait preuve d'autant d'intelligence que de goût dans le rôle lourd et souvent difficile de Jean. M. Constant Rémy réussit à faire accepter celui du cynique Joustot. Quant à M. Marcel Simon, il a fait du vieux Lempereur un type d'un comique irrésistible : il a remporté un grand succès personnel. M^{lle} Gaby Morlay, charmante sous les traits de Pierrette, a éclairé de sa grâce ce sombre drame. M^{lle} Marcelle Géniat a prêté une suffisante dignité au rôle de la mère. M^{lle} Maria Fromet n'a qu'un rôle épisodique, celui de M^{me} Clavier : elle l'a joué avec un mélange de réalisme et de malice des plus piquants.

La *Petite Scène* devenue le *Théâtre ambulante* a commencé ses pérégrinations par déménager de l'avenue Hoche à la rue Falguière. Pour son nouveau spectacle, elle nous a donné *l'Oiseau Vert* du Vénitien Gozzi, adapté par M. Xavier de Courville. Vous plait-il de savoir qu'au pays des contes bleus, le roi Tartaglia, ayant guerroyé longtemps, revient dans ses États, et trouve que, profitant de son absence, la reine-mère, qui détestait sa bru, l'a fait enterrer vive et jeter ses deux jumeaux à la rivière ? Mais n'insistons pas... L'eau qui danse, la pomme qui chante, la statue qui s'anime, la reine-mère et son conseiller métamorphosés en tortue et en âne, de toutes ces merveilles la *Petite Scène*, qui excelle aux mises en scène ingénieuses, a fait un spectacle plein de fantaisie et d'agrément.

Au Châtelet, *Sidonie Panache*, qui nous montre la conquête de l'Algérie en belles images d'Épinal, à travers une intrigue aimable, est une heureuse adaptation au goût du jour de la pièce à grand spectacle. Le tableau du boulevard en 1840 avec ses cabriolets haut perchés, ses omnibus cocasses, ses diligences trainées par d'authentiques chevaux à travers la foule où se conduoient marchands de coco, porteurs d'eau et chasseurs de rats, forme une estampe animée du plus charmant effet ; tel verger d'Algérie aux amandiers en fleur, où dansent de petits Arabes en burnous blancs et rouges, est une image d'un gracieux coloris et d'un goût parfait. Au dernier tableau, toute l'armée d'Afrique débile sous les ordres du sergent Sidonie Panache, qui n'est autre que l'exquise Edmée Favart. Spectacle excellent et digne de son grand succès.

R. D.

CORRESPONDANCE

M. Maurice Pernot nous adresse la lettre suivante :

Au cours d'un des articles sur l'Allemagne, paru dans la *Revue* du 1^{er} décembre, j'ai signalé la manifestation de sympathie respectueuse dont l'ex-Kronprinz de Prusse, sa femme et l'un de ses fils, Hubertus, avaient été l'objet en novembre dernier, à Breslau. Sur la foi d'un récit que j'avais lieu de tenir pour exact, j'attribuais le discours prononcé en l'honneur de « leurs Altesses impériales » au premier bourgmestre de cette ville. La municipalité de Breslau veut bien me faire connaître mon erreur et la redresser dans une lettre qu'elle m'adresse et dont voici la traduction :

« Dans votre article : *Où en est l'Allemagne ?* vous avez consacré à la Silésie et à Breslau quelques pages dont nous avons pris connaissance avec un particulier intérêt. Uniquement pour la bonne règle, nous nous permettons de vous signaler que, dans le dernier paragraphe de la partie de l'article relative à Breslau, s'est glissée une erreur. La cérémonie qui a eu lieu au *Konzerthaus* de Breslau, en l'honneur de l'aviateur von Gronau, était organisée, non par l'administration municipale, mais par une société privée. Le discours en question, où furent salués l'ancien Kronprinz et son épouse, n'a pas été prononcé par M. le Premier Bourgmestre, docteur Wagner, mais par le président de cette société privée. Nous vous serions obligés si vous vouliez bien, dans la forme qui vous paraîtra convenable, rétablir les faits dans leur exactitude. »

Voilà qui est fait. J'observe toutefois que, s'il faut en croire le correspondant du *Berliner Tageblatt* (télégramme daté de Breslau, 13 novembre), M. le Premier Bourgmestre, Dr Wagner assistait en personne à la cérémonie, et que la municipalité avait contribué, par une subvention, à en couvrir les frais.

MAURICE PERNOT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le maréchal Joffre est entré au panthéon de l'histoire. Dans l'hommage si recueilli et si noble que la patrie a rendu au chef qui l'a sauvée, l'instinct national a su exprimer, à côté d'une reconnaissance sans bornes et sans réserves, le ferme propos de ne pas oublier la grande leçon d'énergie et de ténacité silencieuse qui émane de la vie et de la mort du vainqueur de la Marne. Jamais peut-être, depuis l'armistice de 1918, les grandes vertus qui furent celles de nos chefs et qui assurèrent la victoire des Alliés n'auront été plus nécessaires qu'en cette année nouvelle qui s'annonce grosse de dangers et de souffrances.

Une double offensive se dessine contre cette paix et cette tranquillité laborieuse auxquelles aspirent les peuples ; l'une émane de la volonté des hommes, l'autre sort de la force des choses : c'est la campagne pour la revision des traités qui continue plus intense que jamais, et c'est la crise économique qui paraît approcher de son paroxysme. La conjonction de ces deux poussées menace d'agitation, peut-être même de révolution, des États qui paraissent stables et tranquilles. Clausewitz, qui fut le maître du premier Moltke et dont Lénine a étudié et médité les écrits, professait que la guerre continue la politique par d'autres moyens ; de même la politique continue la guerre. Le militarisme allemand qu'arrêta Joffre et qu'abattit Foch n'a pas renoncé à la victoire.

La campagne organisée et orchestrée pour la revision des traités qui constituent la nouvelle Europe et qui y ont réalisé, dans une large mesure, la justice conformément au vœu des populations, n'est autre chose qu'une tentative indirecte et sournoise pour détruire les effets de la victoire des Alliés et des principes dont ils furent

les champions et pour rétablir l'Europe de Bismarck fondée sur la violence et l'inégalité des races. Si la France est sauvée, la guerre n'est pas finie, puisque ses résultats sont remis en question; le grand mort d'aujourd'hui ne peut pas encore dormir en paix et ceux qui, après lui, assument la charge du commandement n'ont pas le droit de se reposer : ils n'ont qu'à s'inspirer de son exemple et de sa ferme ténacité. Les héros de la grande guerre ont fait le plus difficile; mais, en face d'eux, le devoir se dressait plus clair et plus impérieux. La politique est plus tortueuse et, quand les difficultés économiques viennent la compliquer, plus insidieuse. Mais, à la guerre non plus, la fermeté, sans la manœuvre, ne suffit pas à donner la victoire.

Il est émouvant, au seuil de cette année menaçante, d'entendre, à l'occasion de la Noël, l'auguste voix du Souverain Pontife dénoncer le double péril économique et politique et indiquer, de son point de vue élevé, les remèdes. Le Pape montre la crise économique et « ce chômage si largement répandu qui prive de travail et de pain tant d'ouvriers avec leurs familles et fait sentir toujours plus vivement le besoin d'une meilleure organisation sociale et internationale inspirée de plus de justice et de plus de charité chrétienne et qui, sans renverser l'ordre établi par la divine Providence, rende possible et effective, entre les diverses classes et les divers peuples, la collaboration fraternelle utile à tous, au lieu de la lutte et de la concurrence dure et effrénée, nuisibles à tous et, à plus ou moins brève échéance, désastreuses. Bénies soient toutes les initiatives prises pour soulager les si grandes souffrances du présent et préparer un meilleur avenir. »

Quant à la paix, Pie XI se refuse à croire qu'un gouvernement quelconque soit capable de la troubler; pourtant il la voit incertaine et précaire. « Il est difficile, pour ne pas dire impossible, que dure la paix entre les peuples et entre les États si, au lieu du véritable et pur amour de la patrie, règne et sévit un égoïste et dur nationalisme, c'est-à-dire la haine et l'envie au lieu du désir mutuel du bien, la défiance et la suspicion au lieu de la confiance fraternelle, la concurrence et la lutte au lieu d'une coopération dans la concorde, l'ambition de l'hégémonie et de la domination au lieu du respect et de la protection de tous les droits, fût-ce des faibles et des petits. » Le Pape se plaint qu'en Italie même, en ce qui concerne le Saint-Siège, le traité du Latran et le concordat ne soient pas respectés et que le prosélytisme anti-catholique se développe

jusque dans Rome. Tant il est vrai que l'application des traités es toujours une source de contestations.

Le caractère propre de la crise économique, c'est qu'elle sévit en Amérique comme en Europe, n'épargnant aucun pays et se répercutant dans le monde entier. Le pays de l'or et du roi-dollar, le pays de la prospérité et de l'abondance, qui croyait se suffire à lui-même et se passer des autres, est peut-être, après l'Angleterre, le plus atteint. Certes, les sources de sa richesse ne sont point taries ; ce qui paraît condamné, c'est d'abord la passion effrénée du jeu sur tout et à propos de tout, le goût désordonné de la spéculation et du risque qui fausse les lois naturelles de l'économie nationale et corrompt les sources morales de l'énergie humaine ; c'est ensuite et surtout une politique, celle dont M. Hoover a rêvé d'être la splendide incarnation, la politique de l'isolement économique. La preuve est faite que même les États-Unis, au faite de leur puissance, ne peuvent se passer des autres pays ; les tarifs prohibitifs tendent à faire de l'économie américaine, d'une certaine façon, un circuit fermé ; mais elle s'anémie et se détruit elle-même.

Il y a plus. C'est le système de la production intense, de la production rationalisée et concentrée, dans toute la mesure où il ne s'accompagne pas d'un effort pour l'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat dans tous les pays, dont la faillite est constatée. La concurrence sans frein et sans règle, la production sans limite et sans rapports avec la consommation ne sont ni souhaitables, ni possibles. Il faut en venir à des ententes internationales entre grandes unités économiques organisées et dirigées. La succession à peu près régulière des crises et des périodes de prospérité, des vaches grasses et des vaches maigres, a ses lois qui ont été formulées par un économiste français, M. Juglar ; mais jamais le phénomène n'avait atteint l'ampleur et l'universalité que nous observons aujourd'hui. La guerre et ses conséquences monétaires et financières, une politique qui a laissé naître l'insécurité et l'instabilité, voilà les causes principales de cette exagération désastreuse. Le rythme des phénomènes économiques s'est accéléré dans une mesure imprévue et formidable. Les gouvernements n'ont pas encore réussi à y adapter leurs méthodes d'administration ni l'assiette de leurs relations extérieures.

M. Lucien Romier, dans le *Petit Parisien* du 31 décembre, donne des précisions : « Les États-Unis à eux seuls peuvent fabriquer huit millions d'automobiles par an, alors que le monde tout entier

n'en achète qu'un peu plus de six millions. Ils peuvent confectionner neuf cents millions de paires de chaussures, neuf paires par habitant et par an. Leur outillage pour les industries du pétrole, du charbon, de l'acier, de la laine, de la soie, représente une capacité de production triple du volume de la vente. L'immobilisation de capitaux sans rendement possible est donc énorme. » « Mieux vaudrait, conclut-il, que l'Amérique comprit enfin la nécessité, pour elle comme pour tous, de ne pas vivre dans l'orgueil de l'isolement et de laisser à qui lui paie ses dettes le moyen de les payer. » Pour le moment, voici apparaître, dans le pays de l'or qui se flattait de résoudre les difficultés sociales par la hausse indéfinie des salaires et des prix, la misère et la hideuse mendicité. On parle de huit millions de chômeurs et les statistiques officielles en avouent cinq millions. Les conséquences s'annoncent désastreuses pour le peuple américain; mais elles ne le sont pas seulement pour lui. La solidarité économique et financière des peuples est un fait d'expérience. On ne se réjouit qu'à Moscou.

La crise américaine commande la crise européenne, mais l'économie européenne pourrait se défendre, organiser sa production et ne pas subir trop durement les contre-coups des tempêtes d'outre-mer, si elle-même n'était le théâtre de dissidences économiques et de différends politiques. L'économie communiste, à l'Orient de l'Europe, est en opposition flagrante avec l'économie capitaliste; les deux systèmes sont incompatibles; ils sont en conflit latent, mais permanent; Lénine, pénétré des doctrines militaires de Clausewitz, était convaincu que cette opposition ne pouvait manquer d'aboutir à un conflit armé. Il s'y préparait, et ses successeurs font comme lui. Discutant, en 1919, avec la révolutionnaire allemande Clara Zetkin, Lénine lui déclarait sans ambages: « Les mots d'ordre pacifistes ne sont naturellement que des blagues. » Bon pour le menu peuple des communistes et pour la propagande étrangère! Les initiés savent qu'une nouvelle foi révolutionnaire ne s'impose que par la force et par la guerre. Que les dirigeants du bolchévisme soient, plus ou moins sincèrement, en proie à la psychose de la guerre, c'est ce qu'a prouvé le procès récent dont nous avons parlé et dont la conclusion a été conforme à nos prévisions. Quatre accusés seulement ont été condamnés à mort, et leur peine a été aussitôt commuée en dix années de prison qui sans doute ne seront pas longues. Il s'agissait seulement d'agir sur la crédule opinion publique russe et de lui faire croire que les Puissances capitalistes

s'apprêtaient à attaquer l'U. R. S. S. Le dictateur Staline a-t-il voulu par là préparer ses sujets à une guerre qu'il se proposerait de provoquer à son heure? Lénine déjà avait prévu la nécessité de faire croire que l'initiative des hostilités viendrait des États capitalistes et des émigrés russes. Ou bien fallait-il masquer l'échec partiel du plan quinquennal et préparer paysans et ouvriers à une accélération de la collectivisation des terres et à l'intensification de la production industrielle? L'avenir nous le dira.

Dans l'une et l'autre hypothèse, le danger est sérieux. Le plan quinquennal doit recevoir, en 1931, une impulsion nouvelle. En même temps que la production deviendrait de plus en plus collective et étatiste, elle se ferait de plus en plus intense. L'imagination slave en délire rêve d'une rapide et universelle palingénésie à un rythme beaucoup plus précipité que ne l'a été le développement américain lui-même. Il est permis de se demander si le monjik est capable de suivre un pareil train et si ce n'est pas la culbute qui arrivera au bout du fossé.

Quoi qu'il en soit, l'économie communiste, telle que la comprennent et la pratiquent Staline et ses collaborateurs, est incompatible avec l'économie capitaliste qui reste en vigueur en Europe; elle est en opposition particulièrement nette avec celle des pays qui gardent encore le respect de la liberté politique et le goût de l'initiative privée. Le socialisme, en effet, s'infiltre peu à peu en Europe par voie d'autorité. Le *Times* remarquait dernièrement que le néo-autocratie a de singulières affinités avec le socialisme. Le général Primo de Rivera avait un ministre du Travail socialiste et les attaques des hitlériens contre « les propriétaires de mines capitalistes » ont été, lors d'un récent débat, aussi vives que celles des communistes. Gardons-nous d'ailleurs de confondre ces tendances socialistes ou étatistes réformistes avec le communisme niveleur et destructeur. Il n'en est pas moins vrai que l'économie italienne, par exemple, tout en gardant une assiette capitaliste, se rapproche du système soviétique, au moins par l'emploi des procédés autoritaires.

Le déficit du budget étant, en Italie, pour 1930, de 900 millions et le total des traitements et salaires des fonctionnaires et employés de l'État se montant à 9 milliards de liras, il parut tout simple de réduire de 10 pour 100 tous les traitements et salaires afin de réaliser l'équilibre, sans tenir compte d'un mécontentement qui n'a aucun moyen de s'exprimer. Le gouvernement, comme nous l'avons

indiqué dans la précédente chronique, s'applique, en compensation, à faire baisser de 10 pour 100 le prix de la vie en général; il est engagé, à cet effet, dans une lutte très difficile qui l'amènera vraisemblablement à des mesures de coercition rigoureuses. Ainsi, ces nouvelles tendances économiques impliquent nécessairement une modification radicale du régime politique. Le système communiste se comporte, dans l'organisme européen, comme un corps étranger; une organisation européenne ne se concevrait donc qu'en opposition avec lui ou, tout au moins, sans lui. L'économie fasciste, d'autre part, tend à instaurer sa vie à part et à propager ses principes. Telle est la situation en face de laquelle se trouvera la *Commission d'études pour l'union européenne* qui va se réunir le 16 janvier à Genève.

Il s'agit, on ne l'a pas oublié, de la Commission qui s'est constituée, le 23 septembre dernier, afin d'examiner la proposition de M. Briand pour une organisation européenne. A des maux urgents, il ne semble pas que la Commission soit disposée à proposer des remèdes immédiats : elle se bornera sans doute strictement à sa mission, c'est-à-dire à des études. Avec les dispositions qui règnent dans plusieurs pays d'Europe, la Puissance qui apporterait un programme positif d'organisation risquerait d'être accusée de tendre à l'hégémonie et de travailler pour elle-même; ses projets n'auraient guère de chances d'être pris en considération. L'initiative de mesures pratiques peut-elle sortir des travaux de la Commission? Sans doute, bien que la bureaucratie de la Société des nations ne semble pas très empressée à coopérer activement à ses travaux, elle trouverait là, cependant, l'occasion de sortir d'une immobilité et d'une stérilité qui finiront par compromettre son existence. Au lieu de poursuivre la chimère d'un irréalisable universalisme, l'organisme de Genève serait bien avisé de s'adonner, conformément à l'esprit et à la lettre du pacte, à la réalisation d'ententes limitées et localisées dont il ne s'agirait plus ensuite que d'articuler les uns aux autres les besoins et les intérêts.

Il faut aller du simple au composé. Le point de départ est une constatation de bon sens. Après la guerre, les gouvernements des nouveaux États et même des anciens ont cru que le premier devoir de chaque pays était de se différencier de ses voisins, de définir ses frontières, de les hérissier d'obstacles et d'arriver à constituer à tous les points de vue une unité capable de se suffire à elle-même ou de ne traiter avec les autres que sur le pied d'une complète égalité.

Cette préoccupation était naturelle et légitime : la guerre n'avait-elle pas montré qu'il était parfois difficile à un État de se procurer ou d'improviser ce qui lui manquait ? Mais elle ne tarda pas à s'avérer trop étroite et insuffisante, en temps de paix, pour faire face à des nécessités financières et à des exigences sociales qui postulaient un puissant essor de la production et des échanges. Il fallait chercher autre chose que l'on n'a pas encore trouvé parce que l'individualisme national n'a pas encore conçu avec assez d'intensité la nécessité d'ententes et d'accords. La crise d'aujourd'hui fera naître un nouvel état d'esprit. Simplification des transports, des douanes, monnaie européenne, abolition des entraves au commerce, répartition des matières premières, organisation du crédit pour une entr'aide plus efficace, voilà une ample matière où il n'est pas impossible de réaliser des améliorations et des progrès. Ce serait un commencement et, pour l'avenir, un espoir. Les entretiens d'ordre financier et monétaire qui viennent d'avoir lieu entre les représentants de la Banque d'Angleterre et ceux de la Banque de France constituent, à cet égard, une heureuse préface aux négociations de Genève.

Le principal obstacle à une entente économique, c'est l'agitation pour la revision des traités, c'est-à-dire pour la destruction de la nouvelle Europe. Le fait que cette campagne a trouvé en M. Mussolini un nouvel et fervent adepte n'est pas de nature à calmer les passions et à raffermir la paix. Dernièrement, M. de Michelis, premier délégué de l'Italie à la Société des nations, dans un article de la *Stampa* (9 décembre) a expliqué le sens du « revisionnisme intégral à grande portée » de M. Mussolini. Il s'agit d'abord de faire disparaître « les différences injustes de puissance économique et politique entre les peuples ». M. de Michelis s'est-il demandé comment les États-Unis, qui possèdent toutes les matières premières, la main-d'œuvre et l'or, sont actuellement parmi ceux qui souffrent le plus de la crise ? Il faudrait donc reviser les traités, afin de mieux répartir les ressources naturelles entre les peuples. On ne voit pas bien l'Angleterre cédant une partie de ses mines de charbon à l'Italie qui lui abandonnerait en échange quelques chutes d'eau alpestres. Que s'il n'est question que d'échanges organisés, c'est justement l'objet des études qui vont commencer à Genève. Ce n'est pas tout. M. de Michelis, faisant écho à M. Mussolini, annonce aussi la revision du statut territorial de l'Europe. On sait très bien ce que revendiquent les Allemands et les Hongrois ; mais à qui l'Italie demandera-t-elle

des territoires? En quelque sens que l'on retourne la pensée de M. de Michelis, on aboutit à des impossibilités dangereuses et à d'injustes bouleversements qui ne se réaliseraient pas sans de longues guerres.

Comme cadeau de nouvel an, M. Mussolini a bien voulu faire connaître au peuple américain et au monde son horreur de la guerre; l'Italie ne prendra jamais l'initiative d'une guerre, à moins qu'elle ne soit prise à la gorge; elle a besoin de la paix. Nous savions depuis longtemps que M. Mussolini est plus prudent que certaines de ses paroles et que l'Italie ne souhaite pas la guerre. Mais quand le Duce fait chorus avec la Hongrie et l'Allemagne pour la revision des traités, il compromet la paix. Quand il parle de « l'hégémonie militaire de la France qui maintient le continent en état de fermentation », M. Mussolini flatte fâcheusement, aux dépens de la vérité, la passion du petit groupe des nationalistes italiens. Quand il parle « des absurdités territoriales auxquelles il faut remédier », il encourage dangereusement le hitlérisme et le chauvinisme allemand. Quand il parle de « la mutilation de la Hongrie qu'il faut réparer », il menace à la fois l'unité roumaine, l'unité yougoslave, l'unité tchécoslovaque. Il ne se figure pas que tout cela pourrait s'opérer pacifiquement. Que valent alors ses assurances pacifiques?

Les paroles qui nous viennent d'Italie rendent le même son que celles qui nous arrivent d'Allemagne. Mais, de là, les échos sont plus nombreux; c'est un chœur où tous les partis, ou peu s'en faut, développent, sur des modes différents, le même thème : revision. On veut persuader au peuple allemand que ses souffrances très réelles sont le fait des traités. Jamais plus audacieuse tromperie n'a été tentée. Ce qui est vrai, c'est que la campagne revisionniste, en faisant obstacle à une entente européenne, à une solidarité pratique des capitaux, aggrave la crise économique. Dans l'instabilité politique, comme le constate M. Benès dans un article du *Ceske slovo*, comment construirait-on l'entente économique? « Certains États, écrit l'éminent ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, persisteront longtemps à former des blocs contre le statut actuel de l'Europe. La constitution de ces blocs fera obstacle à l'union européenne. »

Les Allemands ont pris prétexte des résultats, insuffisants à leur gré, de la Conférence de Genève pour commencer une propagande intense en faveur de ce qu'ils appellent « l'égalité des armements »;

l'Allemagne, selon eux, a le droit de reprendre sa liberté d'action, c'est-à-dire de ne tenir aucun compte du traité de Versailles, et de procéder aux armements qu'il lui plaira; ils feignent de croire leur sécurité menacée par la France et la Pologne. Une motion du comte Westarp demandant au gouvernement de faire connaître cette situation a été votée par la commission des Affaires étrangères du Reichstag. Nous sommes à la veille d'une initiative gouvernementale pour la revision des traités, ou de ce que l'on appelle, en Allemagne, la libération. Le général Grœner, ministre de la Reichswehr, rassemble toutes les revendications allemandes et laisse entendre que la France sera bientôt mise en demeure de se prêter à une revision. On aboutirait, comme l'a dit M. Tardieu, si l'on entrait dans cette voie, à une « revision continue » après laquelle il ne resterait rien du traité. Le maréchal Hindenburg n'a-t-il pas dit : « Ce qui a été allemand doit redevenir allemand » ? Le gouvernement met obstacle à la propagande pacifique; il interdit le film *A l'ouest rien de nouveau*, mais les excitations nationalistes sont tolérées et encouragées. La jeunesse est élevée dans le culte de la force et la passion de la revanche. Les livres des écoliers, les manuels d'histoire sont farcis d'inventions mensongères qui deviennent, pour les jeunes générations, des vérités incontestées, car le sens critique a toujours fait défaut aux Allemands. Les partis les plus pacifiques d'intentions sont devenus les prisonniers des mensonges dont ils ont facilité la diffusion et des revendications dangereuses dont ils feraient mieux de laisser le monopole aux hitlériens.

C'est le cas du Centre. « L'Allemagne à la croisée des chemins » : c'est le titre d'un livre de M. W. Hagemann, rédacteur à la *Germania*; telle est, en effet, la situation de l'Allemagne, mais tout indique qu'elle s'engage dans le mauvais chemin. Le chef du Centre, Mgr Kaas, a écrit pour ce livre une préface où il déclare que l'Allemagne veut la paix et où il trace un programme qu'il qualifie d'évolutionniste : égalité des armements, revision des frontières de l'Est, suppression de l'interdiction de l'Anschluss, modification des traités inégaux. Si la France ne se prête pas à cette politique, « le Samson allemand ne se laissera pas lier à perpétuité à la meule de Versailles. Si l'entêtement et l'incompréhension des geôliers le poussaient au désespoir, le moment pourrait venir où la tragédie de Samson se renouvellera, ensevelissant les gardiens du *statu quo* sous la charpente effondrée de leur propre maison ». Voilà la menace, très claire, de cet ami de la paix. Nous ne refusons pas

d'admettre que la catastrophe de l'Allemagne serait la catastrophe de l'Europe et que sa guérison serait aus-si celle de l'Europe : mais qui donc pousse l'Allemagne à la catastrophe ? Et en serait-elle sauvée parce qu'elle aurait annexé Dantzig et la Poméranie polonaise ? Sophismes que tout cela, et très dangereux !

Mais l'exagération même des réclamations allemandes, l'allure de complot qu'elles prennent en se rapprochant de celles de l'Italie et de la Hongrie, commencent à inquiéter et à lasser tous ceux qui réfléchissent, qui se souviennent ou qui estiment que l'Europe a aujourd'hui des soucis plus urgents. Qui ne comprend qu'il ne serait pas possible de redresser les « injustices » dont l'Allemagne se prétend victime sans commettre des injustices bien réelles, sans refaire, en l'aggravant, la geôle où Bismarck enfermait les peuples ? Le prince de Bulow, dans ses *Souvenirs* si curieux, n'a pas l'idée que les autres peuples puissent avoir des droits ; on y lit, par exemple, que, depuis deux siècles, les Polonais ne cessent d'empiéter sur les provinces orientales de la Prusse ! Il y a vraiment contradiction trop flagrante entre les plaintes de l'Allemagne et le traitement qu'elle se proposait d'imposer aux vaincus. Nous connaissons les projets de Hindenburg pour l'Alsace-Lorraine et nous possédons le texte du traité de Bucarest ! Le grand mort que la France vient d'honorer si dignement a vraiment, comme l'a dit M. Lloyd George et comme à tenu à le répéter M. Barthou dans son magnifique discours, « à une heure critique sauvé la liberté du monde ». Il a sauvé l'indépendance des peuples. Nous ne permettrons pas qu'elle soit remise en question. En face de l'assaut qui se prépare, il suffira, à l'exemple du glorieux maréchal de la Marne et de Verdun, de « tenir », avec le peuple français et avec nos alliés de 1918 réunis une fois de plus derrière le cercueil du chef qui voulut et réalisa la victoire.

RENÉ PINON.

